

Joseph SCHUMPETER (1942)

Capitalisme, socialisme et démocratie

**La doctrine marxiste; le capitalisme peut-il survivre ?
Le socialisme peut-il fonctionner ?
Socialisme et démocratie**

**PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES
chapitres 1 à 14.**

(Traduction française, 1942)

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Joseph Schumpeter (1942)

Capitalisme, socialisme et démocratie.

La doctrine marxiste; le capitalisme peut-il survivre ?

Le socialisme peut-il fonctionner ?

Socialisme et démocratie

1^{er} fichier : 1^{re} et 2^e parties du livre : chapitres 1 à 14.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Joseph Schumpeter, Capitalisme, socialisme et démocratie.

Traduction française, 1942.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 avril 2002 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

PREMIER FICHER

[Avertissement liminaire](#)

[Préface de la première édition \(1942\)](#)

[Préface de la deuxième édition \(1946\)](#)

***Première partie* : [La doctrine marxiste](#)**

[Prologue](#)

Chapitre 1. [Marx le prophète](#)

Chapitre 2. [Marx le sociologue](#)

Chapitre 3. [Marx l'économiste](#)

Chapitre 4. [Marx le professeur](#)

***Deuxième partie* [Le capitalisme peut-il survivre ?](#)**

[Prologue](#)

Chapitre 5. [Le taux de croissance de la production totale](#)

Chapitre 6. [Plausibilité du capitalisme](#)

Chapitre 7. [Le processus de destruction créatrice](#)

Chapitre 8. [Pratiques monopolistiques](#)

Chapitre 9. [La chasse est fermée](#)

Chapitre 10. [La disparition des occasions d'investissement](#)

Chapitre 11. [La civilisation du capitalisme](#)

Chapitre 12. [Les murs s'effritent](#)

I. [Le crépuscule de la fonction d'entrepreneur](#)

II. [La destruction des couches protectrices](#)

III. [La destruction du cadre institutionnel de la société capitaliste](#)

Chapitre 13. [L'hostilité grandit](#)

I. [L'atmosphère sociale du capitalisme](#)

II. [La sociologie de l'intellectuel](#)

Chapitre 14. [Décomposition](#)

DEUXIÈME FICHER

Troisième partie Le socialisme peut-il fonctionner?

Chapitre 15. Pour déblayer le terrain

Chapitre 16. L'organigramme socialiste

Chapitre 17. Organigrammes comparés

I. Une observation préalable

II. Analyse de rendements comparés

III. Motifs de supériorité de l'organigramme socialiste

Chapitre 18. L'élément humain avertissement

I. Relativité historique de l'argument

II. Sur les demi-dieux et les archanges

III. Le problème de la gestion bureaucratique

IV. Épargne et discipline

V. Discipline autoritaire en régime socialiste : la leçon russe

Chapitre 19. Transition

I. Deux problèmes distincts

II. Socialisation dans une situation de maturité

III. Socialisation dans une situation d'immaturité

IV. Politique socialiste avant la lettre : l'exemple anglais

Quatrième partie Socialisme et démocratie

Chapitre 20. La position du problème

I. La dictature du prolétariat

II. Le dossier des partis socialistes

III. Une expérience mentale

IV. A la recherche d'une définition

Chapitre 21. La doctrine classique de la démocratie

I. Le bien commun et la volonté du peuple

II. Volonté du peuple et volition individuelle

III. La nature humaine en politique

IV. Raisons de la survivance de la doctrine classique

Chapitre 22. Une théorie alternative de la démocratie

I. Compétition pour la direction politique

II. Application du principe

Chapitre 23. En conclusion

- I. Quelques implications de l'analyse précédente
- II. Conditions de succès de la méthode démocratique
- III. La démocratie en régime socialiste

Annexe. - *Ultima verba*. La marche *au* socialisme. Les perspectives du capitalisme américain (1949)

AVERTISSEMENT LIMINAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Certains lecteurs ayant accoutumé de sauter les introductions et les préfaces, peut-être n'est-il pas superflu de leur fournir quelques points de repère susceptibles de les orienter.

En rédigeant *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Joseph Schumpeter ¹ a, si l'on nous passe cette comparaison, composé une symphonie dont les différents thèmes, tout en étant reliés par une inspiration commune, n'en sont pas moins essentiellement distincts.

Au seuil de son livre, l'auteur a dressé une stèle majestueuse consacrée à la doctrine marxiste considérée sous ses aspects prophétique, sociologique, économique, puis synthétique. Cependant, comme l'observe Schumpeter lui-même dans sa préface de 1942, il s'agit là d'un sujet assez ardu pour le lecteur qui ne s'est jamais aventuré dans l'immense forêt marxiste et peut-être le néophyte aurait-il intérêt à n'aborder cette partie de l'ouvrage qu'après avoir complété la lecture des deuxième, troisième et quatrième parties.

¹ Joseph-Alois Schumpeter, né à Triesch (Autriche) en 1883, commença sa carrière de professeur d'économie politique à l'Université de Vienne où il devint, très jeune encore, le chef incontesté de l'école autrichienne connue sous le nom d'« école viennoise ». Il publia, en 1910, la première théorie sur le rythme de prospérité et de crise en économie. Avant la première guerre mondiale il avait été professeur autrichien (d'échange) à la Columbia University. Dans les années 1919-1920, il fut ministre des finances autrichien, comme membre du parti chrétien-social. Ensuite il quitta sa chaire de Vienne pour devenir professeur d'économie politique à l'Université de Bonn et en 1932 alla professer cette science à l'Université de Harvard où il demeura jusqu'à sa mort en 1950.

La deuxième et la troisième parties : « Le capitalisme peut-il survivre? » et « Le socialisme peut-il fonctionner? » dans lesquelles Schumpeter expose sa thèse fondamentale, étayée par une imposante argumentation sociologique, économique et historique, constituent, de toute évidence, le cœur même de l'ouvrage. Ces quinze chapitres forment, en réalité, un tout complet dans lequel le grand libéral que fut Schumpeter a été conduit à prédire à contre-cœur la disparition du régime de l'initiative privée et à prévoir l'avènement d'un régime de centralisation socialiste qui, à n'en pas douter et comme le confirment d'ailleurs discrètement plusieurs passages de son livre, lui répugnait profondément et, pour ainsi dire, congénitalement. (Néanmoins Schumpeter n'avait pas renoncé à tout espoir d'une survivance du capitalisme, disons pendant un demi-siècle ou davantage, tout au moins aux États-Unis).

La quatrième partie, « Socialisme et Démocratie », peut être caractérisée comme un essai de science politique réaliste dans lequel l'auteur, écartant irrespectueusement (à la manière d'un Vilfredo Pareto) les voiles idéologiques dont s'affublent les partis politiques, essaie de démontrer que les principes et les programmes ne sont rien d'autre que les marche-pieds dont se servent pour accéder aux postes de commandement les professionnels de la politique. Ayant caractérisé la démocratie comme le régime dans lequel la conquête du pouvoir est réalisée selon des formes « concurrentielles » (lutttes électorales), Schumpeter se demande si une telle méthode de sélection des chefs restera applicable après le triomphe éventuel du socialisme et sa conclusion, pour ne pas être entièrement négative, n'en est pas moins imprégnée (et l'on pense de nouveau à Vilfredo Pareto) d'un profond scepticisme, atténué toutefois par certains espoirs fondés sur l'évolution « légaliste » du travaillisme anglais.

Encore un mot *pro domo sua*. La pensée complexe et le style très particulier de Schumpeter imposaient au traducteur une tâche exceptionnellement difficile. Ayant le choix entre une traduction rigoureusement littérale et une transposition plus souple (mais néanmoins, nous osons l'espérer, exacte), nous avons donné notre préférence à la deuxième solution, d'ailleurs au Prix d'un effort supplémentaire : ce faisant, nous croyons avoir été plus fidèle à la pensée du maître que si nous l'avions suivi mot à mot à travers tous les méandres de ses phrases et si nous avions renoncé à compléter certains de ses raccourcis par trop elliptiques ¹.

Gaël FAIN.

¹ Nous avons renoncé, avec l'autorisation de l'auteur, à publier la cinquième partie : Histoire résumée des partis socialistes, cette histoire ayant déjà fait l'objet de nombreux travaux en langue française.

Préface de l'auteur

Pour la première édition

(1942)

[Retour à la table des matières](#)

Ce volume est l'aboutissement d'un effort visant à fondre sous une forme accessible le gros de presque quarante ans de réflexions, d'observations et de recherches relatives au thème du socialisme. Le problème de la démocratie s'est frayé la voie jusqu'à la place qu'il occupe maintenant dans ce livre parce que, à l'expérience, il m'est apparu impossible d'exposer mes vues sur la relation existant entre l'ordre socialiste de la société et la méthode démocratique de gouvernement sans procéder à une analyse assez développée de cette dernière.

Ma tâche s'est révélée comme plus difficile que je ne l'avais cru au début. Une partie des matériaux hétérogènes qu'il m'a fallu mettre en œuvre reflétaient les opinions et les expériences d'un homme qui, à différentes phases de sa vie, a eu davantage d'occasions d'observer le socialisme en action que ce n'est généralement le cas pour les non-socialistes et qui a réagi sans préjugés à ses observations. Je n'ai pas désiré oblitérer les traces de ces réactions personnelles : si j'avais cherché à les effacer, ce livre aurait perdu beaucoup de l'intérêt qu'il est susceptible d'avoir.

De plus, ces matériaux reflétaient également les efforts analytiques d'un homme qui, tout en s'efforçant honnêtement de sonder au-dessous de la surface, n'a jamais fait pendant longtemps du socialisme l'objet principal de ses recherches professionnelles et qui, par conséquent, a beaucoup plus à dire sur certains sujets que sur certains autres. Afin d'éviter de créer l'impression que j'ai visé à écrire un traité bien équilibré, j'ai pensé que le mieux était de regrouper mes matériaux autour de cinq thèmes principaux. Bien entendu, des liaisons et des passerelles ont été ménagées entre eux et j'ai obtenu, je l'espère du moins, un résultat analogue à une unité systématiquement de présentation. Néanmoins, il s'agit essentiellement d'une série d'études analytiques presque autonomes, bien que non indépendantes.

Dans la première partie j'ai résumé, sous une forme non technique, ce que j'avais à dire - et ce que, effectivement, j'ai enseigné pendant quelques dizaines d'années - sur le sujet de la doctrine marxiste. De la part d'un marxiste, il serait naturel de préliminer à la discussion des principaux problèmes du socialisme en exposant l'Évangile du Maître. Mais, dira-t-on, à quoi bon présenter une telle exposition dans le hall d'un édifice construit par un non-marxiste ? C'est que ce non-marxiste a tenu, ce faisant, à témoigner qu'il croit à l'importance unique du message de Marx, importance, au demeurant, complètement indépendante de l'acceptation ou du rejet de ce message. Cependant nous reconnaissons que la lecture de cette partie de notre livre est laborieuse. Aucun des outils forgés par Marx n'est d'ailleurs employé dans le reste de l'ouvrage. Par conséquent, bien que les conclusions auxquelles nous avons abouti soient constamment rapprochées des dogmes énoncés par le grand penseur socialiste, les lecteurs que le marxisme n'intéresse pas peuvent directement passer à la deuxième partie.

Dans cette seconde partie - *Le Capitalisme peut-il Survivre?* j'ai essayé de montrer qu'un type socialiste de société émergera inévitablement de la décomposition non moins inévitable de la société capitaliste. De nombreux lecteurs pourront s'étonner que j'aie tenté une analyse aussi laborieuse et complexe aux fins d'établir une thèse qui, de nos jours, tend rapidement à être universellement acceptée, même par les conservateurs. La raison de mon insistance est la suivante : bien que, pour la plupart, nous tombions d'accord sur le dénouement final, nous différons d'avis en ce qui concerne la nature de l'évolution qui est en train de tuer le capitalisme et le sens précis qu'il convient d'attacher au terme « inévitable ». Étant convaincu que la plupart des arguments mis en avant sont erronés, j'ai estimé qu'il était de mon devoir de prendre (et d'infliger au lecteur) beaucoup de peine pour aboutir finalement à une conclusion paradoxale : le capitalisme est en voie d'être tué par ses réussites mêmes.

Ayant constaté, comme nous le vérifierons, je le crois, que le socialisme est une proposition qui peut devenir *immédiatement* réalisable sous l'influence de la deuxième guerre mondiale, nous examinerons à vol d'oiseau dans la troisième partie - *Le Socialisme petit-il Fonctionner?* - toute une série de problèmes relatifs aux conditions dans lesquelles on peut escompter que le régime socialiste sera une réussite sur le plan économique. C'est dans cette partie que le traitement des différents thèmes, y compris les problèmes de « transition », est le mieux équilibré. Les résultats des travaux sérieux qui, jusqu'à ce jour, ont été consacrés en petit nombre à cette question ont été tellement faussés par l'amour ou la haine que la simple réaffirmation d'opinions largement admises nous a paru se justifier en différents endroits.

La quatrième partie - *Socialisme et Démocratie* - constitue une contribution à une controverse qui s'est développée aux États-Unis depuis un certain temps. Mais il convient d'observer que seule une question de principe est traitée dans cette partie. Les faits et les commentaires afférents au sujet sont dispersés dans tout le corps de l'ouvrage.

Préface de l'auteur

Pour la deuxième édition

(1946)

[Retour à la table des matières](#)

Cette édition reproduit le livre de 1942 auquel n'a été apportée aucune modification, sinon qu'un nouveau chapitre a été ajouté. Je me suis même abstenu de procéder, pour un certain nombre de passages, à des remaniements rédactionnels qui paraissent nettement s'imposer : en effet, quand on traite des matières de la nature de celles qui font l'objet du présent ouvrage, il est impossible de changer des phrases sans en altérer le sens ou, tout au moins, sans encourir le soupçon d'avoir agi de la sorte. J'attache d'ailleurs une certaine importance au fait que ni les événements des quatre dernières années, ni les objections soulevées par les critiques ne m'ont amené à modifier mes diagnostics et pronostics qui, bien au contraire, me semblent avoir été pleinement confirmés par les faits nouveaux qui se sont manifestés. Au cours de la présente préface, je me propose de signaler certaines de ces objections ou plutôt de ces catégories d'objections - qu'elles aient été imprimées ou non. Ce faisant, je suis d'ailleurs guidé exclusivement par l'espoir que les réponses formulées par moi pourront être de quelque utilité à mes lecteurs, car je n'ai aucunement lieu de me plaindre de l'accueil qu'a reçu mon livre : tout au contraire, je désire saisir cette occasion d'exprimer ma gratitude aux critiques pour leur courtoisie et leur bienveillance constantes, ainsi qu'aux traducteurs en sept langues différentes pour leurs efforts méritoires.

En premier lieu, que l'on me permette de faire état de deux critiques d'ordre professionnel. Un économiste éminent, de réputation internationale, s'est déclaré en désaccord avec le thèse soutenue par moi aux termes de laquelle l'évolution sociale décrite dans le présent ouvrage tend, à long terme, à faire disparaître les profits :

l'activité commerciale, soutient mon contradicteur, se fera toujours payer. Cependant je ne crois pas que nos deux points de vue s'opposent réellement, sauf que nous employons le terme « profits » dans des sens différents. Celles des activités commerciales qui peuvent continuer à être nécessaires même dans une économie qui se sera installée dans une routine stable continueront, sans aucun doute, comme toute autre activité afférente à la gestion des entreprises à prélever une rémunération. Cependant je classe de tels revenus avec les rémunérations de gestion, aux fins d'isoler et de faire ressortir ce que je crois être la source fondamentale du bénéfice industriel, à savoir les profits que le régime capitaliste alloue à l'introduction, couronnée de succès, de nouveaux produits ou de nouvelles méthodes de production ou de nouveaux types d'organisation. Je ne vois pas comment l'on pourrait contester que l'histoire industrielle démontre d'une façon convaincante l'importance de cet élément des revenus capitalistes. Et je soutiens que, en raison de la mécanisation croissante du « progrès » industriel (travail d'équipe dans les services de recherches et ainsi de suite), cet élément est, à la longue, réduit en poussière, ce qui provoque, du même coup, l'effondrement du pilier le plus important qui soutenait la position économique de la classe capitaliste.

Cependant la critique la plus importante de l'argumentation purement économique de ce livre - elle s'est parfois accentuée jusqu'à la protestation - qui soit venue à ma connaissance a été dirigée contre ce que de nombreux lecteurs ont tenu pour un plaidoyer en faveur des pratiques monopolistiques. Effectivement, je crois que la plupart des thèses courantes relatives aux effets néfastes des monopoles sont inspirées par des vues idéologiques et n'ont aucun fondement positif. A mes heures de détente, il m'arrive de m'exprimer en termes moins académiques sur ce point et, notamment, sur les « mesures », mises en œuvre ou proposées, qui sont fondées sur une telle idéologie. Mais, actuellement et par strict souci de conscience professionnelle, je désire simplement affirmer que tout ce que le lecteur trouvera dans le présent ouvrage concernant les monopoles se ramène, en dernière analyse, aux propositions suivantes qu'aucun économiste qualifié ne saurait, m'est avis, contester :

1. La théorie classique (Cournot-Marshall) de la fixation des prix de monopole n'est pas entièrement dépourvue de fondement, notamment quand elle est refondue aux fins de traiter, non seulement de la maximisation instantanée du bénéfice de monopole, mais encore de sa maximisation à travers le temps. Toutefois, cette théorie utilise des hypothèses tellement restrictives qu'elles rendent impossible son application directe à la réalité. En particulier, on ne saurait l'employer pour l'objet auquel l'application l'enseignement courant, à savoir pour établir une comparaison entre la manière dont fonctionne une économie purement concurrentielle et la manière dont fonctionne une économie contenant des éléments de monopole substantiels. Le principal motif de cette impossibilité tient au fait que la théorie suppose des conditions données de demande et de coût qui seraient identiques dans le cas de la concurrence et dans celui du monopole, alors qu'il est de l'essence d'une grande entreprise moderne que, pour des volumes de production élevés, ses conditions de demande et de coût sont - nécessairement - beaucoup plus favorables que les conditions qui existeraient dans les mêmes branches si elles étaient placées sous un régime de concurrence parfaite.

2. La théorie courante est presque exclusivement consacrée à la gestion d'une organisation économique spécifique. Cependant, la façon dont le capitalisme engen-

dre des structures économiques est beaucoup plus importante que la façon dont il les gère une fois qu'elles sont constituées (cf. chap. 7 et 8). Or, l'élément de monopole intervient nécessairement dans ce processus de création. Une telle circonstance place sous un jour tout différent le problème du monopole et les méthodes législatives et administratives qui lui sont applicables.

3. En troisième lieu, les économistes qui tempêtent contre les cartels et autres méthodes d'auto-gouvernement économique n'affirment souvent rien qui soit inexact. Mais ils négligent de qualifier leurs critiques : or, à ne pas faire état des nuances qui s'imposent, l'on renonce à dire toute la vérité.

Il y aurait encore bien d'autres remarques à présenter sur ce thème ; cependant j'y renonce afin de passer à une autre catégorie d'objections.

J'avais cru avoir pris toutes les précautions nécessaires pour montrer clairement que je n'ai pas écrit un livre politique et qu'il n'a pas été dans mon intention de plaider en faveur de telle ou telle thèse. Néanmoins, et à mon grand amusement, l'intention m'a été prêtée - à plus d'une reprise, mais non, tout au moins à ma connaissance, dans des publications imprimées - de « me faire l'avocat du collectivisme étranger ». Je mentionne cette critique, non pour son propre mérite, mais en vue de signaler une autre objection qui se dissimule derrière elle. Si je n'ai pas plaidé en faveur du collectivisme, national ou étranger, ou de toute autre doctrine, pourquoi donc avoir pris la plume ? N'est-il pas entièrement futile d'élaborer des déductions en partant de faits observés, sans aboutir à des recommandations pratiques ? Une telle objection m'a vivement intéressé, chaque fois que je l'ai rencontrée, en tant que symptôme parfait d'une attitude d'esprit qui joue un grand rôle dans la vie moderne. Nous faisons toujours beaucoup trop de plans et nous pensons beaucoup trop peu. Tout appel à la réflexion nous irrite et nous avons horreur des arguments non familiers qui ne cadrent pas avec ce que nous croyons ou avec ce que nous voudrions croire. Nous nous avançons vers le futur comme nous avançons vers la guerre, les yeux bandés. Or, c'est précisément à cet égard que j'ai voulu servir le lecteur. Je me suis proposé de le faire réfléchir. Cependant, pour atteindre ce but, il était essentiel de ne pas distraire son attention en discutant, à un point de vue quelconque, « ce qu'il y aurait lieu de faire à ce sujet » et en centrant, du même coup, son attention sur tel ou tel problème pratique. L'analyse poursuit une tâche distincte et c'est à cette tâche que j'ai entendu m'en tenir, tout en étant pleinement conscient du fait qu'une telle résolution me priverait d'une grande partie des résonances qui auraient été éveillées dans le public par quelques pages de conclusions pratiques.

Cette observation m'amène, finalement, à l'accusation de « défaitisme ». Je refuse absolument d'admettre que ce terme soit applicable à un effort d'analyse. Le défaitisme dénote une certaine attitude psychique, laquelle n'a de sens que par référence à l'action. Les faits en eux-mêmes et les déductions que l'on en tire ne peuvent jamais être défaitistes, ni le contraire, quel qu'il puisse être. Le compte-rendu signalant qu'un navire est en train de couler n'est pas défaitiste. Seul peut l'être l'esprit dans lequel il est pris connaissance de ce compte-rendu : l'équipage peut se croiser les bras et se noyer. Mais il peut également courir aux pompes. Si les hommes se bornent à constater le compte-rendu bien qu'il soit soigneusement motivé, alors on doit les qualifier

d'illusionnistes ¹. De plus, même s'ils avaient un caractère de prédiction beaucoup plus marqué que celui que j'ai entendu leur donner, mes exposés des tendances d'évolution n'impliqueraient pas davantage des suggestions défaitistes. Quel homme normal refuserait de défendre sa vie pour la simple raison qu'il est absolument certain d'être appelé, tôt ou tard, à mourir d'une manière quelconque? Or, une telle attitude d'esprit vaut pour les deux groupes qui m'ont accusé de défaitisme : les partisans de la société fondée sur l'initiative privée et les partisans du socialisme démocratique. Ces deux groupes ne peuvent que gagner à reconnaître plus clairement qu'ils ne le font habituellement les caractéristiques de la situation sociale dans laquelle il est de leur destin d'agir.

Un franc exposé des circonstances de mauvais augure n'a jamais été plus nécessaire que de nos jours, alors que, semble-t-il, nous avons développé l'illusionnisme jusqu'à en faire un système intellectuel. Tels ont été le motif pour lequel j'ai entrepris le présent ouvrage et mon excuse pour l'avoir écrit. Les faits exposés par moi et les déductions que j'en tire ne sont certainement pas plaisants, ni confortables. Mais ils ne sont pas défaitistes. Est défaitiste quiconque, tout en confessant du bout des lèvres le christianisme et toutes les autres valeurs de notre civilisation, refuse néanmoins de se dresser pour leur défense - qu'il considère leur disparition comme acquise d'avance ou qu'il se berce contre tout espoir d'espérances futiles. Car nous sommes en présence d'une de ces situations dans lesquelles l'optimisme n'est pas autre chose que l'une des formes de la défection.

Joseph A. SCHUMPETER.

¹ En anglais : escapists. (Nous aurions également pu traduire par « autruches »).

première partie

LA DOCTRINE MARXISTE

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : la doctrine marxiste

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des créations de l'intelligence ou de l'imagination meurent sans laisser de trace après une période qui varie entre une heure d'après-dîner et une génération. Tel n'est cependant pas le sort de certaines d'entre elles, qui, certes, subissent des éclipses, mais qui surgissent de nouveau et ressuscitent alors, non pas comme des éléments indistincts de notre héritage culturel, mais sous leur apparence originale et avec leurs cicatrices propres, que chacun peut voir et toucher. Nous pouvons, en pareil cas, parler à bon droit de grandes créations - et c'est un mérite de cette conception que d'établir un lien entre la grandeur et la vitalité. Or, pris dans ce sens, le terme de grandeur doit incontestablement être appliqué au message de Marx. Mais il y a un avantage additionnel à définir la grandeur par les résurrections : c'est que, du même coup, elle devient indépendante de notre amour ou de notre haine. Nous n'avons plus besoin de croire qu'une grande réussite intellectuelle doive être impeccable, soit dans son dessein fondamental, soit dans ses détails. Tout au contraire, nous pouvons la tenir pour une puissance des ténèbres ; nous pouvons la juger comme essentiellement erronée ou nous trouver en désaccord avec elle sur une série de points particuliers. Dans le cas du système marxiste, un tel rejet, voire même la démonstration précise des erreurs de raisonnements qu'il contient ne font que confirmer la solidité de l'édifice par le fait même de leur impuissance à le renverser.

Au cours des vingt dernières années, nous avons assisté à une résurrection particulièrement remarquable du marxisme. Que le grand maître de la croyance socialiste ait conquis droit de cité en Russie soviétique, on ne saurait en être surpris. Et le fait que le véritable, sens du message de Marx et l'idéologie et la pratique bolchevistes soient séparés par un abîme au moins aussi grand que celui qui séparait la religion des humbles galiléens et l'idéologie et la pratique des princes de l'Église et des seigneurs du Moyen Age - un tel fait se manifeste coutumièrement au cours des procès de canonisation.

Cependant une autre résurrection, celle de la doctrine marxiste aux États-Unis, est moins facile à expliquer. Ce phénomène est particulièrement intéressant pour quiconque se souvient que, avant la décennie 1921-1930, l'apport marxiste ne jouait un rôle significatif ni dans le mouvement ouvrier américain, ni dans la pensée des intellectuels américains. Aux États-Unis, l'élément marxiste était toujours resté superficiel, insignifiant et dépourvu d'autorité. En outre, le modèle bolcheviste de renaissance du marxisme n'a provoqué aucune poussée analogue dans les pays qui, auparavant, avaient été le plus profondément imprégnés de marxologie. En Allemagne, notamment, qui, de tous les pays, était celui où la tradition marxiste était la plus forte, une petite secte orthodoxe était, certes, restée agissante durant le boom socialiste d'après la première guerre mondiale, après avoir survécu à la crise antérieure du socialisme. Mais les guides de la pensée socialiste (non pas seulement ceux alliés au parti social-démocrate, mais aussi ceux qui allaient bien au delà du conservatisme prudent observé par le parti dans les questions pratiques) ne manifestaient guère de zèle à revenir aux vieux dogmes et, tout en adorant le dieu, prenaient grand soin de s'en maintenir à distance respectueuse et de raisonner en matière économique exactement comme les autres économistes. Abstraction faite de la Russie, par conséquent, le phénomène américain est unique. Nous n'avons pas à nous occuper de ses causes. Mais il n'est pas superflu d'examiner la forme et le sens du message que tant d'Américains ont accueilli ¹.

¹ Les références aux écrits de Marx seront réduites au minimum et nous ne ferons aucune allusion aux circonstances de sa vie. De tels développements paraissent, en effet, superflus, car tout lecteur peut aisément se procurer, dans cet ordre d'idées, toute la documentation souhaitable. Nonobstant une énorme quantité de travaux plus récents, je pense toujours que la biographie de F. Mehring est la meilleure, tout au moins au point de vue du lecteur non spécialisé.

Première partie : la doctrine marxiste

Chapitre I

MARX LE PROPHÈTE

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est aucunement par inadvertance que nous avons laissé un terme emprunté au monde de la religion se glisser dans le titre de ce chapitre. Il y a là plus qu'une analogie. Sous un certain aspect important, le marxisme est une religion. A ses fidèles il offre, en premier lieu, un système des fins dernières qui donnent un sens à la vie et qui constituent des étalons de référence absolus pour apprécier les événements et les actions ; de plus, en second lieu, le marxisme fournit pour atteindre ces fins un guide qui implique un plan de salut et la révélation du mal dont doit être délivrée l'humanité ou une section élue de l'humanité. Nous pouvons préciser davantage : le socialisme marxiste appartient au groupe des religions qui promettent le paradis sur la terre. Je pense qu'une formulation de ces caractéristiques par un hiéologue ouvrirait la voie à des classifications et commentaires qui, éventuellement, feraient pénétrer dans l'essence sociologique du marxisme beaucoup plus profondément qu'un simple économiste ne saurait le faire.

Le dernier point important à signaler à l'égard de ce caractère religieux, c'est qu'il explique le succès du marxisme ¹. Une réussite purement scientifique, eût-elle même

¹ La qualité religieuse du marxisme explique également une attitude caractéristique du marxiste orthodoxe à l'égard de ses contradicteurs. A ses yeux, tout comme aux yeux de tout croyant en une foi, l'opposant ne commet pas seulement une erreur, mais aussi un péché. Toute dissidence est condamnée, non seulement du point de vue intellectuel, mais encore du point de vue moral. Aucune excuse ne saurait être invoquée en sa faveur à partir du moment où le Message a été révélé.

été beaucoup plus par. faite qu'elle ne l'a été dans le cas de Marx, n'aurait jamais conquis l'immortalité, au sens historique du terme, que son oeuvre a conquise. Et son arsenal de formules partisans ne l'aurait pas davantage fait entrer dans l'Olympe. Certes, une partie, d'ailleurs très minime, du succès de Marx peut être attribuée au stock, qu'il met à la disposition de ses ouailles, de phrases incandescentes, d'accusations passionnées et d'attitudes vengeresses, prêtes à être utilisées sur n'importe quelle tribune, Il suffit de dire à cet égard que ces munitions ont rempli et continuent à remplir très bien leur objet, mais que leur fabrication a comporté un inconvénient : aux fins de forger de telles armes destinées à l'arène des conflits sociaux, Marx a dû, à l'occasion, soit déformer les conclusions qui devraient logiquement dériver de son système, soit s'en écarter. Néanmoins, si Marx n'avait pas été autre chose qu'un four-nisseur de phraséologies, il serait d'ores et déjà mort. L'humanité n'est pas reconnaissante pour les services de ce genre et elle oublie rapidement les noms des auteurs qui écrivent les livrets de ses opéras politiques.

Mais Marx était un prophète et, aux fins de comprendre la nature de sa réussite, il nous faut le replacer dans le cadre de son époque. Marx a vécu en un temps où les réalisations bourgeoises étaient parvenues à leur zénith et la civilisation bourgeoise à son nadir, en un temps de matérialisme mécanique où le milieu culturel n'avait encore révélé par aucun symptôme l'enfantement d'un nouvel art et d'un nouveau mode d'existence et s'ébattait dans la banalité la plus répugnante. Toutes les classes de la société perdaient rapidement la foi, dans tous les sens réels du terme, et, en même temps qu'elle s'éteignait, le seul rayon de lumière (abstraction faite des consolations inhérentes aux initiatives de Rochdale et aux caisses d'épargne) qui éclairait le monde du travail, pendant que les intellectuels faisaient profession d'être hautement satisfaits de la *Logique* de Mill et de la loi sur les pauvres (Poor Law) anglaise.

Or, à des millions de cœurs humains le message marxiste du paradis terrestre du socialisme apportait un nouveau rayon de lumière en donnant un nouveau sens à la vie. L'on peut traiter, si l'on veut, la religion marxiste de contrefaçon ou de caricature de la foi - il y aurait beaucoup à dire en faveur de cette thèse -, mais l'on ne saurait contester la grandeur d'un tel achèvement, ni lui marchander son admiration. Il importe peu que presque aucun de ces millions d'êtres n'ait été en mesure de saisir et d'apprécier la signification réelle du message - car tel est le sort de tous les messages. Le point important, c'est que le message a été ordonné et exprimé sous une forme propre à le faire accepter par la mentalité positiviste de l'époque - essentiellement bourgeoise, à n'en pas douter, mais aussi bien n'est-il aucunement paradoxal d'affirmer que le marxisme est essentiellement un produit de l'esprit bourgeois. Ce résultat a été atteint par Marx, d'une part en traduisant, avec une vigueur insurpassée, ce sentiment d'être brimé et maltraité qui constitue le comportement auto-thérapeutique d'innombrables malchanceux et, d'autre part, en proclamant que la guérison de ces maux par le socialisme doit être tenue pour une certitude susceptible d'être rationnellement démontrée. Observons avec quel art suprême l'auteur réussit, en cette occurrence, à combiner toutes ces aspirations extra-rationnelles, que la religion en déclin laissait désormais errer çà et là comme des chiens sans maître, avec les tendances contemporaines au rationalisme et au matérialisme, inéluctables à une époque qui ne consentait à tolérer aucune croyance dépourvue d'attributs scientifiques ou pseudo-scientifiques. Un sermon pragmatique n'aurait pas fait impression ; l'analyse du processus social n'aurait retenu l'intérêt que de quelques centaines de spécialistes. Mais envelopper le sermon dans les formules de l'analyse et développer l'analyse en ne perdant jamais de vue les aspirations du cœur, telle a été la technique qui a conquis à Marx des allégeances passionnées et qui a mis entre les mains du marxiste un atout

suprême : la conviction que l'homme que l'on est et la cause que l'on sert ne sauraient être vaincus, mais doivent finalement triompher. Bien entendu, cet art apologétique n'épuise pas les causes de la réussite de Marx. La vigueur personnelle et l'illumination, à défaut desquelles une vie nouvelle ou un sens nouveau donné à la vie ne sauraient être effectivement révélés, agissent indépendamment du contenu d'une croyance. Toutefois, cette considération ne nous concerne pas présentement.

Il conviendrait également de montrer avec quelle suite dans les idées et quelle rigueur logique Marx s'efforce de démontrer que l'objectif socialiste sera inéluctablement atteint. Nous nous bornerons à formuler une remarque relative à ce que nous avons appelé plus haut son interprétation des sentiments éprouvés par la foule des malchanceux. Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'une expression authentique de sentiments effectifs, conscients ou subconscients. Nous préférons parler d'une tentative visant à substituer à des sentiments effectifs une révélation, vraie ou fausse, de la logique de l'évolution sociale. En procédant de la sorte et en attribuant - d'une manière tout à fait injustifiée - aux masses son propre mot d'ordre de la « conscience de classe », Marx a, sans aucun doute, falsifié la véritable psychologie de l'ouvrier (centrée sur le désir de devenir un petit bourgeois et d'être aidé par la puissance politique à accéder à cette position), mais, dans la mesure où son enseignement a été suivi d'effet, il a élargi et ennobli cette mentalité. Marx ne versait pas de larmes sentimentales sur la beauté de l'idée socialiste, et c'est d'ailleurs l'un des titres qu'il fait valoir pour établir sa supériorité sur ceux qu'il appelait les socialistes utopistes. Il ne glorifiait pas davantage les ouvriers en les posant en héros du labeur quotidien, comme se plaisent à le faire les bourgeois quand ils tremblent pour leurs dividendes. Marx était parfaitement immunisé contre la tendance, si évidente chez certains de ses successeurs moins fermes, à lécher les bottes du travailleur. Il avait probablement une claire notion de ce que sont les masses et son regard d'aigle passait très au-dessus de leurs têtes pour viser des objectifs sociaux beaucoup plus élevés que ceux qu'elles croyaient ou souhaitaient atteindre. Marx n'a jamais non plus préconisé tels ou tels idéals comme étant conçus par lui. Une telle vanité lui était tout à fait étrangère. De même que tout vrai prophète se présente comme l'humble porte-parole de son Dieu, de même Marx n'avait pas d'autre prétention que d'énoncer la logique du processus dialectique de l'histoire. Dans toutes ces attitudes on observe une dignité qui rachète tant de petites choses et de vulgarités avec lesquelles cette dignité a été si singulièrement associée dans l'œuvre et dans la vie de Marx.

Nous ne devons pas, finalement, omettre de mentionner un autre point. Marx était personnellement beaucoup trop civilisé pour tomber dans le même travers que les professeurs vulgaires de socialisme qui ne savent pas reconnaître un temple quand il se dresse sous leurs yeux. Il était parfaitement capable de comprendre une civilisation ainsi que la valeur « relativement absolue » de ses valeurs, si éloigné d'elles qu'il ait pu se sentir. A cet égard, il n'existe pas de meilleur témoignage de sa largeur d'esprit que celui offert par le *Manifeste Communiste*, où figure un compte rendu des accomplissements du capitalisme qui fait quasiment figure de panégyrique¹ ; et même quand il prononce la condamnation à mort *in futuro* du capitalisme, Marx ne manque jamais de reconnaître sa nécessité

¹ Ceci peut sembler une exagération. Cependant, citons d'après la traduction anglaise autorisée : « La bourgeoisie... a été la première à montrer ce que l'activité de l'homme peut réaliser. »

« Elle a accompli des miracles surpassant de loin des pyramides égyptiennes, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques ... La bourgeoisie... entraîne toutes les nations... vers la civilisation ... Elle a créé des cités immenses... et a du même coup arraché une partie considérable de la population à l'idiotie (sic!) de la vie rurale... La bourgeoisie, au cours de son règne d'à peine cent ans, a créé des forces productives plus massives et plus colossales que ne l'avaient fait toutes les générations antérieures réunies. » Observons que tous les achèvements cités sont attribués à *la seule bourgeoisie* et c'est là davantage que ce que revendiqueraient bien des économistes foncièrement bourgeois. Je n'ai pas voulu dire autre chose ci-dessus, en soulignant la différence profonde qui sépare cette conception et les opinions du marxisme vulgarisé contemporain ou encore les pauvretés à la Veblen de nos radicaux modernes non marxistes. Qu'on me permette de préciser ce point dès à présent : tout ce que je dirai dans la seconde partie relativement aux performances du capitalisme n'implique rien de plus que ce qu'a dit Marx.

historique. Cette attitude implique, bien entendu, toute une série de conséquences que Marx lui-même aurait refusé d'accepter. Mais il lui a été plus facile de la prendre et il a été incontestablement encouragé à y persévérer en raison de sa perception de la logique organique des faits à laquelle sa théorie de l'histoire donne un relief particulier. Les données sociales se présentaient en bon ordre à son esprit et, pour autant qu'il ait pu, à certaines époques de sa vie, faire figure de conspirateur de café, son véritable moi méprisait de tels épisodes. Le socialisme, pour Marx, n'était pas une obsession qui oblitère toutes les autres nuances de la vie et qui engendre une haine ou un mépris malsains et stupides envers les autres civilisations. Et le titre est justifié dans plus d'un sens que Marx revendiquait pour les catégories de pensée socialiste et de volonté socialiste soudées par le ciment de sa position fondamentale : le *Socialisme Scientifique*.

Première partie : la doctrine marxiste

Chapitre 2

MARX LE SOCIOLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Il nous faut maintenant commettre un sacrilège particulièrement répréhensible aux yeux des croyants, lesquels sont naturellement choqués toutes les fois que la froide analyse est appliquée à ce qui est pour eux la vraie fontaine de vérité. Effectivement, l'un des procédés qui leur déplaisent le plus consiste à découper en morceaux Marx et son oeuvre, puis à les disséquer un par un. Selon eux, une telle manière d'agir révèle l'incapacité congénitale du bourgeois à concevoir un ensemble resplendissant dont toutes les parties se complètent et s'expliquent l'une par l'autre et dont, par conséquent, le véritable sens se perd dès lors que telle partie ou tel aspect de l'oeuvre est considéré isolément. Cependant nous n'avons pas le choix. En commettant le sacrilège et en me tournant de Marx le prophète vers Marx le sociologue, je n'entends aucunement dénier soit l'unité de sa vision sociale qui aboutit à donner à l'oeuvre marxiste quelque unité analytique (et, davantage encore, une apparence d'unité), soit le fait que toute partie de cette oeuvre, pour indépendante qu'elle soit intrinsèquement, a été reliée par l'auteur à chaque autre partie. Chacune des provinces de ce vaste royaume reste cependant suffisamment autonome pour qu'il soit possible au critique d'accepter les fruits de l'effort de Marx dans telle d'entre elles tout en les rejetant dans telle autre. Une telle méthode d'analyse éteint en grande partie l'auréole mystique qui enchante les croyants, mais elle se traduit par un gain dans la mesure où elle permet de sauver des vérités importantes et stimulantes, beaucoup plus précieuses en soi qu'elles ne le seraient si elles restaient attachées à des épaves irrémédiables.

Cette remarque vaut, en premier lieu, pour toute la philosophie de Marx que nous pouvons aussi bien déblayer une fois pour toutes de notre chemin. De par sa formation germanique et son penchant pour la spéculation, Marx avait acquis une culture philosophique approfondie et il s'intéressait passionnément à la métaphysique. La philosophie pure à la mode allemande constitua son point de départ et fut le grand amour de sa jeunesse. Marx était un néo-hégélien, ce qui signifie, sommairement, que, tout en acceptant les positions et méthodes fondamentales du maître, lui-même et son groupe éliminèrent les interprétations conservatrices données à la philosophie de Hegel par beaucoup de ses autres disciples et leur substituèrent des thèses à peu près opposées. Cet arrière-plan apparaît dans tous ses écrits, chaque fois qu'il en trouve l'occasion. Il n'est donc pas surprenant de voir ses lecteurs allemands et russes, portés à la même prédilection par la pente de leur esprit et par leur formation, s'emparer en premier lieu de cet élément philosophique et le tenir pour la clé principale du système.

Ce faisant, ils commettent, à mon avis, une erreur et ne font pas justice à la valeur scientifique de Marx. Certes, celui-ci se complaisait à certaines analogies formelles que l'on peut constater entre son argumentation et celle d'Hegel. Il aimait confesser son hégélianisme et user de la phraséologie hégélienne. Un point, c'est tout. Nulle part Marx ne trahit la science positive en faveur de la métaphysique. On en trouve d'ailleurs la confirmation sous sa plume dans sa préface à la seconde édition du premier tome du *Capital* et il n'a dit là que la pure vérité et ne s'est pas fait illusion à lui-même, comme on peut le démontrer en analysant son argumentation, fondée sans exception sur les données sociales, et en remontant aux véritables sources de ses propositions, dont aucune ne jaillit dans le domaine de la philosophie. Bien entendu, ceux des commentateurs et des critiques qui avaient abordé le marxisme par son côté philosophique étaient hors d'état de reconnaître ces faits, car ils n'étaient pas suffisamment au courant des sciences sociales venant en ligne de compte. De plus, leurs habitudes d'esprit, en tant que bâtisseurs de systèmes philosophiques, les détournaient d'accepter aucune interprétation du marxisme en dehors de celles dérivant de quelque principe métaphysique. Par suite, ils découvraient de la philosophie dans les exposés les plus terre à terre d'économie expérimentale et lançaient du même coup la discussion sur de fausses pistes, en égarant à la fois les amis et les adversaires du marxisme.

Marx le sociologue disposait pour l'aider dans sa tâche d'un équipement qui consistait avant tout dans une ample information relative aux données historiques et contemporaines. Certes, sa connaissance des faits contemporains resta toujours quelque peu périmée, car il était le plus livresque des hommes et, par suite, les matériaux de base, par opposition avec ceux que fournissent les journaux, ne lui parvenaient jamais qu'avec un certain retard. Cependant il n'est guère d'ouvrage historique contemporain, présentant, d'un point de vue général, quelque importance ou quelque ampleur, qui ait échappé à son attention, quoique l'on ne puisse en dire autant de nombreuses monographies. Bien que nous ne puissions vanter le caractère complet de son information dans ce domaine autant que nous pourrions célébrer son érudition en matière de théorie économique, Marx n'en était pas moins capable d'illustrer ses visions sociales, non seulement en brossant de grandes fresques historiques, mais encore en multipliant les détails dont l'authenticité, dans la plupart des cas, était plutôt supérieure à la moyenne dont se contentaient les sociologues ses contemporains. Il embrassait ces faits d'un coup d'œil qui, au delà des accidents superficiels, pénétrait jusqu'à la logique grandiose des événements historiques. Ce faisant, Marx n'était

guidé exclusivement ni par la passion partisane, ni par l'entraînement analytique, mais par les deux à la fois. Et le résultat de sa tentative de formulation de cette logique, c'est-à-dire l'« Interprétation Économique de l'Histoire »¹, est, sans aucun doute, resté jusqu'à nos jours l'un des plus grands achèvements individuels en matière de sociologie. En présence d'un tel résultat, il est sans intérêt de se demander si cette théorie était entièrement originale et dans quelle mesure l'on doit en attribuer le mérite aux prédécesseurs, allemands et français, de Marx.

L'interprétation économique de l'histoire ne signifie pas que les hommes soient mus, consciemment ou inconsciemment, totalement ou primordialement, par des motifs économiques. Tout au contraire, l'exposé du rôle et du mécanisme des motifs non-économiques et l'analyse du processus par lequel la réalité sociale se reflète dans les consciences individuelles constituent un élément essentiel de la théorie et l'un de ses apports les plus significatifs. Marx ne soutenait pas que les religions, les métaphysiques, les écoles artistiques, les conceptions éthiques, les volitions politiques fussent ou bien réductibles à des *motifs* économiques, ou bien dépourvues d'importance. Il essayait seulement de mettre en lumière les *conditions* économiques qui modèlent ces données culturelles et par lesquelles s'expliquent leur croissance et leur déclin. L'ensemble des faits et arguments dégagés par Max Weber² s'adapte parfaitement au système de Marx. Les groupes et classes sociaux et les justifications que ces groupes et classes se donnent à eux-mêmes de leur propre existence, de leur position et de leur conduite constituaient naturellement les données qui l'intéressaient le plus. Il déversait le flot de sa bile la plus amère sur les historiens qui prenaient ces attitudes et leurs expressions verbales (les idéologies ou, comme aurait dit Pareto, les dérivations) pour argent comptant et qui essayaient de s'appuyer sur elles pour interpréter la réalité sociale. Mais si, à ses yeux, les idées et les valeurs n'étaient pas les moteurs initiaux de l'évolution sociale, ils ne jouaient pas pour autant le rôle d'un simple écran de fumée, mais ils remplissaient dans la machine sociale, si je puis me servir de cette comparaison, la fonction de courroies de transmission. Nous ne pouvons nous étendre sur le développement d'après-guerre (ab 1919), extrêmement intéressant, de ces principes qui nous fourniraient le meilleur exemple pour illustrer cette conception - à savoir sur la sociologie de la connaissance³. Mais il était nécessaire d'y faire allusion, car Marx a été, à cet égard, la victime de malentendus persistants. Engels lui-même, parlant devant la tombe ouverte de son ami, a défini la théorie en question comme signifiant précisément que les individus et les groupes sont dominés avant tout par des motifs économiques, ce qui, à certains égards importants, est faux et, pour le surplus, lamentablement banal.

Pendant que nous sommes sur ce thème, nous pouvons aussi bien défendre Marx contre un autre malentendu : l'interprétation *économique* de l'histoire a fréquemment été baptisée interprétation *matérialiste*. Marx lui-même l'a qualifiée par ce terme. Cette formule a grandement accru sa popularité auprès de certains et son impopularité

¹ Publiée, en premier lieu, dans l'attaque dévastatrice contre la *Philosophie de la Misère* de Proudhon intitulée *Misère de la Philosophie*, 1847. Une autre version a été intégrée dans le *Manifeste Communiste*, 1849.

² Le passage ci-dessus se rapporte aux recherches de Weber portant sur la sociologie des religions et, notamment, à sa célèbre étude *La morale protestante et l'esprit du capitalisme*, réimprimée dans ses œuvres complètes.

³ En allemand, *Wissenssoziologie*, dont les meilleurs spécialistes sont Max Scheler et Karl Mannheim. Cf., à titre d'initiation au problème, l'article de ce dernier dans le *Handwörterbuch der Soziologie*.

auprès d'autres esprits. Mais elle est entièrement vide de sens. La philosophie de Marx n'est pas davantage matérialiste que celle de Hegel et sa théorie de l'histoire n'est pas plus matérialiste que tout autre effort visant à rendre compte de l'évolution historique par des procédés empruntés à la science empirique. Or, il est évident qu'une telle technique est logiquement compatible avec n'importe quelle croyance métaphysique ou religieuse - tout comme l'est n'importe quel tableau physique du monde. La théologie médiévale elle-même fournit des méthodes au moyen desquelles il est possible d'établir cette compatibilité ¹.

L'on peut examiner en deux propositions le sens exact de la théorie : I Les modalités ou conditions de la production constituent le facteur déterminant, fondamental, des structures sociales qui, à leur tour, engendrent les attitudes, les actions et les civilisations. Marx illustre sa conception par l'affirmation célèbre selon laquelle la « fabrique manuelle » crée les sociétés féodales et la « fabrique à vapeur » les sociétés capitalistes. Un tel point de vue gonfle jusqu'à un point dangereux le rôle de l'élément technologique, mais nous pouvons néanmoins l'accepter, étant entendu que la simple technologie ne suffit pas à tout expliquer. Si nous vulgarisons quelque peu et si, ce faisant, nous reconnaissons que nous sacrifions beaucoup de la pensée de Marx, nous pouvons dire que notre esprit est formé par notre travail quotidien et que notre point de vue sur les choses - ou sur les aspects des choses que nous percevons - ainsi que la marge d'action sociale dont nous disposons sont déterminés par notre place dans le processus de production.

2° Les formes de production elles-mêmes ont une logique qui leur est propre : en d'autres termes, elles varient en fonction des nécessités qui leur sont inhérentes de manière à créer, de par leur propre fonctionnement, celles qui leur succéderont. Reprenons, aux fins d'illustrations, le même exemple marxiste : le système caractérisé par la « fabrique à main » crée une situation économique et sociale au sein de laquelle l'adoption de la méthode de fabrication mécanique devient une nécessité pratique que les individus ou les groupes sont impuissants à modifier. L'avènement et le fonctionnement de la « fabrique à vapeur » créent, à leur tour, de nouvelles fonctions et localisations sociales, de nouveaux groupes et de nouveaux points de vue qui se développent et réagissent respectivement jusqu'à déborder leur propre cadre. Nous découvrons donc ici le moteur primordialement responsable de toutes les transformations économiques et, par voie de conséquence, sociales, moteur dont l'action n'implique en elle-même aucune impulsion extérieure.

Ces deux propositions contiennent incontestablement une large part de vérité et constituent, comme nous le constaterons à plusieurs tournants de notre exposé, des hypothèses de travail inestimables. La plupart des objections qui leur sont constamment opposées sont complètement irrecevables, qu'il s'agisse, par exemple, des réfutations fondées sur l'influence des facteurs moraux ou religieux, ou de celle soulevée déjà par Eduard Bernstein quand, avec une candeur charmante, il affirme que « les hommes ont des têtes » et peuvent, par conséquent, agir selon leur choix. Après ce que nous avons dit ci-dessus, il est à peine besoin de nous étendre sur la faiblesse de tels arguments : certes, les hommes « choisissent » celles de leurs lignes de conduite qui ne sont pas directement dictées par les données objectives et par le milieu - mais ils les choisissent selon des points de vue, des opinions ou des

¹ J'ai rencontré différents catholiques d'opinions avancées (dont un prêtre), tous croyants fervents, qui adoptaient ce point de vue et se déclaraient en fait marxistes en tous points, sinon en ce qui concerne les matières de foi.

inclinations qui ne constituent pas un autre jeu de facteurs indépendants, mais qui sont elles-mêmes modelées par les facteurs objectifs.

La question se pose néanmoins de savoir si l'interprétation économique de l'histoire constitue davantage qu'une approximation commode dont on est en droit de présumer que ses explications sont moins satisfaisantes dans certains cas que dans d'autres. Or, une restriction évidente s'impose à première vue. Les structures, types et comportements sociaux peuvent être comparés à des médailles qui ne se refondent pas aisément. Une fois qu'ils sont constitués, ils se perpétuent, éventuellement pendant des siècles, et comme des structures et types différents manifestent à des degrés différents leur capacité de survivance, nous constatons presque toujours que les groupes réels et les comportements nationaux s'écartent plus ou moins des modèles auxquels nous aurions été en droit de nous attendre si nous avions tenté de les imaginer en partant des formes dominantes du processus de production. Une telle divergence ne comporte pas d'exceptions, mais on l'observe avec une netteté particulière dans tous les cas où une structure particulièrement solide est transférée en bloc d'un pays à l'autre. La situation sociale créée en Sicile par la conquête normande illustre bien le sens de notre restriction. Certes, Marx ne méconnaissait pas de pareils faits, mais il n'a guère réalisé tout ce qu'ils impliquent.

Un cas apparenté présente une signification d'une portée encore plus grande. Considérons l'apparition du type féodal des propriétaires fonciers dans le royaume des Francs, au cours des VI^e et VII^e siècles. Ce fut là, à coup sûr, un événement extrêmement important qui a modelé la structure de la société pour de nombreuses générations *et qui a également influencé les conditions de la production, besoins et technologie compris*. Cependant on en trouve l'explication la plus simple dans la fonction de commandement militaire antérieurement remplie par les familles et individus qui (tout en conservant cette fonction) devinrent des seigneurs fonciers féodaux après la conquête définitive du nouveau territoire. Une telle explication ne cadre pas du tout aisément avec le schéma marxiste et pourrait aisément être élaborée de manière à orienter le sociologue dans une direction toute différente. Certes, des faits de cette nature peuvent, sans aucun doute, être également réintégrés dans le dit schéma au moyen d'hypothèses auxiliaires, mais la nécessité d'insérer de telles hypothèses constitue habituellement le commencement de la fin d'une théorie.

Beaucoup d'autres difficultés qui surgissent quand on tente d'interpréter l'histoire en utilisant le schéma marxiste pourraient être surmontées en admettant l'existence d'un certain degré de réaction réciproque entre la sphère de la production et les autres sphères de la vie sociale ¹. Cependant, l'auréole de vérité fondamentale qui enveloppe ce schéma dépend précisément de la rigidité et de la simplicité inhérentes à la relation unilatérale qu'il formule. Si cet unilatéralisme est mis en question, l'interprétation économique de l'histoire doit être rangée parmi d'autres propositions de nature analogue - en devenant une vérité fragmentaire parmi beaucoup d'autres - ou encore doit s'effacer devant une autre thèse exprimant une vérité plus fondamentale. Néanmoins, aucune de ces conséquences n'enlève à la conception marxiste son degré élevé de réussite intellectuelle, ni sa commodité en tant qu'hypothèse de travail.

Aux yeux des croyants, bien entendu, l'interprétation économique constitue, ni plus ni moins, la grille qui permet de déchiffrer tous les secrets de l'histoire humaine.

¹ Vers la fin de sa vie, Engels concédait sans difficulté ce point. Plekhanov alla encore plus loin dans cette direction.

Et si, parfois, nous sommes inclinés à sourire des applications plutôt naïves qui en ont été faites, nous devrions nous rappeler la médiocrité des arguments qu'elle a remplacés. La sœur contrefaite de l'interprétation économique de l'histoire, à savoir la théorie marxiste des classes sociales, apparaît elle-même sous un jour beaucoup plus favorable dès lors que nous procédons à ce rapprochement.

Dans ce cas encore, nous avons à enregistrer, en premier lieu, une importante contribution scientifique. Les économistes ont étrangement tardé à déceler le phénomène des classes sociales. Certes, ils ont de tout temps classé par catégories les agents dont les réactions réciproques donnent naissance aux processus analysés par eux. Cependant de telles classes consistaient simplement à leurs yeux en groupes d'individus présentant quelque caractère commun : par exemple, certaines personnes étaient qualifiées de propriétaires ou d'ouvriers parce qu'elles possédaient la terre ou vendaient les services de leur travail. Mais les classes sociales ne sont pas des abstractions créées par l'observateur analytique, mais bien des entités vivantes existant en tant que telles. Or, leur existence implique des conséquences entièrement ignorés par tout schéma assimilant la société à un assemblage amorphe d'individus ou de familles. Quelle importance doit-on attribuer au phénomène des classes sociales dans les recherches portant sur la théorie de l'économie pure? Le débat reste largement ouvert, mais un tel phénomène joue certainement un très grand rôle dans de nombreuses applications pratiques et l'on ne saurait contester son intérêt essentiel pour quiconque considère les horizons plus larges de l'évolution sociale en général.

En gros, nous pouvons dire que l'entrée en ligne des classes sociales a coïncidé avec l'affirmation célèbre, contenue dans le *Manifeste Communiste*, aux termes de laquelle l'histoire de la société est l'histoire de la lutte des classes. Ce faisant, bien entendu, Marx a amplifié au maximum le rôle des conflits sociaux. Néanmoins, même si nous nous en tenons à la proposition édulcorée selon laquelle, d'une part, les événements historiques peuvent fréquemment être interprétés en termes d'intérêts de classes et de comportements de classes et, d'autre part, les structures de classes existantes constituent toujours un facteur pour l'interprétation historique, nous sommes encore fondés à considérer une telle conception comme presque aussi féconde que celle de l'interprétation économique de l'histoire.

Bien entendu, les résultats obtenus en avançant sur la voie ouverte par le principe de la lutte des classes dépendent de la validité de la théorie spécifique des classes adoptée par nous. Notre conception de l'histoire ainsi que toute nos interprétations des modèles culturels et du mécanisme des transformations sociales doivent différer selon que, nous ralliant, par exemple, à la théorie raciale des classes, nous ramenons, à l'instar de Gobineau, l'histoire humaine à l'histoire de la lutte des races ou selon que, faisant nôtre, à la manière de Schmoller ou de Durckheim, la théorie des classes fondées sur la division du travail, nous convertissons les antagonismes des classes en antagonismes entre les intérêts des groupes professionnels. Les divergences concevables dans l'analyse ne se limitent d'ailleurs pas seulement au problème de la nature des classes. Quelle que soit la conception adoptée par nous à cet égard, des définitions différentes des intérêts de classe¹ et des opinions différentes concernant les

¹ Le lecteur observera que des opinions adoptées au sujet de la nature et de la génération des classes, l'on ne saurait déduire d'une manière univoque quels sont les intérêts de ces classes et comment chaque classe réagira à ce qu'elle (à savoir ses dirigeants, par exemple, ou ses effectifs) considère ou éprouve, à long terme ou à court terme, à tort ou à raison, comme étant son ou ses intérêts. Le problème des intérêts de groupe est semé d'écueils et de pièges qui lui sont propres, abstraction faite complètement de la nature des groupes étudiés.

manifestations par lesquelles s'exprime l'action des classes nous conduiront à des interprétations différentes du phénomène. Jusqu'à nos jours, cette matière est restée un bouillon de culture pour les préjugés et est à peine parvenue au stade de l'élaboration scientifique.

Chose curieuse, Marx, à notre connaissance, n'a jamais élaboré systématiquement une théorie qui, de toute évidence, a constitué l'un des pivots de ses méditations. Il est possible qu'il ait remis cet effort à plus tard, mais ait laissé passer l'heure propice, précisément parce que, utilisant de plus en plus dans son raisonnement les concepts de classe, il a jugé superflu d'en donner une formulation définitive. Il est également possible que certains éléments de cette doctrine soient restés incertains dans son esprit et que la route qui le menait à une théorie complètement évoluée des classes ait été barrée par certaines difficultés qu'il s'était créées à lui-même en insistant sur une conception purement économique et ultra-simplifiée du phénomène. Marx lui-même ainsi que ses disciples ont proposés des applications de cette théorie incomplètement élaborée à des modèles particuliers dont son *Histoire des lasses sociales en France* constitue le principal exemple ¹. Aucun progrès réel n'a été accompli au delà de ce point. Le principal associé de Marx - Engels - exposa une théorie, essentiellement non-marxiste dans ses conséquences, du type division du travail. A part les textes précités, nous ne disposons que de digressions incidentes et d'aperçus - dont certains frappent par leur vigueur et leur brillant - parsemés à travers tous les écrits du maître, notamment dans le *Capital* et le *Manifeste Communiste*.

La tâche consistant à recoudre ces fragments est délicate et ne saurait être entreprise à cette place. Toutefois, l'idée fondamentale est suffisamment claire. Le facteur de stratification sociale consiste dans la propriété ou dans la non-propriété des moyens de production, tels que bâtiments d'usine, machines, matières premières et objets de consommation entrant dans le budget des travailleurs. Nous sommes ainsi cri présence, fondamentalement, de deux classes et pas une de plus, celle des propriétaires, les capitalistes, et celle des non-possédants forcés de vendre leur travail, c'est-à-dire la classe laborieuse ou prolétariat. Marx ne conteste pas, bien entendu, l'existence de classes intermédiaires, telles que celles constituées par les fermiers ou artisans qui emploient de la main-d'œuvre ton! en accomplissant des travaux manuels, par les employés ou par les membres des professions libérales - mais il les traite comme des anomalies qui tendent à disparaître au fur et à mesure qu'évolue le processus capitaliste. Les deux classes fondamentales, en raison de la logique de leur position et tout à fait indépendamment des volitions individuelles, sont essentiellement antagonistes. Des failles au sein de chaque classe et des collisions entre les sous-groupes adviennent et peuvent même jouer un rôle historique décisif. Mais, en dernière analyse, ces failles ou collisions ne sont que des incidents. Le seul antagonisme qui ne soit pas accessoire, mais bien inhérent à la structure même de la société capitaliste, est fondé sur le contrôle privé des moyens de production : la relation qui s'établit entre la classe capitaliste et le prolétariat est, nécessairement, une relation de lutte - de guerre des classes.

¹ Un autre exemple consiste dans la théorie socialiste de l'impérialisme que nous signalerons plus loin. L'intéressante tentative de O. Bauer, visant à interpréter les antagonismes entre les différentes races peuplant l'Empire austro-hongrois en termes de guerre des classes entre capitalistes et ouvriers (*Die Nationalitätenfrage, 1905*), mérite également d'être mentionnée, bien que l'habileté de l'analyse serve seulement à faire ressortir l'insuffisance de l'outil.

Comme nous allons le voir, Marx s'efforce de montrer comment, au cours de cette guerre des classes, les capitalistes se détruisent réciproquement et finiront par détruire également le système capitaliste. Il essaie également de montrer comment la propriété du capital conduit à une accumulation accrue. Cependant ce mode d'argumentation et aussi la définition même aux termes de laquelle la propriété des choses devient la caractéristique déterminante d'une classe sociale aboutissent seulement à accroître l'importance du problème de l' « accumulation initiale » - en d'autres termes, de la question de savoir comment les capitalistes sont, à l'origine, devenus capitalistes ou comment ils ont acquis le stock de marchandises qui, selon la doctrine marxiste, leur était nécessaire aux fins de les mettre en mesure de commencer à exploiter les travailleurs. Sur ce point, Marx est beaucoup moins explicite ¹. Il rejette dédaigneusement le conte de ma Mère l'oie (*Kinderfibel*) d'après lequel certaines personnes, plutôt que d'autres, sont devenues et continuent chaque jour à devenir des capitalistes grâce à leur intelligence supérieure et à leur capacité de travail et d'épargne. Or, il fut certes bien avisé en se moquant de cette histoire des bons sujets. En effet, la meilleure méthode pour écarter une vérité gênante consiste - et tout politicien s'en sert à bon escient - à tourner celle-ci en dérision. Cependant, quiconque considère avec quelque impartialité les faits historiques et contemporains ne peut manquer d'observer que ce conte de bonne femme, tout en étant loin de dire toute la vérité, en dit néanmoins une bonne partie. L'intelligence et l'énergie dépassant la norme expliquent, dans neuf cas sur dix, le succès industriel et, notamment, *la fondation* des positions industrielles. De plus, et précisément au cours des stades initiaux du capitalisme et de toute carrière individuelle dans les affaires, l'épargne a été et continue à être un élément important du progrès, bien que selon un processus quelque peu différent de celui exposé par les économistes classiques. Il est certain qu'un homme n'atteint pas habituellement la position de capitaliste (employeur industriel) en économisant sur son traitement ou son salaire aux fins d'équiper une usine avec les fonds ainsi réunis. Le gros de l'accumulation provient des profits et, par conséquent, présuppose des profits - et c'est en fait pour cette *véritable* raison qu'il convient d'établir une distinction entre l'épargne et l'accumulation. Les ressources nécessaires pour mettre en route une entreprise sont normalement obtenues en empruntant les épargnes d'autrui, dont il est facile d'expliquer la formation en de nombreuses petites cellules de ruches, ou encore les dépôts que les banques Créent à l'intention des entrepreneurs présomptifs. Néanmoins, ceux-ci, en règle générale, épargnent également : le rôle de leur épargne consiste à les soustraire à la nécessité des routines quotidiennes imposées par le souci de gagner leur vie au jour le jour et à leur donner le loisir de faire un tour d'horizon, de forger leurs plans et de réunir des concours. Du point de vue de la théorie économique, par conséquent, Marx était réellement fondé - bien qu'il ait exagéré la valeur de sa thèse - à contester à l'épargne le rôle que lui attribuaient les auteurs classiques. Mais les conclusions qu'il a tirées de cette mise au point ne sauraient être retenues. Et ses sarcasmes ne sont guère plus justifiés qu'ils ne le seraient si la théorie classique était valable ².

¹ Cf. *Le Capital*, vol. 1er, chap. XXVI : « Le secret de l'Accumulation Initiale ».

² Je ne m'attarderai pas à développer le fait (mais je dois le mentionner) que la théorie classique elle-même n'est pas aussi erronée que le prétendait Marx. La « formation de l'épargne par des économies » (saving up), au sens le plus littéral du terme, a constitué un procédé nullement négligeable d' « accumulation initiale ». En outre, une autre méthode d'accumulation a été mise en œuvre qui, sans s'identifier à la précédente, lui est néanmoins apparentée. Beaucoup de fabriques des XVII^e et XVIII^e siècles étaient tout bonnement des hangars qu'un homme pouvait construire de ses mains et leur exploitation ne réclamait qu'un équipement extrêmement rudimentaire. En pareil cas, le travail manuel du capitaliste présomptif ainsi qu'un très petit fonds d'épargne - et aussi, bien entendu, une bonne dose d'intelligence - suffisaient pour démarrer.

Néanmoins, ces sarcasmes ont accompli leur tâche et ont contribué à déblayer la route menant à la théorie alternative de Marx, celle de l'accumulation initiale. Cependant cette théorie alternative n'est pas aussi précise qu'on pourrait le souhaiter. Force - brigandage - asservissement des masses facilitant leur spoliations, les produits de ce pillage facilitant à leur tour l'asservissement - autant d'explications parfaites, bien entendu, et cadrant admirablement avec les idées couramment admises, de nos jours encore plus que du temps de Marx, par les intellectuels de tout poil. Mais, évidemment, elles ne résolvent par le problème qui consiste à expliquer comment certaines personnes ont acquis le pouvoir d'asservir et de dépouiller. La littérature populaire ne s'embarrasse guère de cette difficulté et je n'aurais pas même l'idée de soulever cette question à l'occasion des écrits de John Reed. Mais nous nous occupons ici de Marx.

Or, le caractère historique de toutes les grandes théories de Marx nous offre à tout le moins l'apparence d'une solution. Aux yeux de Marx, il est essentiel, du point de vue de la *logique* du capitalisme (et non pas seulement en tant que donnée de fait), que le dit capitalisme soit issu de l'état social de la féodalité. Bien entendu, les mêmes problèmes concernant les causes et le mécanisme de la stratification sociale se posent également dans ce cas, mais Marx se ralliait en gros à la conception bourgeoise selon laquelle la féodalité aurait été un régime de force ¹ sous lequel l'asservissement et l'exploitation des masses étaient déjà des faits accomplis. La théorie de classe, primordialement conçue pour expliquer les conditions de la société capitaliste, fut étendue à son prédécesseur féodal - tout comme une grande partie de l'appareil conceptuel de la théorie économique du capitalisme ² - et certains des problèmes les plus épineux furent remisés dans le grenier féodal pour réapparaître ultérieurement comme résolus, sous forme de données, dans l'analyse du modèle capitaliste. Dans les cas où les seigneurs féodaux se sont effectivement transformés en industriels, cette évolution à elle seule suffisait à résoudre ce qui restait du problème. Les données historiques prêtent d'ailleurs un certain appui à cette thèse : beaucoup de seigneurs féodaux, notamment en Allemagne, établirent effectivement et dirigèrent des fabriques, en tirant de leurs rentes féodales les ressources financières nécessaires et en faisant travailler la population agricole (constituée parfois, mais non pas nécessairement, par leurs serfs) ³. Mais, dans tous les autres cas, les matériaux nécessaires pour faire la soudure sont de qualité nettement inférieure. La seule manière d'exprimer franchement la situation consiste à dire que, du point de vue marxiste, il n'existe pas d'explication satisfaisante, nous voulons dire d'explication ne faisant pas appel à des éléments non-marxistes suggérant des conclusions non-marxistes ⁴.

¹ Beaucoup d'écrivains socialistes, en dehors de Marx, ont témoigné de leur confiance, dépourvue d'esprit critique, dans la valeur explicative de l'élément force et du contrôle exercé sur les ressources physiques permettant d'employer la force. Ferdinand Lassalle, par exemple, ne nous offre guère d'autre explication de l'autorité gouvernementale que la puissance des baïonnettes et des canons. Il est, à mes yeux, surprenant que tant de gens ne perçoivent pas la faiblesse d'une telle sociologie et se refusent à reconnaître qu'il serait évidemment beaucoup plus exact de dire que le pouvoir mène à contrôler les canons (et les hommes consentant à les servir), plutôt que de prétendre que les canons engendrent le pouvoir.

² On décèle là une des affinités entre l'enseignement de Marx et celui de K. Rodbertus.

³ Dans la première édition de sa *Théorie du Capitalisme Moderne*, W. Sombart s'est efforcé d'exploiter ces cas au maximum. Mais, comme il l'a lui-même finalement reconnu, sa tentative de fonder entièrement l'accumulation initiale sur l'accumulation de la rente foncière a abouti à un échec total.

⁴ Ceci vaut, même si nous admettons, sans toutefois pénétrer dans le domaine de la légende, que le brigandage ait pris le maximum d'extension vraisemblable. Effectivement le pillage, en beaucoup de lieux et à beaucoup d'époques, a contribué à édifier les capitaux du commerce. La Phénicie et

Or, la théorie s'en trouve viciée du même coup, que l'on considère son fondement historique ou son fondement logique. Comme la plupart des méthodes d'accumulation initiale valent également pour l'accumulation ultérieure - l'accumulation primitive, en tant que telle, se poursuivant à travers toute l'ère capitaliste - il n'est pas possible de soutenir que la théorie marxiste des classes sociales soit satisfaisante, sinon pour expliquer les difficultés relatives aux processus d'un passé lointain. Mais il est peut-être superflu d'insister sur l'insuffisance d'une théorie qui, même dans les cas les plus favorables, ne s'approche jamais du centre du phénomène qu'elle entreprend d'expliquer et qui n'aurait jamais dû être prise au sérieux. De tels cas s'observent principalement à l'époque de l'évolution capitaliste caractérisée par la prédominance des firmes de taille moyenne dirigées par leur propriétaire. En dehors de cette zone les positions de classe, bien que reflétées, dans la plupart des cas, par des positions économiques plus ou moins correspondantes, sont plus souvent la cause que l'effet de ces dernières : la réussite dans les affaires ne constitue évidemment pas en tous lieux la seule voie d'accès à l'éminence sociale ; or, une telle condition serait nécessaire pour que la propriété des moyens de production détermine causalement la position d'un groupe dans la structure sociale. Cependant, même s'il en était ainsi, définir cette position par la propriété serait aussi peu rationnel que de définir un soldat comme un homme ayant, par chance, un fusil. La notion d'une cloison étanche entre les gens qui (avec leurs descendants) seraient une fois pour toutes des capitalistes et les autres qui (avec leurs descendants) seraient des prolétaires une fois pour toutes n'est pas seulement, comme on l'a souvent signalé, entièrement dépourvue de réalisme, mais encore elle ignore le phénomène le plus frappant relatif aux classes sociales - à savoir l'ascension et la décadence continues des familles individuelles, accédant aux couches supérieures ou en étant exclues. Les faits auxquels je fais allusion sont tous évidents et incontestables. La raison pour laquelle ils n'apparaissent pas dans la fresque marxiste ne peut tenir qu'à leurs implications non-marxistes.

Il n'est pas superflu, néanmoins, de considérer le rôle que cette théorie joue dans le système de Marx et de nous demander à quel objet analytique - abstraction faite de son emploi en tant qu'arme d'agitation - il entendait la faire servir.

D'une part, nous ne devons pas perdre de vue que, aux yeux de Marx, la théorie des classes sociales et celle de « l'interprétation économique de l'histoire » n'étaient pas ce qu'elles sont devenues pour nous, à savoir deux doctrines indépendantes. Chez Marx, la première conditionne la seconde dans un sens particulier et elle restreint du même coup - en le rendant plus précis - le *modus operandi* des conditions ou formes de la production. Celles-ci déterminent la structure sociale et, à travers cette dernière, toutes les manifestations de la civilisation et toute l'évolution de l'histoire politique et culturelle. Cependant la structure sociale est définie, pour toutes les époques non-historiques, en termes de classes - de deux classes - qui sont les véritables acteurs du drame et, en même temps, les seules créations *directes* de la logique du système capitaliste de production, lequel affecte tous les phénomènes secondaires par leur truchement. Ceci explique pourquoi Marx a été forcé de faire de ses classes des phénomènes purement économiques, voire même économiques dans un sens très restreint : certes, il s'est interdit du même coup d'approfondir sa conception des

L'Angleterre offrent à cet égard des exemples bien connus. Néanmoins, même dans ce cas, l'explication marxiste reste inadéquate, car, en dernier ressort, le brigandage heureux doit être fondé sur la supériorité personnelle des pillards. Or, dès lors que l'on admet ce point, une théorie très différente de la stratification sociale se présente d'elle-même à l'esprit.

classes, mais, étant donné le point précis de son schéma d'analyse où il les a introduites, il n'avait pas d'autre choix.

D'autre part, Marx a entendu définir le capitalisme en utilisant la ligne même de démarcation qui lui sert à définir sa division des classes. Un instant de réflexion doit convaincre le lecteur qu'une telle façon de procéder n'était ni nécessaire, ni naturelle. En fait, c'est par une manœuvre hardie de stratégie analytique que Marx a associé le destin du phénomène des classes au destin du capitalisme, en sorte que le socialisme (qui, en réalité, n'a rien à voir avec l'existence ou l'absence de classes sociales) est devenu, par définition, le seul type possible de société sans classes, exception faite pour les groupes primitifs. Cette tautologie ingénieuse n'aurait pu être réalisée dans d'aussi bonnes conditions en adoptant n'importe quelles définitions des classes et du capitalisme différant de celles choisies par Marx - à savoir celles fondées sur la propriété privée des moyens de production. D'où la nécessité de s'en tenir exactement à deux classes : les possédants et les non-possédants et d'où, également, l'obligation de négliger tous les autres principes de division sociale (y compris ceux qui étaient beaucoup plus plausibles), ou de les minimiser ou encore de les ramener au seul principe marxiste.

Cette insistance excessive sur la rigidité et l'épaisseur de la ligne de démarcation séparant la classe capitaliste, ainsi définie, et le prolétariat a été encore aggravée par l'insistance excessive avec laquelle a été souligné l'antagonisme opposant ces deux classes. Pour tout esprit non obnubilé par l'habitude de réciter le chapelet marxiste, il est évident que, en temps normal, la relation existant entre elles consiste avant tout dans leur coopération et que toute théorie contraire ne peut guère être fondée que sur des cas pathologiques. En matière sociale, l'antagonisme et le synergisme constituent, bien entendu, des phénomènes omniprésents et, en fait, inséparables, sinon dans des cas tout à fait exceptionnels. Néanmoins, je serais presque tenté de soutenir que la vieille théorie des harmonies sociales, pour absurde qu'elle fût, était pourtant moins complètement déraisonnable que la conception marxiste d'un abîme infranchissable séparant les possesseurs et les utilisateurs des instruments de production. Cependant, à cet égard encore, Marx n'avait pas le choix, et ceci non point parce qu'il désirait aboutir à des conclusions révolutionnaires - car il aurait pu tout aussi bien y parvenir en partant de douzaines d'autres schémas - mais en raison même des exigences de sa propre analyse. Si la guerre des classes constitue la matière première de l'histoire et aussi le moyen de préparer l'avènement du socialisme et si deux classes seulement doivent coexister à cet effet, leurs relations doivent donc, *a priori*, être antagonistes, à défaut de quoi la force imprimant son élan au système marxiste de dynamique sociale s'évanouirait.

Or, bien que Marx *définisse* le capitalisme sociologiquement, c'est-à-dire à partir de l'institution d'un contrôle privé sur les moyens de production, le *mécanisme* de la société capitaliste ressortit à sa théorie économique. Cette théorie a pour objet de montrer comment les données sociologiques incorporées dans des conceptions telles que classe, intérêts de classe, comportements de classe, échanges entre les classes se réalisent par le médium des valeurs économiques (profits, salaires, investissements) et comment elles donnent naissance précisément à l'évolution économique qui fera éclater finalement son propre cadre institutionnel et, simultanément, créera les conditions qui feront surgir un autre monde social. Cette théorie spécifique des classes sociales est donc l'instrument analytique qui, en reliant l'interprétation économique de l'histoire aux concepts de l'économie de profit, regroupe toutes les données sociales et fait converger tous les phénomènes. Il ne s'agit donc pas seulement d'une

théorie servant exclusivement à expliquer un phénomène indépendant, mais bien d'une théorie remplissant une fonction organique, effectivement beaucoup plus importante, dans le cadre du système marxiste, que la solution plus ou moins heureuse apportée par elle à son problème direct. Il importe de reconnaître cette fonction si l'on veut comprendre comment un analyste de la valeur de Marx a jamais pu se résigner aux insuffisances d'une telle théorie.

Il y a eu et il y a toujours quelques enthousiastes pour admirer la théorie marxiste des classes en tant que telle. Toutefois, il est infiniment plus facile de comprendre le point de vue de ceux qui admirent la force et la grandeur de la synthèse marxiste, dans son ensemble, jusqu'à être disposés à fermer les yeux sur presque toutes les faiblesses de ses éléments constitutifs. Nous essaierons de l'apprécier à notre tour (chap. 4). Cependant, il nous faut examiner préalablement comment le système économique de Marx s'acquitte de la tâche qui lui est dévolue dans le plan général de l'auteur.

Première partie : la doctrine marxiste

Chapitre 3

MARX L'ÉCONOMISTE

[Retour à la table des matières](#)

En tant que théoricien économique, Marx était avant tout un homme très savant. Il peut paraître étrange que je juge nécessaire de donner un tel relief à cette constatation dans le cas d'un auteur que j'ai qualifié de génie et de prophète. Il n'en importe pas moins de souligner ce point. Les génies et les prophètes ne se distinguent pas habituellement par leur érudition professionnelle et leur originalité, s'ils en ont une, tient précisément souvent à leur carence scientifique. Au contraire, rien dans l'œuvre économique de Marx ne peut s'expliquer par l'insuffisance d'érudition, ni par un entraînement incomplet à la technique de l'analyse théorique. Marx était un lecteur vorace et un travailleur infatigable. Très peu de publications de quelque intérêt échappaient à son attention. Or, il digérait tout ce qu'il lisait, s'attaquant à chaque donnée ou à chaque argument avec une passion pour le détail tout à fait insolite de la part d'un homme dont le regard embrassait habituellement des civilisations entières et des évolutions séculaires. Qu'il critiquât et rejetât ou qu'il acceptât et coordonnât, il allait toujours au fond de chaque question. Le témoignage le plus marquant de sa conscience professionnelle, est fourni par son livre *Théories de la Plus-Value*, qui est un monument de zèle théorique. Cet effort incessant pour se cultiver et pour maîtriser tout ce qui pouvait être maîtrisé n'a pas laissé que de libérer Marx, dans quelque mesure, des idées préconçues et des objectifs extra-scientifiques, en dépit du fait qu'il a certainement œuvré aux fins de vérifier une conception initiale bien arrêtée. L'intérêt que ce puissant cerveau portait à chaque problème en tant que problème prenait involontairement le dessus sur toute autre considération ; et, quelle que soit la mesure dans laquelle il ait pu solliciter ses conclusions finales, il se préoccupait avant tout, tant qu'il était à son établi, d'affûter les outils analytiques que lui offrait la science de son temps, en aplanissant les difficultés logiques et en édifiant sur les

fondations ainsi jetées une théorie réellement scientifique par sa nature et sa motivation, quelles qu'aient pu être ses lacunes.

Il est d'ailleurs facile de reconnaître la raison pour laquelle les partisans aussi bien que les adversaires de Marx ont dû nécessairement méconnaître la nature de son accomplissement sur le terrain purement scientifique. Aux yeux de ses amis, Marx était tellement davantage qu'un simple théoricien professionnel que, à trop insister sur cet aspect de son oeuvre, ils auraient cru commettre un sacrilège. Les adversaires, heurtés par son comportement et par la présentation de ses arguments théoriques, se refusaient presque instinctivement à admettre que, dans certaines parties de son oeuvre, Marx accomplissait précisément le genre de performance qu'ils estimaient à un si haut degré chez d'autres auteurs. En outre, le métal froid de la théorie économique est, au long des pages sorties de la plume de Marx, plongé dans un tel flot de phrases brûlantes qu'il acquiert une chaleur dépassant largement sa température spécifique. Tout lecteur qui hausse les épaules quand Marx prétend être traité comme un analyste, au sens scientifique du terme, évoque naturellement ces phrases, et non pas la pensée qu'elles habillent, et se laisse influencer par l'éloquence passionnée de l'écrivain, par son réquisitoire ardent contre « l'exploitation » et « la paupérisation » (*Verelendung*). Certes, toutes ces sorties et bien d'autres encore (par exemple ses insinuations injurieuses ou ses allusions vulgaires à Lady Orkney)¹, ont constitué des éléments importants de la mise en scène marxiste - importants aux yeux de Marx lui-même et qui le sont restés tant aux yeux de ses fidèles qu'à ceux des incrédules. C'est en partie pour cette raison que tant de gens insistent pour découvrir dans les théorèmes de Marx, par comparaison avec ceux qui figurent dans les propositions analogues de son maître, des éléments complémentaires, voire même fondamentalement différents. Mais ces éléments n'affectent pas la nature de son analyse.

Marx avait donc un maître? Certes. Pour comprendre réellement son système économique, l'on doit commencer par reconnaître que, en tant que théoricien, il fut un disciple de Ricardo. Or, il fut son disciple, non seulement en ce sens que les thèses de Ricardo servent de point de départ à l'argumentation de Marx, mais encore, et ceci est beaucoup plus significatif, en ce sens que Ricardo lui a enseigné l'art d'édifier une théorie. Marx a constamment utilisé les instruments de Ricardo et il a abordé chaque problème à partir des difficultés auxquelles il s'était heurté au cours de son étude approfondie de l'oeuvre de Ricardo et des recherches nouvelles qu'elle lui avait suggérées. Marx lui-même admettait en grande partie ce fait, bien que, évidemment, il n'aurait pas admis que son attitude à l'égard de Ricardo fût typiquement celle d'un élève qui, ayant assisté au cours de son professeur et l'ayant entendu parler coup sur coup, presque sans transition, de l'excédent de population et de la population excédentaire, puis du machinisme qui crée un excédent de la population, rentre chez lui et essaye de débrouiller le problème. Il est, au demeurant, peut-être compréhensible que les marxistes aussi bien que les anti-marxistes aient répugné à admettre cette évidence.

L'influence de Ricardo n'est d'ailleurs pas la seule qui ait réagi sur les idées économiques de Marx, mais, dans la simple esquisse que nous ébauchons, il n'est pas nécessaire d'en citer d'autres, sinon celle de Quesnay, dont Marx a tiré sa conception fondamentale du processus économique dans son ensemble. Le groupe des auteurs anglais qui, de 1800 à 1840, s'efforcèrent d'élaborer la théorie de la valeur fondée sur

¹ L'amie de Guillaume III - ce roi qui, si impopulaire de son vivant, était, au temps de Marx, devenu l'idole de la bourgeoisie anglaise.

le travail a dû, certes, fournir à Marx maintes suggestions et maints détails complémentaires ; cependant, étant donné l'objet que nous poursuivons, nous avons suffisamment fait état de ces influences en nous référant au courant de la pensée ricardienne. Nous sommes obligés de négliger différents auteurs à l'égard de certains desquels (Sismondi, Rodbertus, John Stuart Mill) Marx fit preuve de malveillance en raison inverse de la distance qui les séparait de lui et dont l'œuvre, à bien des égards, évoluait parallèlement à la sienne, tout comme nous sommes obligé d'éliminer tout ce qui ne se rattache pas à l'argumentation essentielle de notre auteur - par exemple la performance nettement médiocre de Marx en matière monétaire, branche dans laquelle il ne parvint pas à se hisser au niveau de Ricardo.

Et maintenant, nous allons présenter de l'argumentation de Marx une esquisse déplorablement sommaire, qui, inévitablement, ne rendra pas, à de nombreux points de vue, justice à l'armature de *Das Kapital*, forteresse qui, en partie inachevée, en partie démantelée par des attaques couronnées de succès, n'en continue pas moins à dresser sa puissance silhouette devant nos yeux!

1. Marx a suivi le courant habituel de la pensée des théoriciens de son temps (et aussi d'une époque ultérieure) en faisant d'une théorie de la valeur la pierre angulaire de sa construction théorique. Sa théorie de la valeur est celle de Ricardo. Certes, il semble qu'un auteur faisant autorité, le professeur Taussig, n'admettait pas cette identité et s'attachait constamment à souligner les divergences des deux doctrines. Or, si l'on décèle, à coup sûr, de multiples différences dans les formulations, dans les méthodes de déduction et dans les implications sociologiques, on n'en constate aucune dans le théorème proprement dit, lequel compte seul du point de vue du théoricien contemporain¹. Ricardo comme Marx énonçait que la valeur de chaque marchandise (dans l'hypothèse de la concurrence parfaite et de l'équilibre parfait) est proportionnelle à la quantité de travail incorporée dans cette marchandise, pourvu que ce travail ait été effectué conformément aux normes existantes de l'efficacité productive (« quantité de travail socialement nécessaire »). Ces deux auteurs mesurent cette quantité en heures de travail et appliquent la même méthode aux fins de ramener les différentes qualités de travail à un type unique. Tous deux traitent d'une manière similaire les difficultés initiales inhérentes à une telle approche (nous voulons dire que Marx les traite comme Ricardo lui avait appris à le faire). Aucun d'eux n'a d'observation utile à formuler en ce qui concerne les monopoles ou le phénomène que nous désignons de nos jours par le terme concurrence imparfaite, Tous les deux

¹ On peut cependant douter que ce théorème fût seul à compter aux yeux de Marx lui-même. Celui-ci partageait l'illusion d'Aristote, à savoir que la valeur, tout en jouant un rôle dans la fixation des prix relatifs, différait néanmoins des prix relatifs ou des rapports d'échange et existerait indépendamment d'eux. La thèse selon laquelle la valeur d'une marchandise est la quantité de travail incorporée dans celle-ci ne peut guère avoir d'autre sens. Or, s'il en est ainsi, il existe une différence entre Ricardo et Marx, puisque les valeurs de Ricardo sont simplement des valeurs d'échange ou des prix relatifs. Il importe de mentionner ce point, car, si nous acceptions une telle conception de la valeur, beaucoup des éléments de la théorie de Marx qui nous paraissent insoutenables, voire dépourvus de sens, seraient réhabilités du même coup. Nous ne pouvons, bien entendu, consentir une telle adhésion. Et la situation ne serait nullement améliorée si, à la suite de certains marxologues, nous admettions que les valeurs-quantités de travail de Marx, qu'elles constituent ou non une « substance » distincte, sont simplement destinées à servir d'instruments au moyen desquels il est possible de dégager la division du revenu social total en revenu du travail et revenu du capital (la théorie des prix spécifiques relatifs ne jouant plus alors qu'un rôle subordonné). En effet, comme nous allons le voir, la théorie de la valeur de Marx échoue également dans cette tentative (à supposer même que nous puissions la dissocier du problème des prix spécifiques).

répondent aux critiques en usant des mêmes arguments. Les arguments de Marx se distinguent seulement en ce qu'ils sont moins polis, davantage prolixes et plus « philosophiques » au sens le plus défavorable de ce terme.

Nul n'ignore que cette théorie de la valeur n'est pas satisfaisante. Certes, au long des abondantes discussions qui se sont poursuivies à son sujet, le bon droit n'a aucunement été l'apanage d'un seul parti et nombre d'arguments irrecevables ont été utilisés par ses adversaires. Le point essentiel n'est pas de savoir si le travail est la véritable « source » ou « cause » de la valeur économique. Une telle question peut présenter un intérêt primordial pour les philosophes sociaux qui désirent en inférer les droits éthiques à faire valoir sur le produit et Marx lui-même n'était, bien entendu, pas indifférent à cet aspect du problème. Toutefois, du point de vue de l'économie politique, en tant que science positive visant à décrire ou à expliquer des phénomènes concrets, il est beaucoup plus important de se demander comment la théorie de la valeur-travail joue son rôle d'instrument analytique : or, la véritable objection que l'on peut lui opposer, c'est qu'elle le joue très mal.

En premier lieu, la dite théorie n'est aucunement applicable, sinon dans le cas de la concurrence parfaite. En second lieu, même dans l'hypothèse de la concurrence parfaite, elle ne cadre jamais *facilement* avec les faits, à moins que le travail ne constitue le seul facteur de production et, en outre, qu'il soit absolument homogène¹. Si l'une de ces deux conditions n'est pas remplie, il est nécessaire d'introduire des hypothèses supplémentaires et les difficultés analytiques augmentent dans une mesure telle qu'il devient impossible de les surmonter. Raisonner dans le cadre de la théorie de la valeur-travail revient donc à raisonner dans un cas très spécial et sans importance pratique, bien que l'on soit en droit de lui reconnaître un certain intérêt quand on l'interprète dans le sens d'une approximation grossière appliquée aux tendances historiques des valeurs relatives. La théorie qui a remplacé la théorie ricardienne (à savoir la théorie de l'utilité marginale, sous sa forme primitive désormais démodée) peut être tenue pour supérieure à de nombreux égards, mais l'argument le plus essentiel que l'on puisse invoquer en sa faveur, c'est qu'elle est beaucoup plus générale et s'applique également bien, d'une part, aux cas du monopole et de la concurrence imparfaite et, d'autre part, à l'intervention des autres facteurs de production ainsi qu'à celle des mains-d'œuvre extrêmement variées aux points de vue nature et qualités. En outre, si nous introduisons dans cette théorie les hypothèses restrictives précipitées, nous

¹ La nécessité de la seconde condition est particulièrement destructive. La théorie de la valeur-travail est éventuellement susceptible de rendre compte des différences dans la qualité du travail tenant à l'entraînement (aptitudes acquises) : il y aurait alors lieu d'ajouter à chaque heure de travail qualifié des fractions adéquates du travail consommé par le processus d'apprentissage, si bien que l'on pourrait, sans sortir des limites du principe général, égaliser l'heure du travail accomplie par un ouvrier qualifié à une heure de travail non qualifié multipliée par un coefficient déterminé. Cependant une telle méthode échoue dans le cas des différences « naturelles » de la qualité du travail tenant à des différences d'intelligence, de force de volonté, de force physique ou d'agilité. On est alors forcé de se référer à la différence de valeur des heures ouvrées respectivement par les ouvriers naturellement inférieurs et naturellement supérieurs - valeur qui n'est pas en elle-même explicable par le principe de la quantité de travail. C'est à cela qu'aboutit effectivement Ricardo; il déclare simplement que ces qualités différentes s'ajusteront, d'une manière ou de l'autre, correctement par le jeu du mécanisme du marché, en sorte que nous pouvons après tout parier d'une heure de travail accomplie par l'ouvrier A comme étant équivalente à un multiple défini d'une heure de travail accomplie par l'ouvrier B. Mais, en raisonnant de la sorte, il perd complètement de vue qu'il fait appel à un autre principe d'évaluation et abandonne en fait le principe de la quantité de travail, qui, du même coup, est tenu en échec dès l'origine, dans son propre cadre, avant même qu'il ait eu l'occasion d'être mis en échec par l'intervention de facteurs autres que le travail.

pouvons en déduire l'existence d'une proportionnalité entre la valeur et la dose de travail appliquée au produit¹. Il est donc évident que, non seulement il était parfaitement absurde, de la part des marxistes, de contester, comme ils ont tenté de le faire de prime abord (quand elle vint à leur connaissance), la validité de la théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale, mais encore qu'il est insuffisant de qualifier d'erronée la théorie de la valeur-travail. En tout état de cause, celle-ci est morte et enterrée.

2. Bien que ni Ricardo, ni Marx ne paraissent avoir pleinement pris conscience de toutes les faiblesses de la position dans laquelle ils s'étaient placés en choisissant leur point de départ, ils n'en avaient pas moins reconnu nettement certaines d'entre elles. Tous deux, notamment, furent aux prises avec le problème consistant à éliminer l'élément « services des agents naturels », lesquels, bien entendu, sont privés de leur place légitime dans le processus de production et de répartition par une théorie de la valeur fondée sur la seule quantité de travail. La théorie ricardienne bien connue de la rente du sol constitue essentiellement une tentative pour procéder à cette élimination et il en va de même de la théorie marxiste. Or, dès que nous disposons d'un appareil analytique permettant de traiter la rente aussi aisément qu'il traite des salaires, toute difficulté s'évanouit. Par conséquent, il est superflu de nous étendre davantage sur les mérites ou défauts de la doctrine marxiste de la rente absolue, en tant que distincte de la rente différentielle, ou des relations de cette doctrine avec celle de Ricardo.

Cependant, même si nous passons à l'ordre du jour sur ce point, il nous reste encore à surmonter la difficulté inhérente à l'existence du capital, considéré comme un stock de moyens de production eux-mêmes produits. Aux yeux de Ricardo, le problème se posait dans des termes très simples : dans la célèbre section IV du chapitre 1er de ses *Principes*, il introduit comme une donnée de fait, acceptée par lui sans chercher à la discuter, la notion d'après laquelle, dans tous les cas où des Liens instrumentaux (tels qu'usines, machines, matières premières) sont appliqués à la production d'une marchandise, cette marchandise doit se vendre à un prix procurant un revenu net au propriétaire de ces biens instrumentaux. Ricardo se rendait compte que cette donnée n'est pas sans quelque rapport avec la période de temps qui s'écoule entre l'investissement et l'apparition des produits vendables et qu'elle provoque des divergences entre les valeurs effectives de ces produits et les valeurs calculées d'après la proportion des heures ouvrées qui leur sont incorporées - y compris les heures ouvrées ayant servi à produire les biens instrumentaux eux-mêmes - chaque fois que ces périodes ne sont pas identiques dans toutes les branches. Mais il se borne à signaler ces divergences sans sourciller, comme si elles confirmaient, au lieu de le contredire, son théorème fondamental de la valeur, et il ne va pas réellement plus loin, s'en tenant à discuter quelques problèmes secondaires connexes et évidemment convaincu que sa théorie continue à rendre compte de la base fondamentale de la valeur.

¹ Il résulte, en fait, de la théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale que, pour réaliser l'équilibre, chaque facteur doit être réparti entre les emplois productifs qui lui sont ouverts en sorte que la dernière unité appliquée à un emploi quelconque produise la même valeur que la dernière unité appliquée à chacun des autres emplois. Si, en dehors de la main-d'œuvre d'une espèce et d'une qualité donnée, il n'existe pas d'autres facteurs, la formule précédente signifie évidemment que les valeurs relatives (ou prix) de toutes les marchandises doivent être proportionnelles aux nombres d'heures de travail incorporées dans ces marchandises, pourvu que la concurrence et que la mobilité de la main-d'œuvre soient parfaites.

Marx, à son tour, a introduit, accepté et discuté la même donnée, sans jamais la mettre en question en tant que donnée. Il a également reconnu qu'elle semble infliger un démenti à la théorie de la valeur-travail. Mais il a eu conscience de l'insuffisance du traitement appliqué au problème par Ricardo et, tout en acceptant le problème en soi sous la forme dans laquelle Ricardo l'avait présenté, il s'est mis en campagne pour le maîtriser complètement, en lui consacrant autant de centaines de pages que Ricardo lui avait consacré de phrases.

3. Ce faisant, Marx n'a pas seulement manifesté un sens beaucoup plus aigu de la nature du problème posé, mais il a également perfectionné l'appareil analytique dont il avait hérité. Par exemple, il a remplacé à bon escient la distinction de Ricardo entre le capital fixe et le capital circulant par une distinction entre le capital constant et le capital variable (salaires) et, aux notions rudimentaires de Ricardo concernant la durée du processus de production, il a substitué le concept beaucoup plus rigoureux de la « structure organique du capital », laquelle repose sur la distinction existant entre capital constant et capital variable. Marx a également apporté beaucoup d'autres contributions à la théorie du capital. Nous nous en tiendrons cependant à son explication du revenu net du capital, c'est-à-dire à sa *Théorie de l'Exposition*.

Les masses n'ont pas toujours eu le sentiment d'être frustrées et exploitées. Mais les intellectuels qui se sont institués leurs interprètes leur ont toujours affirmé qu'elles l'étaient, sans nécessairement donner à cette formule une signification précise. Marx n'aurait pu arriver à rien à défaut d'un tel slogan, eût-il même désiré s'en passer. Son mérite et sa trouvaille ont consisté en ce qu'il a *reconnu* la faiblesse des divers arguments au moyen desquels les tuteurs de la conscience des masses avaient, avant lui, essayé de montrer comment se réalisait l'exploitation, arguments qui, de nos jours encore, constituent le fonds de roulement de l'agitateur moyen. Aucun des slogans habituels dénonçant la supériorité de marchandage et la fraude patronales ne lui donnait satisfaction. Ce qu'il entendait démontrer, c'est que l'exploitation ne résultait pas, occasionnellement et accidentellement, de telle ou telle situation spécifique, mais qu'elle dérivait, inévitablement et tout à fait indépendamment de toute volonté individuelle, de la logique profonde du système capitaliste.

A cet effet, Marx a raisonné comme suit. Le cerveau, les muscles et les nerfs d'un travailleur constituent, en eux-mêmes, un fonds ou stock de travail potentiel (*Arbeitskraft*, habituellement traduit en anglais par le terme assez peu satisfaisant de *labor power - puissance* de travail). Marx considère ce fonds ou stock comme une sorte de substance qui existe en quantité définie et qui, dans une société capitaliste, constitue une marchandise comme les autres. Nous pouvons, pour notre compte, clarifier cette notion en évoquant le cas de l'esclavage : le point de vue de Marx, c'est qu'il n'existe pas de différence essentielle (bien qu'il existe nombre de différences secondaires) entre le contrat de travail et l'achat d'un esclave - l'employeur de main-d'œuvre « libre » achetant, non pas, certes, les ouvriers eux-mêmes, comme dans le cas de l'esclavage, mais une fraction définie du montant total de leur travail potentiel.

Or, comme le travail pris dans ce sens (et non pas le service travail, ni l'heure ouvrée) constitue une marchandise, la loi de la valeur doit lui être applicable. En d'autres termes, à l'équilibre et en concurrence parfaite, le travail doit obtenir un salaire proportionnel au nombre d'heures ouvrées qui entrent dans sa « production ». Mais

quel est le nombre des *heures* ouvrées entrant dans la « production » du stock de travail potentiel emmagasiné sous la peau d'un travailleur? Réponse : le nombre des heures ouvrées qui ont été et qui sont requises pour élever, nourrir, vêtir et loger l'ouvrier ¹. Ce nombre constitue la valeur du stock de travail potentiel et, si l'ouvrier vend une fraction du dit stock (exprimée en jours, en semaines ou en années), il recevra des salaires correspondant à la valeur-travail de ces fractions, tout comme un négrier vendant un esclave recevrait, à l'équilibre, un prix proportionnel au nombre *total* des *heures* ouvrées consacrées à l'élevage et l'entretien du sujet. Il convient d'observer une fois de plus que Marx s'est soigneusement gardé de donner dans tous les slogans populaires qui, sous une forme ou sous une autre, prétendent que, sur le marché capitaliste de la main-d'œuvre, le travailleur est dépouillé ou fraudé ou que, dans sa lamentable faiblesse, il est purement et simplement contraint d'accepter toutes les conditions qui lui sont imposées. Les choses ne se passent pas aussi simplement : l'ouvrier obtient la pleine valeur de son potentiel de travail.

Mais, une fois que les capitalistes ont acquis ce stock de services potentiels, ils sont en mesure de faire travailler l'ouvrier davantage d'heures - de lui faire rendre davantage de services effectifs - qu'il ne serait nécessaire pour produire un tel stock de services potentiels. Ils peuvent donc prélever, dans ce sens, davantage d'heures effectives de travail qu'il n'en ont payées. Comme les produits ainsi obtenus sont également vendus à un prix proportionnel aux heures ouvrées consacrées à leur production, il existe une différence entre les deux valeurs - tout au moins dans le cadre de fonctionnement inhérent à la loi marxiste des valeurs - et cette différence est inévitablement attribuée au capitaliste, de par le jeu du mécanisme des marchés capitalistes. Ainsi se dégage la « plus-value » (Mehrwert) ². Du fait qu'il se l'approprie, le capitaliste « exploite » la main-d'œuvre, bien qu'il verse aux ouvriers la pleine valeur de leur potentiel de travail et ne reçoive des consommateurs pas davantage que la pleine valeur des produits vendus par lui. Observons à nouveau que Marx ne tire aucun argument de phénomènes tels que prix usuraires, restrictions de production, manœuvres frauduleuses sur les marchés des produits. Marx, bien entendu, n'entendait pas contester l'existence de telles pratiques. Mais il les remplaçait dans leur véritable perspective et, par suite, n'a jamais fondé sur elles aucune conclusion fondamentale.

Admirons, en passant, la valeur apologétique d'un tel raisonnement : pour spécial et éloigné de sa signification habituelle que soit le sens désormais attribué au terme « exploitation », pour faibles que soient ses supports fournis par la loi naturelle et par les conceptions des philosophes du XVIII^e siècle, il n'en a pas moins été introduit dans la sphère de l'argumentation scientifique et il remplit par là même son objet qui est d'armer le disciple de Marx marchant au combat.

En ce qui concerne les mérites scientifiques de cette argumentation, il convient de distinguer soigneusement deux de ses aspects, dont l'un a été négligé constamment par les critiques. Sur le plan habituel de la théorie d'un système économique statique, il est facile de montrer, en adoptant les propres hypothèses de Marx, que la doctrine

¹ Abstraction faite de la distinction entre travail et « puissance de travail », c'est la solution même que S. Bailey (*A Critical Discourse on the Nature, Measure and Causes of Value*, 1825) avait, par anticipation, traitée d'absurde, comme Marx lui-même n'a pas manqué de le noter (*Dus Kapital*, vol. I, chap. XIX).

² Le taux de la plus-value (degré d'exploitation) est défini comme le rapport entre la plus-value et le capital variable (salaires).

de la plus-value est insoutenable. La théorie de la valeur fondée sur le travail, même à supposer qu'elle soit valable pour toute autre marchandise, ne peut jamais être appliquée à la « marchandise » travail, car ceci impliquerait que les ouvriers puissent, comme les machines, être produits sur la base de calculs rationnels de prix de revient. Tel n'étant pas le cas, il n'est aucunement démontré que la valeur de l'énergie laborieuse doive être proportionnelle au nombre d'heures ouvrées appliquées à sa « production ». Marx aurait amélioré, en logique, sa position s'il avait accepté la loi d'airain des salaires de Lassalle ou, plus simplement, s'il avait suivi, comme le fit Ricardo, les lignes de l'argumentation malthusienne. Mais comme, à très bon escient, il s'est bien gardé de le faire, sa théorie de l'exploitation a été privée, dès le départ, de l'un de ses rouages essentiels ¹.

De plus, il est possible de démontrer qu'un équilibre de concurrence parfaite ne saurait exister dans une situation telle que tous les employeurs-capitalistes réalisent des profits d'exploitation. En effet, ces employeurs, en pareil cas, s'efforceraient individuellement de développer leur production et ces efforts, dans leur ensemble, tendraient inévitablement à faire monter les salaires et à ramener à zéro les profits de cette nature. Certes, il serait, sans aucun doute, possible d'améliorer quelque peu l'argumentation en recourant à la théorie de la concurrence imparfaite, en faisant intervenir les frictions et les inhibitions institutionnelles qui entravent le jeu de la concurrence, en insistant sur toutes les possibilités d'à-coups monétaires, et ainsi de suite. Cependant, même en procédant de la sorte, l'on ne pourrait mettre en ligne qu'une défense assez faible et que Marx lui-même aurait cordialement méprisée.

Cependant il existe un autre aspect de la question. Il suffit de considérer l'objectif analytique de Marx pour reconnaître qu'il n'était aucunement obligé d'accepter le combat sur un terrain où il est si facile de le battre. Cette facilité n'existe, en effet, qu'aussi longtemps que la théorie de la plus-value ne représente pour nous qu'une thèse relative au fonctionnement d'une économie statique en état d'équilibre parfait. Étant donné que Marx visait à analyser, non pas un état d'équilibre que, selon lui, la société capitaliste ne saurait jamais atteindre, mais, tout au contraire, un processus de transformations incessantes dans la structure économique, les critiques qui lui sont opposées en suivant les lignes précédentes de raisonnement ne sauraient être tenues pour absolument décisives. Même si elles ne peuvent se manifester en équilibre parfait, les plus-values peuvent néanmoins être constamment présentes parce que le régime ne permet jamais à l'équilibre de s'établir. Même si elles tendent continuellement à disparaître, ces plus-values peuvent néanmoins toujours exister parce qu'elles sont incessamment recrées. Une telle défense ne saurait, certes, sauver la théorie de la valeur-travail, notamment dans le cas où elle est appliquée à la marchandise travail elle-même, ni l'argumentation relative à l'exploitation telle qu'elle est formulée par Marx. Mais elle nous permet d'interpréter plus favorablement sa conclusion, en dépit du fait qu'une théorie satisfaisante des plus-values devrait dépouiller ces dernières de leur caractère spécifiquement marxiste. Or, cet aspect du problème présente une importance considérable, car il jette une lumière nouvelle sur d'autres parties de l'appareil d'analyse économique forgé par Marx et il explique en grande partie pourquoi ce système n'a pas été plus gravement ruiné par les critiques pertinentes dirigées contre ses éléments fondamentaux.

¹ Nous verrons plus loin comment Marx a cherché à remplacer cet élément.

4. Si, cependant, nous poursuivons notre analyse en nous maintenant au niveau habituel des discussions portant sur les doctrines marxistes, nous nous enfonçons toujours davantage dans des difficultés inextricables ou, plus exactement, nous percevons les obstacles auxquels se heurtent les croyants quand il tentent de suivre le maître dans la voie tracée par lui. En premier lieu, la doctrine de la plus-value ne facilite à aucun degré la solution des problèmes, auxquels nous avons fait allusion ci-dessus, engendrés par l'écart qui sépare la théorie de la valeur-travail et les faits patents de la réalité économique. Tout au contraire, elle accentue cette divergence, car, selon elle, le capital constant - c'est-à-dire le capital non affecté aux salaires - ne transmet pas au produit une valeur supérieure à celle que le capital perd lui-même en cours de production ; seul le capital salaires réalise un tel résultat et les profits gagnés devraient, en conséquence, varier d'une entreprise à l'autre, en conformité avec la composition organique de leurs capitaux.

Marx se repose sur la concurrence entre capitalistes pour provoquer une redistribution de la « masse » totale de la plus-value, en sorte que chaque entreprise réaliserait des profits proportionnels à son capital total ou que les taux individuels de profits seraient égalisés. On reconnaît aisément que cette difficulté rentre dans la catégorie des faux problèmes qu'engendrent invariablement les efforts tentés pour développer une théorie erronée ¹ et que la solution appartient à la catégorie des expédients de désespoir. Cependant Marx croyait, non seulement que cette solution permettrait d'établir l'uniformisation nécessaire des taux de profit et d'expliquer comment, de ce chef, les prix relatifs des marchandises peuvent dévier de leurs valeurs exprimées en termes de travail ² - mais encore que sa théorie apportait l'explication d'une autre « loi », laquelle tenait une grande place dans la doctrine classique, à savoir la thèse selon laquelle le taux de profit tendrait naturellement à fléchir. Effectivement, une telle tendance peut être déduite assez plausiblement de l'accroissement en importance relative, dans les branches produisant des marchandises incorporant des salaires, de la

¹ Il existe toutefois dans cette théorie un élément qui n'est pas erroné et dont la perception, pour confuse qu'elle soit, doit être portée au crédit de Marx. Contrairement à ce que presque tous les économistes admettent, même de nos jours, il n'est aucunement certain que des moyens de production « produits » procureraient un revenu net dans une économie parfaitement stationnaire. Si, en pratique, ces moyens de production semblent procurer des revenus nets, ceci peut parfaitement tenir au fait que l'économie n'est jamais stationnaire. L'argumentation de Marx concernant le rendement net du capital pourrait être interprétée comme un procédé détourné pour reconnaître ce fait.

² Marx a incorporé sa solution du problème dans les manuscrits d'où son ami Engels a tiré le troisième volume (posthume) du *Capital*. Nous ne sommes donc pas en mesure d'apprécier ce que Marx lui-même aurait désiré dire finalement sur le sujet. Ceci posé, la plupart des critiques n'hésitent pas à l'accuser d'avoir, dans le troisième volume, purement et simplement contredit la doctrine du premier. A l'examen, un tel verdict n'apparaît pas comme justifié.

Si nous nous plaçons au point de vue de Marx, comme il est de notre devoir de le faire dans une question de cette nature, il n'est pas absurde de considérer la plus-value comme une « masse » créée par le processus social de production traité comme une unité, puis d'en venir au problème de la répartition de cette masse. Or, si cette conception n'est pas absurde, il est toujours possible de soutenir que les prix relatifs des marchandises, tels qu'ils s'établissent selon le troisième volume, dérivent de la théorie de la quantité de travail exposée dans le premier volume. Par conséquent, il n'est pas exact d'affirmer, comme l'ont fait certains auteurs de Lexis à Cote, que la théorie de la valeur de Marx est complètement divorcée de sa théorie des prix et ne lui apporte aucune contribution. Toutefois, Marx ne gagne pas grand-chose à être justifié du délit de contradiction, car les autres objections que l'on peut lui opposer restent terriblement fortes. La meilleure contribution à la question de savoir comment valeurs et prix sont reliés dans le système marxiste figure dans « Wertrechnung und Preisrechnung im Marxschen System » de L. von Bortkiewicz, in *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, 1907.

fraction constante du capital total : si, en effet, l'importance relative de l'outillage et de l'équipement augmente dans ces branches, comme c'est en fait le cas au cours de l'évolution capitaliste, et si le taux de plus-value (ou le degré d'exploitation) reste le même, le taux de rendement du capital total devra en général décroître. Cet argument a été grandement admiré et Marx lui-même, nous sommes en droit de le présumer, le considérait avec toute la satisfaction que nous éprouvons habituellement quand une théorie de notre façon rend compte d'une observation qui n'entre pas dans sa construction. Il serait d'ailleurs intéressant de discuter cette thèse en elle-même, indépendamment des erreurs commises par Marx dans ses déductions. Au demeurant, nous n'avons pas besoin de nous y attarder, car elle est suffisamment condamnée par ses propres prémisses. Cependant une thèse apparentée (mais non identique) constitue l'une des « forces » les plus importantes de la dynamique marxiste, ainsi que le chaînon rattachant la théorie de l'exploitation au thème suivant de la structure analytique de Marx, généralement qualifié de *Théorie de l'Accumulation*.

Les capitalistes convertissent en capital - en moyens de production - la majeure partie (voire même, selon certains disciples de Marx, la quasi-totalité) du butin arraché à la main-d'œuvre exploitée. En soi, et abstraction faite des qualifications impliquées par la phraséologie marxiste, une telle affirmation équivaut, bien entendu, à constater un phénomène bien connu, habituellement désigné par les termes : épargne et investissement. Aux yeux de Marx, cependant, il ne suffisait pas d'indiquer l'existence de ce phénomène : pour que le processus capitaliste se déroulat dans sa rigueur inexorable, le dit phénomène devait s'insérer dans la logique du système - ou, en d'autres termes, devait être pratiquement inévitable. En outre, Marx ne pouvait se déclarer satisfait de la solution aux termes de laquelle une telle nécessité serait le fruit naturel de la psychologie sociale de la classe capitaliste - comme l'a, par exemple, soutenu Max Weber, lequel tenait les mentalités puritaines (or, le fait de renoncer à convertir le profit en jouissances matérielles cadre bien avec de telles attitudes morales) pour l'une des causes déterminantes du comportement capitaliste. Certes, Marx ne dédaignait aucunement le parti qu'il croyait pouvoir tirer d'une telle méthode d'approche ¹. Cependant il lui était nécessaire de fonder sur une base plus concrète un système conçu comme l'était le sien et de discerner à cet effet quelque force obligeant les capitalistes à accumuler, abstraction faite de leur mentalité propre, et suffisamment puissante pour déterminer l'attitude psychologique de l'épargnant-investisseur. Or, il existe, par bonheur, une telle force.

En définissant la nature de cette contrainte à épargner, j'adopterai sur un point, pour des raisons de commodité, la leçon de Marx, à savoir j'admettrai après lui que l'épargne effectuée par la classe capitaliste implique *ipso facto* un accroissement correspondant du capital réel ². Un tel accroissement affectera toujours en premier lieu la fraction variable - capital-salaires - du capital total, même si l'épargnant se propose

¹ Par exemple, dans un passage du *Capital*, vol. I, Marx se surpasse lui-même dans les développements pittoresques qu'il donne à ce thème - allant, à mon sens, plus loin qu'il n'était convenable de la part du fondateur de l'interprétation économique de l'histoire. Que l'accumulation représente ou non « la loi et les prophètes » aux yeux de la classe capitaliste et que de telles inventions nous apparaissent ou non comme des exagérations ridicules - chez Marx des arguments de cette nature et de ce style suggèrent toujours la nécessité de masquer quelque point faible.

² Pour Marx, épargne ou accumulation s'identifient à la « conversion de plus-value en capital ». Je ne me propose pas de discuter une telle conception, en dépit du fait que les tentatives individuelles d'épargne n'ont pas nécessairement, ni automatiquement pour effet d'accroître le capital réel. Le point de vue de Marx me paraissant se rapprocher bien davantage de la vérité que le point de vue opposé soutenu par beaucoup de mes contemporains, je ne juge pas qu'il soit utile de le discuter.

d'accroître la fraction constante et, notamment, la tranche (que Ricardo désignait par le terme de capital fixe) constituée en majeure partie par l'outillage. En discutant la théorie marxiste de l'exploitation, j'ai souligné que, dans une économie de concurrence parfaite, les profits issus de l'exploitation de la main-d'œuvre induiraient les capitalistes à développer la production ou à essayer de la développer, chacun d'entre eux croyant réaliser de la sorte davantage de profits. Or, aux fins d'arriver à ce résultat, il leur serait nécessaire d'accumuler. D'autre part, de telles initiatives auraient pour effet global de réduire les plus-values, ceci en raison de la hausse consécutive des salaires, sinon également en raison de la baisse consécutive des prix des produits - soit un exemple très intéressant de ces contradictions inhérentes au capitalisme si chères à Marx. Mais cette tendance elle-même constituerait, toujours en se plaçant au point de vue du capitalisme individuel, une raison supplémentaire pour se sentir dans l'obligation d'accumuler¹, bien qu'un tel comportement ferait de nouveau empirer, en dernière analyse, la situation de la classe capitaliste dans son ensemble. Il existerait donc une sorte de contrainte à accumuler, même dans un système statique à tous autres égards, qui, comme je l'ai signalé auparavant, ne pourrait atteindre un équilibre stable tant que l'accumulation n'aurait pas ramené la plus-value à zéro, en détruisant ainsi le capitalisme lui-même².

Mais il existe une autre force d'accumulation beaucoup plus importante et dont la contrainte est beaucoup plus impérieuse. En fait, l'économie capitaliste n'est pas et ne saurait être stationnaire. Et elle ne se développe pas simplement à une allure régulière. Elle est, au contraire, constamment révolutionnée *de l'intérieur* par des initiatives nouvelles, c'est-à-dire par l'intrusion dans la structure productive, telle qu'elle existe à un moment donné, de nouvelles marchandises ou de nouvelles méthodes de production ou de nouvelles possibilités commerciales. Toutes les structures existantes et toutes les conditions de vie des affaires sont soumises à un processus de transformation continue. Toute situation est bouleversée avant qu'elle ait eu le temps de se réaliser complètement. Dans la société capitaliste, progrès économique est synonyme de bouleversement. Or, comme nous le verrons dans la prochaine partie, le mode de fonctionnement de l'économie au sein d'un tel tourbillon, fût-elle placée sous le régime de la concurrence la plus parfaite, diffère complètement du mode de fonctionnement qui s'établirait dans une économie stationnaire. Les possibilités de profits à réaliser en produisant des objets nouveaux ou en produisant à meilleur marché des objets anciens se concrétisent constamment, en faisant appel à des investissements nouveaux. Or, ces nouveaux produits et ces nouvelles méthodes ne concurrencent pas

¹ Bien entendu, les épargnes prélevées sur les petits revenus seraient, en général, plus faibles en pourcentage que celles prélevées sur les gros revenus. Mais il sera normalement épargné davantage sur un revenu donné, si l'on ne s'attend pas à ce que celui-ci se maintienne ou si l'on s'attend à ce qu'il diminue, que sur un revenu équivalent si l'on sait que celui-ci se stabilisera, tout au moins, à son niveau actuel.

² Marx admet dans une certaine mesure ces relations. Mais il pense que, si les salaires augmentent et gênent du même coup l'accumulation, le taux de cette dernière décroîtra « parce que le stimulant du profit est émoussé », en sorte que « le mécanisme du processus de production capitaliste fait disparaître les obstacles mêmes qu'il suscite temporairement » (*Das Kapital*, vol. I, chap. XXV, section 1). Or, cette tendance du mécanisme capitaliste à s'équilibrer lui-même n'est certainement pas démontrée *a priori* et toute affirmation de cette nature devrait, tout au moins, être soigneusement qualifiée. Mais il est intéressant de noter que nous devrions considérer une telle assertion comme extrêmement anti-marxiste s'il nous advenait de la rencontrer dans l'œuvre d'un autre économiste et que, dans la mesure où elle est défendable, elle affaiblit grandement la charpente de l'argumentation de Marx. A cet égard comme à beaucoup d'autres, Marx révèle dans une mesure surprenante son impuissance à se délivrer des chaînes, qu'il croyait avoir brisées, de l'économie bourgeoise de son temps.

les anciens produits et les anciennes méthodes sur un pied d'égalité, mais avec une supériorité décisive qui peut signer l'arrêt de mort de ces derniers. Tel est le processus par lequel le progrès pénètre dans une société capitaliste.

Pour échapper au risque d'être battue sur ses prix, toute entreprise est finalement obligée de suivre les pionniers, de procéder à son tour à des investissements, et, aux fins d'être en mesure de le faire, de remettre en jeu une fraction de ses profits, c'est-à-dire d'accumuler ¹. En conséquence, tout le monde accumule.

Or, Marx a perçu ce processus des transformations économiques et a réalisé leur importance fondamentale plus nettement et plus complètement que ne l'a fait aucun autre économiste de son temps. Ceci ne veut pas dire qu'il ait correctement saisi la nature de ce processus, ni analysé correctement son mécanisme. A ses yeux, un tel mécanisme se ramène à de simples mouvements de masses de capitaux. Marx n'a pas élaboré une théorie adéquate de l'entreprise et son impuissance à distinguer l'entrepreneur du capitaliste, combinée avec une technique défectueuse, rend compte de nombreuses erreurs et de nombreuses ruptures de déductions commises par lui. Toutefois, la simple vision du processus de transformation suffisait à elle seule à atteindre beaucoup des objectifs visés par Marx. La rupture de déduction (*non sequitur*) cesse d'être un vice rédhibitoire si l'on peut déduire d'un autre argument ce qui ne résulte pas des prémisses de Marx ; et des erreurs et confusions, lussent-elles flagrantes, sont fréquemment rachetées par le fait que la ligne générale de l'argumentation dans laquelle elles se glissent est exacte en gros - elles peuvent, notamment, cesser de vicier les développements ultérieurs d'une analyse qui, aux yeux d'un critique incapable d'apprécier une situation aussi paradoxale, paraît faire l'objet d'une condamnation sans appel.

Nous avons déjà eu un exemple d'un tel paradoxe. A la juger en soi, la théorie marxiste de la plus-value est insoutenable. Mais comme le processus capitaliste engendre des vagues de profits temporaires résultant de plus-values par rapport aux prix de revient (dont d'autres théories peuvent rendre parfaitement compte, bien que dans un sens tout à fait non-marxiste), la démarche suivante de Marx, portant sur l'accumulation, n'est pas absolument compromise par ses faux-pas antérieurs. De même, Marx n'a pas lui-même établi d'une façon satisfaisante cette obligation d'accumuler qui joue un rôle si essentiel dans son argumentation. Toutefois, les insuffisances de son analyse ne causent pas de grands dégâts, car, comme nous l'avons indiqué, nous sommes en mesure de fournir nous-mêmes une explication plus satisfaisante d'un tel phénomène, dans laquelle, entre autres facteurs, le fléchissement des profits joue spontanément le rôle qui lui revient. Il n'est pas nécessaire que le taux global du profit réalisé sur le capital de production global fléchisse à long terme, soit parce que, selon Marx, le capital constant augmente par rapport au capital variable ², soit pour tout

¹ Bien entendu, l'auto-financement ne constitue pas la seule méthode de financement du progrès technologique. Mais c'est pratiquement la seule méthode prise en considération par Marx. Comme elle est effectivement très importante, nous sommes en droit de suivre notre auteur sur ce point, en dépit du fait que d'autres méthodes, notamment celle consistant à emprunter aux banques, c'est-à-dire à créer des dépôts, entraînent des conséquences qui leur sont propres et dont il serait incontestablement nécessaire de tenir compte si l'on voulait tracer un schéma correct du processus capitaliste.

² Selon Marx, les profits peuvent, bien entendu, fléchir pour une autre cause, à savoir en raison de la baisse du taux de plus-value. Cette baisse peut tenir soit à des augmentations de salaires, soit à des réductions (imposées, par exemple, par le législateur) du nombre des heures oeuvrées. Il est possible de soutenir, même du point de vue de la théorie marxiste, que de telles circonstances induiront les « capitalistes » à substituer au travail manuel des biens instrumentaux économisant de la main-

autre motif. Il suffit, comme nous l'avons vu, que le profit de chaque entreprise individuelle soit incessamment menacé par la concurrence effective ou potentielle (nourrie par les produits nouveaux ou les méthodes de production nouvelles) qui, tôt ou tard, convertira ce profit en perte. Nous obtenons ainsi la force d'impulsion nécessaire et nous établissons même, ce faisant, une proposition analogue à la thèse de Marx d'après laquelle le capital constant ne produit pas de plus-value - car aucun assemblage spécifique de biens instrumentaux ne reste indéfiniment une source de superbénéfices -, sans avoir à nous fonder sur les parties de son argumentation dont la validité est douteuse.

Un autre exemple nous est fourni par le chaînon suivant du système de Marx - la *Théorie de la Concentration* - étant donné le manière dont il traite la tendance du processus capitaliste à accroître la taille tant des usines que des unités de contrôle. Toute l'explication offerte par Marx ¹, quand on a la dépouille de ses fioritures, se ramène à des énoncés assez plats, tels que « la bataille de la concurrence est menée en comprimant les prix des marchandises », de telles réductions dépendant, *ceteris paribus*, de la productivité de la main-d'œuvre et celle-ci à son tour de l'échelle de production; ou encore « les plus gros capitaux écrasent les plus petits ² ». Ces formules ressemblent fort à celles consacrées au même thème par les manuels courants et elles ne sont, en soi, ni très profondes, ni très admirables. Elles sont, notamment, inadéquates en raison de l'insistance exclusive avec laquelle est souligné le rôle attribué à la dimension des « capitaux » individuels, alors que, dans sa description des effets de la concentration, Marx est grandement gêné par sa technique qui l'empêche de traiter effectivement les problèmes du monopole ou de l'oligopole.

Néanmoins, l'admiration que tant d'économistes non-marxistes professent éprouver pour cette théorie n'est pas injustifiée. En premier lieu, le fait de prédire l'avènement des grandes entreprises constituait en soi un véritable achèvement, étant donné les conditions régnant du vivant de Marx. Cependant celui-ci a accompli davantage encore. Il a élégamment relié la concentration au processus d'accumulation ou, plus exactement, il s'est représenté le premier phénomène comme un élément du second, ceci non pas seulement d'un point de vue descriptif, mais d'un point de vue logique. Il a diagnostiqué correctement certaines des conséquences de la concentration - en exposant, par exemple, que « le volume croissant de masses individuelles de capital devient la base matérielle d'une révolution ininterrompue dans le mode de production lui-même » - et il en a distingué d'autres, à tout le moins sous une forme unilatérale ou distordue. Il a électrifié l'atmosphère enveloppant le phénomène en faisant tourner toutes les dynamos de la guerre des classes et de la politique - et, du même coup, son exposé s'est placé, notamment aux yeux des personnes dépourvues d'imagination, très au-dessus des théorèmes abstraits venant en ligne de compte. Enfin, point le plus

d'œuvre et, par conséquent, développeront temporairement les investissements, abstraction faite de la pression exercée par les produits nouveaux et par le progrès technologique. Nous ne saurions cependant entrer dans ces questions. Mais nous pouvons noter un incident curieux. En 1837, Nassau W. Senior publia une brochure, intitulée *Letters on the Factory act*, dans laquelle il essayait de montrer que la réduction proposée de la durée de la journée de travail aboutirait à anéantir les profits de l'industrie cotonnière. Dans *Dos Kapital*, vol. I, chap. VII, section 3, Marx se surpasse lui-même dans les attaques passionnées qu'il dirige contre l'argumentation de Senior qui, à vrai dire, n'était guère moins qu'absurde. Cependant Marx aurait dû être la dernière personne à dénoncer une opinion qui cadre parfaitement avec sa propre théorie de l'exploitation.

¹ Cf. *Das Kapital*, vol. I, chap. XXV, section 2.

² Cette conclusion, fréquemment qualifiée de l'expropriation, constitue chez Marx la seule base purement économique de la lutte par laquelle les capitalistes se détruisent réciproquement.

important de tous, Marx a réussi, sans presque être entravé par l'explication inadéquate donnée de tel ou tel élément de son tableau, ni par le défaut de rigueur, décelé par l'économiste professionnel, de son argumentation, à prévoir la ligne de développement future des géants industriels en gestation et la situation sociale qu'ils étaient en voie d'engendrer.

5. Nous ajouterons encore deux éléments à notre esquisse, en examinant la théorie de la paupérisation (*Verelendung*) de Marx et la théorie du cycle économique élaborée par lui et par Engels.

Si, dans le premier cas, l'analyse et la prévision marxistes aboutissent à un échec lamentable, elles se manifestent au contraire à leur avantage dans le second.

Marx considérait, sans aucun doute, que, au cours de l'évolution capitaliste, les taux des salaires réels et le niveau d'existence des masses étaient voués à décroître, dans le cas des catégories les mieux rémunérées, ou à ne pas s'améliorer, dans le cas des catégories les moins payées, et qu'une telle détérioration surviendrait, non pas sous l'influence de circonstances accidentelles ou externes, mais en raison de la logique même du processus capitaliste¹. Une telle prédiction était, bien entendu, singulièrement malencontreuse et les marxistes de tout poil ont été cruellement embarrassés quand il leur a fallu interpréter tant bien que mal les démentis cinglants que leur donnaient les faits. Tout d'abord (et même, dans certains cas isolés, de nos jours encore), ils ont fait preuve d'une persévérance remarquable en essayant de sauver cette « loi » en tant que constatation d'une tendance effectivement confirmée par les statistiques des salaires. Puis on s'est efforcé de lui prêter un sens différent, comme si elle se rapportait, non pas aux taux des salaires réels ou à la part absolue attribuée à la classe laborieuse, mais à la part relative des revenus du travail par rapport au revenu national total. Cependant, bien que certains passages de Marx puissent être compris dans ce sens, une telle interprétation contredit évidemment dans la plupart des cas sa pensée. En outre, on ne gagnerait pas grand chose à l'accepter, étant donné que les principales conclusions de Marx impliquent le fléchissement ou, tout au moins, le non-accroissement de la part *absolue* par tête de travailleur : si donc Marx, dans les passages impliqués, avait réellement entendu parler d'une part relative, les difficultés des marxistes en seraient aggravées d'autant. Enfin, la proposition en soi continuerait à être erronée. En effet, les proportions relatives des salaires et traitements par rapport au revenu total ne varient guère d'une année à l'autre et restent remarquablement constantes à travers le temps – sans, à coup sûr, manifester une tendance quelconque à fléchir.

¹ Il existe une première ligne de défense derrière laquelle les marxistes, à l'instar de la plupart des apologistes, ont accoutumé de se retrancher pour faire front à la critique impliquée par une formulation aussi précise. Leur réponse consiste à soutenir que Marx ne fut pas complètement incapable de considérer l'autre côté de la médaille et qu'il a fréquemment « reconnu » des cas de hausse des salaires, etc., - comme d'ailleurs personne n'aurait pu manquer de le faire -, ses défenseurs suggérant par là que le maître avait pleinement prévu les objections éventuelles de ses contradicteurs. Certes, un auteur aussi prolifique, qui entrelarde son argumentation avec des tranches aussi copieuses d'analyse historique, se prête mieux à l'apologétique qu'aucun des pères de l'Église. Mais à quoi bon reconnaître des faits gênants si les conclusions de l'autour n'en sont pas influencées pour autant?

Il semble pourtant qu'il existe une autre issue pour sortir de la difficulté. Il est concevable qu'une tendance n'apparaisse pas dans nos séries statistiques temporelles - celles-ci pouvant même, comme dans le cas présent, révéler une tendance opposée - et que, néanmoins, une telle tendance soit inhérente au système analysé, mais soit inhibée par des circonstances exceptionnelles. Telle est, effectivement, la position adoptée par la plupart des marxistes modernes. Ils découvrent de telles conditions exceptionnelles dans l'expansion coloniale ou, plus généralement, dans l'ouverture de nouvelles contrées au cours du XIX^e siècle, ce qui, affirme-t-on, aurait valu un temps de répit aux victimes de l'exploitation¹. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans la prochaine partie. Notons, en attendant, que les faits connus donnent, à première vue, quelque appui à cet argument, d'ailleurs logiquement fondé, et que la difficulté pourrait donc être résolue si la tendance à la baisse des salaires était, par ailleurs, solidement établie.

Cependant la difficulté essentielle consiste en ce que la structure de la théorie marxiste n'est, dans le cas d'espèce, rien moins que solide : tout comme l'intuition, la base analytique est ici défectueuse. Le fondement de la théorie de la paupérisation est fourni par la théorie de « l'armée de réserve industrielle », c'est-à-dire par la conception du chômage engendré par la mécanisation des processus de production². Or, la théorie de l'armée de réserve est, à son tour, fondée sur la doctrine exposée par Ricardo dans son chapitre consacré au machinisme. Nulle part ailleurs - sauf, bien entendu, en ce qui concerne la théorie de la valeur - l'argumentation de Marx n'est aussi étroitement subordonnée à celle de Ricardo, sans rien lui ajouter d'essentiel³. Je parle bien entendu de la théorie pure du phénomène, exclusivement. Marx, comme toujours, a ajouté mainte petite touche au tableau, par exemple l'heureuse généralisation en vertu de laquelle le remplacement de main-d'œuvre qualifiée par de la main-d'œuvre non qualifiée vient enrichir la notion de chômage; il y ajoute également un flot d'exemples et de phraséologie; enfin, point le plus important de tous, il l'a entouré d'un cadre impressionnant, constitué par les larges arrière-plans de ses conceptions sociales.

Ricardo avait été enclin, en premier lieu, à se rallier à l'opinion, très répandue à toute époque, selon laquelle l'introduction de machines dans le processus de production ne peut guère manquer de profiter aux masses. Quand il en vint à mettre en doute cette opinion ou, à tout le moins, sa validité générale, il révisa sa position avec la franchise qui le caractérise. Ce faisant, ce qui n'est pas moins caractéristique, il rebroussa chemin et, appliquant sa méthode coutumière des « cas imaginaires renforcés », construisit un exemple numérique, familier à tous les économistes, en vue de montrer que les choses pouvaient également tourner différemment. Il n'entendait d'ailleurs pas dénier, d'une part, que sa démonstration ne portait que sur une possibilité - au demeurant assez vraisemblable - ni, d'autre part, que les conséquences ulté-

¹ Cette idée, suggérée par Marx lui-même, a été développée par les néo-marxistes.

² Ce type de chômage doit, bien entendu, être distingué des autres. En particulier, Marx signale le type qui est lié aux variations cycliques de l'activité économique. Comme les deux types ne sont pas interdépendants et comme Marx, dans son argumentation, se réfère souvent au premier plutôt qu'au second, il en résulte des difficultés d'interprétation dont les critiques ne paraissent pas tous avoir pleinement conscience.

³ Une telle conclusion doit être tenue pour évidente par tout théoricien, s'il étudie non seulement les *sedes materiae* - *Das Kapital*, tome 1, chap. XV, section 3, 4 et 5 et surtout 6 (où Marx traite de la théorie de la compensation, signalée ci-dessus), mais aussi les chapitres XXIV et XXV où les mêmes points sont répétés et élaborés dans un cadre en partie différent.

rieures de la mécanisation sur la production totale, les prix, etc., se traduiraient, en dernière analyse, par un bénéfice net pour la main-d'œuvre.

L'exemple de Ricardo est correct dans ses propres limites¹. Nos méthodes contemporaines quelque peu perfectionnées confirment ses conclusions, dans la mesure où elles admettent tant la possibilité que Ricardo visait à établir que la possibilité contraire; elles vont d'ailleurs plus loin, car elles définissent les conditions formelles en vertu desquelles l'une ou l'autre de ces conséquences est appelée à se réaliser. On ne saurait, bien entendu, demander davantage à la théorie pure. Des données supplémentaires sont nécessaires si l'on se propose de prédire les conséquences effectives d'une mécanisation. Cependant, au point de vue qui nous occupe présentement, l'exemple de Ricardo comporte un autre trait intéressant. Il considère une entreprise, possédant un capital d'un montant donné et employant un nombre donné de travailleurs, qui décide d'entrer plus avant dans la voie de la mécanisation. En conséquence, l'entreprise assigne à un groupe de ses ouvriers la tâche de construire une machine qui, une fois installée, permettra à la maison de se passer des services d'une partie des membres de ce groupe. Il est possible que les profits restent finalement identiques (après que les ajustements concurrentiels auront éliminé les super-bénéfices temporaires), mais le revenu brut aura été détruit dans la mesure exacte des salaires antérieurement versés aux travailleurs désormais « libérés ». La notion, formulée par Marx, de substitution de capital constant au capital (salaires) variable constitue presque exactement la réplique de cette façon de présenter les choses. L'insistance de Ricardo sur *l'excédent (redundancy)* corrélatif de population trouve également son homologue exact dans l'insistance de Marx sur la population *en surplus*, terme qu'il emploie comme une alternative au terme « armée de réserve industrielle ». En fait, Marx a avalé l'enseignement de Ricardo, hameçon, ligne et gaule compris.

Mais une démonstration qui peut passer pour un modèle aussi longtemps que nous nous en tenons à l'objectif limité visé par Ricardo, devient absolument inadéquate - aboutissant en fait à une nouvelle rupture de raisonnement, mais non rachetée cette fois-ci par une intuition correcte des conséquences finales - dès lors que nous considérons la superstructure érigée par Marx sur cette fondation fragile. Il paraît d'ailleurs l'avoir senti dans quelque mesure. En effet, il s'est accroché avec l'énergie du désespoir à la conclusion, pessimiste sous condition, de son maître, comme si le cas « renforcé » imaginé par Ricardo était le seul possible, et il a combattu avec une énergie encore plus farouche les auteurs ayant développé les allusions de Ricardo aux compensations que l'ère de la machine pouvait réserver aux travailleurs, même si les conséquences immédiates de l'introduction des machines leur causait du tort (théorie de la « compensation », bête noire de tous les marxistes).

Marx avait les meilleures raisons pour adopter cette position. Il avait, en effet, grandement besoin d'asseoir sur une fondation solide sa théorie de l'armée de réserve, laquelle était appelée, dans son esprit, à atteindre deux objectifs d'une importance fondamentale, sans parler de quelques objectifs secondaires. En premier lieu, nous avons reconnu que Marx avait démuni sa théorie de l'exploitation d'un rouage qualifié par moi d'essentiel, en raison de sa répugnance, en soi tout à fait compréhensible, à faire usage de la théorie malthusienne de la population. A ce rouage il substitua celui

¹ Ou, du moins, il peut être rendu correct sans que sa portée soit sacrifiée. Certains points douteux de l'argumentation ricardienne tiennent probablement à une technique déplorable - que tant d'économistes souhaiteraient perpétuer.

de l'armée de réserve, toujours présente parce que constamment recréée ¹. En second lieu, la conception particulièrement étroite, adoptée par Marx, du processus de mécanisation était essentielle aux fins de motiver les phrases tonitruantes du chapitre XXXII du premier tome de *Das Kapital*, lesquelles, en un sens, constituent le couronnement final, non seulement de ce volume, mais de l'œuvre entière de Marx. Je vais les citer complètement - plus complètement que ne l'impliquerait le point en discussion - en vue de présenter au lecteur Marx dans une attitude qui explique aussi bien les enthousiasmes que les dédains dont il a été l'objet. Que cet amalgame soit ou non l'essence de la vérité prophétique, le voici :

« Simultanément à cette centralisation, ou à cette expropriation de multiples capitalistes par quelques-uns d'entre eux, se poursuit... l'enveloppement de toutes les nations dans le filet du marché mondial et, simultanément, s'affirme le caractère international du régime capitaliste. En même temps que diminue constamment le nombre des magnats du capital, qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, s'alourdit le fardeau de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation, de l'exploitation, mais, parallèlement, grandit également la révolte de la classe laborieuse, d'une classe dont le nombre augmente constamment et qui est disciplinée, unie, organisée précisément par le mécanisme même du processus de production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a germé et fleuri en même temps que lui et sous son contrôle. La centralisation des moyens de production et la socialisation de la main-d'œuvre atteignent finalement un point à partir duquel ils cessent d'être compatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée capitaliste sonne. Les expropriateurs sont expropriés. »

6. Il est extrêmement difficile d'apprécier l'accomplissement de Marx dans le domaine des cycles économiques. La partie réellement valable de cet effort consiste dans des douzaines d'observations et de commentaires, pour la plupart occasionnels, qui sont dispersés à travers presque tous les écrits de l'auteur, y compris sa correspondance. Les tentatives visant à reconstruire, à partir de tels *membra disjecta*, un corps qui n'apparaît nulle part en chair et en os et qui peut-être n'existait même pas dans l'esprit de Marx, sinon sous une forme embryonnaire, peuvent aisément aboutir dans des mains différentes à des résultats différents et être faussées par la tendance, très compréhensible chez les admirateurs du maître, à porter à son crédit, au moyen d'interprétations *ad hoc*, pratiquement tous les résultats, acquis au cours des recherches ultérieures, auxquels ces admirateurs donnent leur adhésion.

Le gros des partisans et adversaires de Marx n'a jamais réalisé et ne réalise pas la difficulté, tenant au caractère kaléidoscopique de la contribution que Marx a apportée aux problèmes cycliques, de la tâche à laquelle s'attaque, dans cet ordre d'idées, le commentateur. Constatant que Marx s'est très fréquemment prononcé sur ce sujet, dont la connexion avec son thème fondamental est évidemment très étroite, marxistes

¹ Il est, bien entendu, nécessaire de souligner la notion de création incessante. On commettrait une sérieuse injustice envers la lettre et l'esprit de la thèse de Marx si, comme l'ont fait certains critiques, on lui prêtait l'opinion que l'introduction du machinisme prive de leur emploi des personnes condamnées individuellement à chômer continuellement dans l'avenir. Marx ne contestait aucunement l'éventualité d'une absorption de chômeurs et toute critique manque complètement la cible qui est fondée sur la démonstration que tout chômage peut être entièrement résorbé dans chaque cas d'espèce.

et anti-marxistes ont tenu pour acquise l'existence d'une théorie du cycle, simple et nette, qu'il devrait être possible de dégager des autres éléments de la logique marxiste du processus capitaliste, tout comme, par exemple, la théorie de l'exploitation peut être dégagée de la théorie marxiste du travail. En conséquence, partisans et adversaires se mettent en quête d'une telle théorie et il est facile de deviner ce qui leur advient.

D'une part, Marx, sans aucun doute, met en relief - sans toute fois en donner une explication tout à fait adéquate - la puissance extraordinaire avec laquelle le capitalisme développe la capacité sociale de production. D'autre part, il souligne inlassablement la misère croissante des masses. N'est-il pas parfaitement naturel de conclure que les crises ou dépressions tiennent au fait que les masses exploitées ne peuvent pas acquérir les objets que l'appareil productif constamment accru produit ou est prêt à produire et que, pour cette raison et pour d'autres qu'il est superflu de répéter, le taux du profit fléchit jusqu'à un niveau de banqueroute? Il semble donc que nous abordions ainsi, selon que nous désirons souligner tel ou tel aspect du problème, sur les rives d'une théorie de la sous-consommation ou d'une théorie de la surproduction du type le plus vulgaire.

Effectivement, l'explication marxiste a été classée parmi les théories des crises fondées sur la sous-consommation¹. Deux circonstances peuvent être invoquées à l'appui d'un tel classement. En premier lieu, en ce qui concerne la théorie de la plus-value et aussi à d'autres égards, l'affinité des enseignements de Marx avec ceux de Sismondi et de Rodbertus est évidente. Or, ces auteurs se sont ralliés à la théorie de la sous-consommation. Il n'était donc pas déraisonnable d'en inférer que Marx avait dû agir de même. En second lieu, certains passages de l'œuvre de Marx, notamment la courte référence aux crises contenue dans le *Manifeste Communiste*, se prête à une telle interprétation, à un bien moindre degré néanmoins que les thèses d'Engels² - qui, d'ailleurs, importent peu en l'espèce, puisque Marx, très judicieusement, les a expressément répudiées³.

En fait, Marx n'avait conçu aucune théorie simple des cycles économiques. Et l'on ne saurait d'ailleurs tirer logiquement de ses « lois » de l'évolution économique aucune théorie de ce genre. Même si nous acceptons son explication de l'origine de la

¹ Bien que cette interprétation soit devenue courante, je citerai deux auteurs seulement dont l'un en a donné une version modifiée, tandis que l'autre témoigne de sa persistance : Tugan-Baranowsky, *Theoretische Grundlagen des Marxismus*, 1905, qui a condamné pour ce motif la théorie des crises de Marx, et M. Dobb, *Political Economy and Capitalism*, 1937, qui lui témoigne davantage de sympathie.

² Le meilleur exposé du point de vue quelque peu banal d'Engels sur la question figure dans son ouvrage polémique intitulé « *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft* » et il est devenu l'un des passages les plus fréquemment cités de la littérature socialiste.

Engels y présente une description très pittoresque de la morphologie des crises, assez bonne, certes, pour étoffer des conférences populaires, mais aussi, au lieu et place d'une explication, l'affirmation que « l'expansion du marché ne saurait avancer du même pas que l'expansion de la production ». Engels se réfère également, en l'approuvant, à la conception de Fourier que le terme *crises pléthoriques* employé par cet auteur définit de lui-même. On ne saurait néanmoins contester que Marx a rédigé une partie du chapitre X et partagé la responsabilité du livre entier.

Je constate en passant que les rares commentaires consacrés à Engels dans le présent ouvrage sont nettement critiques. Je le déplore, n'ayant aucunement eu l'intention d'amoinrir les mérites de cet homme éminent. On doit néanmoins, à mon avis, admettre franchement que, des points de vue intellectuel et, notamment, théorique, Engels était très inférieur à Marx. Il n'est même pas sûr qu'il ait toujours compris la pensée de ce dernier. On doit donc toujours faire preuve de circonspection quand on utilise ses interprétations.

³ *Le Capital*, vol. II. Cependant cf. également les *Théories de la Plus-Value*, vol. II, chap. III.

plus-value et si nous consentons à admettre que l'accumulation, la mécanisation (accroissement relatif du capital constant) et l'excédent démographique (aggravant inexorablement la misère des masses) se relient dans une chaîne logique aboutissant à la catastrophe du système capitaliste - même dans ce cas nous ne décelons aucun facteur qui doive nécessairement imprimer des oscillations cycliques à l'évolution du système, ni se traduire par des alternatives *endogènes* de prospérité et de crise ¹. A coup sûr, nous pouvons constamment faire état, aux fins de remplacer l'explication fondamentale qui nous fait défaut, d'accidents et d'incidents multiples, qu'il s'agisse d'erreurs de calculs, de prévisions démenties par l'événement, de vagues d'optimisme et de Pessimisme, sans parler de la source inépuisable des « facteurs exogènes ». Il n'en reste pas moins que, si le processus mécanique d'accumulation marxiste se développe à une allure constante - et il n'existe aucune raison de principe pour qu'a n'en aille pas ainsi -, l'évolution générale décrite par Marx pourrait également se poursuivre à une allure uniforme : d'un point de vue purement logique, cette évolution est essentiellement indépendante des booms et des crises.

Certes, cette absence d'une causalité fatale ne constitue pas nécessairement un point faible de la doctrine marxiste, car bien d'autres théoriciens ont admis et admettent tout bonnement que les crises surviennent chaque fois que se produit un dérangement quelconque suffisamment important; et elle n'a pas davantage constitué un handicap absolu pour Marx, car elle l'a libéré pour une fois de l'esclavage de son système, en le laissant libre de considérer les données de fait sans avoir à leur faire violence. Effectivement, il fait entrer en ligne le compte toute une série d'éléments plus ou moins pertinents. Par exemple, il se réfère, quelque peu superficiellement, au rôle joué par la monnaie dans les transactions commerciales (exclusivement), ceci aux fins de réfuter la thèse de Say sur l'impossibilité d'un engorgement général; ou à l'aisance des Marchés monétaires, pour expliquer les développements disproportionnés des branches caractérisées par des investissements massifs en biens instrumentaux durables; ou encore, afin de justifier les poussées soudaines d'« accumulation », à des stimulants spéciaux, tels que l'ouverture de marchés nouveaux ou l'apparition de nouveaux besoins sociaux. Il s'efforce enfin, sans grand succès, d'interpréter la croissance démographique comme un facteur de fluctuations ². Marx observe, sans d'ailleurs en donner de véritables explications, que le volume de production s'agrandit « par sauts et par bonds » qui « préludent à sa contraction non moins soudaine ». Il déclare, à juste titre, que « la superficialité de l'Économie Politique se révèle dans le fait qu'elle considère l'expansion et le resserrement du crédit comme la cause des mouvements périodiques du cycle industriel dont ils ne sont que les symptômes ³ ». Enfin, bien entendu, il met à forte contribution le chapitre des incidents et accidents.

¹ Même si nous disposions d'une place illimitée, il ne nous serait pas facile de justifier cette affirmation à l'égard d'un non-spécialiste auquel la thèse contraire doit apparaître comme évidente. La meilleure façon pour le lecteur de se convaincre de la vérité de notre conception consiste à étudier l'argumentation de Ricardo relative aux outillages. Le processus décrit par cet économiste serait susceptible de causer n'importe quel volume de chômage et pourrait néanmoins se poursuivre indéfiniment sans provoquer la rupture, sinon la destruction finale, de tout le système. Marx se serait déclaré d'accord sur ce point.

² A cet égard encore il a eu des émules. Au demeurant, on doit admettre en toute justice que Marx aurait finalement reconnu les points faibles de cette hypothèse et il convient de noter que ses remarques de cette nature figurent dans le troisième tome et ne sauraient donc être considérées comme exprimant son point de vue définitif.

³ *Le Capital*, vol. 1, chap. XXV, section 9. Immédiatement après ce passage, Marx fait un pas dans une direction également très familière au spécialiste des théories modernes du cycle économique : « Les effets deviennent à leur tour des causes et les accidents variables inhérents au processus

Toutes ces observations sont exactes en substance et conformes au sens commun. Nous y retrouvons pratiquement tous les ingrédients qui ont été introduits dans les analyses sérieuses des cycles économiques et, dans l'ensemble, Marx n'a guère commis d'erreurs. De plus, on ne doit pas perdre de vue que le simple fait d'avoir perçu l'existence des mouvements cycliques constituait pour l'époque un grand accomplissement. Certes, beaucoup des prédécesseurs de Marx en avaient eu quelque intuition. Toutefois, leur attention était restée centrée essentiellement sur les effondrements spectaculaires auxquels a été donnée la qualification de « crises ». Et ils n'ont d'ailleurs pas réussi à placer ces crises sous leur véritable éclairage, à savoir celui du processus cyclique dont elles ne sont que de simples incidents. Ils les tenaient, sans porter leur regard au delà ou en deçà, pour des mauvaises fortunes isolées survenant sous l'influence d'erreurs, d'excès, d'abus ou du fonctionnement défectueux du mécanisme de crédit. Marx, à mon sentiment, a été le premier économiste, qui, ayant dépassé cette conception traditionnelle, ait anticipé - abstraction faite des compléments statistiques - sur l'œuvre de Clément Juglar. Bien que, comme nous l'avons vu, il n'ait pas proposé une explication adéquate du cycle économique, ce phénomène apparaissait clairement à ses yeux et il en saisissait pour une bonne part le mécanisme. De même, tout comme Juglar, il n'a pas hésité à partir d'un cycle décennal « coupé par des fluctuations mineures ¹ ». La question l'intriguait de savoir par quelle cause s'expliquait une telle périodicité et il s'est demandé si l'on ne pouvait pas l'attribuer, dans quelque mesure, à la durée d'existence des machines employées par l'industrie cotonnière. L'on pourrait d'ailleurs citer bien d'autres indices de l'intérêt que Marx attachait au problème des cycles économiques, en tant que distinct de celui des crises. Il en a donc assez fait pour se voir assigner un rang élevé parmi les fondateurs de l'analyse moderne des cycles.

Il convient de mentionner ici un autre aspect de la question. Dans la plupart des cas, Marx a usé du terme crise dans son sens habituel, en parlant comme tout le monde, de la crise de 1823 ou de celle de 1847. Mais il l'a également employé dans un sens différent. Étant convaincu que l'évolution capitaliste disloquerait un jour ou l'autre le cadre institutionnel de la société capitaliste, Marx pensait que, avant même que se produisît l'explosion finale, le capitalisme commencerait à fonctionner avec des frictions croissantes et manifesterait les symptômes d'une maladie fatale. Or, il appliquait le même terme « crise » à cette phase, qu'il se représentait, bien entendu, comme une période historique plus ou moins prolongée, et il marquait une tendance à associer les crises récurrentes à la crise fondamentale de l'ordre capitaliste. Il suggérerait même que, dans un certain sens, les premières peuvent être considérées comme des « répétitions » de la catastrophe finale. Étant donné que beaucoup de lecteurs pourraient considérer cette anticipation comme étant la clé de la théorie marxiste des crises définies au sens ordinaire du terme, il importe de souligner que les facteurs auxquels incomberait, selon Marx, la responsabilité de la péripétie finale ne sauraient,

complet, *qui reproduit ses propres conditions* (mes italiques), prennent la forme d'une périodicité. »

¹ Engels est allé plus loin. Certaines de ses notes relatives au troisième tome du Capital révèlent qu'il soupçonnait l'existence d'oscillations à plus long terme, « ultra-cycliques ». Bien qu'il penchât à interpréter la modération relative des booms et l'intensité relative des crises environ 1870-1890 comme tenant davantage à des modifications structurelles qu'aux effets d'une phase de dépression inhérente à une oscillation de longue durée (point de vue similaire à celui de nombreux économistes contemporains en ce qui concerne l'évolution 1919-1929 et, spécialement, la période 1929-1939), il n'est pas interdit de soutenir qu'Engels a anticipé dans quelque mesure sur la théorie des longs cycles formulée par Kondratieff.

à moins de faire intervenir une forte dose d'hypothèses complémentaires, être rendus responsables des dépressions récurrentes ¹ et que, tout au plus, peut-on émettre la suggestion banale selon laquelle l'« expropriation des expropriations » pourrait s'accomplir plus aisément en période de dépression qu'en période de prospérité.

7. Enfin, la thèse selon laquelle l'évolution capitaliste aboutira à faire éclater - ou se dépasser - les institutions de la société capitaliste (*Théorie de la catastrophe inéluctable*) offre un dernier exemple de combinaison d'un *non sequitur* avec une intuition profonde qui aide l'auteur à sauver sa conclusion.

Étant fondée sur l'aggravation du paupérisme et de l'oppression qui doivent pousser les masses à la révolte, la « déduction dialectique » de Marx est invalidée par le *non sequitur* qui vicie l'argumentation tendant à démontrer cette paupérisation progressive. Au demeurant, des marxistes par ailleurs orthodoxes ont depuis longtemps commencé à mettre en doute la validité de la thèse aux termes de laquelle la concentration du contrôle industriel serait nécessairement incompatible avec le système fonctionnel du capitalisme. Le premier des socialistes qui ait exprimé ce doute en se basant sur une argumentation solide fut Rudolf Hilferding ², l'un des chefs du groupe important du néo-marxistes qui penchaient plutôt vers la thèse inverse, à savoir que la stabilité du capitalisme pourrait être renforcée par la concentration ³. Renvoyant à la prochaine partie ce que j'ai à dire sur ce sujet, je me bornerai à indiquer qu'Hilferding me paraît aller trop loin, bien que, comme nous le verrons, l'opinion présentement très répandue aux États-Unis, d'après laquelle les entreprises géantes « constitueraient un carcan entravant les moyens de production », ne repose sur aucun fondement et bien que les conclusions de Marx ne dérivent effectivement pas de ses prémisses. Toutefois, même si les données et les raisonnements de Marx étaient encore plus erronés qu'ils ne le sont, ses conclusions n'en pourraient pas moins être valables dans la mesure où il affirme simplement que l'évolution capitaliste finira par détruire les fondements de la société capitaliste. Or, je crois qu'il en ira ainsi. Et je ne crois pas exagérer en qualifiant de profonde une intuition dans laquelle, dès 1847, cette vérité était contenue à n'en pas douter. Une telle thèse constitue désormais un lieu commun qui fut, pour la première fois, formulé par Gustave Schmoller. Son Excellence le professeur von Schmoller, conseiller privé de Prusse et membre de la Chambre des Sei-

¹ Aux fins de s'en convaincre, le lecteur n'a qu'à se reporter à la citation de la page 64. En fait, tout en jouant fréquemment avec cette idée, Marx évite de s'y lier, ce qui est très significatif, car il n'avait pas accoutumé de perdre une occasion de généraliser.

² *Das Finanzkapital, 1910*. Des doutes ont, bien entendu, été maintes fois exprimés sur la base de différentes circonstances secondaires révélant, selon les sceptiques, que Marx avait attribué un trop grand poids aux tendances démontrées, croyait-il, par lui et que l'évolution sociale constituait un phénomène beaucoup plus complexe et moins cohérent qu'il ne se l'imaginait (qu'il nous suffise de mentionner E. Bernstein). Cependant l'analyse de Hilferding ne plaide pas les circonstances atténuantes, mais combat les conclusions de Marx par principe et en se plaçant sur le terrain de l'auteur du Capital.

³ Cette thèse a été fréquemment confondue (même par son auteur) avec celle selon laquelle les oscillations économiques tendraient à s'atténuer progressivement. Il se peut ou non qu'il en soit ainsi (1929-1932 ne constituerait pas un argument en sens contraire). Cependant une stabilité accrue du système capitaliste, c'est-à-dire un comportement un peu moins capricieux de nos séries de prix et de quantités à travers le temps, n'implique pas nécessairement une plus grande stabilité (à savoir une plus grande capacité de l'ordre capitaliste à résister aux attaques) et n'est pas davantage impliquée nécessairement pas elle. Il existe bien entendu des relations entre ces deux points de vue, mais ils n'en restent pas moins distincts.

gneurs de Prusse, n'était guère d'humeur révolutionnaire, ni incliné à faire figure d'agitateur. Il n'en a pas moins énoncé tranquillement la même vérité, sans d'ailleurs préciser davantage que ne l'avait fait Marx, le Pourquoi, ni le Comment.

Il n'est guère nécessaire de développer des conclusions. Pour imparfaite qu'elle soit, notre esquisse aura suffi, pensons-nous, à établir : premièrement, que, pour peu que l'on soit familiarisé avec l'analyse purement économique, l'on ne saurait reconnaître à Marx le mérite d'une entière réussite dans ce domaine ; deuxièmement, que, pour peu que l'on soit sensible aux constructions théoriques hardies, l'on ne saurait davantage parler d'un échec complet.

Un tribunal de juges compétents en matière de technique économique doit condamner Marx. Adhésion à un appareil analytique qui fut toujours inadéquat et qui, même du temps de Marx, devenait rapidement désuet ; longue liste de conclusions qui ou bien ne dérivent pas des prémisses, ou bien sont complètement erronées ; erreurs dont la correction modifie certaines déductions essentielles. jusqu'à les renverser parfois en leurs contraires - on peut à bon droit mettre toutes ces tares à la charge de Marx, en tant que technicien économique.

Néanmoins, même un tel tribunal devrait nécessairement atténuer son verdict, ceci pour deux motifs :

En premier lieu, bien que Marx ait fréquemment et parfois invraisemblablement erré, ses critiques n'ont pas, il s'en faut de beaucoup, été toujours dans le vrai ; comme certains d'entre eux étaient des économistes excellents, cette circonstance doit être portée au crédit de Marx - notamment en raison du fait que Marx n'a pas été en mesure d'affronter la plupart d'entre eux.

En second lieu, on doit également reconnaître à Marx ses contributions, tant positives que négatives, à un grand nombre de problèmes spécifiques. Il n'est pas possible, dans une esquisse aussi rapide, de les énumérer, ni, à plus forte raison, de leur rendre justice. Cependant nous avons donné un aperçu de certaines d'entre elles en discutant son traitement du cycle économique. J'ai également mentionné certaines de ses conceptions qui ont amélioré notre théorie de la structure des capitaux physiques. Les schémas qu'il a élaborés dans ce domaine, bien que nullement parfaits, ont à nouveau prouvé leur efficacité dans des travaux récents qui, en certains de leurs passages, ont un aspect tout à fait marxiste.

Néanmoins, une cour d'appel - même si elle continuait à s'en tenir aux questions théoriques - pourrait se sentir inclinée à rendre un verdict complètement opposé. On doit, en effet, placer dans la balance, en regard des errements théoriques de Marx, une réussite vraiment majeure. A travers tous les éléments erronés, voire anti-scientifiques, de son analyse court le fil d'une idée fondamentale affranchie de ces défauts - à savoir la conception d'une théorie portant, non pas seulement sur un nombre indéfini de situations spécifiques disjointes ou sur la logique des quantités économiques en général, mais sur la succession effective de ces situations ou sur l'évolution économique telle qu'elle se poursuit, sous sa propre impulsion, à travers le temps historique, en engendrant à chaque instant la situation qui, d'elle-même, donnera naissance à la suivante. Ainsi, le créateur de tant d'idées fausses a été également le premier à avoir l'intuition de l'édifice intellectuel qui, même de nos jours, reste encore à l'état virtuel - à savoir cette théorie économique de l'avenir pour la construction de laquelle nous

accumulons lentement et laborieusement des pierres et du mortier, des données statistiques et des équations fonctionnelles.

Or, Marx n'a pas seulement conçu cet idéal, mais il a tenté de le réaliser. Toutes les insuffisances qui défigurent son oeuvre doivent, si l'on prend en considération le grand dessein que son argumentation a visé à servir, être appréciées sous un éclairage différent - même si cette circonstance ne les rachète pas complètement, sauf dans certains cas. En tout état de cause, Marx a effectivement atteint un objectif d'importance fondamentale du point de vue de la méthodologie économique. Les économistes ont toujours ou bien fait oeuvre d'historiens économiques, ou bien mis à contribution les travaux historiques d'autrui - mais les données de l'histoire économique étaient classées dans un compartiment distinct. Elles ne prenaient (éventuellement) place dans la théorie qu'à titre d'illustration, sinon de confirmation des conclusions élaborées dans l'abstrait. Elles n'y étaient mêlées que par un processus de brassage mécanique. Or, le mélange de Marx est chimique : en d'autres termes, il a inséré les données historiques dans l'argumentation même dont il fait dériver ses conclusions. Il fut le premier économiste de grande classe à reconnaître et à enseigner systématiquement comment la théorie économique peut être convertie en analyse historique et comment l'exposé historique peut être converti en *histoire raisonnée*¹. Il n'a pas essayé de résoudre le problème analogue que pose la statistique. Toutefois, dans un certain sens, le second est englobé dans le premier. Du même coup nous obtenons la réponse à la question de savoir jusqu'à quel point, en suivant le processus décrit à la fin du précédent chapitre, la théorie économique de Marx parvient à étayer son échafaudage sociologique. En fait, elle n'y parvient pas - mais, tout en échouant, Marx n'en a pas moins fixé un but et défini une méthode.

¹ Si des disciples dévots devaient arguer de cette constatation pour soutenir que Marx a fixé les objectifs de l'école de l'économie historique, une telle prétention ne saurait être écartée d'un revers de main, bien que l'école de Schmoller ait, à coup sûr, œuvré tout à fait indépendamment des suggestions de Marx. Si, cependant, ces disciples trop zélés allaient jusqu'à avancer que Marx, et Marx seul, savait rationaliser l'histoire, alors que les représentants de l'école historique savaient seulement décrire les faits sans saisir leur signification, ils gêneraient, ce faisant, leur cause. En effet, ces économistes étaient, en fait, parfaitement entraînés à l'art de l'analyse. Si leurs exposés ont été moins sélectifs et leurs généralisations moins absolues que chez Marx, on ne peut que porter cette discrétion à leur crédit.

Première partie : la doctrine marxiste

Chapitre 4

MARX LE PROFESSEUR

[Retour à la table des matières](#)

Les principaux éléments de la construction marxiste sont maintenant sous nos yeux. Que dire de la synthèse, imposante dans son ensemble? La question n'est pas oiseuse. S'il est un cas où le tout est plus grand que les parties, c'est bien celui que nous considérons.

De plus, la synthèse peut avoir tellement gâté le blé ou si bien employé la balle qui se mêlent presque en chaque point du texte que le tout pourrait parfaitement être plus vrai ou plus faux qu'un de ses éléments quelconques pris isolément. Enfin, n'oublions pas le Message qui surgit seulement de l'œuvre entière. De ce dernier nous ne dirons d'ailleurs rien : chacun doit interpréter pour son propre compte sa signification.

Nulle époque, révoltée contre la nécessité inexorable de la spécialisation et, par suite, assoiffée de synthèses, n'en réclame en aucune branche avec davantage d'insistance que dans le domaine des sciences sociales où les éléments non-professionnels tiennent une si grande place ¹. Cependant, le système de Marx constitue une illusion

¹ L'élément non-professionnel compte des représentants particulièrement nombreux parmi ceux des admirateurs de Marx qui, dépassant le point de vue de *l'économiste* typiquement marxiste, continuent à accepter pour argent comptant tout ce qu'il a écrit. Un tel fait est très significatif. Dans chaque groupe national de marxistes on compte au moins trois amateurs pour chaque économiste

frappante du fait que, si la synthèse peut apporter des lumières nouvelles, elle peut également imposer de nouvelles servitudes.

Nous avons montré comment la sociologie et l'économie politique s'interpénètrent dans l'argumentation marxiste jusqu'à se confondre dans leurs lignes générales et même, jusqu'à un certain point, dans leur détail concret. Tous les principaux concepts et propositions de Marx sont donc à la fois économiques et sociologiques et prennent un même sens sur les deux plans - en admettant que, de notre point de vue, nous puissions continuer à parler de deux plans d'argumentation. Par exemple, la catégorie économique « main-d'œuvre » et la classe sociale « prolétariat » sont, tout au moins en principe, rendues congruentes, sinon identiques. Ou encore, la répartition fonctionnelle de l'économiste - nous voulons dire l'explication du processus par lequel les revenus naissent en tant que rémunérations de services productifs, abstraction faite de la classe sociale à laquelle appartient un bénéficiaire quelconque - intervient dans le système marxiste sous la seule forme d'une répartition entre classes sociales et revêt, par conséquent, un sens différent. Ou encore, le capital, dans le système marxiste, n'est capital qu'entre les mains d'une classe capitaliste distincte. Entre les mains des travailleurs, les mêmes objets cessent d'être capital.

On ne saurait contester le flux de vitalité que ce procédé injecte dans l'analyse. Les fantômes de la théorie économique se mettent à respirer, le théorème exsangue se transforme en combattant charnel ; sans rien perdre de sa qualité déductive, il cesse d'être une simple proposition relative aux propriétés logiques d'un système d'abstractions, mais devient l'un des éléments de la palette dont se sert l'artiste pour peindre le chaos de la vie sociale. Non seulement une telle analyse charge d'un sens beaucoup plus riche ce que décrit toute analyse économique, mais encore elle embrasse un champ beaucoup plus vaste - elle fait entrer dans son tableau chaque action de classe, que celle-ci soit ou non conforme aux normes courantes de la vie économique. Les guerres, les révolutions, les législations de toute nature, les modifications à la structure des gouvernements, bref tous les facteurs que les économistes non-marxistes traitent simplement comme des perturbations d'ordre externe, trouvent leur place à côté, par exemple, des investissements en matériel ou des négociations de contrats collectifs - si bien que tout est couvert par un unique schéma d'explication.

Toutefois, une telle présentation a ses faiblesses. Des systèmes de concepts insérés de force dans un tel cadre rigide tendent à perdre en précision ce qu'ils gagnent en vigueur. A titre d'exemple significatif (mais quelque peu banal), nous pouvons nous référer au couple travailleur-prolétaire. Dans les doctrines économiques non-marxistes, toutes les rémunérations attribuées aux individus pour leurs services rentrent dans la catégorie des salaires, que les bénéficiaires soient de grands avocats, des vedettes de l'écran, des directeurs de sociétés ou des balayeurs des rues. Étant donné que, du point de vue du phénomène impliqué, tous ces revenus ont beaucoup de caractères communs, une telle généralisation n'est ni futile, ni stérile. Tout au contraire, elle peut jeter une vive lumière même sur l'aspect sociologique du problème. Si, cependant, nous posons l'équation : travail égale prolétariat, nous obscurcissons du même coup ce phénomène - à vrai dire, nous l'éliminons complètement du tableau. Ou encore, un théorème économique utile, s'il subit une métamorphose sociologique, peut, bien loin de prendre un sens plus riche, s'imprégner d'erreur (et réciproquement). Ainsi donc, le synthèse, en général, et la synthèse effectuée selon les directives marxistes, en

qualifié et l'économiste lui-même n'est, en règle générale, marxiste que dans le sens restreint défini par notre prologue : il adore au pied de l'autel, puis lui tourne le dos quand il se met au travail.

particulier, peuvent facilement aboutir à détériorer à la fois l'économie politique et la sociologie.

La synthèse, généralement parlant, c'est-à-dire la coordination des méthodes et des résultats obtenus en suivant différentes voies d'accès, constitue un art difficile et rares sont les maîtres qualifiés pour la réaliser. Comme, en conséquence, elle n'est généralement pas tentée, les étudiants auxquels on apprend seulement à distinguer les arbres isolés s'impatientent et réclament à cor et à cris la forêt. Or, ils ne se rendent pas compte que la difficulté tient, pour une part, à un « embarras de richesse » et que la forêt synthétique peut singulièrement ressembler à un camp de concentration intellectuel.

La synthèse selon les directives marxistes, c'est-à-dire la coordination des analyses économique et sociologique visant à orienter de force tous les éléments vers un seul objectif, a évidemment beaucoup de chances de prendre cet aspect concentrationnaire. Certes, l'objectif - l'histoire *raisonnée* de la société capitaliste - est ample, mais le cadre analytique est étroit ; certes, données politiques et théorèmes économiques sont largement liés : mais il s'agit là de mariages forcés qui étouffent les conjoints. Les marxistes affirment que leur système résout tous les grands problèmes qui éberlurent les économistes non-marxistes : mais ils n'atteignent ce résultat qu'en émasculant ces problèmes. Il convient d'insister quelque peu sur ce point.

J'ai dit, il y a un instant, que la synthèse de Marx embrasse tous les événements historiques (guerres, révolutions, mutations constitutionnelles) et toutes les institutions sociales (propriété, relations contractuelles, types de gouvernement) que les économistes non-marxistes ont accoutumé de traiter comme des facteurs aberrants ou comme des données - ce qui veut dire que ces économistes ne se proposent pas d'expliquer ces facteurs, mais seulement d'analyser leurs modalités d'action et leurs conséquences. De tels facteurs ou données sont, bien entendu, nécessaires aux fins de délimiter les objectifs et les limites d'un programme quelconque de recherches. Or, la caractéristique du système marxiste consiste en ce qu'elle assujettit ces événements historiques et ces institutions historiques au processus explicatif de l'analyse économique ou, en termes techniques, qu'elle les traite, non pas comme des données, mais comme des variables.

Ainsi, les guerres napoléoniennes, la guerre de Crimée, la guerre de Sécession américaine, la guerre mondiale de 1914, les Frondes françaises, la grande Révolution française, les révolutions de 1830 et 1848, le libre-échange britannique, le mouvement ouvrier (tant dans son ensemble que dans ses manifestations particulières), l'expansion coloniale, les réformes institutionnelles, les politiques nationales ou partisans de tous les temps et de tous les pays - tous ces événements sont annexés au domaine de l'économie marxiste qui prétend en donner des explications théoriques en termes de guerre des classes, de tentatives d'exploitation, de révoltes contre les dites tentatives, d'accumulation et de variations qualitatives affectant la structure des capitaux, de variations dans les taux de plus-value et de profit. L'économiste ne doit plus se tenir pour satisfait quand il a donné des réponses techniques à des questions techniques - mais il se doit de révéler à l'humanité le sens caché de ses luttes. La « politique » cesse d'être un facteur indépendant dont on peut et doit faire abstraction en analysant les données fondamentales et qui, si elle fait irruption, joue, selon l'humeur de l'économiste, tantôt le rôle d'un gamin espiègle qui tripote la machine dès que le mécanicien a le dos tourné, tantôt celui d'un *deus ex machina* agissant en vue de la sagesse mystérieuse d'une espèce équivoque de mammifères qualifiés « hommes

d'État ». Non - aux yeux de Marx la politique est elle-même déterminée par la structure et la conjoncture du système économique et elle entraîne, sur le plan de la théorie économique, des effets aussi directs que ceux des achats ou des ventes.

Encore un coup, rien n'est plus compréhensible que la fascination exercée par une synthèse qui aboutit à un tel résultat - notamment sur les jeunes et aussi sur les citoyens intellectuels de notre monde journalistique auxquels les dieux semblent avoir accordé le don d'éternelle jeunesse. Fébrilement impatients d'entrer en lice, anxieux de sauver le monde contre telle ou telle menace, écœurés par l'indescriptible ennui qui se dégage des traités théoriques, insatisfaits sur les plans sentimental et intellectuel, incapables de réaliser une synthèse par leurs propres moyens, les inquiets trouvent chez Marx l'objet de leurs aspirations - à savoir, la clef de tous les secrets les plus cachés, la baguette magique qui dirige tous les événements, petits et grands. Du même coup, les voilà mis en possession d'un schéma explicatif qui est simultanément - si l'on me permet de verser pour un instant dans l'hégélianisme - à la fois ultra-général et ultra-concret. Ils cessent alors de se sentir exclus des grandes affaires du monde - soudain, ils percent d'un regard méprisant ces majestueuses marionnettes de la politique et des affaires qui ne savent jamais sur quel pied danser. Et qui donc pourrait critiquer l'enthousiasme des marxistes, si l'on considère les alternatives médiocres qui leur sont offertes?

D'accord, bien entendu - niais, abstraction faite de ces considérations, en quoi donc consistent les services rendus par la synthèse marxiste? Il n'est guère probable que le modeste économiste décrivant l'évolution de l'Angleterre vers le libre-échange ou les premières réalisations de la législation anglaise du travail oublie ou ait oublié de mentionner les conditions structurelles de l'économie anglaise auxquelles on doit rapporter ces mesures. S'il s'en abstient dans un cours ou un livre de théorie pure, son analyse n'en sera que plus précise et plus efficace. Le seul apport du marxiste consiste seulement à insister sur le principe et à fournir pour l'appliquer une théorie particulièrement étroite et contournée. A n'en pas douter, cette théorie fournit des résultats particulièrement simples et définis. Mais il suffit de l'appliquer systématiquement à des cas spécifiques pour devenir parfaitement excédé de ce rabâchage perpétuel sur la guerre de classe entre possédants et non-possédants et pour prendre péniblement conscience du caractère inadéquat ou, pire encore, banal de la méthode : inadéquat, si le schéma sous-jacent n'est pas tenu pour convaincant - banal, dans le cas contraire.

Les marxistes ont accoutumé de monter en épingle les réussites du diagnostic marxiste portant sur les tendances économiques et sociales considérées comme inhérentes à l'évolution du capitalisme. Cette prétention est, comme nous l'avons vu, justifiée dans quelque mesure : Marx a discerné plus nettement qu'aucun autre écrivain de son temps, non seulement l'avènement de la grande entreprise, mais encore certaines des caractéristiques de l'état de choses subséquent. Nous avons également reconnu que, dans ce cas, l'intuition de Marx a prêté main-forte à son analyse, en corrigeant certaines insuffisances de cette dernière et en aboutissant à une synthèse plus valable que ne l'étaient certains de ses éléments constitutifs. Un point, c'est tout. Et, en regard de cette réussite, l'on doit placer l'échec, à la fois causé par une intuition erronée et par une analyse défectueuse, de la prédiction, annonçant une paupérisation progressive, sur laquelle ont été fondées tant de spéculations marxistes relatives à l'évolution future des événements sociaux. Quiconque fait confiance à la synthèse marxiste, dans son ensemble, aux fins d'interpréter les situations et problèmes actuels,

a toutes chances d'être déplorablement induit en erreur¹. En fait, beaucoup de marxistes semblent avoir, de nos jours, pris conscience de ce risque. En particulier, les marxistes n'ont aucunement lieu de s'enorgueillir de l'interprétation que leur synthèse peut donner de l'expérience 1929-1939. Toute période prolongée de dépression ou de reprise insuffisante doit confirmer n'importe quelle prédiction pessimiste aussi bien que celle de Marx. Dans le cas d'espèce, une impression opposée a été créée par les commentaires de bourgeois démoralisés et d'intellectuels exaltés que leurs craintes ou leurs espoirs infléchissaient tout naturellement dans le sens marxiste. Cependant aucune des données de fait n'est venue justifier un diagnostic spécifiquement marxiste, ni, à plus forte raison, ne permet de soutenir que nous ayons été les témoins, non pas simplement de phénomènes de dépression, mais encore des symptômes d'une mutation structurelle du processus capitaliste, analogue à celle que Marx s'attendait à voir survenir. En effet, comme nous le montrerons dans la prochaine partie, tous les phénomènes observés (chômage exceptionnel, disparition des opportunités d'investissement, contraction des valeurs nominales, pertes et ainsi de suite) rentrent dans le modèle bien connu des périodes de dépression prédominante, telles que celles, survenues de 1870 à 1890, auxquelles Engels a consacré des commentaires dont la modération devrait servir de nos jours d'exemple à ses fougueux disciples.

Deux exemples caractéristiques vont nous servir à illustrer à la fois les mérites et les tares de la synthèse marxiste, en tant que machine à résoudre des problèmes concrets.

Nous examinerons, en premier lieu, la théorie marxiste de l'impérialisme. Toutes ses racines plongent dans l'œuvre fondamentale de Marx, mais elle a été développée par l'école néo-marxiste qui a fleuri pendant les vingt premières années du XX^e siècle et qui, sans renoncer à communier avec les vieux défenseurs de la foi, tels que Karl Kautsky, a beaucoup œuvré pour réviser le système. Vienne a été le foyer de cette école dont Otto Bauer, Rudolf Hilferding, Max Adler furent les chefs. En matière d'impérialisme, leur œuvre a été continuée (avec certaines nuances secondaires) par bien d'autres auteurs, Rosa Luxembourg et Fritz Sternberg comptant parmi les plus éminents. La trame de l'argumentation est la suivante.

Étant donné, d'une part, que la société capitaliste ne saurait exister et que son système économique ne saurait fonctionner en l'absence de profits et que, d'autre part, les profits sont constamment éliminés par le fonctionnement même du système, des efforts incessants visant à les rétablir constituent l'objectif fondamental poursuivi par la classe capitaliste. L'accumulation, accompagnée par des modifications qualitatives apportées à la composition du capital, constitue, comme nous l'avons vu, un remède à double tranchant, car, si elle améliore provisoirement le sort du capitaliste individuel,

¹ Certains marxistes répliqueraient que, les économistes non-marxistes étant impuissants à apporter la moindre contribution à la compréhension de notre époque, les disciples de Marx restent en tout état de cause mieux placés à cet égard. Écartant la question de savoir si mieux vaut se taire ou énoncer une fausseté nous sommes en droit de contester formellement la valeur de cet argument, car, en fait, les économistes et sociologues d'obédience non-marxiste ont apporté à l'interprétation de notre temps des contributions qui, pour s'appliquer le plus souvent à des problèmes fragmentaires, n'en ont pas moins été substantielles. En tout cas, la prétention des marxistes ne saurait s'appuyer sur une comparaison des enseignements de Marx avec ceux des écoles autrichienne, walrasienne ou marshallienne. Les membres de ces groupes se préoccupaient, exclusivement dans la plupart des cas et principalement dans tous les cas, de théorie économique. Leur œuvre et la synthèse de Marx sont donc incommensurables. Une comparaison ne pourrait porter que sur les appareils d'analyse théorique et, à cet égard, elle serait tout à l'avantage des économistes non-marxistes.

elle se traduit, en fin de compte, par une aggravation de la situation générale. Ainsi, cédant à la pression du taux décroissant des profits (décroissant, rappelons-le, d'une part parce que le capital constant augmente plus fortement que le capital variable et, d'autre part, parce que, si les salaires tendent à monter et les heures de travail à diminuer, le taux de plus-value s'abaisse), le capital cherche des débouchés dans les pays où il existe encore de la main-d'œuvre susceptible d'être exploitée à merci et où le processus de mécanisation n'est pas encore très avancé. Ainsi, nous assistons à une exportation de capital vers les pays non développés, qui consiste essentiellement dans des fournitures de biens d'équipement ou de marchandises de consommation employées pour acquérir de la main-d'œuvre ¹. Mais il s'agit également d'exportations de capitaux au sens usuel du terme, puisque les marchandises exportées ne sont pas payées - tout au moins pas immédiatement - par des produits, services ou monnaie fournis par le pays importateur. Or, ces exportations conduisent à la colonisation, si, aux fins de protéger les investissements à la fois contre les réactions hostiles du milieu indigène (ou, si l'on préfère, contre sa résistance à l'exploitation) et contre la concurrence des autres nations capitalistes, le pays non développé est politiquement subjugué. Ce résultat est généralement acquis par des forces armées fournies soit par les capitalistes colonisateurs eux-mêmes, soit par leur gouvernement qui, du même coup, répond à la définition du *Manifeste Communiste* : « le gouvernement de l'État moderne (est) un comité chargé de gérer les intérêts communs de toute la bourgeoisie ». Bien entendu, ces forces ne seront pas utilisées seulement pour des fins défensives, mais on assistera à des conquêtes, à des frictions entre nations capitalistes et à des guerres civiles entre bourgeoisies rivales.

Un autre élément complète cette théorie de l'impérialisme, telle qu'elle est habituellement formulée. Dans la mesure où l'expansion coloniale est incitée par le fléchissement du taux de profit dans les pays capitalistes, elle devrait se réaliser pendant les derniers stades de l'évolution capitaliste (effectivement, Marx assimile l'impérialisme à un stade, de préférence au dernier stade, de l'évolution capitaliste). Par conséquent, le colonialisme devrait coïncider avec un degré élevé de contrôle capitaliste sur l'industrie et avec une régression du type de concurrence qui caractérise l'âge d'or des petites ou moyennes entreprises. Marx lui-même n'a guère insisté sur les tendances corrélatives à la restriction monopolistique de la production, puis à la protection du gibier domestique contre l'intrusion des braconniers venus des autres pays capitalistes : peut-être était-il un économiste trop compétent pour faire confiance à de tels raisonnements. Mais les néo-marxistes ont été trop heureux de s'en emparer. Ainsi, nous découvrons, non seulement un autre stimulant de la politique impérialiste et une autre source d'imbroglios impérialistes, mais encore, en tant que sous-produit, la théorie d'un phénomène qui, en soi, n'est pas nécessairement impérialiste, celui du protectionnisme moderne.

Signalons une complication supplémentaire qui va rendre au marxiste d'utiles services lorsqu'il s'agira pour lui d'expliquer des difficultés ultérieures. A partir du moment où les pays neufs ont été développés, les exportations de capitaux du type

¹ Nous pensons aux pacotilles troquées avec les chefs de tribus contre des esclaves ou contre des marchandises salariales destinées à rémunérer les travailleurs indigènes. Pour ne pas allonger l'exposé, je ne fais pas état du fait que l'exportation de capital, au sens envisagé ci-dessus, s'insère, en général, dans le commerce global de deux pays, celui-ci comprenant également d'autres opérations que celles présentement considérées par nous. Bien entendu, de telles opérations facilitent grandement les exportations de capitaux évoquées, mais elles n'en modifient pas l'essence. Je néglige également d'autres types d'exportation de capitaux. La théorie discutée n'est pas et ne vise pas à être une théorie générale des échanges et règlements internationaux.

défini ci-dessus vont diminuer. Une période peut alors s'écouler durant laquelle la mère patrie et la colonie échangeront, par exemple, des produits fabriqués contre des matières premières. Mais, en fin de compte, les exportations des industriels devront à leur tour fléchir, cependant que la concurrence coloniale s'affirmera dans la métropole. Les efforts visant à retarder l'apparition de cet état de choses provoqueront de nouvelles frictions, cette fois entre les vieux pays capitalistes et leurs colonies, des guerres d'indépendance, etc. Cependant, dans chaque cas d'espèce, les portes coloniales finiront par être fermées au nez du capital métropolitain qui ne pourra plus désormais, en cas de disette de profits, se réfugier sur les pâturages les plus riches d'outre-mer. Pénurie de débouchés, capacité excédentaire, paralysie des affaires, finalement récurrence périodique des banqueroutes nationales et d'autres désastres - peut-être guerres mondiales purement et simplement provoquées par la désespérance capitaliste, - autant de phénomènes que l'on peut prévoir sans risque d'erreur. Telle est la clé qui permet d'interpréter sans aucune difficulté l'histoire.

Cette théorie offre un bon exemple - sinon le meilleur - de la façon dont s'y prend le système marxiste pour résoudre les problèmes, en renforçant, chemin faisant, son prestige. Toute l'argumentation se déroule avec une admirable aisance à partir de deux prémisses fondamentales solidement encastrées dans les fondations du système : la théorie des classes et la théorie de l'accumulation. Une série d'événements contemporains essentiels reçoit du même coup une explication parfaite. L'écheveau politique international paraît être démêlé miraculeusement par un simple et vigoureux coup de peigne analytique. Et nous voyons, en cours de route, comment et pourquoi l'action de classe, tout en restant toujours intrinsèquement identique, prend la forme d'une action politique ou économique au hasard des circonstances qui déterminent rigoureusement les méthodes et phraséologies tactiques. Si, les ressources et possibilités dont dispose un groupe de capitalistes étant ce qu'elles sont, il est plus avantageux de négocier un prêt, un prêt sera négocié. S'il est plus avantageux de faire la guerre, on guerroyera. La seconde alternative a autant de titres que la première à être incorporée à la théorie économique. Et le simple protectionnisme lui-même se dégage désormais sans difficulté de la logique inhérente à l'évolution capitaliste.

En outre, cette théorie exploite au maximum une propriété qu'elle partage avec la plupart des concepts marxistes en matière d' « économie appliquée », à savoir sa connexion étroite avec les faits historiques et contemporains. Aucun lecteur n'a probablement parcouru mon résumé sans avoir été frappé par l'abondance des exemples historiques qui lui sont venus sans effort à l'esprit au fur et à mesure que se développait l'argumentation. Chaque lecteur n'a-t-il pas entendu parler de l'oppression exercée par les Européens sur la main-d'œuvre indigène dans de nombreuses parties du monde, par exemple des souffrances infligées par les Espagnols aux indigènes d'Amérique latine, de la chasse aux esclaves, de la traite des noirs, de l'embauchage des coolies? L'exportation des capitaux ne constitue-t-elle pas effectivement une pratique traditionnelle et universelle dans les pays capitalistes? N'a-t-elle pas été presque invariablement accompagnée par des campagnes militaires qui ont servi à subjuguier les indigènes et à évincer d'autres puissances européennes? La colonisation n'a-t-elle pas toujours comporté un élément militaire voyant, même quand elle était entièrement mise en oeuvre par des sociétés commerciales telles que la Compagnie des Indes Orientales ou la Compagnie Anglaise d'Afrique du Sud? Marx lui-même aurait-il pu souhaiter un meilleur exemple que celui de Cecil Rhodes et de la guerre des Boers? N'est-il pas quasiment évident que les ambitions coloniales ont constitué, pour n'en pas dire plus, un important facteur des dissensions européennes, tout au moins à partir de 1700 ? A s'en tenir à l'époque actuelle, qui n'a pas entendu parler, d'une part, de la

« stratégie des matières premières » et, d'autre part, des répercussions en Europe de la croissance du capitalisme indigène sous les tropiques? Et ainsi de suite. Quant au protectionnisme - aucun cas ne pourrait, certes, être plus clair.

Mais n'allons pas trop vite. Une vérification apparente, au moyen d'exemples, à première vue pertinents, mais qui ne sont pas analysés en détail, risque d'induire fortement en erreur. En outre (aucun avocat, ni aucun politicien ne l'ignore), il suffit d'insister énergiquement sur des données familières pour inciter un jury ou un Parlement à en accepter l'interprétation que l'on désire leur suggérer. Les marxistes ont exploité cette technique au maximum. Or, dans le cas particulier de l'impérialisme, elle est particulièrement efficace, car les faits qui viennent en ligne de compte présentent le double avantage d'être superficiellement connus par le grand public, mais de n'être réellement compris que par de rares spécialistes. En fait, et bien que nous ne puissions procéder dans ce livre à une discussion détaillée, un instant de réflexion suffit à faire soupçonner que « les choses ne se passent pas ainsi ».

Au cours de la prochaine partie, nous formulerons quelques remarques sur la position de la bourgeoisie par rapport à l'impérialisme. Présentement, nous allons examiner la question de savoir si, à supposer que l'interprétation marxiste des exportations de capitaux, de la colonisation et du protectionnisme soient correctes, elle constituerait également une théorie adéquate de tous les phénomènes auxquels nous pensons quand nous employons le terme, équivoque et souvent appliqué à tort, d'impérialisme. Bien entendu, nous pouvons toujours définir l'impérialisme de telle sorte qu'il signifie exactement ce qu'implique l'interprétation marxiste; de même, nous pouvons toujours nous déclarer convaincus que tous les phénomènes afférents doivent être explicables à la mode marxiste¹. Mais, s'il en va ainsi, le problème de l'impérialisme - toujours à supposer que la théorie soit correcte en soi - ne serait résolu que tautologiquement. Il resterait encore à considérer si l'angle d'attaque marxiste ou, plus généralement, tout angle d'attaque purement économique fournit une solution qui ne soit pas tautologique. Cependant nous n'avons pas lieu de nous soucier ici de ce point, car le soi se dérobe dès les premiers pas sous nos pieds.

À première vue, la théorie paraît s'ajuster passablement bien à certains cas, dont les plus importants nous sont procurés par les conquêtes tropicales des Anglais et des Hollandais. Mais elle ne s'adapte nullement à d'autres cas, tels que celui de la coloni-

¹ La meilleure manière de découvrir les risques inhérents aux tautologies, vides de substance, que l'on nous suggère, consiste à se référer à des cas particuliers. Par exemple, la France a militairement conquis l'Algérie, la Tunisie et le Maroc et l'Italie a conquis l'Abyssinie sans que ces deux nations y fussent incitées par des intérêts capitalistes appréciables. En fait, l'existence de tels intérêts n'a été, dans les deux cas, qu'un prétexte très difficile à soutenir et leur croissance ultérieure a constitué un processus de longue haleine qui a été péniblement réalisé sous l'impulsion des gouvernements. A cette objection les marxistes répliqueraient sans doute que ces conquêtes ont été entreprises sous la pression d'intérêts capitalistes virtuels ou anticipés ou que, en dernière analyse, certains intérêts capitalistes ou certaines nécessités objectives du capitalisme ont déclenché ces expéditions. Ils se mettront alors en quête de preuves corroboratives, lesquelles ne feront jamais entièrement défaut, étant donné que les intérêts capitalistes (tout comme n'importe quels autres intérêts) sont effectivement affectés par une situation quelconque et en tirent parti et que les conditions spécifiques de l'organisme capitaliste présentent toujours quelques traits qui peuvent être associés sans absurdité aux politiques d'expansion nationales. Évidemment, seules des opinions préconçues peuvent décider à tenter une entreprise aussi ingrate : à défaut d'une telle conviction, personne ne songerait à s'engager dans une telle aventure intellectuelle. Et il serait d'ailleurs bien inutile de prendre une telle peine, puisqu'il suffit d'affirmer que « les choses doivent se passer ainsi », puis s'en tenir là. Tel est le sens je que donne au terme « explication tautologique ».

sation de la Nouvelle Angleterre. D'ailleurs, la théorie marxiste de l'impérialisme ne donne même pas une explication satisfaisante des cas de la première catégorie. Il ne suffirait évidemment pas de constater que l'appât du gain a contribué à encourager l'expansion coloniale¹. Les néo-marxistes n'ont aucunement entendu énoncer une banalité aussi lamentable. Pour qu'il puisse être tenu compte de ces cas, il importe que l'expansion coloniale ait été provoquée, conformément au schéma proposé, en vertu de la pression exercée par l'accumulation sur le taux de profit et puisse, par conséquent, être considérée comme le fruit d'un capitalisme, sinon décadent, du moins parvenu à sa pleine maturité. Or, l'époque héroïque des aventures coloniales a précisément coïncidé avec celle du capitalisme primitif, à peine formé, l'accumulation ayant tout juste commencé et toutes les pressions corrélatives - notamment le freinage de l'exploitation de la main-d'œuvre nationale - brillant par leur absence. Certes, l'élément de monopole, loin de faire défaut, était, tout au contraire, plus en évidence que de nos jours. Mais on doit tenir pour d'autant plus absurde la thèse selon laquelle le monopole et la conquête seraient des attributs spécifiques du capitalisme parvenu à son déclin.

De plus, l'autre pilier de la théorie - la lutte des classes - est tout aussi fragile. Il faut porter des oeillères pour concentrer son attention sur cet aspect, qui n'a jamais eu tout au plus qu'une importance très secondaire, de l'expansion coloniale, et pour reconstruire en termes de guerre des classes un phénomène dans lequel se manifestent certains des cas les plus remarquables de coopération des classes. Le colonialisme a été orienté tout autant vers l'accroissement des salaires que vers le gonflement des profits et, à long terme, il a certainement favorisé davantage les prolétaires que les capitalistes (en partie grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre *indigène*). Cependant, je ne veux pas insister sur ses *effets*. Le point essentiel à retenir, c'est que ses *causes* n'ont pas grand'chose à voir avec la guerre des classes et ne tiennent pas davantage à la structure des classes, sinon dans la mesure où l'expansion a été dirigée par des groupes ou individus appartenant à la classe capitaliste ou y ayant accédé à la faveur précisément de leurs initiatives coloniales. Si, cependant, nous étant débarrassé de nos oeillères, nous cessons de considérer la colonisation ou l'impérialisme comme de simples épisodes de la lutte des classes, il ne reste plus, dans cet ordre d'idées, grand'chose des conceptions spécifiquement marxistes. Les indications d'Adam Smith sont tout aussi valables - et même, en fait, davantage.

Reste à apprécier le sous-produit, à savoir la théorie néo-marxiste du capitalisme moderne. La littérature classique fourmille d'invectives dirigées contre les « intérêts sinistres » - constitués à l'époque, principalement, mais non exclusivement, par les intérêts agrariens - qui, en réclamant à cor et à cri des droits de douane, se rendaient coupables d'un crime impardonnable à l'égard du bien-être collectif. Ainsi donc les classiques avaient bel et bien formulé une théorie causale du protectionnisme - et non pas seulement une théorie de ses conséquences - et si, présentement, nous faisons également état des intérêts protectionnistes de nos grandes entreprises modernes, nous avons été aussi loin qu'il est raisonnable d'aller. Les économistes contemporains qui sympathisent avec le marxisme ont tort de prétendre que, même de nos jours, leurs collègues bourgeois n'aperçoivent pas la connexion existant entre la tendance au protectionnisme et la tendance à la formation des grandes unités de contrôle, bien que

¹ Il ne suffirait pas davantage d'insister sur le fait que chaque pays a « exploité » ses colonies. En effet, il s'est agi là de l'exploitation d'un pays dans son ensemble par un autre pays dans son ensemble (de toutes les classes par toutes les classes), ce qui n'a rien de commun avec le mode d'exploitation spécifiquement marxiste.

les dits collègues ne tiennent pas toujours pour nécessaire d'insister sur un fait aussi évident. Non pas que les classiques et leurs successeurs, jusqu'à notre époque, fussent dans le vrai en matière de protectionnisme : leur interprétation de ce phénomène a été et reste tout aussi partielle que celle de Marx, sans compter qu'ils se sont fréquemment trompés dans leur appréciation des intérêts en jeu et des résultats. Cependant ils ont, depuis au moins cinquante ans, analysé l'élément de monopole associé au protectionnisme autant que les marxistes l'ont fait et ils n'y ont d'ailleurs pas eu grand mérite étant donné la banalité de cette découverte.

Or, à un point de vue très important, les classiques ont surpassé la théorie marxiste. Quelle que fût la valeur de leur doctrine économique - et peut-être ne valait-elle pas cher - ils s'y sont le plus souvent ¹ tenus. Or, cette restriction a constitué, dans le cas d'espèce, une supériorité. La thèse selon laquelle beaucoup de droits protecteurs doivent leur origine à la pression de grandes entreprises qui désirent s'en servir pour maintenir leurs prix intérieurs au-dessus du niveau qu'ils atteindraient alternativement (aux fins, éventuellement, de pouvoir vendre meilleur marché à l'étranger) - cette thèse, pour être banale, n'en est pas moins correcte (bien qu'aucun tarif douanier n'ait jamais été établi exclusivement, ni même principalement, dans cette intention). Mais la synthèse marxiste la rend inadéquate ou erronée. Elle est inadéquate si nous nous proposons simplement de comprendre toutes les causes et implications, politiques, sociales et économiques, du protectionnisme moderne. Par exemple, le soutien que les Américains ont invariablement donné, chaque fois qu'ils ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue, à la politique protectionniste s'explique, non par leur amour pour les grandes entreprises, ni par leur assujettissement à ces dernières, mais bien par leur désir passionné de construire et de maintenir un marché indépendant et de se soustraire à toutes les vicissitudes affectant le reste du monde. Loin d'être féconde, toute synthèse qui ignore de tels éléments du dossier ne peut que stériliser la pensée. Si, cependant, ayant l'ambition de ramener toutes les causes et implications du protectionnisme moderne, quelles qu'elles puissent être, à l'élément monopolistique de l'industrie moderne, considéré comme la seule *causa causans*, nous formulons dans ce sens la thèse précitée, alors celle-ci devient fautive. Certes, les grandes entreprises ont réussi à tirer parti du sentiment populaire et à l'encourager, mais il est absurde de prétendre qu'elles l'ont créé. Mieux vaut pas de synthèse du tout qu'une synthèse aboutissant à un tel résultat, ou, plus exactement, le postulant.

Cependant le cas du marxiste empire infiniment quand, ignorant l'expérience et méprisant le sens commun, il gonfle cette théorie de l'exportation des capitaux et de la colonisation en en faisant l'explication fondamentale de la politique internationale qui, du même coup, est ramenée à une double lutte menée soit entre les groupes de capitalismes monopoleurs, soit entre ces groupes et leurs prolétariats respectifs. De telles divagations peuvent fournir matière à des brochures de propagande efficaces, mais, à tous points de vue, elles prouvent simplement que les contes de nourrice ne sont pas l'apanage des économistes bourgeois. En fait, les grandes entreprises - ou la haute finance, des Fugger aux Morgan - ont exercé très peu d'influence sur la politique étrangère et, dans presque tous les cas où la grosse industrie, en tant que telle, ou les intérêts bancaires, en tant que tels, ont eu l'occasion d'intervenir, leur dilettantisme naïf a abouti à des fiascos. De nos jours, plus que jamais, les groupes capita-

¹ Les classiques ne se sont pas toujours confinés dans leur domaine économique. Quand ils en sont sortis, les résultats ont été rien moins qu'encourageants. Par exemple, on ne saurait simplement jeter aux oubliettes comme désespérément insuffisants les écrits économiques de James Mills (bien que leur valeur soit assez moyenne). Mais ses articles sur l'État et autres sujets analogues sont réellement absurdes, et, circonstance aggravante, plats.

listes se modèlent infiniment plus sur la politique de leur pays qu'ils ne la modèlent. D'autre part, ils sont inspirés à un degré étonnant par des considérations à court terme également étrangères à tous plans profondément médités ou à tous intérêts de classe objectifs et bien définis. Sur ce point, par conséquent, le marxisme dégénère jusqu'à rabâcher des superstitions populaires ¹.

On trouve dans tous les éléments de la structure marxiste d'autres exemples de ces tares doctrinales. Pour n'en citer qu'un seul, la définition, citée ci-dessus d'après le *Manifeste Communiste*, de la nature des gouvernements contient certainement quelque parcelle de vérité : dans bien des cas on y peut trouver l'explication des positions prises par l'État à l'égard des manifestations les plus apparentes des antagonismes de classe. Cependant, dans la mesure où elle est exacte, la théorie impliquée par cette définition est un simple lieu commun.

Le seul point méritant qu'on s'en préoccupe consiste dans le Pourquoi et le Comment de la vaste majorité des cas, ceux dans lesquels la théorie ou bien n'est pas confirmée par l'expérience, ou bien, même si elle se vérifie, ne décrit pas correctement le comportement effectif des « comités chargés de gérer les intérêts communs de la bourgeoisie. » Certes, ici encore, il est possible dans presque tous les cas de donner à la théorie une apparence de vérité tautologique, car il n'est pas de politique (sinon celle consistant à exterminer la bourgeoisie) qui ne puisse passer pour servir, à court terme ou à long terme, certains intérêts économiques ou extra-économiques des bourgeois, tout au moins en ce sens qu'elle les protège contre des mesures encore plus néfastes. Néanmoins, une telle conception n'améliore en rien la théorie. Quoiqu'il en soit, venons-en à notre second exemple relatif à la valeur de la synthèse marxiste en tant que moyen de résoudre des problèmes concrets.

La caractéristique du socialisme scientifique (qui, selon Marx, le distingue du socialisme utopique) consiste dans la preuve apportée par lui de l'avènement inévitable du socialisme, que ce régime soit ou non souhaitable, qu'il soit ou non conforme aux désirs de l'humanité. Comme nous l'avons déjà indiqué, ceci revient à dire que, de par sa logique même, l'évolution capitaliste tend à détruire l'ordre de choses capitaliste et à engendrer l'ordre de choses socialiste ². Dans quelle mesure Marx est-il parvenu à établir l'existence de ces tendances?

En ce qui concerne la tendance à l'auto-destruction, nous avons déjà répondu à la question ³. Marx (les objections d'Hilferding suffiraient à le prouver) n'a pas valablement démontré la doctrine selon laquelle l'économie capitaliste serait inévitablement condamnée à se disloquer pour des raisons purement économiques. En effet, d'une part, certaines de ses thèses, éléments essentiels de l'argumentation marxiste ortho-

¹ Une telle superstition se place sur le même niveau que celle cultivée par beaucoup de braves gens simplistes aux yeux de qui l'histoire moderne s'expliquait par l'action hypothétique d'un comité de juifs exceptionnellement sages et malveillants qui contrôlèrent de la coulisse la politique internationale, sinon toute l'évolution politique. Les marxistes ne sont, certes, pas contaminés par cette superstition spécifique, mais les leurs ne sont pas de meilleur aloi. Il est amusant de noter que j'ai toujours éprouvé en présence des tenants de l'une ou l'autre de ces théories une extrême difficulté à les réfuter d'une manière qui me satisfasse. Mon embarras ne tenait pas seulement au fait qu'il est toujours malaisé d'établir la fausseté de telle ou telle allégation formelle, mais surtout au fait que, étant privé de tous renseignements de première main sur les affaires internationales et leurs dirigeants, le public est également dépourvu de toute antenne pour sentir l'absurdité du comportement supposé.

² Cf. également le prologue de la deuxième partie.

³ Cf. ci-dessus, chap. 3, par. 7.

doxe, concernant l'évolution future (et, notamment, celle prévoyant comme inévitable l'aggravation de la misère et de l'oppression) sont insoutenables et ont été démenties par l'événement; d'autre part, même si ces thèses étaient toutes exactes, la dislocation du régime capitaliste ne s'ensuivrait pas nécessairement. Il n'en reste pas moins que Marx a correctement diagnostiqué certains autres facteurs agissants que le processus capitaliste tend à fortifier, ainsi que, comme j'espère le démontrer, le dénouement. En ce qui concerne cette péripétie finale, il peut être nécessaire de substituer un autre faisceau de causes à celui imaginé par Marx et, s'il en est ainsi, le terme « dislocation » peut ne pas être adéquat, notamment si l'on entend par là un effondrement provoqué par l'arrêt du moteur capitaliste de la production. Cependant de telles réserves n'affectent pas l'essence de la doctrine, quelles que soient les modifications qu'elles puissent apporter à ses modalités ainsi qu'à certaines des conséquences impliquées par elle.

En ce qui concerne la tendance vers le socialisme, il importe de reconnaître qu'il s'agit là d'un problème distinct. Le capitalisme ou tout ordre de choses peut évidemment se disloquer - ou l'évolution économique et sociale peut dépasser ce régime - sans que le phénix socialiste surgisse nécessairement de ses cendres. La chaos peut survenir et il existe d'autres possibilités (à moins que nous n'assimilions au socialisme toute alternative non chaotique du capitalisme). Le type particulier d'organisation sociale que semble avoir prévu - tout au moins avant l'avènement du bolchevisme - le marxiste orthodoxe moyen ne constitue, à coup sûr, qu'une possibilité entre bien d'autres. Marx lui-même, tout en se gardant très sagement de décrire en détail la société socialiste, souligne les conditions de sa formation : d'une part, existence d'unités géantes de contrôle industriel - qui, cela va de soi, faciliteraient grandement la socialisation - et, d'autre part, présence d'un prolétariat opprimé, asservi, exploité, mais aussi très nombreux, *discipliné*, uni et organisé. Cette double condition suggère dans une large mesure la forme que pourra prendre la lutte finale, c'est-à-dire la phase aiguë du conflit séculaire des deux classes qui se dresseront alors l'une contre l'autre pour la dernière fois. Elle suggère également dans quelque mesure le cours ultérieur des événements, à savoir que le prolétariat, en tant que tel, prendra les leviers de commande et, de par sa dictature, mettra un terme « à l'exploitation de l'homme par l'homme » et établira une société sans classes. Si notre dessein était de prouver que le marxisme appartient à la famille des croyances millénaristes, nous pourrions nous en tenir là. Mais comme nous ne nous intéressons pas aux prophéties, mais bien aux prévisions scientifiques, nous devons évidemment dénier la valeur prévisionnelle du marxisme. Schmoller s'était placé sur un terrain beaucoup plus solide car, tout en refusant d'entrer dans le détail, il concevait certainement l'évolution future comme un processus de bureaucratisation. et de nationalisation progressives, et ainsi de suite, aboutissant au socialisme d'État, lequel (que nous en soyons ou non partisans) a, tout au moins, un sens bien défini. Ainsi, même si nous concédons intégralement à Marx la théorie de la dislocation capitaliste, il n'en a pas pour autant réussi à transformer en certitude la possibilité socialiste; mais si nous contestons cette théorie, l'anticipation marxiste perd a fortiori tout fondement.

Cependant, que nous acceptions le raisonnement de Marx ou tout autre raisonnement, l'ordre socialiste ne se réalisera en aucun cas automatiquement : même si l'évolution capitaliste engendrait, selon les modalités les plus marxistes, toutes les conditions d'un tel régime, une intervention distincte n'en serait pas moins nécessaire pour le mettre en selle ¹. Une telle nécessité est, bien entendu, conforme à l'enseignement de Marx. Sa révolution n'est pas autre chose que le vêtement particulier dont son

¹ Cf. partie III, chap. 15.

imagination se plaisait à habiller cette intervention. Son insistance sur la violence est peut-être compréhensible de la part d'un homme qui au cours de ses années de formation, avait été soumis à toutes les influences excitantes de 1848 et qui, bien que parfaitement capable de mépriser l'idéologie révolutionnaire, ne parvint néanmoins jamais à s'en affranchir. Au demeurant, la majeure partie de son public n'aurait guère consenti à prêter l'oreille à un message où n'aurait pas retenti le son mystique de la trompette du Jugement Dernier. Enfin, bien que Marx n'ait pas méconnu l'éventualité d'une transition pacifique, tout au moins dans le cas de l'Angleterre, il est possible qu'il n'en ait pas reconnu la probabilité. A l'époque, il n'était guère facile d'envisager un tel dénouement et la difficulté était encore plus grande pour Marx, épris comme il l'était de la conception des deux classes déployées en ordre de bataille : son ami Engels n'alla-t-il pas jusqu'à prendre la peine d'étudier la tactique militaire? Cependant, bien que l'évolution puisse être reléguée au magasin des accessoires superflus, la nécessité d'une intervention distincte n'en subsiste pas moins.

Une telle contestation devrait suffire à résoudre le problème révolution ou évolution? qui a divisé les disciples du maître. Si j'ai bien saisi la pensée de Marx, il n'est pas difficile de répondre à cette question. A ses yeux, l'évolution était la mère du socialisme. Il était beaucoup trop profondément imbu du sens de la logique inhérente aux faits sociaux pour croire que la révolution puisse, à un degré quelconque, faire la besogne de l'évolution. La révolution marxiste diffère donc entièrement, par sa nature et sa fonction, des révolutions mises en oeuvre soit par les bourgeois radicaux, soit par les conspirateurs socialistes - mais elle consiste essentiellement dans un phénomène mûri dans la plénitude du temps¹. Certes, ceux des disciples de Marx auxquels cette conclusion déplait, notamment quand on l'applique au cas russe², peuvent signaler dans les livres sacrés maints passages qui paraissent la démentir. Cependant, Marx, dans ces passages, contredit lui-même sa pensée la plus intime et la plus mûrie, celle qui se dégage sans la moindre ambiguïté de la structure analytique du *Capital* et qui - comme il se doit de toute pensée inspirée par le sens de la logique inhérente aux faits - dissimule sous l'éclat fantasmagorique des fausses pierres une attitude nettement « conservatrice³ ». Et, après tout, pourquoi pas? Aucune argumentation solide n'a jamais été émise inconditionnellement aucun « isme »⁴. Dire que Marx, une fois dé-

¹ Il convient de noter ce point pour s'y référer ultérieurement. Nous y reviendrons à plusieurs reprises et nous discuterons, entre autres, les critères de la « plénitude du temps ».

² Karl Kautsky a même, dans sa préface des *Théories de la Plus-Value*, revendiqué pour le socialisme marxiste la révolution de 1905, bien qu'il fût patent qu'elle n'avait rien de socialiste, sinon la phraséologie marxiste de quelques intellectuels.

³ *Note du traducteur*. - Le terme *conservative* ne signifiait évidemment pas dans la pensée de Schumpeter « réactionnaire », ni « immobiliste » - mais plutôt « tempéré ».

⁴ Cette thèse pourrait être poussée beaucoup plus loin. En particulier, il n'y a rien de spécifiquement socialiste dans la théorie de la valeur-travail (ce qu'admettra évidemment sans difficulté quiconque est familiarisé avec le développement historique de cette doctrine). Cependant, il en va de même de la théorie de l'exploitation (exception faite, cela va de soi, pour le caractère péjoratif du terme). Il suffit de reconnaître que l'existence des plus-values (pour employer l'expression de Marx) constitue - ou, tout au moins, a constitué - une condition nécessaire de la création de tous les éléments englobés par nous dans le terme civilisation (or, il serait difficile de contester cette nécessité) et le tour est joué. Il n'est, bien entendu, pas nécessaire d'être un marxiste pour être socialiste ; mais il ne suffit pas davantage d'être un socialiste pour être un marxiste. On peut marquer d'une empreinte socialiste ou révolutionnaire n'importe quelle théorie scientifique - mais aucune théorie scientifique n'implique nécessairement de telles empreintes. Et aucun théoricien ne saurait nous maintenir dans ce que Bernard Shaw appelle quelque part l'état de fureur sociologique, à moins que l'auteur n'abandonne sa ligne d'analyse aux fins d'exciter nos passions.

barrassé de sa phraséologie, peut être interprété dans un sens « conservateur » revient à dire qu'on peut le prendre au sérieux.

deuxième partie

LE CAPITALISME PEUT-IL SURVIVRE?

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

PROLOGUE

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme peut-il survivre? Non, je ne crois pas qu'il le puisse. Mais cette opinion personnelle, comme celle de tout autre économiste ayant exprimé un avis sur la question, est en soi complètement dépourvu d'intérêt. Dans toute tentative de pronostic social, ce qui compte n'est pas le Oui ou le Non résumant les faits et arguments ayant conduit à cette conclusion, mais bien ces faits et arguments eux-mêmes, lesquels contiennent tous les éléments scientifiques intégrés dans le résultat final. Tout le reste ne ressortit plus à la science, mais à la prophétie. L'analyse, qu'elle soit économique ou afférente à d'autres disciplines, ne fournit jamais qu'un exposé relatif aux tendances discernables dans un modèle observé. Or, de telles tendances ne nous indiquent jamais ce qui arrivera au modèle, mais seulement ce qui lui arriverait si elles continuaient à agir comme elles ont agi pendant l'intervalle de temps couvert par notre observation et si d'autres facteurs n'intervenaient pas. Les termes « inévitabilité » ou « nécessité » ne peuvent jamais signifier davantage.

Le lecteur doit donc, par la suite, garder cette réserve présente à l'esprit. Cependant nos conclusions et la confiance qu'on peut leur faire comportent d'autres limitations. Le processus de la vie sociale constitue une fonction où figurent de si nombreuses variables (dont beaucoup ne sont susceptibles d'aucun traitement ressemblant à une mesure) que le simple diagnostic d'un état de choses donné prend un caractère équivoque, sans même parler des sources formidables d'erreur qui se manifestent dès que nous tentons de formuler un pronostic. On ne doit pas, cependant, s'exagérer ces difficultés. Nous constaterons que les traits dominants de notre tableau impliquent

clairement certaines déductions qui, nonobstant les qualifications qu'il puisse y avoir lieu de leur ajouter, sont trop fortes pour être négligées en raison du seul fait qu'on ne saurait les prouver au sens où l'on peut démontrer une proposition d'Euclide.

Dernière remarque liminaire : la thèse que je vais m'efforcer d'établir consiste à soutenir que les performances réalisées et réalisables par le système capitaliste sont telles qu'elles permettent d'écarter l'hypothèse d'une rupture de ce système sous le poids de son échec économique, mais que le succès même du capitalisme mine les institutions sociales qui le protègent et crée « inévitablement » des conditions dans lesquelles il ne lui sera pas possible de survivre et qui désignent nettement le socialisme comme son héritier présomptif. Par conséquent, ma conclusion finale (mais non l'argumentation qui m'y a conduit) ne diffère pas de celle à laquelle parviennent la plupart des auteurs socialistes et, notamment, tous les marxistes. Cependant, il n'est pas nécessaire d'être socialiste pour s'y rallier. Un pronostic n'implique aucun jugement de valeur relatif à la série d'événements prévue. Si un médecin prédit que son client va mourir sur l'heure, ceci ne veut pas dire qu'il souhaite ce décès. On peut détester le socialisme ou, à tout le moins, l'observer d'un oeil froidement critique et, néanmoins, prévoir son avènement. Beaucoup de conservateurs l'on fait et continuent à le faire.

Il n'est pas davantage nécessaire d'accepter notre conclusion pour se qualifier en tant que socialiste. On peut aimer le socialisme, croire ardemment à sa supériorité éthique et culturelle et, néanmoins, estimer simultanément que la société capitaliste ne nourrit aucun germe d'auto-destruction. Il existe effectivement des socialistes convaincus que le régime capitaliste se retranche et se consolide au fur et à mesure que le temps passe et qu'il est, par conséquent, chimérique d'escompter son effondrement.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 5

LE TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION TOTALE

[Retour à la table des matières](#)

En raison de l'atmosphère d'hostilité qui baigne le capitalisme et que nous aurons précisé à expliquer, il est beaucoup plus difficile que ce ne serait le cas si l'ambiance était différente, de se faire une opinion personnelle relativement à ses performances économiques et culturelles. L'incompatibilité d'humeur entre l'esprit public et le capitalisme est désormais si absolue que l'opinion passe condamnation, sans plus autre informé, sur le régime et sur ses oeuvres - de tels jugements a priori étant presque devenus de règle dans les discussions. Quelles que soient ses préférences politiques, tout écrivain ou orateur s'empresse de se conformer à ce code d'étiquette et à affirmer son attitude critique, son refus de toute « complaisance », sa croyance à l'insuffisance des accomplissements capitaliste, son aversion à l'égard des capitalistes et sa sympathie pour les intérêts anticapitalistes. Toute autre attitude est tenue, par consentement mutuel, non seulement pour absurde, mais pour anti-sociale et est flétrie comme étant l'indice d'une servilité immorale. Or, un tel complexe d'hostilité est, bien entendu, parfaitement naturel. Les nouvelles religions sociales auront toujours des effets analogues. Mais ceci ne facilite pas la tâche de l'analyste : en l'an 300 de l'ère chrétienne, il aurait été malaisé d'exposer à un chrétien fervent les accomplissements de la civilisation antique. D'une part, les vérités les plus évidentes sont

purement et simplement récusées à *limine*¹ ; d'autre part, les contre-vérités les plus grossières sont affirmées ou applaudies.

Un premier criterium des réalisations économiques est fourni par la production globale, c'est-à-dire par le total de tous les marchandises et services produits au cours d'une unité de temps - année, trimestre ou mois. Les économistes s'efforcent de mesurer les variations de cette quantité au moyen d'indices dérivés d'un certain nombre de séries représentant la production des différentes marchandises. Certes « la logique rigoureuse est un maître sévère et, si l'on respectait ses consignes, l'on ne construirait, ni n'utiliserait jamais aucun indice de production² », car, non seulement les matériaux et la technique de construction de tels indices, mais encore la notion même de production globale de différentes marchandises produites en proportions changeant constamment ne laissent pas que d'être extrêmement contestables³. J'estime, néanmoins, que l'on peut recourir à cette technique pour se faire une idée générale suffisamment exacte du progrès capitaliste.

On dispose aux États-Unis, depuis la guerre de Sécession, de séries spécifiques suffisamment nombreuses et exactes pour permettre de calculer un tel indice de production globale. Si l'on se réfère à l'indice de ce genre, dit Day-Persons⁴, on constate que, de 1870 à 1930, le taux moyen de croissance annuelle a été de 3,7 % et a atteint, pour la seule branche des produits fabriqués, 4,3 %. Attachons-nous donc à ce dernier chiffre et essayons de nous représenter ce qu'il signifie. Pour ce faire, il nous faut d'abord lui apporter un correctif : étant donné que l'équipement industriel durable a constamment augmenté en importance relative, la production disponible pour des fins de consommation ne peut évidemment pas avoir augmenté au même rythme que la production globale. Nous devons donc faire état de ce fait. Cependant, j'estime qu'une allocation de 1,7 % est large⁵ : nous aboutissons de la sorte à un taux annuel d'accroissement de la « production disponible » qui (à intérêts composés) est de l'ordre de 2 %.

Supposons maintenant que la machine capitaliste continue à produire au même taux d'accroissement pendant un demi-siècle, à partir de 1928. Une telle hypothèse soulève diverses objections qui seront examinées ultérieurement, mais on ne saurait lui opposer le fait que, dès 1929-1939, le capitalisme n'a pas réussi à maintenir cette norme de production. En effet, la crise qui s'est développée outre le dernier trimestre 1929 et le troisième trimestre 1932 ne prouve pas qu'une rupture spéciale ait affecté le mécanisme moteur de la production capitaliste, étant donné que des crises d'une sévérité analogue sont survenues à plusieurs reprises - approximativement, une fois tous les cinquante ans - et qu'il est tenu compte, dans la moyenne annuelle de 2 % Il, des

¹ Il existe cependant un autre traitement applicable aux vérités évidentes, mais gênantes, à savoir la méthode consistant à railler leur banalité. De telles railleries rendent d'aussi bons services qu'une réfutation, car un auditoire moyen est, en règle générale, parfaitement incapable de reconnaître qu'elles masquent fréquemment l'impossibilité de contester un fait. C'est là un phénomène intéressant de psychologie sociale.

² A.-F. Burns, *Tendances de la production aux États-Unis depuis 1870*, p. 262.

³ Nous ne pouvons aborder le problème à cette place. Nous en parlerons, néanmoins, un peu quand nous le retrouverons au cours du chapitre suivant. Pour le surplus, cf. notre ouvrage *Business Cycles*, chap. IX.

⁴ Cf. W. M. Persons, *Prévision des Cycles Économiques*, chap. XI.

⁵ En fait, cette allocation est déraisonnablement large. Cf. également l'évaluation du professeur F.-C. Mill, soit 3,1 % pour la période 1911 - 1913 et 3,8 % pour la période 1922-1929 (constructions exclues). *Tendances Économiques des États-Unis*, 1932.

effets de l'une d'entre elles. celle qui s'est manifestée entre 1873 et 1877. La reprise infranormale 1932-1935, la prospérité infra-normale 1935-1937 et la rechute ultérieure sont facilement explicables par les difficultés inhérentes à l'adaptation des producteurs à une nouvelle politique fiscale, à une nouvelle législation du travail et au changement général d'attitude du gouvernement à l'égard des entreprises privées - tous facteurs qu'il convient de distinguer, dans un sens à définir ci-après, du fonctionnement proprement dit de l'appareil productif.

Étant donné qu'à ce point de notre exposé des malentendus seraient particulièrement fâcheux, je tiens à souligner que la dernière phrase n'implique ni une critique défavorable au *New Deal*, ni l'affirmation - que je crois d'ailleurs fondée, mais dont je n'ai pas besoin pour le moment - d'après laquelle les mesures de cette nature sont, à la longue, incompatibles avec le fonctionnement efficace du régime de l'initiative privée. Pour le présent, je me borne à observer qu'un changement de décor social aussi complet et aussi rapide devait inévitablement affecter temporairement le rendement social : or, le partisan le plus convaincu du *New Deal* doit et *peut également* admettre qu'il en a été ainsi. Pour ma part, je ne vois pas comment il serait possible d'expliquer autrement le fait que les États-Unis, qui disposaient des meilleurs atouts de récupération rapide, furent précisément le pays où la reprise fut la moins satisfaisante. La même explication vaut d'ailleurs dans le cas, quelque peu analogue, de la France. Il s'ensuit que le cours des événements pendant la période 1929-1939 ne constitue pas en soi une raison valable pour refuser d'accepter notre argumentation qui, en outre, peut, en tout état de cause, servir à illustrer la grandeur de la performance accomplie dans le passé par le régime capitaliste.

Ceci posé, si, à partir de 1928, la production disponible réalisée dans les conditions propres au régime capitaliste continuait à se développer à son rythme antérieur, elle atteindrait au bout de cinquante ans, en 1978, un volume environ 2,7 fois plus élevé (2,6916) que celui de 1928. Aux fins de traduire cette hypothèse en termes de revenu réel moyen *par tête d'habitant*, nous observerons, en premier lieu, qu'à notre taux moyen d'accroissement de la production globale on peut substituer grosso modo le taux d'accroissement du total des revenus monétaires privés disponibles pour des fins de consommation¹, après l'avoir corrigé pour tenir compte des variations de pouvoir d'achat du « dollar des consommateurs ». En second lieu, il importe que nous nous fassions une idée de l'accroissement de population que nous sommes en droit d'escompter : nous retiendrons l'évaluation de Mr. Sloane qui donne 160 millions d'âmes pour 1978. Le revenu moyen par tête s'élèverait donc, au cours de ces cinquante ans, à un peu plus du double de son montant de 1928, qui était d'environ \$ 650, soit à quelque \$ 1.300, pouvoir d'achat 1928².

¹ La « consommation » englobe l'acquisition des biens de consommation durables, tels que logements, autos et frigidaires. Nous ne faisons pas de distinction entre les biens de consommation passagers et ce que l'on appelle parfois le « capital de consommation ».

² En d'autres termes, le revenu réel moyen par tête augmenterait selon un taux d'intérêt composé de 1 3/8, pour cent. Or, il se trouve que, en Angleterre, au cours du siècle qui a précédé la première guerre mondiale, le revenu réel par tête d'habitant a augmenté presque exactement à ce taux (cf. Lord Stamp, in *Wealth and Taxable Capacity*). On ne saurait faire grand fonds sur cette coïncidence, j'estime néanmoins qu'elle tend à prouver que notre petit calcul n'est pas complètement absurde. Dans le numéro 241 des *National Industrial Conference Board Studies*, Tableau 1, pp. 6 et 7, nous trouvons que le « revenu national réalisé par tête », ajusté d'après les indices du coût de la vie calculés par la Federal Reserve Bank de New York et par le National Industrial Conference Board, était en 1929 un peu plus de quatre fois, plus élevé qu'en 1829 - ce qui constitue un résultat analogue aux précédents, bien que, évidemment, sa valeur soit beaucoup plus douteuse.

Peut-être certains lecteurs estimeront-ils qu'il y aurait lieu de formuler une réserve relative à la répartition du revenu monétaire. Jusqu'il y a environ quarante ans auparavant, de nombreux économistes estimaient avec Marx que le processus capitaliste tendrait à modifier les participations relatives au revenu total national, en sorte que les conclusions évidentes impliquées par notre moyenne seraient susceptibles d'être invalidées par le fait que les riches deviendraient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, tout au moins d'un point de vue relatif. Mais il n'existe aucune tendance semblable. Quoi que l'on puisse penser des procédés statistiques mis en oeuvre dans cet ordre d'idées, l'on peut tenir pour certain que la structure de la pyramide des revenus, exprimés en termes monétaires, n'a pas grandement changé pendant la période couverte par nos séries chiffrées - laquelle, dans le cas de l'Angleterre, englobe tout le XIX^e siècle ¹ - et que la part relative des salaires et des traitements est restée, en gros, constante à travers le temps. Aussi longtemps que nous supputons ce que le mécanisme capitaliste pourrait accomplir s'il était livré à lui-même, il n'existe aucune raison de penser que la répartition des revenus ou leur dispersion par rapport à notre moyenne seraient, en 1978, appréciablement différentes, de ce qu'elles ont été en 1928.

Or, on peut traduire le résultat de notre extrapolation statistique en disant que, si le capitalisme renouvelait pendant un demi-siècle, à partir de 1978, sa performance antérieure, il éliminerait du même coup, même à l'égard des couches de la population les plus déshéritées (abstraction faite des seuls cas pathologiques), tous les symptômes de la pauvreté telle qu'elle est définie selon nos critères actuels.

Et ce n'est pas tout. Quels que soient les autres mérites ou lacunes de notre indice, il n'exagère certainement pas le taux actuel d'accroissement du bien-être. Il ne tient pas compte du « bien de consommation » qualifié de « loisirs volontaires ». Les produits nouveaux ne sont pas représentés ou le sont incomplètement par un indice qui, nécessairement, doit être fondé sur les marchandises de base et sur les produits intermédiaires. Pour la même raison, il n'y est presque aucunement fait état des améliorations en qualité, bien que, dans beaucoup de branches, elles constituent l'essence même des progrès accomplis - il n'existe, en effet, aucun procédé statistique adéquat pour exprimer la différence entre une automobile 1900 et une voiture 1940 ou pour traduire la mesure dans laquelle a fléchi le prix des autos par unité d'utilité. Il serait davantage possible d'évaluer la proportion dans laquelle des économies sont réalisées, par rapport aux périodes antérieures, dans l'emploi de quantités données de matières premières ou de produits mi-terminés - le rendement économique d'un lingot d'acier ou d'une tonne de charbon, même si leur qualité physique n'a pas changé, étant un multiple de ce qu'il était soixante ans auparavant. Cependant peu de recherches ont été orientées dans cette voie. Je n'ai aucune idée de ce qu'il adviendrait à notre indice s'il existait une méthode pour le corriger en faisant état de tels facteurs et d'autres facteurs analogues. Il est, néanmoins, certain que son taux d'accroissement s'en trouverait augmenté et que nous disposons là d'une marge de sécurité grâce à laquelle l'évaluation retenue par nous serait protégée, contre les effets de toute révision concevable en baisse. En outre, même si nous avons le moyen de mesurer les variations du rendement technologique de l'industrie, une telle mesure ne nous fournirait pas encore

¹ Cf. Stamp, *op. cit.* Le même phénomène peut être observé dans tous les pays pour lesquels nous disposons de renseignements statistiques suffisants, à la condition d'épurer ces derniers en éliminant les effets perturbateurs des cycles d'amplitude variable affectant les périodes pour lesquelles nous possédons des séries chiffrées. Le procédé, imaginé par Pareto, de mesure de la répartition du revenu (ou de l'inégalité des revenus) soulève des objections. Mais le fait lui-même (constance de répartition) est indépendant de cette insuffisante technique.

une notion adéquate de ce que signifient de tels progrès au point de vue de la dignité ou de l'intensité ou de l'agrément de la vie humaine - toutes choses que les économistes d'une génération antérieure condensaient sous l'intitulé : « satisfaction des besoins ». Or, tel est, après tout, le criterium décisif. à savoir celui du véritable fruit de la production capitaliste : c'est, en effet, en considération de tels accomplissements que nous nous intéressons à l'indice de production et aux kilos ou aux hectolitres qui en constituent les éléments et qui, en l'absence de telles contributions au bien-être humain, ne vaudraient guère d'être étudiés en eux-mêmes.

Tenons-nous en, cependant, à nos 2 %. Il est encore un point dont il est important de faire état pour apprécier correctement ce chiffre. J'ai indiqué ci-dessus que, généralement parlant, les participations au revenu national sont, en gros, restées constantes au cours des cent dernières années. Mais cette assertion est exacte que si nous mesurons ces parts en termes de monnaie, car, quand on les évalue en termes réels, elles ont appréciablement varié à l'avantage des groupes de revenus les plus faibles. Une telle évolution a tenu au fait que la machine capitaliste constitue, en dernière analyse, un mécanisme de production en masse, donc nécessairement synonyme de production pour les masses, cependant que, en remontant l'échelle des revenus individuels de plus en plus élevés., nous constatons qu'une proportion croissante de leur pouvoir d'achat est consacrée à acquérir des services personnels et des marchandises confectionnées à la main, dont les prix sont largement fonction des taux des salaires.

Il est facile de vérifier ces assertions. Certes, l'ouvrier moderne peut acquérir certains biens que Louis XIV aurait été enchanté d'obtenir, sans pouvoir le faire - par exemple, des appareils modernes de prothèse dentaire. Dans l'ensemble, néanmoins, les accomplissements capitalistes n'auraient guère pu procurer de satisfactions supplémentaires important réellement à une personne disposant d'un budget aussi considérable que celui du Roi Soleil. On peut admettre qu'un gentilhomme aussi solennel n'aurait pas attaché grand prix à la faculté même de se déplacer plus rapidement. L'éclairage électrique n'améliore pas grandement le confort de quiconque est assez riche pour acheter un nombre suffisant de chandelles et pour rémunérer des domestiques pour les moucher. Les tissus bon marché de laine, de coton et de rayonne, les chaussures et automobiles de série représentent des fruits caractéristiques de la production capitaliste : or, en règle générale, de tels progrès techniques n'ont guère amélioré le sort des riches. La reine Elizabeth possédait des bas de soie. L'accomplissement capitaliste n'a pas consisté spécifiquement à procurer aux reines davantage de ces bas, mais à les mettre à la portée des ouvrières d'usine, en échange de quantités de travail constamment décroissantes.

Cette même donnée sociologique se dégage encore plus nettement quand nous considérons ces fluctuations de longue durée affectant l'activité économique dont l'analyse nous révèle, davantage que celle de n'importe quel autre phénomène, la nature et le mécanisme de l'évolution capitaliste. Chacune de ces oscillations comprend une « révolution industrielle », puis l'assimilation des effets de cette dernière. Nous sommes, par exemple, en mesure d'observer historiquement et statistiquement - et le phénomène est si net que les données dont nous disposons, pour maigres qu'elles soient, suffisent à l'établir - l'ascension d'une telle « vague de longue durée » vers le terme de la période 1780-1790, son point culminant aux alentours de 1800, son mouvement de baisse ultérieur, puis une sorte de reprise qui a pris fin vers le début de la période 1840-1850. Telle a été l'allure de la « Révolution Industrielle », chère aux auteurs de manuels économiques. Sur ses talons, cependant, est survenue une autre

révolution analogue, génératrice d'une autre oscillation de longue durée, dont l'ascension, amorcée à partir de 1840, a culminé juste avant 1857, puis a reflué jusqu'en 1897, pour être suivie, à son tour, par la vague dont le sommet a été atteint environ en 1911 et qui, depuis lors, poursuit son mouvement de reflux ¹.

De telles révolutions remodèlent périodiquement la structure existante de l'industrie, en introduisant de nouvelles méthodes de production - l'usine mécanisée, l'usine électrifiée, la synthèse chimique, et ainsi de suite; de nouveaux biens - tels que les services ferroviaires, les automobiles, les appareils électriques; de nouvelles formes d'organisation - telles que les fusions de sociétés; de nouvelles sources d'approvisionnement - laine de la Plata, coton d'Amérique, cuivre du Katanga; de nouvelles routes commerciales et de nouveaux marchés pour les achats ou pour les ventes. Ce processus de mutation industrielle imprime l'élan fondamental qui donne leur ton général aux affaires : pendant que ces nouveautés sont mises en train, la dépense est facile et la prospérité est prédominante - nonobstant, bien entendu, les phases négatives des cycles plus courts superposés à la tendance fondamentale en hausse - mais, en même temps que ces réalisations s'achèvent et que leurs fruits se mettent à affluer, l'on assiste à l'élimination des éléments périmés de la structure économique et la « dépression » est prédominante. Ainsi se succèdent des périodes prolongées de gonflement et de dégonflement des prix, des taux d'intérêt, de l'emploi, et ainsi de suite, ces phénomènes constituant autant de pièces du mécanisme de rajeunissement récurrent de l'appareil de production.

Or, ces révolutions se traduisent chaque fois par une avalanche de biens de consommation qui approfondit et élargit définitivement le courant du revenu réel, même si, initialement, elle provoque des troubles, des pertes et du chômage. Et si nous observons ces avalanches de biens de consommation, nous constatons de nouveau que chacune d'entre elles consiste en articles servant à la consommation des masses et accroît le pouvoir d'achat du dollar-salaire plus que celui de n'importe quel autre dollar - en d'autres termes, nous constatons que l'évolution capitaliste améliore progressivement le niveau d'existence des masses, non pas en vertu d'une coïncidence, mais de par le fonctionnement même de son mécanisme. L'évolution capitaliste accomplit ce résultat à travers une série de vicissitudes dont la sévérité est proportionnelle à la rapidité du progrès réalisé - mais elle l'accomplit effectivement. Les problèmes relatifs à l'approvisionnement des masses en marchandises ont été, l'un après l'autre, résolus avec succès ², au fur et à mesure qu'ils ont été placés à la portée des méthodes de production capitaliste. Le plus important de ceux qui subsistent - celui du logement - semble devoir prochainement trouver une solution grâce aux maisons préfabriquées.

Et ce n'est pas encore tout. Toute appréciation d'un régime économique serait incomplète - et, incidemment, anti-marxiste - qui s'en tiendrait à la production matérielle délivrée aux différents groupes sociaux par le système correspondant de distribution économique, sans faire entrer en ligne de compte toutes les autres fins auxquelles le système ne sert pas directement, mais dont il procure les moyens d'accomplissement tout en préparant le terrain politique de leur réalisation, ainsi que tous les achèvements culturels provoqués par la mentalité qu'il engendre. Remettant à plus

¹ Il s'agit là des « vagues de longue durée » qui, dans la littérature consacrée aux cycles économiques, sont principalement associées au nom de N. D. Kondratieff.

² Cette observation vaut également, bien entendu, pour les produits agricoles, dont la production bon marché en masse a été entièrement l'œuvre d'initiatives capitalistes déployées sur une grande échelle (chemins de fer, transports maritimes, machines agricoles, engrais).

tard (chap. 7) l'examen de ces achèvements, nous considérerons présentement certains aspects du progrès social rendu possible par le régime capitaliste.

La technique et l'ambiance de la lutte pour la législation sociale obscurcissent deux faits, évidents en soi, à savoir que, en premier lieu, une partie de cette législation est conditionnée par une réussite capitaliste préalable (en d'autres termes par une création antérieure de richesses due à l'initiative capitaliste) et que, en second lieu, beaucoup de mesures développées et généralisées par la législation sociale ont été auparavant amorcées par l'action de la classe capitaliste elle-même ¹. Ces deux faits doivent, bien entendu, être ajoutés au total des achèvements capitalistes. Or, si le système pouvait poursuivre sa course comme il l'a fait au cours des soixante années ayant précédé 1928 et si un revenu de \$ 1.300 *par tête d'habitant* venait ainsi à être effectivement réalisé, il est facile de voir que tous les vœux formulés jusqu'à nos jours par n'importe quels réformateurs sociaux - pratiquement sans exception, y compris même la majeure partie des utopistes - ou bien recevraient automatiquement satisfaction, ou bien pourraient être accomplis *sans que le fonctionnement du système capitaliste en soit appréciablement troublé*. En pareil cas, notamment, de larges allocations versées aux chômeurs représenteraient une charge parfaitement supportable, voire même légère. Certes, un laisser-aller excessif en matière de politique d'emploi ou de financement des secours de chômage pourrait, en tous temps, donner naissance à des problèmes insolubles. Cependant, si elle était gérée avec une prudence normale, une dépense *moyenne* annuelle de 16 milliards de dollars en faveur d'un nombre *moyen* de 16 millions de chômeurs (y compris les personnes à leur charge), soit 10 % de la population, ne poserait pas en soi de problèmes sérieux à partir du moment où le revenu national atteindrait l'ordre de grandeur de 200 milliards de dollars (pouvoir d'achat 1928).

Je crois devoir attirer l'attention du lecteur sur la raison pour laquelle le chômage, qui, tout le monde tombe d'accord sur ce point, constitue l'un des thèmes les plus importants de toute discussion portant sur le capitalisme (certains critiques du système fondent exclusivement leur réquisitoire sur cet élément du dossier), ne jouera qu'un rôle relativement subordonné dans mon argumentation. Je ne crois pas que le chômage soit l'un de ces maux, tels que la pauvreté, que l'évolution capitaliste pourrait finir par éliminer d'elle-même. Je ne crois pas non plus que le coefficient de chômage tende à augmenter à long terme. La seule série couvrant un intervalle de temps substantiel - en gros, les soixante années ayant précédé la première guerre mondiale - nous donne pour l'Angleterre le pourcentage des membres des trade-unions en chômage. Il s'agit d'une série typiquement cyclique, dans laquelle on ne décèle aucune tendance séculaire (sinon horizontale) ². Ces résultats étant théoriquement justifiables (ou, si l'on préfère, en l'absence de tout motif théorique tendant à infirmer les données expérimentales), nos deux propositions semblent bien établies pour la période ayant précédé la première guerre mondiale jusqu'en 1913, inclusivement. Au cours de la période d'après-guerre et dans la plupart des pays, le chômage s'est maintenu le plus souvent à un niveau anormalement élevé, même avant 1930. Mais on peut expliquer ce chômage (et, davantage encore, celui qui a sévi de 1930 à 1940) par des raisons qui

¹ N. D. T. - On peut, dans cet ordre d'idées, citer l'institution française des allocations familiales issues d'une initiative des industriels du Nord.

² Cette série a été fréquemment mise en graphique et analysée. Cf., par exemple, A. C. Pigou, *Industrial Fluctuations*, ou encore mes *Business Cycles*. Il semble qu'il existe, dans chaque pays, un minimum irréductible de chômage auquel se superpose un mouvement cyclique dont la période la plus caractéristique s'étend sur neuf à dix ans.

n'ont rien de commun avec une tendance séculaire, *tenant à des causes inhérentes au mécanisme même du capitalisme*, à l'accroissement des coefficients de chômage. J'ai fait allusion ci-dessus à ces révolutions industrielles qui constituent un trait particulièrement frappant de l'évolution capitaliste. Le chômage dépassant la normale est l'une des caractéristiques des périodes d'adaptation qui succèdent à la « phase de prospérité » de chacune de ces révolutions. Nous constatons ce chômage exceptionnel au cours des périodes 1820-1830 et 1870-1880 et la période 1930-1940 ne se différencie nullement, à cet égard, des précédentes. Jusqu'à ce point, on peut tenir ce phénomène pour essentiellement temporaire, en ce sens que l'on ne peut se livrer à aucune indication à l'égard de son évolution future. Mais un certain nombre d'autres facteurs, indépendants de l'adaptation au progrès industriel, ont tendu à l'intensifier ; à savoir : conséquences de la guerre, dislocation des échanges extérieurs, innovations institutionnelles qui ont gonflé les chiffres des statistiques, politiques fiscales appliquées en Angleterre et en Allemagne (et qui ont également joué un rôle important aux États-Unis à partir de 1935), et ainsi de suite. Certains de ces facteurs doivent, sans aucun doute, être tenus pour des symptômes d'une « ambiance » nouvelle dans laquelle le capitalisme ne fonctionnera plus qu'avec une efficacité décroissante. Mais ceci est une autre question sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

Cependant, qu'il soit durable ou temporaire, qu'il empire ou non, le chômage, on ne saurait le contester, est et a toujours été un fléau. Dans la prochaine partie de cet ouvrage, nous aurons à apprécier son élimination possible en tant que l'un ces éléments de supériorité que le système socialiste peut faire valoir. Toutefois, je considère que la tragédie réelle ne consiste pas dans le chômage *en soi*, mais dans le chômage aggravé par l'impossibilité de subvenir adéquatement aux besoins des chômeurs *sans compromettre les conditions du progrès économique ultérieur*: en effet, de toute évidence, la souffrance et la dégradation - la destruction des valeurs humaines - que nous associons au terme chômage (mais non pas le gaspillage de ressources productives inutilisées) seraient largement éliminées et le chômage cesserait pratiquement d'être un objet d'effroi si la vie des chômeurs n'était plus sérieusement affectée par la perte de leurs emplois. Certes, l'on ne saurait dénier que, dans le passé - disons, environ jusqu'à la fin du XIX^e siècle -, le régime capitaliste, non seulement se serait refusé à accorder une telle garantie aux chômeurs, mais aurait même été tout à fait hors d'état de le faire. Cependant, étant donné qu'il serait désormais en mesure de leur procurer la sécurité à laquelle ils aspirent, pourvu qu'il maintienne pendant un demi-siècle le rythme de ses accomplissements antérieurs, cet argument anticapitaliste doit, dans le cas d'espèce, rejoindre au cimetière de l'histoire les tristes spectres du travail des enfants, de la journée de seize heures, de la chambre habitée par cinq personnes - c'est-à-dire de toutes les tares qu'il est tout à fait équitable de souligner quand on apprécie le coût social des achèvements capitalistes du passé, mais qui cessent d'être nécessairement pertinentes lorsque l'on soupèse les possibilités alternatives de l'avenir. Notre époque se situe quelque part entre les insuffisances manifestées par l'évolution capitaliste au cours de ses premières phases et les réalisations susceptibles d'être accomplies par le système parvenu à sa pleine maturité. Aux États-Unis, tout au moins, la meilleure partie de l'œuvre capitaliste pourrait, dès à présent, être réalisée sans imposer une tension excessive au système. Les difficultés à surmonter ne paraissent pas tellement consister dans le défaut d'un excédent de ressources suffisant pour effacer les ombres les plus noires du tableau social - mais elles consistent, d'une part, dans le fait que de 1931 à 1940, des mesures d'inspiration anti-capitaliste ont gonflé le nombre des chômeurs au delà du minimum inévitable et, d'autre part, dans le fait que l'opinion publique, dès qu'elle prend conscience du devoir à remplir envers les chômeurs, s'oriente immédiatement vers des méthodes irrationnelles de finance-

ment des secours et vers des méthodes relâchées et onéreuses de gestion de ces secours.

Une grande partie de l'argumentation précédente vaut pour les possibilités futures (et, dans une large mesure, immédiates) inhérentes à l'évolution capitaliste en ce qui concerne la protection des vieillards et des malades, l'éducation, l'hygiène, etc. De même, en se plaçant au point de vue des foyers individuels, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'un nombre croissant de marchandises sortent de la zone des biens économiques (et donc rares) et deviennent pratiquement disponibles jusqu'à satiété. Une telle situation pourrait être réalisée par voie d'arrangements soit conclu entre des sociétés productrices et des offices publics, soit de nationalisation ou de municipalisation, car le développement progressif de telles institutions constituerait, bien entendu, l'un des traits de l'évolution future du capitalisme même si, à tous autres égards, il devait rester libre d'entraves.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 6

Plausibilité du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

L'argumentation du précédent chapitre semble prêter le flanc à une objection aussi destructive qu'évidente. Nous avons, en effet, projeté dans l'avenir le taux d'accroissement de la production disponible totale réalisé au cours des soixante années ayant précédé 1928. Pour autant que nous avons fait servir cette extrapolation à illustrer la portée de l'évolution antérieure, rien dans cette façon de procéder ne pouvait choquer la conscience statistique la plus scrupuleuse. Mais, à partir du moment où nous avons inféré que les cinquante années à venir pourraient effectivement enregistrer un taux moyen analogue d'accroissement, nous avons apparemment commis un crime de lèse-statistique: il est, bien entendu, certain qu'un relevé historique de la production réalisée au cours d'une période donnée ne saurait justifier en soi une extrapolation quelconque, ni, à plus forte raison, une extrapolation s'étendant sur un demi-siècle¹. Il importe donc de souligner à nouveau que notre extrapolation ne vise pas à prédire l'allure effective de la production dans l'avenir. En dehors du fait qu'elle illustre la

¹ Cette proposition, vaut, conformément aux principes généraux, pour toute série temporelle *historique*, étant donné que le concept même de séquence historique implique l'occurrence de transformations irréversibles dans la structure économique, dont on est en droit de s'attendre à ce qu'elles affectent la norme de toute quantité économique donnée. Une justification théorique et, en principe, un traitement statistique sont donc nécessaires pour procéder à toute extrapolation, si modeste soit-elle. Nous pouvons cependant faire valoir que notre cause est quelque peu améliorée par le fait que, dans la combinaison globale exprimée par les séries de production, les particularités des articles individuels s'annulent, dans une certaine mesure, réciproquement.

signification de la performance antérieure du système, son seul objet a été de nous fournir un aperçu quantitatif de ce que le mécanisme capitaliste pourrait raisonnablement accomplir au cours d'un nouveau demi-siècle, s'il renouvelait sa performance passée - ce qui n'a rien à voir avec une prédiction. A la question de savoir si l'on peut s'attendre à ce que le système capitaliste réalise un tel succès il sera répondu tout à fait indépendamment de l'extrapolation elle-même. Il nous faut, à cet effet, nous lancer maintenant dans une investigation longue et difficile.

Avant d'être en mesure de discuter quelles chances a le capitalisme de renouveler sa performance antérieure, nous devons évidemment essayer de découvrir dans quel sens le taux constaté d'accroissement de la production mesure effectivement cette performance. Au cours de la période dans laquelle nous avons puisé nos données chiffrées, le capitalisme est resté, sans aucun doute, relativement libre d'entraves. Cependant cette constatation de fait ne nous fournit pas en soi une relation de cause à effet suffisante entre le mécanisme capitaliste et la performance enregistrée ; pour admettre qu'il s'est agi là de plus que d'une coïncidence, il nous faut nous convaincre, en premier lieu, de l'existence d'une relation logique entre l'ordre capitaliste et le taux observé d'accroissement de la production ; en second lieu, du fait que, une telle relation étant donnée, le taux d'accroissement a été motivé par elle et non par des conditions particulièrement défavorables, extrinsèques au capitalisme.

Ces deux problèmes doivent être résolus avant que puisse être utilement posé le problème d'un « renouvellement de performance » Ce troisième point se ramènera alors à la question de savoir s'il existe des motifs pour que la machine capitaliste soit, au cours des cinquante années à venir, hors d'état de fonctionner comme elle l'a fait dans le passé.

Nous traiterons donc ces trois points successivement.

D'une part, nous disposons d'un ensemble considérable de données statistiques exprimant un taux de « progrès » qui a été admiré même par des esprits très critiques. D'autre part, nous disposons d'un ensemble de données concrètes relatives à la structure du système économique en vigueur pendant cette période et à ses modalités de fonctionnement. En partant de ces données, l'analyse a distillé, pour employer une expression technique, un « modèle » de la réalité économique, c'est-à-dire un tableau généralisé de ses traits essentiels. Or, nous désirons savoir si ce régime économique a été favorable, indifférent ou défavorable à la performance constatée par nous et, dans le premier cas, si l'on peut raisonnablement admettre que ses caractéristiques donnent une explication adéquate de cette performance. Écartant dans la mesure du possible tout appareil technique, nous aborderons le problème sous l'angle du sens commun.

1. A la différence de la classe des seigneurs féodaux, la bourgeoisie industrielle et commerçante a grandi par son succès dans les affaires. La société bourgeoise a été coulée dans un moule purement économique : ses fondations, ses poutres, ses lanternes sont toutes composées de matériaux économiques. La façade du bâtiment est tournée vers le côté économique de la vie. Les primes et les amendes sont exprimées en termes pécuniaires. L'ascension et le déclin correspondent à des gains ou à des pertes monétaires. Personne, bien entendu, ne saurait contester ces vérités premières. Mais je tiens à ajouter que, dans son cadre propre, cet aménagement social est ou, tout au moins, a été singulièrement efficace. La simplicité et la vigueur du groupe de motifs

auxquels il fait appel, pour une part, et qu'il engendre, pour une autre part, sont incomparablement efficaces. Il donne suite avec une rapidité inexorable aux promesses de richesse et aux menaces de ruine qui sanctionnent ses règles de conduite. Chaque fois que le mode d'existence bourgeois s'affirme suffisamment pour affaiblir les prestiges des autres hiérarchies sociales, ces promesses sont assez fortes pour attirer la grande majorité des intelligences exceptionnelles et pour identifier le succès avec la réussite dans les affaires. Bien que les récompenses ne soient pas distribuées à l'aveuglette, cette réussite suppose néanmoins une part de chance qui ajoute à son attrait ; le jeu des affaires ne ressemble pas à la roulette, mais plutôt au poker. Ces récompenses sont attribuées à la compétence, à l'énergie, à la puissance exceptionnelle de travail ; si, cependant, il était possible de mesurer soit ces qualités en général, soit les accomplissements individuels qui entrent dans la réalisation de chaque réussite spécifique, on constaterait vraisemblablement que les primes effectivement payées ne sont pas proportionnelles à l'un ou l'autre de ces éléments de succès. Des gains impressionnants, beaucoup plus élevés qu'il n'aurait été nécessaire pour provoquer tel ou tel effort spécifique, sont jetés en pâture à une faible minorité de gagnants et, du même coup, impriment une impulsion beaucoup plus puissante que ne l'aurait fait une répartition plus égalitaire et plus « juste » à l'activité de la grande majorité des hommes d'affaires qui, en retour de leurs initiatives, ne reçoivent qu'une rémunération très modeste, sinon rien ou moins que rien, mais qui, néanmoins, s'évertuent au maximum parce qu'ils ont les yeux constamment fixés sur les gros lots et surestiment leurs chances de réussir aussi bien que les gros gagnants. De même, les sanctions du système sont dirigées contre l'incompétence. Mais, bien que les hommes non qualifiés et les méthodes désuètes soient effectivement éliminés, parfois très rapidement, parfois après un sursis, la faillite menace également ou même engloutit plus d'un homme capable et, par suite, ce risque immanent tient en haleine tous les entrepreneurs et agit, à son tour, beaucoup plus efficacement que ne le ferait un système de pénalités plus égalitaire et plus « juste ». Enfin, le succès et l'échec en affaires sont tous les deux idéalement objectifs. Ni l'un ni l'autre ne peuvent être contestés.

Il convient de souligner particulièrement un aspect de cette lutte pour le succès, tant pour nous y référer ultérieurement qu'en raison de son importance au point de vue de notre argumentation présente. Le système capitaliste, concrétisé dans l'institution de l'entreprise privée, enchaîne effectivement la classe bourgeoise à sa tâche en faisant jouer les sanctions que nous venons de décrire et aussi par d'autres liens sur lesquels nous reviendrons. Mais il accomplit davantage encore. Ce même appareil social qui conditionne le rendement des individus et des familles composant, à tout moment considéré, la classe bourgeoise, sélectionne également, *ipso facto*, les individus et les familles appelés à accéder à cette classe ou à en être exclus. Une telle combinaison d'une fonction de sélection et d'une fonction d'impulsion n'est aucunement imposée par une loi générale. Tout au contraire, la plupart des méthodes de sélection sociale (à la différence des « méthodes » de sélection biologique) ne garantissent nullement le rendement des individus sélectionnés et leur impuissance dans cet ordre d'idées constitue même l'un des problèmes cruciaux qui se posent à l'organisation socialiste et que nous aurons à discuter quand nous serons parvenu à un stade ultérieur de notre enquête. Pour le présent, nous nous bornerons à observer l'élégance de la solution que le système capitaliste apporte à ce problème : dans la plupart des cas, l'homme qui accède, en premier lieu, jusqu'à la classe des entrepreneurs, puis qui s'élève à l'intérieur de celle-ci est également un homme d'affaires capable et il a des chances de s'élever exactement dans la mesure justifiée par ses dons - pour la simple raison que, sur le plan capitaliste, accéder à une position et réussir dans cette position sont (ou ont été) synonymes. Une telle donnée de fait, si fréquemment laissée dans

l'ombre en raison des réflexes d'autodéfense des ratés intéressés à la dénier, présente, pour apprécier la société et la civilisation capitalistes, beaucoup plus d'importance que tout ce que l'on peut tirer de la théorie pure du mécanisme capitaliste.

2. Cependant toutes les conclusions que nous pourrions être tentés de déduire de cette notion d'une « performance maximum d'un groupe sélectionné dans des conditions optima » ne sont-elles pas invalidées par une autre donnée de fait, à savoir que cette performance n'est pas branchée sur le service social - ou, si l'on veut, sur la production appliquée à des fins de consommation - mais sert à faire de l'argent? Qu'elle vise à maximiser les profits et non pas le bien-être? Telle a, bien entendu, toujours été l'opinion populaire en dehors de la classe bourgeoise. Cette opinion, les économistes l'ont parfois combattue et parfois défendue. En cours de procès, ils ont apporté à la science une contribution beaucoup plus féconde que les conclusions auxquelles ils ont abouti personnellement et qui, dans la plupart des cas, ne reflètent guère que leur position sociale, leurs intérêts, leurs sympathies et leurs antipathies. Ils ont, en effet, lentement accru nos connaissances concrètes et notre outillage analytique, si bien que les réponses que nous sommes en mesure de donner de nos jours à de nombreuses questions sont, incontestablement, beaucoup plus correctes (bien que moins simples et moins absolues) que celles fournies par nos devanciers.

Pour ne pas remonter plus haut, les économistes dits classiques ¹ étaient pratiquement unanimes. La plupart d'entre eux désapprouvaient à de nombreux égards les institutions sociales de leur époque ainsi que leurs modalités de fonctionnement. Ils combattaient les privilèges des propriétaires fonciers et étaient partisans de réformes sociales - notamment de la réglementation des fabriques - qui n'étaient aucunement compatibles avec le *laissez-faire*. Mais ils étaient absolument convaincus que, dans le cadre institutionnel du capitalisme, les intérêts personnels des industriels et des commerçants tendent à assurer un maximum de rendement dans l'intérêt de tous. S'ils avaient été confrontés avec le problème que nous discutons présentement, ils n'auraient guère hésité à attribuer le taux observé d'accroissement de la production totale aux initiatives privées relativement libres et au motif du profit - peut-être auraient-ils également fait mention d'une « législation favorable » en tant que condition du progrès, mais ils auraient entendu par ce terme la suppression des entraves et, notamment, l'abolition ou la réduction des droits de douane au cours du XIX^e siècle.

Il est excessivement difficile, à l'heure où nous sommes, de rendre justice à ces conceptions. Celles-ci étaient, il va sans dire, les conceptions typiques de la classe bourgeoise anglaise et l'influence

des œillères bourgeoises se manifeste presque à chaque page écrite par les auteurs classiques. Non moins manifestes sont des œillères d'un autre genre : les classiques raisonnaient en fonction d'une situation historique spécifique qu'ils idéalisèrent et dont ils tiraient des généralisations, sans aucun esprit critique. En outre, la plupart d'entre eux paraissent avoir raisonné exclusivement en fonction des intérêts britanni-

¹ Le terme « économistes classiques » servira dans cet ouvrage à désigner les principaux économistes anglais dont les oeuvres ont été publiées entre 1776 et 1848. Adam Smith, Ricardo, Malthus et John Stuart Mill en sont les chefs de file. Il convient de souligner ce point, car il a été fait ultérieurement en emploi beaucoup plus extensif de ce terme.

ques et des problèmes de leur temps ¹. Telle est la raison pour laquelle, dans d'autres pays et à d'autres époques, le public s'est détourné de leurs théories, fréquemment jusqu'au point de ne pas même se donner la peine de les comprendre. Or, il ne serait pas judicieux d'écarter leur enseignement pour de tels motifs. Un homme qui a des préjugés peut néanmoins dire la vérité. Des principes développés en partant de cas particuliers peuvent néanmoins avoir une validité générale. Enfin, les adversaires et les successeurs des classiques ont eu et ont, eux aussi, des œillères et des idées préconçues, certes différentes, mais non moins nombreuses : ils envisageaient et envisagent des cas différents, mais non moins particuliers.

Du point de vue de l'analyse économique, le principal mérite des classiques consiste en ce qu'ils ont réfuté, en même temps que bien d'autres erreurs grossières, la notion naïve d'après laquelle, en société capitaliste, l'activité économique, dit seul fait qu'elle est axée sur le motif du profit, doit nécessairement aller à l'encontre des intérêts des consommateurs; ou encore, pour nous exprimer en termes différents, que la conquête de l'argent détourne nécessairement la production de ses objets sociaux; ou enfin que les profits privés, tant en eux-mêmes que par la déformation corrélative du processus économique, se traduiraient toujours par une perte nette pour le public, à l'exception des individus qui les encaissent, et représenteraient par conséquent un gain net susceptible d'être moissonné par des mesures de socialisation. Si nous nous bornons à apprécier la logique de ces thèses et de thèses similaires qu'aucun économiste qualifié n'a jamais songé à soutenir, leur réfutation par les classiques peut, certes, paraître banale. Si, cependant, nous en venons à considérer tous les slogans et théories impliquant, consciemment ou inconsciemment, de telles conséquences et qui, une fois de plus, nous sont resservis tout chauds de nos jours, nous éprouvons davantage de respect pour la performance des classiques. Que l'on me permette d'ajouter immédiatement que ces auteurs, eux aussi, avaient nettement conscience (non sans l'avoir peut-être surestimé) du rôle joué par l'épargne et l'accumulation et qu'ils établissaient entre l'épargne et le taux de « progrès » observé par eux une liaison, certes approximative, mais essentiellement correcte. Enfin et surtout, la sagesse pratique de leur doctrine, leur souci de responsabilité envers les générations futures et leur qualité de courage contrastent favorablement avec nos hystéries contemporaines.

Cependant, entre *concevoir*, d'une part, que la chasse au profit maximum et la tendance au rendement maximum ne sont pas nécessairement incompatibles et prouver, d'autre part, que la première implique nécessairement (tout au moins dans l'immense majorité des cas) la seconde, il existe un abîme beaucoup plus large que ne le supposaient les classiques - et ils n'ont jamais réussi à jeter un pont d'un bord à l'autre. L'économiste moderne, quand il étudie leurs doctrines, ne cesse de se demander comment ils ont pu se satisfaire de leurs arguments ou prendre ces arguments pour des preuves : à la lumière de l'analyse contemporaine, il apparaît que, pour sûre que puisse avoir été leur *intuition*, leur *théorie* doit être tenue pour un château de cartes ².

¹ N. D. T. - On peut adresser exactement la même critique au système keynésien conçu essentiellement en fonction des problèmes britanniques tels qu'ils se posaient environ 1930.

² Rappelons au lecteur notre insistance, dans le cas de Marx, sur la distinction à effectuer entre l'intuition et la théorie d'un auteur. Néanmoins, il importe toujours de se rappeler que l'aptitude à voir les choses dans leur vraie perspective peut être et est fréquemment dissociée de l'aptitude à raisonner correctement (et *vice versa*). C'est pourquoi un homme peut être un excellent théoricien et cependant énoncer des absurdités pures et simples chaque fois qu'il entreprend la tâche consistant à diagnostiquer dans son ensemble une situation historique concrète.

3. Nous procéderons à une telle analyse en deux étapes et en ne la poussant que jusqu'au point nécessaire pour clarifier notre problème. Historiquement, la première étape nous conduira jusqu'à la première période décennale du XX^e siècle et la seconde couvrira certains des développements de l'économie scientifique à partir de 1919. A parler franc, j'ignore quel parti le lecteur non professionnel pourra tirer de ces aperçus : comme toute autre branche du savoir humain, la science économique, au fur et à mesure que s'améliorent ses méthodes analytiques, s'éloigne, par une nécessité impérieuse, de la période heureuse pendant laquelle tous ses problèmes, méthodes et résultats pouvaient être mis à la portée de toute personne cultivée, mais non spécialement entraînée. Quoi qu'il en soit, je ferai de mon mieux.

La première étape peut être symbolisée par deux grands noms, révévés jusqu'à nos jours par d'innombrables disciples (par ceux, tout au moins, qui ne craignent pas, comme le craignent, de toute évidence, beaucoup d'entre eux, de manquer d'usage en témoignant de leur respect envers quelqu'un ou quelque chose) : Alfred Marshall et Knut Wicksell¹. Leur articulation théorique n'a guère de points commun avec celle des classiques - bien que Marshall ait fait de son mieux pour dissimuler cette divergence - mais ils ont retenu la thèse classique selon laquelle, en cas de concurrence parfaite, l'aspiration du producteur au profit tend à maximiser la production. Ils ont même fourni une preuve presque satisfaisante de cette thèse. A vrai dire, au cours du traitement destiné à l'énoncer et à la démontrer plus correctement, elle a perdu beaucoup de son contenu - certes, elle a survécu à l'opération, mais émaciée et respirant à peine². Néanmoins, on peut montrer, dans le cadre des hypothèses générales de l'analyse Marshall-Wicksell, que les firmes incapables d'exercer par leur action isolée

¹ Les *Principes* (le Marshall (1^{re} édition 1890) et les *Lectures* de Wicksell (I^{re} édition suédoise 1901) méritent la primauté que je leur confère, étant donné l'influence qu'ils ont exercée sur beaucoup d'esprits en cours de formation et aussi en raison du fait qu'ils ont élaboré la théorie dans un esprit résolument pratique. Sur un plan purement scientifique, la préséance devrait être reconnue à l'œuvre de Léon Walras. Les noms américains à citer sont ceux de J.-B. Clark, Irving Fisher et F.-W. Taussig.

² Anticipant sur mon argumentation ultérieure (cf. chap. 8, je vais clarifier brièvement dans cette note le passage ci-dessus. L'analyse du mécanisme de l'économie de profit n'a pas conduit seulement à découvrir des exceptions au principe selon lequel la concurrence industrielle tend à maximiser la production, mais aussi à découvrir que la preuve de ce principe même repose sur des hypothèses qui le réduisent à peu près à un truisme. Cependant sa valeur pratique est particulièrement affaiblie par les deux considérations suivantes :

1° Le principe, dans la mesure où il peut être prouvé, vaut pour un état d'équilibre statique. Or, la réalité capitaliste consiste essentiellement dans un processus de changement. Quand on apprécie la performance de l'initiative concurrentielle, il est presque (mais non tout à fait) oiseux de se demander si celle-ci tendrait ou non à maximiser la production au cas où l'économie fonctionnerait en régime de parfait équilibre stationnaire.

2° Ce principe, tel qu'il a été énoncé par Wicksell, constitue le résidu d'une proposition plus ambitieuse qui figure également dans l'œuvre de Marshall, bien que sous une forme plus restrictive - à savoir le théorème d'après lequel l'industrie concurrentielle tend à maximiser la satisfaction des besoins. Cependant, même si nous écartons les graves objections que l'on peut opposer à la mise en jeu de dimensions psychologiques non mesurables, il est facile de voir que ce théorème se ramène à une banalité, à savoir que, nonobstant les données et, notamment, l'organisation institutionnelle d'une société, l'action humaine, pour autant qu'elle est rationnelle, doit toujours tendre à tirer le meilleur parti possible d'une situation de fait. En dernière analyse, le dit théorème revient à définir l'action rationnelle et peut, par conséquent, être mis en parallèle avec les théorèmes analogues valables, par exemple, pour une société collectiviste. Cependant, il en va de même pour le principe de la production maximum. Aucune des deux propositions n'exprime une propriété spécifique de l'initiative privée concurrentielle. Ceci ne veut pas dire que de telles propriétés n'existent pas - mais seulement qu'elles ne sont pas simplement inhérentes à la *logique* de la concurrence.

une influence quelconque sur le prix des produits qu'elles vendent ou sur celui des facteurs de production qu'elles emploient (si bien que leurs lamentations relatives au fait que tout accroissement de production tend à comprimer leurs prix de vente et à majorer le coût de leurs facteurs sont condamnées à rester platoniques) développeront leur production jusqu'au point où la dépense additionnelle engagée pour accroître légèrement la production (coût marginal) est exactement égale au prix de vente du supplément produit - en d'autres termes, que Ces firmes produiront autant qu'elles peuvent le faire sans subir de perte. Or, il est possible de démontrer que le volume d'une telle production coïnciderait, en règle générale, avec celui de la production « socialement désirable ». En termes plus techniques, les prix, en pareil cas, ne constituent pas, du point de vue de la firme isolée, des variables, mais bien des paramètres et, quand il en va ainsi,

il existe une situation d'équilibre dans laquelle toutes les productions sont portées au maximum et tous les facteurs sont pleinement employés. Ce cas est habituellement désigné par le terme « concurrence parfaite ». En nous référant à ce que nous avons dit du processus de sélection qui agit sur toutes les firmes et sur leurs chefs, nous serions effectivement fondés à nous former une opinion très optimiste des résultats à attendre d'un groupe d'individus extrêmement sélectionnés et qui, dans le cadre d'un tel « modèle », seraient contraints par le motif du profit à bander toutes leurs énergies aux fins de maximiser la production et de minimiser les coûts. On pourrait, notamment, croire à première vue que, dans un système conforme à ce modèle, certaines des principales causes de gaspillage social brilleraient par leur absence : au demeurant, un instant de réflexion doit nous convaincre que ceci revient à formuler différemment la phrase précédente.

4. Passons à la deuxième étape. L'analyse Marshall-Wicksell n'a pas, bien entendu, perdu de vue les cas nombreux qui sortent du cadre de la concurrence parfaite et les classiques ne les avaient pas négligés davantage, car ils avaient reconnu l'existence de cas de « monopole » et Adam Smith lui-même avait soigneusement noté la mise en oeuvre fréquente de procédés visant à restreindre la concurrence, ainsi que les différences de flexibilité des prix résultant de telles pratiques¹. Néanmoins, ils tenaient ces cas de monopole pour des exceptions, susceptibles d'être éliminées à la longue. Marshall partageait d'ailleurs dans quelque mesure cette opinion : bien qu'il ait élaboré la théorie du monopole de Cournot² et bien qu'il ait anticipé sur l'analyse moderne en attirant l'attention sur le fait que la plupart des firmes disposent en propre de marchés particuliers auxquels elles imposent leurs prix au lieu d'accepter provisoirement des prix de concurrence³, le maître de Cambridge avait néanmoins, tout comme Wicksell, ajusté ses conclusions générales au cadre général de la concurrence parfaite et suggéré du même coup, à la manière des classiques, que celle-ci constitue la règle. Ni Marshall, ni Wicksell, ni les classiques n'ont reconnu que la concurrence

¹ Adam Smith a même souligné, dans des termes qui présentent une analogie frappante avec nos points de vue contemporains, l'opposition existant entre les intérêts de chaque branche productrice et ceux du public et évoqué les Conspirations, dirigées contre les consommateurs, qui, selon lui, pouvaient être fomentées au cours de chaque dîner d'hommes d'affaires.

² Augustin Cournot, 1801-1877.

³ C'est pourquoi il n'est pas défendu de faire remonter à Marshall la théorie, ultérieurement formulée, de la concurrence imparfaite. Bien qu'il n'ait pas élaboré cette conception, il a pris plus nettement conscience du phénomène que ne l'ont fait beaucoup des protagonistes de la dite thèse : il n'en a pas, notamment, exagéré la portée.

parfaite constitue une exception et que, même si elle était de règle, il y aurait beaucoup moins lieu de s'en féliciter que l'on ne pourrait le croire à première vue.

Si nous examinons de plus près les conditions (qui n'ont pas toutes été explicitement formulées, ni même clairement aperçues, par Marshall et Wicksell) qui doivent être remplies aux fins de réaliser la concurrence parfaite, nous nous rendons immédiatement compte que, abstraction faite de la production agricole commune, les cas où elle joue ne sauraient être nombreux. Certes, un agriculteur fournit dans de telles conditions son blé ou son coton : à son point de vue, les prix courants de ces produits sont des données (d'ailleurs très variables) et, n'étant pas en mesure de les influencer par son action personnelle, il se borne à y adapter sa production; comme tous les agriculteurs agissent de même, les prix et quantités finissent par s'ajuster conformément aux exigences de la théorie de la concurrence parfaite. Toutefois, même à s'en tenir au secteur agricole, on constate qu'une telle passivité cesse d'être de règle pour de nombreux produits - tels que volailles, saucisses, légumes et beaucoup de produits laitiers. Enfin, en ce qui concerne pratiquement tous les produits et services finis de l'industrie et du commerce, il est évident que chaque épicier, chaque station d'essence, chaque fabricant de gants ou de crème à raser ou de scies à main dispose en propre d'un petit marché précaire qu'il essaie - qu'il doit essayer - de créer et de maintenir en faisant jouer la stratégie des prix, la stratégie des qualités (« différenciation des produits ») et la publicité. Du même coup, nous avons affaire à un « modèle » entièrement différent, pour lequel il n'y a, semble-t-il, aucune raison de s'attendre à ce qu'il donne les résultats de la concurrence parfaite, mais qui s'ajuste beaucoup mieux au schéma du monopole. En pareils cas, nous parlons de concurrence monopolistique, dont la théorie a constitué, entre les deux guerres, l'une des principales contributions à la science économique ¹.

Reste une large gamme de produits substantiellement homogènes - principalement : matières premières industrielles et produits semi-finis, tels que lingots d'acier, ciments, cotonnades unies, etc. - pour lesquels ne semblent pas prévaloir les conditions qui favorisent l'apparition de la concurrence monopolistique. Nous n'en disconvenons pas. Néanmoins, en règle générale, des conséquences analogues se manifestent sur les marchés, dans la mesure où ceux-ci constituent en majeure partie le domaine de firmes de très grande taille qui, isolément ou de concert, sont en mesure de manipuler les prix sans même différencier leurs produits - c'est-à-dire en cas d'oligopoles. A cet égard encore, le schéma, correctement adapté, du monopole paraît décrire ce type de politique commerciale beaucoup mieux que ne le fait le schéma de la concurrence parfaite.

Aussitôt que l'on a reconnu la prévalence de la concurrence monopolistique ou de l'oligopole ou de combinaisons de ces deux formules, beaucoup des thèses enseignées avec une parfaite sérénité par la génération d'économistes contemporains de Marshall-Wicksell deviennent ou bien inapplicables, ou bien beaucoup plus difficiles à démontrer. Ceci vaut, en premier lieu, pour les propositions pivotant autour du concept fondamental de l'équilibre, c'est-à-dire d'un état déterminé de l'organisme économique vers lequel tend n'importe quel autre état temporaire et que caractérisent certaines propriétés. Dans le cas général de l'oligopole, il n'existe en fait aucun équilibre déterminé et la possibilité apparaît d'une série indéfinie de marches et de

¹ Cf. notamment E. S. Chamberlin, *Theory of Monopolistic Competition* et Joan Robinson, *The Economics of Imperfect Competition*.

contremarches, d'un état de guerre perpétuel entre les firmes concurrentes. Certes, il se trouve beaucoup de cas spéciaux pour lesquels un état d'équilibre existe théoriquement. Cependant, en second lieu, même dans de tels cas, non seulement l'équilibre est beaucoup plus difficile à atteindre que dans celui de la concurrence parfaite (et encore plus difficile à maintenir), mais de plus il y a beaucoup de chances, semble-t-il, pour que la concurrence « bienfaisante » du type classique fasse place à une concurrence destructrice, à une « guerre au couteau » ou, simplement, à des luttes pour prise de contrôle, menées sur le terrain financier. Or, de telles manœuvres constituent autant de sources de gaspillage social, auxquelles s'en ajoutent bien d'autres telles que les frais des campagnes de publicité, l'étouffement des nouvelles méthodes de production (achats de brevets pour ne pas les exploiter) et ainsi de suite. Enfin, et ce point est le plus important de tous : dans les conditions envisagées, l'équilibre, même s'il est finalement atteint en usant de procédés extrêmement onéreux, cesse de garantir soit le plein emploi, soit la production maximum au sens de la concurrence parfaite. L'équilibre peut exister sans plein emploi; il doit, semble-t-il, s'établir à un niveau de production inférieur au maximum réalisable, car la stratégie visant à défendre le profit, inapplicable dans des conditions de concurrence parfaite, non seulement devient alors possible, mais encore s'impose d'elle-même.

De telles constatations ne confirment-elles pas l'idée que l'homme de la rue (s'il n'est pas un *businessman*) s'est toujours faite des pratiques en honneur dans la vie des affaires? L'analyse moderne n'a-t-elle pas complètement réfuté la doctrine classique tout en justifiant les opinions populaires? N'est-on pas, en fin de compte, parfaitement fondé à soutenir qu'il n'existe guère de parallélisme entre la production pour le profit et la production pour le consommateur et que le régime de l'entreprise privée n'est guère davantage qu'un système visant à comprimer la production aux fins d'extorquer des profits, lesquels devraient être bien plutôt qualifiés de dîmes ou de rançons?

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 7

Le processus de destruction créatrice

[Retour à la table des matières](#)

Les théories de la concurrence monopolistique et oligopolistique ainsi que leurs variantes populaires peuvent être utilisées de deux manières aux fins de soutenir la conception d'après laquelle la réalité capitaliste serait incompatible avec le rendement maximum de la production. On peut, en effet, soutenir qu'il en a toujours été ainsi et que, au long des âges, la production s'est développée nonobstant le sabotage séculaire perpétré par les dirigeants bourgeois. Les partisans de cette thèse devraient alors faire la preuve que le taux de croissance constaté peut s'expliquer par une série de circonstances favorables, indépendantes du mécanisme de l'entreprise privée et suffisamment fortes pour surmonter les frictions de ce dernier. Telle est précisément la question que nous discuterons au cours du chapitre 9. Cependant les personnes qui adoptent cette variante y gagnent au moins l'avantage d'éviter les difficultés d'ordre historique auxquelles doivent faire face les avocats de la thèse alternative, qui, tout en admettant que la réalité capitaliste aurait tendu naguère à favoriser le rendement productif maximum (ou, à tout le moins, un rendement assez considérable pour constituer un élément essentiel à considérer quand on cherche à porter un jugement réfléchi sur le régime), n'en soutiennent pas moins que cette tendance a été désormais renversée par le foisonnement ultérieur, destructeur de la concurrence, des structures monopolistiques.

En premier lieu, cette thèse suppose l'existence antérieure, parfaitement imaginaire, d'un âge d'or de la concurrence parfaite qui, à un moment donné et selon un processus inconnu, aurait fait place à un âge de monopole. Or, il est tout à fait évident que la concurrence parfaite ne s'est, à aucune époque, concrétisée davantage que ce n'est le cas de nos jours. En second lieu, il importe de souligner que le taux d'accroissement de la production n'a pas diminué à partir de 1890-1900, c'est-à-dire à partir de la période où, selon moi, la prévalence des très grandes entreprises s'est affirmée, tout au moins dans l'industrie; que rien dans l'allure des séries de production totale ne suggère une « rupture de tendance » ; enfin, point important entre tous, que le niveau d'existence contemporain des masses s'est précisément amélioré durant la période où les grosses affaires étaient relativement libres de toute entrave. Si nous dressons la liste des éléments qui entrent dans le budget d'un ouvrier moderne et si nous observons, à partir de 1890, l'évolution de leurs prix, non pas en termes monétaires, mais en termes d'heures de travail nécessaires pour les acheter (ce qui revient à diviser chaque année les prix nominaux par les salaires horaires), nous ne pouvons manquer d'être frappés par l'allure du progrès qui, compte tenu de l'amélioration remarquable des qualités, paraît avoir été plus rapide qu'il ne l'avait jamais été auparavant. Si les économistes se complaisaient moins à leurs thèses aprioristes et se tournaient davantage vers l'observation des faits, des doutes s'élèveraient immédiatement dans leur esprit à l'égard du réalisme d'une théorie qui les incite à s'attendre à un résultat tout différent. Et ce n'est pas tout. Dès que, entrant dans le détail, nous considérons chacun des articles de consommation pour lesquels le progrès a été le plus frappant, cette piste ne nous conduit pas au seuil des firmes travaillant dans des conditions de concurrence relativement libre, mais bien à la porte des grandes sociétés - qui, comme dans le cas du machinisme agricole, contribuent également pour une large part aux progrès du secteur concurrentiel - et un soupçon hérétique s'insinue dans notre esprit, à savoir que, loin de comprimer le niveau d'existence, l'action des entreprises hors série l'a bien plutôt rehaussé.

Au vrai, les conclusions auxquelles nous avons fait allusion vers la fin du chapitre précédent sont presque entièrement fausses - et pourtant elles dérivent d'observations et de théorèmes qui sont presque entièrement ¹ vrais. Les économistes et les publicistes se sont, une fois de plus, lancés à l'aventure en se guidant sur les quelques fragments de réalité qu'ils avaient réussi à appréhender. Certes, dans la plupart des cas, ils avaient exactement observé ces fragments et correctement reconnu leurs propriétés formelles. Mais de telles analyses fragmentaires il est impossible de dégager des conclusions valables sur la réalité capitaliste dans son ensemble. Si, néanmoins, l'on se risque à en formuler, on ne peut tomber juste que par accident. Cette chance a été tentée, mais l'accident heureux ne s'est pas produit.

La point essentiel à saisir consiste en ce que, quand nous traitons du capitalisme, nous avons affaire à un processus d'évolution. Il peut paraître singulier que d'aucuns puissent méconnaître une vérité aussi évidente et, au demeurant, depuis si longtemps

¹ En fait, ces observations de théoriciens ne sont pas entièrement satisfaisantes. Les exposés habituels de la doctrine de la concurrence imparfaite ne prêtent pas, notamment, l'attention qui leur est due aux cas nombreux et importants dans lesquels, même sur le plan de la théorie statique, les résultats de la concurrence imparfaite se rapprochent de ceux de la concurrence parfaite.

Dans d'autres cas, les résultats diffèrent, mais la concurrence imparfaite offre des compensations qui, bien que ne s'incorporant à aucun indice de production, n'en contribuent pas moins aux éléments que cet indice sert, en dernière analyse, à mesurer - à savoir les cas dans lesquels une firme défend son marché en se faisant, par exemple, une réputation de bonne qualité et de servabilité. Néanmoins, pour ne pas compliquer notre exposé, nous ne discuterons pas cette doctrine en nous plaçant sur son propre terrain.

mise en lumière par Karl Marx. Elle n'en est pas moins invariablement négligée par l'analyse en pièces détachées qui nous a fourni le gros de nos thèses relatives au fonctionnement du capitalisme moderne. Il convient donc de décrire à nouveau ce processus et de voir comme il réagit sur les données de notre problème.

Le capitalisme, répétons-le, constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir. Or, ce caractère évolutionniste du processus capitaliste ne tient pas seulement au fait que la vie économique s'écoule dans un cadre social et naturel qui se transforme incessamment et dont les transformations modifient les données de l'action économique : certes, ce facteur est important, mais, bien que de telles transformations (guerres, révolutions, etc.) conditionnent fréquemment les mutations industrielles, elles n'en constituent pas les moteurs primordiaux. Le caractère évolutionniste du régime ne tient pas davantage à un accroissement quasi-automatique de la population et du capital, ni aux caprices des systèmes monétaires - car ces facteurs, eux aussi, constituent des conditions et non des causes premières. En fait, l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle - tous éléments créés par l'initiative capitaliste.

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le contenu des budgets ouvriers, disons de 1760 à 1940, n'a pas simplement grossi sur la base d'un assortiment constant, mais il s'est constamment modifié du point de vue qualitatif. De même, l'histoire de l'équipement productif d'une ferme typique, à partir du moment où furent rationalisés l'assolement, les façons culturales et l'élevage jusqu'à aboutir à l'agriculture mécanisée contemporaine - débouchant sur les silos et les voies ferrées, - ne diffère pas de l'histoire de l'équipement productif de l'industrie métallurgique, depuis le four à charbon de bois jusqu'à nos hauts fourneaux contemporains, ou de l'histoire de l'équipement productif d'énergie, depuis la roue hydraulique jusqu'à la turbine moderne, ou de l'histoire des transports, depuis la diligence jusqu'à l'avion. L'ouverture de nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées telles que l'U.S. *Steel*, constituent d'autres exemples du même processus de mutation industrielle - si l'on me passe cette expression biologique - qui révolutionne incessamment ¹ *de l'intérieur* la structure économique, en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement des éléments neufs. Ce processus de *Destruction Créatrice* constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter. Or, la dite donnée affecte notre problème à un double point de vue.

En premier lieu, puisque nous avons affaire à un processus dont chaque élément ne révèle ses véritables caractéristiques et ses effets définitifs qu'à très long terme, il est vain d'essayer d'apprécier le rendement de ce système à un moment donné - mais on doit juger son rendement à travers le temps, tel qu'il se déroule sur des dizaines ou des centaines d'années. Un système - tout système, économique ou autre - qui, à tout

¹ A strictement parler, ces révolutions ne sont pas incessantes : elles se réalisent par poussées disjointes, séparées les unes des autres par des périodes de calme relatif. Néanmoins, le processus dans son ensemble agit sans interruption, en ce sens qu'à tout moment ou bien une révolution se produit ou bien les résultats d'une révolution sont assimilés.

instant considéré, exploite au maximum ses possibilités peut néanmoins, à la longue, être inférieur à un système qui n'atteint à *aucun* moment de résultat, un tel échec pouvant précisément conditionner le niveau ou l'élan de la performance à long terme.

En deuxième lieu, puisque nous avons affaire à un processus organique, l'analyse du fonctionnement d'un élément spécifique de l'organisme - par exemple, d'une entreprise ou branche distincte - est, certes, susceptible d'élucider certaines particularités du mécanisme, mais non de conduire à des conclusions plus générales. Chaque mouvement de la stratégie des affaires ne prend son véritable sens que par rapport à ce processus et en le replaçant dans la situation d'ensemble engendrée par lui. Il importe de reconnaître le rôle joué par un tel mouvement au sein de l'ouragan perpétuel de destruction créatrice - à défaut de quoi il deviendrait incompréhensible, tout comme si l'on acceptait l'hypothèse d'un calme perpétuel.

Cependant une telle hypothèse est précisément adoptée par les économistes qui, d'un point de vue instantané, considèrent, par exemple, le comportement d'une industrie oligopolistique - comprenant seulement quelques grandes firmes - et observent les manœuvres et contre-manœuvres habituelles, lesquelles ne paraissent viser d'autre objectif que de restreindre la production en rehaussant les prix de vente. Ces économistes acceptent les données d'une situation temporaire comme si elle n'était reliée ni à un passé, ni à un avenir et ils s'imaginent avoir été au fond des choses dès lors qu'ils ont interprété le comportement des firmes en appliquant, sur la base des données observées, le principe de la maximisation du profit. Les théoriciens, dans leurs articles habituels, et les commissions gouvernementales, dans leurs rapports courants, ne s'appliquent presque jamais à considérer ce comportement, d'une part, comme le dénouement d'une tranche d'histoire ancienne et, d'autre part, comme une tentative pour s'adapter à une situation appelée, à coup sûr, à se modifier sans délai - comme une tentative, de la part de ces firmes, à se maintenir en équilibre sur un terrain qui se dérobe sous leurs pieds. En d'autres termes, le problème généralement pris en considération est celui d'établir comment le capitalisme gère les structures existantes, alors que le problème qui importe est celui de découvrir comment il crée, puis détruit ces structures. Aussi longtemps qu'il n'a pas pris conscience de ce fait, le chercheur se consacre à une tâche dépourvue de sens, mais, dès qu'il en a pris conscience, sa vision des pratiques capitalistes et de leurs conséquences sociales s'en trouve considérablement modifiée ¹.

Du même coup, en premier lieu, est jetée par-dessus bord la conception traditionnelle du fonctionnement de la concurrence. Les économistes commencent - enfin - à se débarrasser des œillères qui ne leur laissaient pas voir autre chose que la concurrence des prix. Dès que la concurrence des qualités et l'effort de vente sont admis dans l'enceinte sacrée de la théorie, la variable prix cesse d'occuper sa position dominante. Néanmoins, l'attention du théoricien continue à rester exclusivement fixée sur les modalités d'une concurrence enserrée dans un système de conditions (notamment de méthodes de production et de types d'organisation industrielle) immuables. Mais, dans la réalité capitaliste (par opposition avec l'image qu'en donnent les manuels), ce n'est pas cette modalité de concurrence qui compte, mais bien celle inhérente à l'appa-

¹ Il est bien entendu que ce changement de perspective affecte seulement notre évaluation du rendement économique, et non pas notre jugement moral. En raison de leur caractère autonome, l'approbation ou la désapprobation morales sont entièrement indépendantes de notre évaluation des résultats (sociaux ou extra-sociaux), à moins que nous n'adoptions un système moral tel que l'utilitarisme, dans lequel le point de vue moral est, par définition, conditionné par le point de vue rendement.

rition d'un produit, d'une technique, d'une source de ravitaillement, d'un nouveau type d'organisation (par exemple l'unité de contrôle à très grande échelle) - c'est-à-dire la concurrence qui s'appuie sur une supériorité décisive aux points de vue coût ou qualité et qui s'attaque, non pas seulement aux marges bénéficiaires et aux productions marginales des firmes existantes, mais bien à leurs fondements et à leur existence même. L'action de cette modalité de concurrence dépasse celle de la concurrence des prix tout autant que les effets d'un bombardement dépassent ceux d'une pesée sur une porte et son efficacité est tellement plus grande que la question de savoir si la concurrence au sens ordinaire du terme joue plus ou moins rapidement devient relativement insignifiante : en tout état de cause, le levier puissant, qui, à la longue, rehausse la production en comprimant les prix, est d'un tout autre calibre.

Il est à peine nécessaire de signaler que la concurrence du type présentement évoqué n'agit pas seulement quand elle se concrétise, mais aussi quand elle n'existe qu'à l'état latent de menace toujours présente, sa pression s'exerçant avant même qu'elle ne passe à l'offensive. L'homme d'affaires se sent placé dans une situation concurrentielle même s'il n'a pas de rival dans sa branche ou si, bien que n'étant pas seul de son espèce, il occupe une position telle que les enquêteurs officiels, ne constatant aucune concurrence effective entre lui et les autres firmes de la même branche ou de branches voisines, concluent à l'inanité des appréhensions concurrentielles formulées par lui : en fait, dans de nombreux cas, sinon dans tous, une telle pression virtuelle impose un comportement très analogue à celui que déterminerait un système de concurrence parfaite.

Beaucoup de théoriciens adoptent un point de vue opposé que nous allons illustrer par un exemple. Supposons qu'un certain nombre de détaillants établis dans un même quartier s'efforcent d'améliorer leurs positions relatives en faisant preuve de complaisance et en créant une « ambiance », tout en évitant la concurrence des prix et en s'en tenant aux méthodes locales traditionnelles - c'est-à-dire à la stagnation routinière. Au fur et à mesure que des nouveaux venus s'établissent, le quasi-équilibre antérieur est détruit, mais dans des conditions qui ne sont aucunement avantageuses pour la clientèle. L'espace économique ménagé autour de chaque boutique s'étant rétréci, les commerçants ne sont plus en mesure de gagner leur vie et ils vont s'efforcer d'améliorer leur sort en rehaussant leurs prix par voie d'accord tacite. Or, une telle hausse aura pour effet de comprimer davantage leurs ventes et, sous l'effet de ce rétrécissement progressif, une situation se développera dans laquelle une offre virtuelle croissante sera associée à des prix croissants (et non décroissants) et à des ventes décroissantes (et non croissantes).

De tels cas se produisent effectivement et il est utile de les analyser. Néanmoins, comme l'indiquent les exemples pratiques habituellement invoqués, il ne s'agit là que de cas marginaux généralement constatés dans les secteurs les plus éloignés des conditions les plus caractéristiques de l'activité capitaliste¹. En outre, de tels cas sont essentiellement transitoires. Dans celui du commerce de détail, la concurrence qui importe ne prend pas naissance dans les boutiques additionnelles du même gabarit,

¹ Ce caractère marginal vaut également pour un théorème fréquemment énoncé dans les exposés de la théorie de la concurrence imparfaite, à savoir que la taille des entreprises industrielles ou commerciales travaillant dans des conditions de concurrence imparfaite tend à être irrationnellement réduite. Étant donné que les mêmes théoriciens considèrent simultanément la concurrence imparfaite comme une caractéristique essentielle de l'industrie moderne, il est permis de se demander dans quel monde vivent ces auteurs, à moins qu'ils ne considèrent exclusivement les cas marginaux évoqués ci-dessus.

mais bien dans les grands magasins, les maisons à succursales multiples, les maisons de vente à tempérament, les prix uniques, les supermarkets où les clients se servent librement et paient leurs emplettes à la sortie, c'est-à-dire dans les entreprises rationalisées qui sont appelées à éliminer tôt ou tard les boutiques malthusiennes ¹. Or, une élaboration théorique qui néglige cet aspect essentiel du cas étudié perd de vue du même coup tout ce qui constitue son caractère le plus typiquement capitaliste. Une telle analyse, fût-elle correcte en logique comme en fait, revient à jouer Hamlet sans faire intervenir le prince de Danemark.

¹ La simple menace d'une telle offensive novatrice ne saurait, étant donné les conditions personnelles et extérieures dans lesquelles travaillent les petits commerçants, exercer son action normale de discipline des prix, car le détaillant modeste est par trop lié par son prix de revient excessif et, quelle que soit l'efficacité de sa gestion à l'intérieur du cadre dont il ne peut sortir, il n'est jamais en mesure de s'adapter aux méthodes de concurrents pouvant se permettre de vendre au prix auquel lui-même achète.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 8

Pratiques monopolistiques

[Retour à la table des matières](#)

Nos explications antérieures ont suffi sans doute à mettre le lecteur en mesure d'interpréter la grande majorité des cas qu'il a des chances d'observer en pratique et de se convaincre du faible poids de la plupart des critiques, dirigées contre l'économie de profit, qui s'appuient, directement ou indirectement, sur l'absence de concurrence parfaite. Comme, toutefois, la validité de notre argumentation à l'encontre de certaines de ces critiques peut ne pas être évidente à première vue, il nous paraît utile de la développer quelque peu aux fins d'en expliciter davantage certains points.

1. - Nous venons de voir que (à la fois effectivement et virtuellement) le choc des innovations - par exemple des techniques nouvelles - sur la structure existante d'une industrie réduit grandement, en durée et en importance, l'influence des pratiques qui visent, en restreignant la production, à maintenir des situations acquises et à maximiser les profits qu'elles procurent. Il nous faut maintenant reconnaître également que les pratiques restrictives de cette nature, pour autant qu'elles sont efficaces, prennent une signification nouvelle au sein de l'ouragan perpétuel de destruction créatrice, signification qu'elles ne revêtiraient pas dans une situation stationnaire ou dans un état de croissance lent et équilibré. Dans chacun de ces deux cas, une stratégie restrictive ne produirait aucun résultat, sinon un accroissement des profits aux dépens des acheteurs, étant entendu que, dans le cas du progrès équilibré, la limitation des ventes

pourrait constituer la méthode la plus commode et la plus efficace pour obtenir les fonds nécessaires au financement des investissements supplémentaires ¹. Quand, cependant, une économie est engagée dans le processus de destruction créatrice, les pratiques restrictives peuvent contribuer beaucoup à redresser le navire et à atténuer des difficultés temporaires : en fait, il s'agit là d'un argument bien connu, qui revient toujours sur l'eau en périodes de dépression et qui, chacun le sait, a trouvé une large audience (la N. R. A. en fait foi) auprès des gouvernements et de leurs conseillers économiques. D'ailleurs, tout en ayant abusé à un tel point et en ayant fait une application si fautive que la plupart des économistes le méprisent cordialement, les experts responsables de ces malfaçons ² sont invariablement incapables de reconnaître sa justification beaucoup plus générale.

En pratique, tout investissement entraîne, en liaison nécessaire avec les initiatives des entrepreneurs, certaines mesures de protection, telles que l'assurance ou l'arbitrage. Investir à long terme quand les conditions se modifient rapidement (et, notamment, quand elles changent ou peuvent changer à tout moment sous le choc de techniques ou produits nouveaux) constitue un exercice à peu près aussi hasardeux que celui consistant à tirer sur une cible, non seulement indistincte, mais encore mobile - et, qui plus est, se déplaçant par saccades. Par suite, il devient nécessaire de recourir à des procédés de protection, tels que brevets, maintien temporaire des secrets de fabrication ou, dans certains cas, contrats à long terme conclus à l'avance. Cependant ces procédés, auxquels la plupart des économistes reconnaissent le caractère d'éléments normaux d'une gestion rationnelle ³, constituent seulement des cas particuliers d'une catégorie plus vaste comprenant bien d'autres mesures réprouvées par la majorité des économistes, bien qu'elles ne diffèrent pas fondamentalement de celles tolérées par eux.

Si, par exemple, un risque de guerre est assurable, personne ne reprochera à une firme de recouvrer le coût des primes sur les acheteurs de ses produits. Or, ce risque, même s'il n'existe aucun moyen de l'assurer, n'en constitue pas moins un élément du prix de revient à long terme et, dans ce cas, une stratégie des prix visant au même objet pourra donner l'impression d'impliquer des restrictions évitables et d'engendrer des profits excessifs. De même, si un brevet ne peut être pris ou si, au cas où il serait accordé, il ne procurerait pas une protection efficace, il peut être nécessaire de prendre d'autres dispositions aux fins de justifier l'investissement - par exemple, d'appli-

¹ Les théoriciens ont accoutumé de tenir quiconque admet cette possibilité pour coupable d'erreur grossière et d'enchaîner en démontrant que le financement réalisé en empruntant aux banques ou aux épargnants privés ou, dans le cas des entreprises publiques, le financement par voie d'impôts directs sont beaucoup plus rationnels que le financement réalisé au moyen des superbénéfices engendrés par une politique malthusienne. Ils ont entièrement raison pour ce qui est de certaines structures économiques, mais complètement tort dans d'autres cas, parmi lesquels on doit, à mon avis, ranger à la fois le capitalisme et le communisme du type soviétique. Cependant, le point à retenir consiste en ce que les considérations théoriques (notamment à court terme) ne permettent pas de résoudre ce problème que nous retrouverons dans la prochaine partie, bien qu'elles puissent contribuer à sa solution.

² Il est, en particulier, facile de prouver l'inanité et les risques graves inhérents à toute politique visant à maintenir les « parités » de prix antérieures, par exemple entre prix agricoles et prix industriels.

³ Toutefois, certains économistes considèrent que même ces procédés constituent des obstacles au progrès, lesquels, bien que peut-être inévitables dans une société capitaliste, disparaîtraient en régime socialiste. Cette opinion n'est pas sans fondement - mais elle ne contredit pas la thèse selon laquelle la protection procurée par les brevets, etc., constitue, en dernière analyse, dans les conditions propres à une économie de profit, non pas un facteur d'inhibition, mais bien un facteur de propulsion.

quer une politique de prix permettant d'amortir plus rapidement qu'il ne serait rationnel de le faire si les aléas commerciaux étaient moins élevés, ou encore de procéder à des investissements supplémentaires en vue de se ménager une capacité de production excédentaire, réservée à des fins offensives ou défensives. De même, si des contrats à long terme ne peuvent être conclus à l'avance, une firme qui procède à des investissements considérables peut être amenée à imaginer d'autres procédés pour s'attacher solidement les clients présomptifs.

Quand il analyse ces stratégies d'affaires d'un point de vue instantané, l'économiste ou le fonctionnaire-enquêteur observe des politiques de prix qui lui semblent abusives et des restrictions de production qu'il assimile à un refus d'exploiter toutes les possibilités de vente. Mais il ne voit pas que les agissements de cette nature constituent, au milieu de « l'ouragan perpétuel », de simples incidents, souvent inévitables, qui encouragent, bien loin de le freiner, le processus d'expansion à long terme. Une telle affirmation n'est pas davantage paradoxale que celle consistant à dire : les automobiles *parce qu'elles sont munies de freins* roulent plus vite que si elles en étaient dépourvues.

2. - La vérité de notre thèse apparaît avec le maximum de clarté dans le cas de ceux des secteurs économiques qui, à un moment donné, sont appelés à soutenir l'assaut lancé par les méthodes et produits nouveaux contre la structure industrielle existante. Pour se faire une idée vivante et réaliste de la stratégie des affaires, le meilleur moyen consiste sans doute à observer le comportement des branches ou entreprises nouvelles qui introduisent de nouveaux produits ou procédés (industrie de l'aluminium, par exemple), ou encore réorganisent en totalité ou en partie une industrie (ancienne *Standard Oil Company*, par exemple).

Comme nous l'avons vu, de telles entreprises sont agressives par nature et manient l'arme de la concurrence avec une réelle efficacité. Certes, leur intrusion ne saurait manquer, sinon dans des cas très exceptionnels, d'accroître en quantité ou d'améliorer en qualité la production totale, soit directement, par l'application de la nouvelle méthode - celle-ci ne fût-elle à aucun moment pleinement exploitée -, soit par la pression qu'elle exerce sur les firmes préexistantes. Cependant les conditions dans lesquelles sont placés ces agresseurs sont telles que, pour atteindre leurs objectifs offensifs ou défensifs, ils ont besoin d'armes supplémentaires, à côté des avantages de prix ou de qualité - ceux-ci devant d'ailleurs être constamment manipulés dans une intention stratégique, en sorte que, à tout moment considéré, les firmes novatrices donnent l'impression de se borner à restreindre leur production et à maintenir des prix élevés.

D'autre part, les plans conçus sur une très grande échelle ne pourraient pas, dans bien des cas, recevoir le moindre commencement d'exécution, si leurs auteurs ne comptaient pas dès le début soit sur le découragement de la concurrence, motivé par l'énormité des capitaux requis ou par le défaut d'expérience technique, soit sur la mise en jeu éventuelle de moyens propres à écœurer ou à paralyser les rivaux et, du même coup, à ménager à l'innovateur le champ d'action et le temps nécessaires pour pousser ses avantages. Allons plus loin : dans la mesure où l'on considère *exclusivement*¹ leur

¹ Cette précision, j'imagine, aura retiré au lecteur tout motif légitime de prendre ombrage de la phrase ci-dessus. Au cas, néanmoins, où elle ne serait pas suffisamment explicite, je tiens à répéter que, dans ce cas et aussi bien dans tous les autres, l'argument économique n'affecte à aucun degré

influence à long terme sur la production totale, des procédés tels que la prise sous contrôle financier d'entreprises concurrentes, inexpugnables par tout autre moyen, ou l'obtention de privilèges constituant, aux yeux du public, une arme déloyale (tarifs ferroviaires de faveur) apparaissent sous un jour tout différent : la mise en oeuvre de tels procédés peut être *éventuellement* nécessaire pour écarter les obstacles que l'institution de la propriété privée dresse sur la voie du progrès. Une société collectiviste aurait non moins besoin de se ménager une zone d'action et des délais suffisamment étendus, mais ils lui seraient garantis par un décret de l'autorité centrale.

D'autre part, l'initiative serait rendue impossible dans la majorité des cas si l'on ne pouvait compter dès le départ sur la survenance probable de situations exceptionnellement favorables, génératrices (en admettant qu'elles soient exploitées par la manipulation des prix, des qualités et des quantités) de profits suffisants pour surmonter d'autres situations exceptionnellement défavorables, à la condition que celles-ci soient contrôlées par les mêmes méthodes. Or, ceci implique à nouveau une stratégie fréquemment restrictive, tout au moins à court terme, et qui, dans la majorité des cas où elle réussit, suffit tout juste à accomplir son objet. Dans certains cas, cependant, son efficacité est telle qu'elle se traduit par des profits grandement supérieurs à ceux qui seraient nécessaires pour provoquer les investissements correspondants. Or, ces cas constituent précisément les appâts qui attirent le capital sur les pistes inexplorées. Leur influence explique en partie le fait qu'une si large section du monde capitaliste accepte en pratique de travailler pour rien : vers le milieu de la période de prospérité 1920-1929, la moitié exactement des sociétés américaines étaient exploitées soit à perte, soit avec des bénéfices nuis, soit avec des bénéfices qui, s'ils avaient été anticipés, auraient été inadéquats à provoquer les efforts et les dépenses mis en jeu.

Cependant notre argumentation ne vaut pas seulement pour les branches, méthodes et entreprises nouvelles. Les branches établies de longue date et les vieilles affaires, qu'elles soient ou non directement attaquées, n'en sont pas moins constamment plongées au sein de l'ouragan perpétuel. Le processus de destruction créatrice engendre des situations où risquent de succomber beaucoup de firmes qui seraient pourtant capables de continuer à vivre vigoureusement et utilement pour peu qu'elles réussissent à surmonter telle ou telle tempête spécifique. Abstraction faite de telles crises ou dépressions généralisées, des situations localisées surviennent dans lesquelles le changement rapide des données (lequel caractérise le processus de destruction créatrice) désorganise momentanément une branche jusqu'à lui infliger des pertes anormales et à engendrer du chômage évitable. Enfin, il n'existe certainement aucune raison pour essayer de maintenir indéfiniment des branches désuètes, mais il existe d'excellentes raisons pour essayer d'éviter qu'elles ne s'effondrent d'un seul coup et pour tenter de convertir une déroute (susceptible de devenir un centre de dépression à effets cumulatifs) en une retraite ordonnée. Réciproquement, il n'est pas défendu de

l'aspect moral du problème. Au demeurant, le lecteur doit considérer que, même en présence d'actes incontestablement criminels, tout juge ou jury civilisé doit faire état des objectifs en vue desquels un crime a été commis et doit aboutir à des conclusions différentes selon que les conséquences de l'acte criminel sont ou non tenues par eux pour socialement désirables.

Une autre objection serait davantage pertinente. Si une initiative ne peut réussir qu'en recourant à de tels moyens, cette circonstance ne prouve-t-elle pas à elle seule que la collectivité ne peut en retirer aucun avantage? On pourrait appuyer cette thèse sur une argumentation très simple - mais affaiblie par une réserve essentielle du type *ceteris paribus*: nous voulons dire par là qu'elle ne vaut que pour un ensemble de conditions excluant le processus de destruction créatrice - c'est-à-dire excluant la réalité capitaliste. En y réfléchissant un peu, on reconnaîtra que cette incompatibilité est suffisamment prouvée par l'analogie des pratiques discutées ci-dessus avec le cas des brevets.

parler d'offensive méthodique dans le cas des branches qui ont jeté leur gourme, mais qui continuent à gagner du terrain au lieu d'en perdre ¹.

Il va de soi que toute cette argumentation ressortit au bon sens le plus banal : néanmoins, d'aucuns méconnaissent ces vérités élémentaires avec une obstination telle qu'ils feraient parfois douter de leur sincérité. Or, il s'ensuit que le processus de destruction créatrice, dont les théoriciens ont accoutumé de reléguer les phénomènes dans leurs cours ou ouvrages consacrés au cycle économique, comporte également un aspect structurel d'organisation spontanée différant de ceux auxquels s'attachent ces théoriciens. Les « restrictions commerciales » du type cartel ainsi que celles consistant dans de simples ententes tacites relatives à la concurrence par les prix peuvent, en cas de dépression, constituer des remèdes efficaces et, pour autant qu'elles agissent, elles peuvent, en fin de compte, se traduire par une expansion de la production globale, non seulement plus régulière, mais aussi plus forte que celle qui pourrait être réalisée par des concurrents engagés dans une course au clocher absolument incontrôlée et infailliblement coupée de chutes graves. L'on ne saurait d'ailleurs nous opposer que de telles catastrophes surviennent en tout état de cause, car, si nous savons ce qui s'est produit dans chaque conjoncture historique, nous n'avons qu'une idée très imparfaite de ce qui aurait pu arriver, compte tenu de l'allure vertigineuse du processus, si de tels crans d'arrêt avaient complètement fait défaut.

Cependant, même après ces nouveaux développements, notre argumentation ne couvre pas tous les cas de stratégie restrictive ou régulatrice, dont beaucoup d'ailleurs, à coup sûr, exercent sur le développement à long terme de la production l'influence inhibitrice que l'on prête à tort à la généralité de ces cas. Au demeurant, même dans les cas visés par notre argumentation, le résultat net dépend des circonstances ainsi que des modalités et du degré du contrôle auquel se plie d'elle-même l'économie dans chaque cas d'espèce. On peut certainement concevoir alternativement qu'un système de cartels omniprésents ou bien sabote tous les progrès, ou bien réalise à moindres frais sociaux et privés tous les résultats que l'on prête à la concurrence parfaite. C'est

¹ L'histoire d'après-guerre (1919) des industries américaines de l'automobile et de la rayonne fournit un bon exemple pour illustrer ce dernier point - voire même une bonne partie de notre thèse générale. La première illustre parfaitement la nature et la portée de ce que l'on pourrait appeler la concurrence « épurée ». La période du « filon » a pris fin environ 1916 pour cette branche. Néanmoins, des firmes multiples s'y coudoyèrent ultérieurement, dont la plupart avaient été éliminées avant la fin de 1925. De cette lutte implacable à la vie et à la mort trois sociétés émergèrent, qui sont présentement responsables de plus de 80 % des ventes totales. Ces firmes sont placées sous une pression concurrentielle dans la mesure où, nonobstant les avantages inhérents à leur situation acquise, à une organisation perfectionnée de leurs ventes et de leurs services, et ainsi de suite, toute impuissance de leur part à maintenir et améliorer la qualité de leurs produits ou toute tentative de combinaison monopolistique ferait infailliblement surgir de nouveaux concurrents. Dans leurs rapports réciproques, les trois sociétés se comportent d'une manière qui évoque le respect mutuel plutôt que la concurrence et elles se gardent de certaines pratiques agressives (qui, soit dit en passant, brilleraient également par leur absence dans le cas de la concurrence parfaite) ; elles se maintiennent au même niveau, tout en cherchant à se ménager certains avantages marginaux. Elles ont persisté depuis quinze ans dans cette ligne de conduite et il n'est aucunement prouvé que, si des conditions de concurrence théoriquement parfaite avaient prévalu durant cette période, des voitures meilleures et à meilleur marché seraient présentement offertes au public ou que leurs ouvriers jouiraient de salaires plus élevés et d'un emploi plus abondant ou plus stable. La branche de la rayonne a traversé de 1919 à 1929 sa période « filon », caractérisée par les particularités inhérentes à l'introduction d'une marchandise dans un secteur déjà complètement occupé et par les lignes de conduite qui s'imposent en pareille concurrence encore plus nettement que dans le cas de l'industrie automobile. Il existe d'ailleurs une série d'autres différences, mais fondamentalement le cas est similaire. L'expansion en quantité et qualité de la rayonne est de notoriété publique - et pourtant une politique de restriction a présidé à cette expansion, en tout instant considéré.

pourquoi notre thèse ne saurait être invoquée à l'encontre de la réglementation des ententes par l'État. Elle montre seulement qu'il n'existe pas de motif, valable dans tous les cas, justifiant le démantèlement sans discrimination des trusts ou l'ouverture de poursuites contre toutes les pratiques pouvant être qualifiées de restriction commerciale. En fait, la réglementation rationnelle (et non systématique) des ententes par les pouvoirs publics constitue, en dernière analyse, un problème extrêmement délicat pour la solution duquel on ne saurait faire confiance à aucun service gouvernemental, notamment quand un haro général s'élève contre les grosses entreprises ¹. Cependant, notre argumentation, ajustée aux fins de réfuter une *théorie* prévalente et les inférences que l'on en tire au sujet des relations existant entre le capitalisme moderne et le développement de la production totale, ne peut être remplacée que par une autre théorie, une autre vision des faits et un autre principe d'interprétation. Il ne nous en faut pas plus et, pour le surplus, les faits eux-mêmes ont la parole.

3. - Et maintenant, quelques mots sur le thème des « prix rigides » qui, depuis quelque temps, a tellement retenu l'attention. En fait il ne s'agit là que d'un aspect particulier du problème que nous venons de discuter. Nous définirons la rigidité comme il suit : un prix est rigide s'il réagit moins aux conditions de l'offre et de la demande que ce ne serait le cas si la concurrence parfaite prévalait ².

Quantitativement, le degré de rigidité des prix (au sens précité de l'expression) dépend des matériaux et de la méthode de mesure choisis et constitue, par conséquent, une entité équivoque. Cependant, quels que soient ces matériaux et cette méthode, il est certain que les prix ne sont pas de loin aussi rigides qu'ils le paraissent. Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles le film statistique ne fait pas apparaître certaines évolutions qui, en fait, se ramènent à des variations des prix, beaucoup de rigidités apparentes étant, en d'autres termes, apocryphes. De ces fausses rigidités je ne mentionnerai qu'une seule catégorie, intimement liée aux données sur lesquelles porte notre analyse.

J'ai signalé le rôle important que l'irruption de nouveaux produits joue dans le processus capitaliste, en général, et dans son mécanisme concurrentiel, en particulier. Or, un produit nouveau peut effectivement renverser la structure préexistante et satisfaire un besoin donné à des prix beaucoup plus bas par unité de service (service de transport, par exemple), sans que cependant un seul des prix enregistrés ait nécessairement varié en cette occasion : la flexibilité, au sens réel du terme, peut être associée à la rigidité, au sens formel du terme. Il existe d'autres cas, d'un autre type, dans

¹ Par malheur cet argument est susceptible d'inhiber tout accord sur les mesures à prendre presque aussi complètement que pourrait le faire un refus pur et simple d'admettre en aucun cas la légitimité d'un contrôle des ententes par l'État. En fait, il risque même d'envenimer la discussion. Les politiciens, les fonctionnaires et les économistes peuvent affronter ce qu'il me soit permis d'appeler poliment l'opposition de mulet des « royalistes économiques ». Mais il leur est beaucoup plus difficile de réduire à néant les doutes, relatifs à leur propre compétence, que l'on ne peut s'empêcher de nourrir, notamment quand on sait comment fonctionne un « esprit juridique ».

² Cette définition, suffisante pour notre présente analyse, ne le serait pas dans d'autres cas. Cf. l'article de D. D. Humphrey dans le *Journal of Political Economy*, octobre 1937, et celui de E. S. Mason dans la *Review of Economic Statistics*, mai 1938. Le professeur Mason a montré, entre autres, que, contrairement à une opinion très répandue, la rigidité des prix n'augmente pas ou, à tout le moins, n'est pas plus grande qu'elle ne l'était il y a quarante ans - constatation qui, en soi, suffit à rendre caduques certaines des inférences de la théorie courante de la rigidité.

lesquels la réduction de prix constitue le seul motif pour introduire une nouvelle marque, cependant que l'ancienne continue à être étiquetée à son ancien prix - autre exemple de baisse de prix échappant à la statistique. En outre, la grande majorité des nouveaux biens de consommation - en particulier tous les accessoires de la vie moderne - sont initialement présentés sous une forme expérimentale et inadéquate sans laquelle ils ne pourraient jamais conquérir leurs marchés potentiels. L'amélioration de la qualité des produits constitue donc une caractéristique pratiquement universelle de l'évolution des branches et entreprises modernes. Que ce perfectionnement implique ou non des frais supplémentaires, un prix de vente constant pour une unité de produit en voie d'amélioration ne doit pas être qualifié de rigide tant que l'on n'a pas poussé plus loin l'enquête.

Et surtout, bien entendu, il subsiste un grand nombre de cas de rigidité authentique des prix - ceux qui sont maintenus constants pour des raisons de stratégie commerciale ou ceux qui restent invariables parce qu'il serait difficile de les modifier (par exemple, prix fixé par un cartel à l'issue de négociations laborieuses). Aux fins d'apprécier l'influence de telles rigidités sur l'évolution à long terme de la production, il est, en premier lieu, nécessaire de réaliser qu'il s'agit là essentiellement de phénomènes à court terme. Il n'existe pas d'exemples significatifs de rigidité à long terme des prix. Quels que soient la branche industrielle ou le groupe d'articles manufacturés de quelque importance choisis comme objet d'une enquête portant sur une période prolongée, nous constatons pratiquement dans tous les cas qu'à long terme les prix ne manquent jamais de s'adapter au progrès technologique - en y réagissant fréquemment par des baisses spectaculaires ¹ - à moins que cette adaptation soit contrariée par des phénomènes ou mesures d'ordre monétaire, sinon, dans certains cas, par des variations autonomes du taux des salaires, dont il importe, bien entendu, de faire état au moyen de corrections appropriées, exactement comme l'on doit tenir compte des changements de qualité des produits ². Et notre analyse antérieure précise suffisamment les raisons pour lesquelles les choses doivent se passer de la sorte au cours de l'évolution capitaliste.

Ce que se propose - en tout cas tout ce que peut escompter - la stratégie commerciale en question, c'est d'éviter les fluctuations saisonnières, capricieuses ou cycliques des prix et de ne modifier ceux-ci qu'en réaction aux transformations plus profondes des conditions sous-jacentes à ces fluctuations. Comme ces transformations plus fondamentales prennent leur temps pour se manifester, cette stratégie se traduit par une évolution lente, effectuée par paliers - le prix courant étant maintenu aussi longtemps que ne se sont pas précisés de nouveaux contours relativement durables. Techniquement parlant, la dite stratégie vise à évoluer au long d'une ligne brisée fonctionnelle se rapprochant des lignes de tendance à long terme. Or, ce résultat est précisé-

¹ En règle générale, les prix ne fléchissent pas comme ils le feraient dans des conditions de concurrence parfaite. Toutefois, ceci ne vaut que toutes choses égales d'ailleurs et cette réserve retire toute signification à la proposition précédente. J'ai fait ci-dessus allusion à ce point et j'y reviendrai ci-après (par. 5.).

² Du point de vue bien-être, il convient d'adopter une définition différant de la nôtre et de mesurer les variations de prix d'après le nombre d'heures de travail nécessaires, à un moment considéré, pour acquérir les dollars servant à procurer des quantités données d'articles manufacturés, compte tenu des changements de qualité. Nous avons déjà procédé de la sorte au cours d'un développement antérieur. Ce faisant, on constate, à long terme, une flexibilité en baisse qui est réellement impressionnante. Les variations du niveau des prix soulèvent un autre problème. Pour autant qu'elles reflètent des influences monétaires, elles devraient être éliminées aux fins d'atteindre la plupart des objectifs visés par une enquête sur la rigidité. Mais on doit en faire état pour autant qu'elles reflètent l'effet combiné des rendements croissants dans toutes les branches productives.

ment atteint, dans la plupart des cas, par une rigidité des prix authentique et volontaire. Au demeurant, la plupart des économistes admettent ce point, tout au moins par implication. En effet, bien que certains de leurs arguments relatifs à la rigidité ne puissent s'appliquer qu'à des phénomènes à long terme - tel est le cas, par exemple, de la plupart des arguments affirmant que la rigidité des prix prive les consommateurs des fruits du progrès technique -, en pratique ces économistes mesurent et discutent principalement la rigidité cyclique et, notamment, insistent sur le fait que beaucoup de prix ne baissent pas au cours des dépressions et récessions (ou, tout au moins, ne baissent pas rapidement). Le véritable problème consiste donc à établir comment une telle rigidité à court terme ¹ peut affecter l'évolution à long terme de la production totale. A cet égard, le seul point réellement important est le suivant : les prix qui se maintiennent en période de récession ou de dépression influencent, sans aucun doute, la conjoncture au cours de ces phases cycliques ; si cette influence est gravement nuisible - c'est-à-dire si elle rend la situation bien pire que cela n'aurait été le cas si tous les prix avaient été parfaitement flexibles -, les conséquences ruineuses de la rigidité peuvent également affecter la production au cours des périodes ultérieures de reprise et de prospérité, et, par conséquent, ramener d'une façon permanente le taux d'accroissement de la production totale au-dessous du niveau qu'il aurait atteint si la rigidité n'avait pas joué. Deux arguments ont été invoqués à l'appui de cette thèse.

Pour placer le premier sous l'éclairage le plus puissant, supposons qu'une industrie, se refusant à comprimer ses prix au cours d'une récession, continue à vendre exactement la même quantité de produits qu'elle aurait vendue si elle avait consenti des concessions aux acheteurs. Ces derniers en sont donc de leur poche exactement dans la mesure où l'industrie exploite la rigidité. Si ces acheteurs appartiennent à la catégorie des personnes qui dépensent autant qu'elles le peuvent et si l'industrie (ou les bénéficiaires de ses recettes nettes) ne dépensent pas leur supplément de revenu, mais, ou bien le thésaurisent, ou bien s'en servent pour rembourser des prêts bancaires, la dépense totale de la collectivité peut s'en trouver réduite. En pareille occurrence, d'autres branches ou firmes peuvent souffrir et si, sur ces entrefaites, elles entrent à leur tour dans la voie des restrictions, on peut se trouver en présence d'une série d'effets de dépression cumulatifs. En d'autres termes, la rigidité, en influençant le montant de la répartition du revenu national, peut se traduire par une réduction des soldes débiteurs ou par un accroissement des dépôts inertes ou, si l'on préfère employer un terme inadéquat, des épargnes. Un tel cas est concevable. Mais il n'est pas difficile pour le lecteur de se convaincre ² qu'il a peu ou point d'importance pratique.

¹ Il convient néanmoins d'observer que la durée de ce court terme peut être plus longue (parfois dix ans ou davantage) que celle habituellement impliquée par l'expression « court terme ». Il n'existe pas un cycle unique, mais plusieurs cycles simultanés de durée variable, dont l'un des plus importants s'étend en moyenne sur neuf ans et demi. Les transformations structurelles nécessitant des ajustements de prix s'effectuent dans les cas importants, pendant des périodes ayant approximativement cette longueur. Cependant le plein développement de ces transformations spectaculaires ne se manifeste qu'au terme de périodes beaucoup plus longues. Pour raisonner équitablement sur les prix de l'aluminium, de la rayonne ou des autos, on est obligé de considérer une période d'environ quarante-cinq ans.

² La meilleure façon de procéder consiste à élaborer soigneusement toutes les hypothèses impliquées, non seulement dans le cas exceptionnel imaginé par nous, mais encore dans les cas plus nuancés, davantage susceptibles de se réaliser en pratique. En outre, l'on ne doit pas perdre de vue que le profit obtenu en tenant les prix peut servir à éviter la faillite, ou, tout au moins, l'obligation d'interrompre les opérations : or, ces deux éventualités peuvent contribuer beaucoup plus à amorcer une « spirale vicieuse » en baisse que ne le ferait une réduction éventuelle de la dépense totale. Cf. les commentaires du second argument.

Le second argument pivote autour des effets de dislocation que peut exercer la rigidité des prix si elle conduit, dans la branche considérée ou dans un autre secteur, à une restriction supplémentaire de la production, c'est-à-dire à une restriction plus forte que celle qui, en tout état de cause, doit nécessairement survenir au cours d'une dépression. Étant donné que le conducteur le plus important de tels effets consiste dans l'aggravation corrélative du chômage - la déstabilisation de l'emploi constitue en effet l'accusation la plus communément invoquée à l'encontre de la stabilité des prix - et dans le fléchissement de la dépense totale qui en résulte, cet argument suit donc la même filière que le précédent. Toutefois, sa valeur pratique est considérablement réduite (mais dans quelle mesure? les économistes diffèrent grandement d'avis sur ce point) par le fait que, dans les cas les plus frappants, la rigidité des prix est précisément motivée par la faible sensibilité de la demande aux variations à court terme des prix à l'intérieur de la zone des possibilités : il n'y a guère de chances pour que les gens inquiets, en temps de crise, pour leur avenir achètent une nouvelle voiture, même si son prix est réduit de 25 %, notamment s'il leur est facile de retarder l'achat et si la réduction de 25 % les incline à escompter de nouvelles baisses.

Cependant, et en laissant complètement de côté ce point, l'argument n'est pas concluant, car il est à nouveau vicié par un *ceteris paribus*, tout à fait inadmissible quand on traite du processus de destruction créatrice. Même si (dans la mesure où ce fait existe) des quantités plus élevées pourraient être vendues, toutes choses égales d'ailleurs, à des prix plus flexibles, il ne s'ensuit aucunement que, ou bien la production des marchandises considérées, ou bien la production totale (et, par conséquent, l'emploi) augmenteraient effectivement. En effet, dans la mesure où nous pouvons admettre que le refus d'abaisser les prix fortifie la position des branches qui adoptent cette politique, soit en accroissant leur revenu, soit, simplement, en évitant de désorganiser leurs marchés - en d'autres termes, dans la mesure où, cette politique n'est pas seulement le fruit d'une erreur de tactique - elle peut transformer en centres de résistance des secteurs qui auraient pu être alternativement des centres de dislocation. Comme nous l'avons reconnu précédemment d'un point de vue général, la production et l'emploi totaux peuvent parfaitement se maintenir à un niveau plus élevé, nonobstant les restrictions inhérentes à une telle politique, que ce n'aurait été le cas si on avait laissé la crise ravager la structure des prix ¹. En d'autres termes, étant donné les conditions créées par l'évolution capitaliste, la flexibilité parfaite et universelle des prix risquerait, en temps de crise, de déstabiliser davantage encore le système, au lieu de le stabiliser, comme elle le ferait, à n'en pas douter, dans les conditions envisagées par la théorie générale. Ici encore, ce risque est largement admis dans les cas où l'économiste sympathise avec les intérêts directement en cause, par exemple quand il raisonne sur la main-d'œuvre ou sur l'agriculture : il reconnaît alors sans difficulté qu'une rigidité apparente peut ne pas être autre chose qu'une adaptation régularisée.

Peut-être le lecteur éprouve-t-il quelque surprise à constater combien il reste peu de chose d'une doctrine dont on a fait si grand état au cours des années 1930-1940. Aux yeux de certaines personnes la rigidité des prix est devenue le défaut capital du mécanisme capitaliste et - à peu de chose près - le facteur fondamental par lequel s'expliquent les crises. Mais l'on ne saurait s'en étonner. Les individus et les groupes ont accoutumé de monter en épingle toute pseudo-découverte qui prête son appui aux

¹ Le théoricien exprime cette possibilité en disant qu'en temps de crise les courbes de demande pourraient se déplacer beaucoup plus violemment vers le bas si tous les crans d'arrêt étaient retirés de tous les prix.

tendances politiques régnantes. Étant donné qu'on peut la créditer d'un grain de vérité, la doctrine de la rigidité des prix ne constitue pas de loin le pire exemple de cet abus.

4. - Il existe une autre doctrine qui s'est cristallisée dans un slogan, à savoir que, dans l'ère des entreprises géantes, le maintien de la valeur des investissements antérieurs - conservation du capital - devient le principal objectif de l'activité des entrepreneurs et tend, selon toute apparence, à bloquer toutes les améliorations susceptibles de comprimer les prix de revient. Par suite, l'ordre capitaliste serait incompatible avec le progrès.

Le progrès, comme nous l'avons vu, implique la destruction des valeurs capitalisées dans les zones où pénètre la concurrence du nouveau produit ou de la nouvelle méthode de production. En concurrence parfaite, les investissements anciens doivent, en pareil cas, être adaptés moyennant un sacrifice, sinon abandonnés. Quand, toutefois, il n'existe pas de concurrence parfaite et quand chaque secteur industriel est contrôlé par quelques grands groupes, ceux-ci peuvent lutter par des procédés divers contre l'attaque qui menace la structure de leur capitalisation et essayer d'esquiver des pertes en capital : en d'autres termes, ils peuvent lutter contre le progrès lui-même et ils s'y résolvent effectivement.

Dans la mesure où cette doctrine se borne à décrire un aspect particulier de la stratégie restrictive des affaires, il n'est pas besoin de rien ajouter à l'argumentation déjà esquissée dans le présent chapitre. En ce qui concerne tant les limites de cette stratégie que son rôle dans le processus de destruction créatrice, nous ne ferions que répéter ce que nous avons dit précédemment et l'on s'en convaincra davantage encore si l'on observe que conservation des valeurs capitalisées est synonyme de conservation des profits. La théorie moderne tend effectivement à substituer à la notion de profits celle de valeur actuelle nette des actifs (= valeurs capitalisées). Il va d'ailleurs de soi que les capitalistes s'efforcent, non seulement de conserver, mais encore de maximiser à la fois les valeurs d'actif et les profits.

La question du sabotage qui serait dirigé contre les perfectionnements propres à comprimer les coûts n'en appelle pas moins au passage un commentaire. Pour peu qu'on y réfléchisse, il apparaît qu'il suffit de considérer le cas d'un groupe contrôlant un procédé technologique - par exemple, un brevet - dont l'emploi entraînerait la mise au rancart de tout ou partie de ses outillages ou équipements. Ce groupe renoncera-t-il, aux fins de protéger ses valeurs capitalisées, à exploiter ce brevet, alors qu'une gestion non ligotée par les intérêts capitalistes (disons, une gestion socialiste) pourrait mettre le nouveau procédé au service de la communauté et n'hésiterait pas à le faire?

Il est, dans ce cas encore, tentant de se placer sur le terrain des faits. Dès qu'une grande entreprise moderne se sent en mesure d'en couvrir les frais, elle s'empresse (aux États-Unis) d'installer un service de recherches dont chaque agent sait que son gagne-pain dépend du succès avec lequel il mettra au point des perfectionnements inédits. Or, une telle pratique ne suggère évidemment aucune aversion à l'égard des progrès techniques. Or ne saurait davantage nous opposer les cas dans lesquels des brevets acquis par de grandes entreprises n'ont pas été exploités rapidement ou même ne l'ont pas été du tout. En effet, une telle carence peut s'expliquer par des motifs parfaitement légitimes : par exemple, il peut advenir que le procédé breveté se révèle à l'expérience comme étant défectueux ou, tout au moins, comme n'étant pas suscep-

tible d'être appliqué sur une base commerciale. Or, ni les inventeurs eux-mêmes, ni les économistes enquêteurs, ni les fonctionnaires ne peuvent être tenus, en pareille matière, pour des juges affranchis de toute opinion préconçue et leurs rapports ou protestations risquent facilement de nous livrer une image tout à fait déformée de la réalité ¹.

Cependant nous avons affaire à un problème de théorie. On admet communément que des améliorations seront introduites par les gérants d'entreprises privées ou socialistes s'ils sont en droit d'escompter, en appliquant la nouvelle méthode de production, un coût unitaire de production plus faible que celui obtenu avec la méthode actuellement utilisée. Mais si cette condition n'est pas remplie, on tient pour acquis qu'une gérance privée n'adoptera pas une méthode comprimant les coûts aussi longtemps que l'installation et l'outillage existants n'auront pas été complètement amortis, alors qu'une gérance socialiste, guidée par l'intérêt général, remplacerait une méthode ancienne par un nouveau procédé réducteur des coûts dès que celui-ci deviendrait utilisable, c'est-à-dire sans se préoccuper des valeurs capitalisées. Mais il n'en va aucunement de la sorte ².

Si elle est guidée par le motif du profit, une gestion privée ne saurait s'attacher davantage que le ferait une gestion socialiste à maintenir la valeur d'une machine ou d'un bâtiment donné. Tout l'effort d'une gestion privée tend exclusivement à maximiser la valeur actuelle nette de l'actif total, celle-ci étant égale à la valeur escomptée des revenus nets anticipés.

Ceci revient à dire que la gestion adoptera toujours une nouvelle méthode de production susceptible, selon ses prévisions, de produire un flux plus important de revenu futur pour chaque unité du flux correspondant de dépenses futures (ces deux flux étant escomptés en valeurs actuelles) que ne saurait le faire la méthode antérieurement appliquée. La valeur de l'investissement passé, qu'il ait ou non pour contrepartie une dette consolidée à rembourser, n'intervient à aucun degré dans de telles décisions, sinon au sens et dans la proportion où elle entrerait dans les calculs servant de base aux décisions d'une gestion socialiste. Dans la mesure où l'emploi des vieilles machines économise des frais futurs par comparaison avec les résultats de l'introduction immédiate des nouvelles méthodes, le résidu de leur valeur d'emploi rentable constitue, bien entendu, un élément de décision tant pour le gérant capitaliste que pour le gérant socialiste, mais, à défaut d'un tel résidu, l'un ou l'autre de ces gérants passe un trait sur ce matériel périmé, toute tentative pour conserver sa valeur à l'investissement passé entrant en conflit tout autant avec les règles dérivant du motif du profit qu'avec celles déterminant le comportement d'un commissaire socialiste.

On aurait néanmoins tort de croire que des firmes privées possédant un équipement dont la valeur est compromise par une nouvelle méthode contrôlée par ces

¹ On doit noter incidemment que les pratiques restrictives du type discuté présentement, à supposer qu'elles existent dans une mesure appréciable, ne laisseraient pas que de se traduire, au point de vue du bien-être social, par des effets compensateurs. En fait, ces mêmes critiques qui parlent de sabotage du progrès insistent simultanément sur les pertes sociales inhérentes à la vitesse du progrès capitaliste. notamment sur le chômage qu'entraîne cette allure accélérée et que des progrès plus lents atténueraient dans quelque mesure. En fin de compte, le progrès technique est-il trop rapide ou trop lent aux yeux de ces critiques? Ces messieurs feraient bien d'accorder leurs violons.

² Observons que, même si cette argumentation était correcte, on ne saurait en conclure au bien-fondé de la thèse selon laquelle le capitalisme serait, dans les conditions envisagées, « incompatible avec le progrès technique. » Elle aboutirait seulement à mettre en lumière, dans certains cas, l'existence d'un retard, de durée habituellement modérée, dans l'introduction des nouvelles méthodes.

mêmes firmes - si elles ne la contrôlent pas, le problème et la base du réquisitoire n'existent pas - n'adopteront la dite méthode que si le coût unitaire total obtenu avec le nouveau procédé est plus faible que le coût unitaire variable obtenu avec l'ancien, ou si l'investissement antérieur a été intégralement amorti *conformément au plan adopté avant l'entrée en ligne de la nouvelle méthode*. En effet, si l'on s'attend à ce que les nouvelles machines, une fois installées, survivent au delà de la période antérieurement prévue pour l'emploi des anciennes machines, leur valeur résiduelle escomptée d'après cette date constitue un autre élément dont on doit faire état. Pour des raisons analogues, il est faux de croire qu'une gestion socialiste, agissant rationnellement, adopterait toujours et immédiatement n'importe quelle méthode nouvelle susceptible de comprimer le coût unitaire global de production, ni qu'une telle pratique serait socialement avantageuse.

Il existe cependant un autre élément ¹ qui affecte profondément le comportement en pareille matière et que l'on perd invariablement de vue. On pourrait le définir par l'expression « conservation *ex ante* du capital dans l'attente d'un progrès futur ». Fréquemment, sinon dans la plupart des cas, une firme en pleine activité n'a pas seulement à répondre à la question de savoir si elle doit ou non adopter une méthode nouvelle, bien définie, de production, pouvant être tenue pour la meilleure connue et dont on est fondé à croire que, sous sa forme actuelle, sa supériorité relative se maintiendra pendant un certain temps. Une machine d'un type nouveau ne constitue, en règle générale, qu'un chaînon d'une série de perfectionnements et peut devenir sans tarder désuète. En pareil cas, il ne serait évidemment pas rationnel de suivre la série chaînon par chaînon sans prendre en considération la perte de capital subie à chaque reprise. La véritable question est celle de savoir lequel de ces chaînons doit être saisi par l'entreprise et la réponse doit consister en un compromis entre des considérations qui reposent en grande partie sur des intuitions. Toutefois, l'entreprise devra, en général, attendre un certain temps afin de se faire une opinion sur l'évolution technique. Or, aux yeux d'un observateur placé à l'extérieur, un tel comportement pourra facilement passer pour une tentative visant à étouffer le progrès aux fins de conserver les valeurs de capital existantes. Et pourtant, le plus patient des « camarades » se révolterait à bon droit si une gestion socialiste était assez déraisonnable pour suivre l'avis d'un théoricien en mettant chaque année au rancart ses outillages et équipements à peine usés.

5. Le titre du présent chapitre se justifie principalement par la large place qu'y tiennent les faits et les problèmes associés dans le langage courant aux notions de monopole et de pratiques monopolistiques. Mais, jusqu'à ce point, je me suis gardé autant que possible d'user de ces termes, ceci aux fins de réserver pour une section distincte quelques commentaires consacrés à certaines questions s'y rapportant spécifiquement. Cependant il n'est aucun de ces développements qui n'ait déjà été abordé sous une forme ou sous autre.

a) En premier lieu, il convient de dire un mot du terme lui-même. Étymologiquement, monopoleur signifie « vendeur unique ». Est donc, au sens littéral, monopoleur quiconque vend un objet qui n'est pas à tous points de vue (y compris l'emballage, le

¹ Il existe, bien entendu, beaucoup d'autres éléments. Le lecteur voudra bien comprendre qu'en traitant de quelques questions de principe il est impossible de discuter à fond l'un ou l'autre des thèmes abordés par nous.

point de vente, les services accessoires) rigoureusement identique aux objets vendus par d'autres personnes : tel est le cas de tout épicier, de tout mercier, de tout marchand ambulant qui ne range pas simplement sa petite voiture à côté de celle des autres vendeurs de la même marque de crème glacée. Cependant nous avons autre chose dans l'esprit quand nous parlons des monopoleurs et nous appliquons exclusivement cette désignation à ceux des vendeurs uniques dont les marchés ne sont pas ouverts à des producteurs potentiels du même produit ou à des producteurs effectifs de produits analogues, ou encore, pour employer un langage un peu plus technique, à ceux des vendeurs uniques placés en présence d'un jeu donné de courbes de demandes, sur lequel leur action propre ou les réactions des autres entreprises à cette action ne sauraient exercer aucune influence. La théorie traditionnelle Cournot-Marshall, telle qu'elle a été développée et amendée par leurs successeurs, ne tient que si nous définissons le monopole sous cette forme et il n'y a, ce me semble, aucun intérêt à baptiser monopole un type de marché auquel cette théorie ne s'applique pas.

Mais si, en conséquence, nous retenons cette définition, il saute immédiatement aux yeux, non seulement que les cas purs de monopole à long terme ne peuvent se produire que dans des occurrences rarissimes, mais encore que les cas où les exigences théoriques sont raisonnablement, mais incomplètement, satisfaites doivent être moins nombreux que ne le sont les cas de concurrence parfaite. Le pouvoir d'exploiter à volonté un système de demandes donné - ou un système qui se modifie indépendamment de l'action du monopoleur et des réactions qu'elle provoque - ne peut guère, en régime de capitalisme intact, persister assez longtemps pour que l'on doive en tenir compte quand on analyse la production totale, à moins que ce pouvoir ne soit étayé par la puissance publique, comme, par exemple, dans le cas des monopoles fiscaux. Il n'est pas facile de découvrir, ni même d'analyser une grande entreprise moderne, non protégée de la sorte - fût-elle défendue par des droits de douane ou des prohibitions d'importation - et disposant néanmoins d'un tel pouvoir (sinon temporairement). Même les chemins de fer et les sociétés d'électricité ont dû, en premier lieu, créer une demande pour leurs services, puis, ceci fait, défendre leur marché contre la concurrence. A l'extérieur de la zone des services publics, la position d'un vendeur unique ne peut, en général, être conquise - et maintenue pendant des dizaines d'années - qu'à la condition pour lui de ne pas se comporter comme un monopoleur. Nous allons d'ailleurs dire un mot des monopoles à court terme.

Pourquoi donc tout ce battage au sujet des monopoles? La réponse n'est pas dépourvue d'intérêt pour quiconque étudie la psychologie des controverses politiques. Bien entendu, le concept de monopole est employé sur la place publique avec autant d'imprécision que n'importe quel autre concept. On parle d'un pays disposant du monopole de ceci ou de cela¹, même si la branche en question est extrêmement concurrentielle, et ainsi de suite. Mais ce n'est pas tout. Les économistes, les fonctionnaires, les journalistes et les politiciens américains affectionnent de toute évidence ce mot parce qu'il a fini par devenir un terme péjoratif avec lequel on excite à coup sûr

¹ Ces soi-disant monopoles sont récemment venus au premier plan de l'actualité en liaison avec le projet consistant à priver les nations agressives de certaines matières premières. Les enseignements de cette controverse ne sont pas sans présenter, par voie d'analogie, certains rapports avec notre problème. De prime abord, on avait fondé beaucoup d'espoirs sur l'efficacité de cette arme économique. Puis, en y regardant de plus près, le public a constaté que les listes de telles matières premières allaient s'amenuisant, car très rares sont celles qui ne puissent être produites ou remplacées par les nations en question. Enfin, on en vint à soupçonner que, même à supposer qu'une certaine pression puisse être exercée à court terme sur les agresseurs, l'évolution à long terme risquerait de réduire pratiquement à rien les listes d'embargo.

l'hostilité du public contre n'importe quel intérêt ainsi baptisé. Dans les milieux anglo-américains, les monopoles ont été honnis et assimilés à une exploitation parasitaire depuis l'époque (XVI^e et XVII^e siècles) où l'administration anglaise avait accoutumé de créer un grand nombre de positions privilégiées qui correspondaient assez bien au modèle théorique du comportement monopolistique, tout en justifiant largement une vague d'indignation assez forte pour avoir fait impression même sur la grande Elizabeth.

Rien n'est aussi tenace que la mémoire d'un peuple. Notre époque nous offre d'autres exemples, plus importants, de réactions nationales à des événements survenus il y a des siècles. Les pratiques que nous venons d'évoquer ont tellement « sensibilisé » le public anglo-saxon aux monopoles qu'il a pris l'habitude de rendre ce « pouvoir sinistre » responsable de presque tout ce qui lui paraissait déplaisant dans le comportement des entreprises. Aux yeux, notamment, d'un bourgeois libéral typique, le monopole est devenu le père de presque tous les abus - en fait, le botte émissaire favori. Adam Smith ¹, qui pensait avant tout aux monopoles du modèle Tudor et Stuart, n'y touchait qu'avec des pincettes. Sir Robert Peel - qui, suivant l'exemple de la plupart des conservateurs, n'hésitait pas, le cas échéant, à emprunter des armes à l'arsenal des démagogues - a parlé, au cours de l'épisode célèbre qui a rempli la fin de sa carrière gouvernementale et qui a si grandement irrité les membres de son parti, d'un monopole du blé et du pain, en dépit du fait que, bien entendu, la production anglaise de pain était parfaitement concurrentielle, nonobstant la production douanière ². Aux États-Unis, enfin, le terme monopole et celui d'entreprise opérant sur une grande échelle sont devenus pratiquement synonymes (tout comme en France le terme : « trust ». *N. d. T.*).

b) La théorie du monopole simple et discriminateur nous enseigne que, sauf dans les cas limites, le prix de monopole est plus élevé et la production moindre que ne le sont le prix et la production concurrentiels. Ces conclusions sont exactes, mais seulement si la méthode et l'organisation de la production - ainsi que toutes les autres conditions - sont exactement les mêmes dans les deux cas. En fait, cependant, il existe des méthodes supérieures accessibles au monopoleur, mais qui ne sont aucunement applicables ou le sont moins facilement par une foule de concurrents : en effet, certains avantages, sans être absolument hors de la portée des entreprises opérant au niveau concurrentiel, ne sont effectivement garantis qu'à celles évoluant au niveau monopolistique, quand, par exemple, la monopolisation élargit la zone d'influence des

¹ Cette insuffisance d'esprit critique était plus excusable dans le cas d'Adam Smith et, plus généralement, des classiques qu'elle ne l'est dans celui de leurs successeurs, car les grandes entreprises (au sens où nous entendons ce terme) ne s'étaient pas encore développées. Cependant ils n'en sont pas moins allés trop loin, même compte tenu de cette réserve. Leurs exagérations s'expliquent en partie par le fait que, ne disposant pas d'une théorie adéquate des monopoles, ils ont été incités, lion seulement à faire de ce terme un emploi assez confus (Adam Smith et même Senior assimilaient, par exemple, la rente à un bénéfice de monopole), mais encore à tenir le pouvoir d'exploitation des monopoleurs pour pratiquement illimité, ce qui, bien entendu, est faux, même dans les cas les plus extrêmes.

² Ce cas montre bien comment le terme monopole est sournoisement dérivé vers des usages illégitimes. Protection de l'agriculture et monopole des produits agraires constituent deux phénomènes entièrement distincts. Peel luttait contre le protectionnisme, et non pas contre un cartel inexistant de propriétaires ou de fermiers. Cependant, voulant arriver à ses fins, il jugeait bon de faire flèche de tout bois pour mettre le public de son côté et le procédé le plus simple consistait évidemment à qualifier les protectionnistes de monopoleurs.

meilleures têtes en réduisant celle des médiocres ¹, ou parce que le monopole jouit d'un prestige financier infiniment plus grand. Or, toutes les fois qu'il en va ainsi, la formule « prix de monopole plus élevés, production plus faible » cesse d'être vraie. En d'autres termes, cet argument en faveur de la concurrence peut perdre toute validité, en ce sens que les prix de monopole ne sont pas nécessairement plus élevés, ni les productions de monopole plus faibles que ne le seraient les prix et productions concurrentiels aux niveaux d'efficacité productive et d'organisation qui sont à la portée du type d'entreprise compatible avec l'hypothèse de la concurrence. On ne saurait raisonnablement douter que, dans les conditions contemporaines, une telle supériorité constitue effectivement le trait caractéristique qui distingue l'unité typique de contrôle opérant sur une grande échelle, étant d'ailleurs entendu que la simple dimension n'est ni nécessaire, ni suffisante, pour établir cette supériorité. Non seulement ces unités surgissent du processus de destruction créatrice et fonctionnent selon des modalités qui diffèrent complètement de celles inhérentes à un plan statique, mais encore, dans bien des cas d'une importance décisive, elles fournissent le seul cadre permettant d'atteindre les objectifs visés. Elles créent en grande partie la matière même qu'elles exploitent. En conséquence, les conclusions couramment formulées au sujet de leur influence sur la production à long terme n'auraient aucune portée même si ces unités constituaient des monopoles authentiques, au sens technique du terme.

Les motifs qui inspirent initialement les dirigeants de ces unités restent sans conséquences pratiques. Même si leur seul objectif consistait à essayer d'imposer des prix de monopole, la pression des méthodes perfectionnées ou d'un équipement gigantesque tendrait, en général, à déplacer le point d'optimum du monopoleur vers ou en dessous du prix de vente fondé sur le prix de revient spécifiquement concurrentiel, cette pression jouant, par conséquent, - partiellement, complètement ou plus que complètement - le rôle du mécanisme concurrentiel ² *même si le monopoleur pratique la restriction et si la capacité de production reste constamment excédentaire*. Bien entendu, si, comme c'est le cas dans les cartels ordinaires, les méthodes de production, d'organisation, etc., ne sont pas améliorées par la monopolisation ou en liaison avec elle, le théorème classique relatif aux prix et production de monopole

¹ Le lecteur observera que, pour incontestable que soit, en règle générale, ce genre de supériorité, il n'y a guère de chances pour qu'il soit admis par les cerveaux médiocres (notamment si leurs possesseurs sont en passe d'être complètement éliminés) et que la sympathie du public et de l'économiste vulgaire va invariablement au faible, et non pas au fort. Ceci explique peut-être la tendance actuelle à sous-estimer les avantages, en coût et qualité, des combinaisons quasi-monopolistiques, tendance aussi accentuée de nos jours que l'était naguère l'exagération de ces avantages par les prospectus ou annonces typiques publiés par les promoteurs de ces combinaisons.

² L'Aluminum Company of America ne constitue pas un monopole au sens technique, défini ci-dessus, du terme, notamment en raison du fait qu'elle a dû développer progressivement la demande pour ses produits, circonstance qui suffit à exclure tout comportement conforme au schéma Cournot-Marshall. Néanmoins la plupart des économistes qualifient cette société de monopole et, étant donné le manque de cas authentiques, nous les imiterons en rédigeant cette note. De 1890 à 1929, le prix du produit de base de ce vendeur unique a fléchi d'environ 88 % ou, compte tenu de l'évolution du niveau des prix (Indice des prix de gros B. L. S.), à raison d'environ 91,2 %. La production s'est élevée de 30 tonnes métriques à 103.400 tonnes métriques. La protection des brevets a pris fin en 1909. Quiconque critique ce « monopole » en arguant des coûts et des profits doit tenir pour acquis qu'une multitude de firmes concurrentes auraient obtenu les mêmes succès en matières de recherches visant à comprimer les prix de revient, de développement rationnel de l'équipement productif, d'adaptation du métal à des emplois nouveaux et auraient aussi heureusement réussi à éviter les ralentissements d'activité générateurs de gaspillages. Telles sont, en fait, les hypothèses impliquées par les critiques de ce genre et qui reviennent à faire abstraction du moteur propulsif du capitalisme moderne.

retrouve toute sa portée ¹ et on peut en dire autant d'une autre opinion courante, d'après laquelle la monopolisation exercerait un effet soporifique : il n'est pas difficile de découvrir également des cas de cette nature, mais on ne saurait fonder sur eux aucune théorie générale. En effet, et notamment dans l'industrie de transformation, une position de monopole ne constitue pas, en règle générale, un mol oreiller sur lequel on puisse dormir, car la vigilance et l'énergie sont indispensables aussi bien pour la conserver que pour la conquérir. Les influences soporifiques qui se manifestent dans les entreprises modernes tiennent à d'autres causes dont il sera fait mention ci-après.

c) A court terme, les positions authentiques ou approximatives de monopole sont beaucoup plus fréquentes. L'épicier d'un village de l'Ohio peut, au cours d'une inondation, faire figure de monopoleur pendant des heures, sinon pendant des jours. Une firme spécialisée dans les étiquettes pour bouteilles de bière peut, si les circonstances s'y prêtent - les concurrents virtuels se rendant compte que, s'ils entraient en lice, les profits, excellents à première vue, s'évanouiraient immédiatement - évoluer à sa guise sur un secteur de dimension moyenne, mais toujours nettement limité de la courbe de demande, tout au moins aussi longtemps que l'étiquette métallique ne fait pas voler en éclats cette courbe.

De nouvelles méthodes de production ou de nouvelles marchandises (notamment ces dernières) ne suffisent pas en elles-mêmes à conférer un monopole, fussent-elles appliquées ou produites par une seule firme. Le résultat de la nouvelle méthode doit lutter avec ceux des anciennes et la nouvelle marchandise doit être introduite ou, si l'on préfère, le système des courbes de demande doit être progressivement développé. En règle générale, ni les brevets, ni les artifices de monopole ne sauraient prévaloir contre ces nécessités, sauf dans les cas où le nouveau procédé présente une supériorité éclatante, notamment s'il peut être mis en location (machines à chaussures), ou dans les cas de produits nouveaux pour lesquels, une clientèle solide a été constituée avant expiration du brevet.

On ne saurait donc nier qu'un élément de bénéfice spécifique de monopole puisse entrer dans ces profits de l'initiative qui constituent les primes offertes par la société capitaliste aux innovateurs heureux. Mais l'importance quantitative de cet élément, sa nature volatile et le rôle qu'il joue dans le processus même dont il se dégage le placent dans une classe à part. Le principal avantage tiré par une entreprise d'une position de vendeur unique, obtenue au moyen d'un brevet ou d'une stratégie monopolistique, ne consiste pas tant dans la possibilité pour cette firme de se livrer temporairement aux agissements d'un monopoleur que dans la protection acquise de la sorte contre la désorganisation momentanée du marché, ainsi que dans les coudées franches obtenues pour la réalisation d'un programme à long terme. Cependant cet argument rejoint l'analyse développée ci-dessus.

6. En nous relisant, nous constatons que la plupart des faits et arguments visés dans le présent chapitre tendent à ternir l'auréole qui entourait naguère la concurrence parfaite, ainsi qu'à présenter sous un jour plus favorable les structures alternatives du

¹ Cf. néanmoins ci-dessus, par. 1.

marché. Nous allons maintenant résumer brièvement notre thèse, en nous plaçant à ce double point de vue.

La théorie traditionnelle proprement dite, même sans sortir de son terrain d'étude préféré, celui d'une économie stationnaire ou à croissance uniforme, a, depuis l'époque de Marshall ou d'Edgeworth, découvert un nombre croissant d'exceptions aux vieilles propositions relatives à la concurrence parfaite et, ajoutons-le, au libre-échange. Du même coup s'est trouvée ébranlée la confiance absolue accordée aux vertus de ladite concurrence par la génération qui a fleuri entre Ricardo et Marshall - en gros celle de J. S. Mill en Angleterre et de Francisco Ferrara sur le continent. En particulier, les thèses selon lesquelles un système parfaitement concurrentiel ménagerait au maximum les ressources disponibles et les affecterait dans des proportions optimales par rapport à une répartition donnée du revenu national - ces thèses¹, qui se relient étroitement au problème de l'efficacité productive, ne sauraient plus désormais être soutenues avec la même assurance.

Beaucoup plus profonde a été la brèche ouverte par les travaux plus récents des théoriciens du dynamisme (Frisch, Tinbergen, Roos, Hicks et *tutti quanti*). L'analyse dynamique consiste dans l'analyse des séquences temporelles. En expliquant pourquoi une quantité économique donnée, par exemple un prix, est ce qu'elle est, d'après nos constatations, à un moment donné, l'analyse dynamique fait entrer en ligne de compte, non seulement, comme en théorie statique, l'état simultané des autres quantités économiques, mais encore leur état à des dates antérieures et les prévisions formulées au sujet de leurs valeurs futures. Or, la première découverte que nous faisons en élaborant les propositions qui relient de la sorte des quantités correspondant à des points différents du temps² consiste dans le fait que, une fois que l'équilibre a été détruit par quelque perturbation, la marche suivie pour rétablir un nouvel équilibre n'est ni aussi sûre, ni aussi rapide, ni aussi économique que le prétendait la vieille théorie de la concurrence parfaite; du même coup, il est parfaitement concevable que la lutte de réadaptation, bien loin de rapprocher le système d'un rééquilibre, puisse l'en écarter davantage encore. C'est même ce qui se passera dans la plupart des cas (à moins que la perturbation n'ait été faible), le retard d'adaptation suffisant fréquemment à provoquer un tel écart.

Nous nous bornerons ici à illustrer ce facteur de déséquilibre en recourant au plus vieux, au plus simple et au plus familier des exemples. Supposons que la demande et l'offre *projetée* soient équilibrées sur un marché parfaitement concurrentiel du blé, mais que les intempéries réduisent la récolte au-dessous du volume que les cultivateurs se proposaient de fournir : si le prix du blé monte en conséquence et si, pour cette raison, les fermiers produisent la quantité de blé qu'ils auraient intérêt à produire si le nouveau prix correspondait au prix d'équilibre, un effondrement des cours du blé surviendra l'année suivante. Si, sur ces entrefaites, les cultivateurs restreignent en conséquence leur production, un prix supérieur à celui de la première année peut provoquer une expansion des emblavures encore plus grande que celle réalisée pendant la seconde année. Et ainsi de suite indéfiniment (pour autant que le système obéisse à la logique pure). Le lecteur reconnaîtra sans difficulté, en examinant les hypothèses

¹ Ne pouvant aborder ce sujet, je me bornerai à renvoyer le lecteur à l'article de M. R. F. Kahn : « Quelques notes sur la production idéale » (*Economic Journal*, mars 1935) qui en traite les principaux aspects.

² Le terme « dynamique » est utilisé sans discrimination et a pris beaucoup de sens différents. La définition du texte a été formulée par Ragnar Frisch.

impliquées, qu'il n'y a guère lieu d'appréhender que des prix toujours plus élevés et des récoltes toujours plus abondantes continuent à alterner jusqu'au Jugement Dernier. Néanmoins, le phénomène décrit, même une fois ramené à des proportions raisonnables, suffit à mettre en lumière certaines faiblesses évidentes du mécanisme de la concurrence parfaite. Dès que l'on a pris conscience de ces points faibles, on doit en rabattre beaucoup de l'optimisme avec lequel on avait accoutumé de se féliciter des avantages pratiques attribués à ce mécanisme par la théorie.

Cependant, étant donné le point de vue auquel nous nous plaçons, il nous faut aller beaucoup plus loin¹. Si nous essayons de nous représenter comment la concurrence parfaite fonctionne ou fonctionnerait au sein du processus de destruction créatrice, nous aboutissons à des résultats encore plus décevants. Ceci ne saurait nous surprendre, puisque toutes les données essentielles de ce processus sont absentes du schéma général de la vie économique dont sont tirées les propositions traditionnelles concernant la concurrence parfaite. Au risque de me répéter, je vais insister une fois de plus sur ce point.

La concurrence parfaite suppose la libre entrée dans chaque branche. Dans le cadre de cette théorie générale, il est parfaitement exact que la libre entrée dans toutes les branches conditionne l'affectation optimum des ressources et, par conséquent, la maximisation de la production. Si notre monde économique consistait en un certain nombre d'industries bien assises, produisant des marchandises coutumières au moyen de méthodes traditionnelles et pratiquement constantes, et s'il ne s'y passait rien, sinon que de la main-d'œuvre et des épargnes supplémentaires seraient combinées aux fins de mettre sur pied de nouvelles firmes du type existant, tout obstacle opposé à l'entrée de ces facteurs dans la branche de leur choix ferait subir une perte à la collectivité. Cependant la liberté complète d'entrée dans une *nouvelle* sphère d'activité peut rendre impossible à quiconque d'y entrer. L'introduction de nouvelles méthodes de production et de nouvelles marchandises est difficilement concevable si, dès l'origine, les innovateurs doivent compter avec des conditions de concurrence parfaite et parfaitement rapide. Or, ceci veut dire que le progrès économique, au sens où nous entendons ce terme, est en majeure partie incompatible avec de telles conditions. Effectivement, la concurrence parfaite est et a toujours été temporairement suspendue - automatiquement ou au moyen de mesures *ad hoc* - chaque fois qu'une nouveauté a été introduite, même si les conditions étaient, à tous autres égards, parfaitement concurrentielles.

De même, les critiques formulées à l'encontre de la rigidité des prix sont entièrement fondées dans le cadre de la théorie traditionnelle. La rigidité constitue, en effet, un type de résistance à l'adaptation qui est incompatible avec la concurrence parfaite et rapide. Or, étant donné la nature des adaptations et les conditions traitées par la

¹ Il convient d'observer que la caractéristique par laquelle se définit la théorie dynamique n'a rien à voir avec la nature de la réalité économique à laquelle cette théorie est appliquée. Il s'agit là, en effet, d'une méthode générale d'analyse plutôt que de l'étude d'un processus particulier. Nous pouvons l'utiliser aux fins d'analyser une économie stationnaire, tout comme une économie en évolution peut être analysée en appliquant les méthodes statiques (« statique comparée »). C'est pourquoi la théorie dynamique n'est pas tenue de consacrer et, effectivement, n'a pas consacré une attention spéciale au processus de destruction créatrice qui, selon nous, constitue l'essence du capitalisme. Elle est, certes, mieux équipée que ne l'est la théorie statique pour traiter les nombreux problèmes de mécanisme que pose l'analyse de ce processus. Mais elle ne coïncide pas avec cette analyse et elle traite les perturbations spécifiques résultant des situations et des structures relatives exactement comme elle traite d'autres perturbations. Apprécier le fonctionnement de la concurrence parfaite du point de vue de l'évolution capitaliste n'est donc pas la même chose que de l'apprécier du point de vue de la théorie dynamique.

théorie traditionnelle, il est, dans ce cas encore, parfaitement exact qu'une telle résistance se traduirait par une production réduite et par des pertes économiques. Toutefois, nous avons reconnu que le contraire peut être vrai parmi les vicissitudes et les éruptions du processus de destruction créatrice : une flexibilité parfaite et instantanée peut même engendrer en pareil cas des catastrophes gratuites. (Ce risque peut, bien entendu, être également mis en lumière par la théorie dynamique générale qui, comme nous l'avons souligné précédemment, prouve que certaines tentatives d'adaptation ont pour effet d'aggraver le déséquilibre.)

Ou encore, la théorie traditionnelle est fondée à soutenir, à partir de ses hypothèses particulières, que des profits dépassant le montant nécessaire, dans chaque cas d'espèce, pour attirer en quantités équilibrées les facteurs de production (y compris le talent d'entrepreneur) constituent à la fois l'indice et la cause de pertes nettes sociales et que toute stratégie des affaires visant à maintenir de tels profits exerce une influence défavorable sur la croissance de la production totale. La concurrence parfaite inhiberait ou éliminerait de tels superbénéfices et ne laisserait à une telle stratégie aucune occasion de s'exercer.

Cependant, étant donné que ces profits remplissent, au sein du processus d'évolution capitaliste, de nouvelles fonctions organiques - il est superflu de répéter en quoi elles consistent - on ne saurait plus longtemps porter sans réserve cet « avantage » au crédit du modèle parfaitement concurrentiel, pour autant du moins que le taux d'accroissement résultant de la production totale entre en ligne de compte.

Enfin, on peut certes démontrer, à partir de ces mêmes hypothèses qui reviennent à laisser de côté les traits les plus caractéristiques de la rivalité capitaliste, qu'une économie parfaitement concurrentielle est relativement prémunie contre les gaspillages et, notamment, contre ceux que nous associons instinctivement à l'économie monopolistique. Cependant, cette démonstration ne nous apprend absolument rien sur l'aspect que prend le problème des gaspillages dans les conditions déterminées par le processus de destruction créatrice.

En effet, d'une part, beaucoup de phénomènes, qui, si l'on ne se réfère pas à ces conditions, apparaissent comme des gaspillages purs et simples, cessent de pouvoir être qualifiés de tels à partir du moment où ils sont correctement replacés dans leur environnement. Le type par exemple, de capacité excédentaire qui doit son existence, soit à la pratique consistant à « construire en anticipant sur la demande », soit à la pratique consistant à adapter la capacité aux pointes cycliques sur la demande, deviendrait beaucoup plus rare dans un régime de concurrence parfaite. Toutefois, quand on fait entrer en ligne de compte toutes les pièces du dossier, on ne saurait plus longtemps affirmer à bon droit que la concurrence parfaite l'emporte dans ce genre d'idées. En effet, bien qu'une entreprise impuissante à dicter ses prix de vente, mais tenue de les accepter, ferait effectivement usage de toute la fraction de sa capacité susceptible de produire sur la base des coûts marginaux couverts par les prix en vigueur, il ne s'ensuit pas qu'elle disposerait jamais, en quantité et qualité, de la capacité qu'une entreprise géante a créé et a pu créer précisément parce qu'elle était en mesure d'en faire un emploi « stratégique ». La capacité excédentaire de certaines firmes capitalistes peut - à juste titre, dans certains cas, à tort dans d'autres cas - être invoquée comme un argument en faveur de la supériorité d'une économie socialiste. Mais on ne saurait en faire purement et simplement état pour affirmer la supériorité du type parfaitement concurrentiel de l'économie capitaliste sur le type des « monopoloïdes ».

Quand, d'autre part, il fonctionne dans des conditions d'évolution capitaliste, le système parfaitement concurrentiel révèle des faiblesses qui lui sont propres. L'efficacité interne, notamment technique, d'une firme d'un type compatible avec la concurrence parfaite est, dans bien des cas, médiocre et, s'il en est ainsi, des possibilités sont gâchées. Une telle firme, quand elle s'applique à améliorer ses méthodes de production, peut également gaspiller des capitaux parce qu'elle est placée dans une position peu favorable pour apprécier et développer des possibilités nouvelles. De plus, comme nous l'avons constaté ci-dessus, une branche parfaitement concurrentielle risque beaucoup plus qu'une poignée d'entreprises géantes d'être traumatisée - et de diffuser des bacilles de crise - sous le chaos du progrès ou d'une perturbation externe. En dernière analyse, l'agriculteur américain, les charbonnages britanniques, l'industrie textile anglaise ont, entre les deux guerres, coûté bien davantage aux consommateurs et ont compromis beaucoup plus gravement la production totale que cela n'aurait été le cas si chacune de ces branches avait été contrôlée par une douzaine d'hommes de valeur.

On ne saurait donc se borner à soutenir que, la concurrence parfaite étant irréalisable dans les conditions industrielles modernes - ou ayant toujours été irréalisable -, on doit accepter l'entreprise opérant sur une grande échelle ou l'unité de contrôle comme un mal nécessaire, inséparable du progrès économique (que les forces inhérentes à leur appareil de production les empêchent d'ailleurs de saboter). Il faut aller plus loin. Nous sommes obligés de reconnaître que l'entreprise géante est finalement devenue le moteur le plus puissant de ce progrès et, en particulier, de l'expansion à long terme de la production totale; or, ces résultats ont été acquis, nous ne dirons pas seulement malgré, mais, dans une mesure considérable, par cette stratégie dont l'aspect est malthusien quand on l'observe dans un cas spécifique et à un moment donné. A cet égard, la concurrence parfaite est, non seulement irréalisable, mais encore inférieure et elle n'a aucun titre à être présentée comme un modèle idéal d'efficacité. On commet donc une erreur quand on fonde la théorie de la réglementation des industries par l'État sur le principe d'après lequel on devrait forcer les grandes entreprises à fonctionner comme fonctionnerait la branche correspondante sous le régime de la concurrence parfaite. Quant aux socialistes, ils seraient bien inspirés de baser leurs critiques sur les vertus d'une économie collectiviste plutôt que sur celles du modèle concurrentiel.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 9

LA CHASSE EST FERMÉE

[Retour à la table des matières](#)

Nous laissons au lecteur le soin de décider jusqu'à quel point l'analyse précédente a atteint son objet. L'Économique n'étant qu'une science d'observation et d'interprétation, il en résulte que les divergences d'opinion afférentes à des problèmes analogues à ceux que nous discutons peuvent être réduites, mais non pas ramenées à zéro. Pour la même raison, la solution de notre premier problème nous conduit sur le seuil d'un second qui ne pourrait absolument pas se poser en science expérimentale.

Ce premier problème consistait à trouver, pour reprendre ma formule (p. 108), une « relation logique » entre les caractéristiques structurelles du capitalisme, telles qu'elles sont décrites par les différents « modèles » analytiques, et sa performance économique, telle qu'elle est illustrée, pour l'époque du capitalisme intact ou jouissant relativement de ses coudées franches, par l'indice de production totale. Ma réponse affirmative à cette question a été fondée sur une analyse conduite dans les formes approuvées par la plupart des économistes, tout au moins jusqu'au moment où est entré en scène le phénomène habituellement qualifié de « tendance moderne au contrôle monopolistique ». A partir de ce point, mon analyse s'est écartée des conceptions courantes, car j'ai essayé de montrer que les supériorités reconnues pratiquement par tout économiste au capitalisme de concurrence parfaite (qu'il s'agisse d'une construction théorique ou, à telle ou telle époque, d'une réalité historique) doivent être également reconnues, et même à un degré plus élevé, au capitalisme des entreprises géantes. Comme, toutefois, il nous est impossible d'isoler le système et son moteur

dans un laboratoire expérimental aux fins de les faire fonctionner dans des conditions soigneusement contrôlées, nous ne sommes pas en mesure de démontrer, sans contestation possible, que le capitalisme des entreprises géantes a effectivement contribué à réaliser le résultat observé, à savoir le développement de la production. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la performance a été des plus remarquables et que l'organisation capitaliste a favorisé son accomplissement. Or, telle est précisément la raison pour laquelle nous ne pouvons pas nous en tenir à notre conclusion, mais devons aborder un autre problème.

A priori, en effet, on ne saurait exclure l'éventualité dans laquelle la performance observée s'expliquerait par des circonstances exceptionnelles qui se seraient manifestées sous n'importe quel système institutionnel. Or, la seule façon de faire état d'une telle possibilité consiste à étudier l'histoire économique et politique de la période en cause et à discuter l'effet de telles circonstances exceptionnelles qu'il nous adviendra de rencontrer. Nous attaquerons le problème en considérant successivement les candidats au rôle d'événements hors série, indépendants de l'évolution des entreprises capitalistes, qui ont été reconnus admissibles par les économistes ou les historiens. Il en est cinq.

Le premier de ces facteurs consiste dans l'action de l'État qui (bien que je sois tout à fait d'accord avec Marx quand il soutient que la politique et l'administration ne constituent pas des facteurs indépendants, mais bien des éléments de l'évolution sociale analysée par nous) peut être considérée, dans la cadre de notre argumentation, comme une donnée extérieure au monde des affaires.

La période d'environ 1870 à 1914 nous fournit un cas presque idéal. Il serait, en effet, difficile d'en citer un autre qui soit affranchie au même degré des éléments stimulants ou déprimants que secrète le secteur politique de l'évolution sociale. L'activité des entrepreneurs et, plus généralement, l'industrie et le commerce avaient déjà été en grande partie débarrassés de leurs anciennes entraves. Certes, des charges et gênes nouvelles - législation sociale, etc. - leur étaient progressivement imposées, mais nul ne soutiendra que ces facteurs inhibitifs aient joué un rôle important dans la vie économique d'avant 1914. Quant aux guerres, aucune d'elles n'a exercé une influence économique assez forte pour entraîner des conséquences décisives dans tel ou tel sens. On pourrait, il est vrai, éprouver une hésitation en ce qui concerne la guerre franco-allemande, celle-ci ayant abouti à la fondation de l'Empire allemand. Cependant, l'événement économiquement déterminant à cet égard a, tout compte fait, été la constitution du *Zollverein*. Pour ce qui est des dépenses d'armement, celles-ci ont constitué un handicap plutôt qu'un stimulant, étant donné les circonstances particulières de la décennie, clôturée en 1914, pendant laquelle elles ont atteint un volume réellement considérable.

Le second facteur n'est autre que l'or. Très heureusement pour nous, il n'est pas nécessaire que nous nous engagions dans le maquis des problèmes afférents au *modus operandi* du flux de métal jaune qui a déferlé à partir d'environ 1890. Comme, en effet, l'or est resté rare pendant les vingt premières années de la période considérée, et comme, néanmoins, le taux d'accroissement de la production globale n'a pas, au cours de cette période, été inférieur à ce qu'il est devenu ultérieurement, la production d'or, quelle qu'ait été son influence sur les crises et les booms, n'a pu constituer un facteur primordial de la performance productive du capitalisme. Il en va d'ailleurs de même

pour la politique monétaire qui, à l'époque, n'était pas agressive, mais s'efforçait plutôt de s'adapter aux circonstances.

En troisième lieu, nous devons citer l'accroissement démographique qui, cause ou conséquence du progrès économique, a incontestablement été l'un des éléments déterminants de la situation.

Certes, ce facteur doit être classé parmi les événements hors série, tout au moins si nous ne sommes pas disposés à considérer que cet accroissement a tenu *exclusivement* au progrès économique, ni à admettre que toute variation de la production doit entraîner une variation concomitante de la population tout en déniait la relation réciproque, ce qui, bien entendu, serait purement et simplement absurde. Pour le moment, une simple remarque doit suffire à clarifier la question.

Quelle que soit l'organisation sociale, un nombre supérieur de travailleurs lucrativement employés doit, en règle générale, produire davantage qu'un nombre inférieur. Par conséquent, si l'on est en droit d'admettre - comme on peut naturellement le faire - qu'une fraction de l'accroissement démographique pendant cette époque est survenue indépendamment des résultats acquis par le système capitaliste, en ce sens qu'elle se serait réalisée sous n'importe quel autre régime économique, le facteur démographique doit, dans cette mesure, être classé parmi les facteurs externes et, dans la même mesure, l'accroissement observé de la production totale n'exprime pas correctement la performance capitaliste, mais en donne une idée exagérée.

Cependant, toutes autres choses égales d'ailleurs et quelle que soit l'organisation sociale, un nombre accru de travailleurs lucrativement employés produira moins, en règle générale, par tête de travailleur ou d'habitant que ne le ferait un nombre un peu plus faible, ceci en raison du fait que plus le nombre des travailleurs est élevé et plus est réduite la quantité des autres facteurs mise à la disposition de chaque travailleur¹. Par conséquent, si l'on se réfère à la production par tête d'habitant pour mesurer la performance capitaliste, il y a des chances pour que l'accroissement observé sous-estime la réalisation effective, étant donné qu'une fraction du résultat acquis a constamment servi à compenser le fléchissement de la production par tête qui se serait manifesté en l'absence d'une telle performance. Nous considérerons ci-après d'autres aspects du même problème.

Les économistes attachent davantage d'importance au quatrième et au cinquième des événements hors série : mais nous n'en sommes pas moins fondés à les écarter sans remords aussi longtemps que nous nous occupons de la performance passée.

Venons-en tout d'abord aux conquêtes géographiques. Les vastes étendues de terre qui, économiquement parlant, ont élargi au cours de cette période la sphère européo-américaine, les masses énormes de denrées, de matières premières, agricoles et minérales, déversées par ces espaces, les villes et industries multiples qui ont grandi en tous lieux sur cette base nourricière - ne doit-on pas voir là une cause tout à fait exceptionnelle, et même unique en tout genre, de développement de la pro-

¹ Cette formule est loin d'être satisfaisante, mais il semble que nous puissions nous en contenter pour notre propos actuel. La partie capitaliste du monde, considérée dans son ensemble, s'était certainement développée dès cette époque au delà des limites à l'intérieur desquelles agit la tendance opposée (division du travail insuffisante).

duction? Et un tel atout n'aurait-il pas assuré à n'importe quel système économique un enrichissement énorme? Il est une école de penseurs socialistes pour se rallier à cette opinion et pour expliquer précisément par cette bonne fortune capitaliste le fait que les prédictions de Marx relatives à la paupérisation croissante des masses n'ont pas été confirmées par l'événement. L'exploitation des pays neufs a permis, selon eux, d'éviter que l'exploitation de la main-d'œuvre ait été davantage intensifiée ; grâce à ce facteur, le prolétariat a pu jouir d'une saison de « fermeture de la chasse. »

Il ne saurait être question de minimiser l'importance des chances offertes au capitalisme par l'ouverture des pays neufs et, bien entendu, ces chances ne pouvaient se présenter qu'une seule fois. Toutefois, les chances « objectives » - nous voulons dire celles qui existent indépendamment de toute organisation sociale - constituent invariablement les conditions préalables du progrès et chacune d'elles ne se réalise qu'une seule fois dans l'histoire. La présence de la houille et du minerai de fer dans le sol anglais ou celle du pétrole aux U.S.A. et dans d'autres pays ne sont pas moins importantes et les possibilités correspondantes ne sont pas moins uniques. Le processus capitaliste total, tout comme n'importe quel autre processus économique évolutionnaire, ne consiste en rien d'autre que dans l'exploitation de telles chances au fur et à mesure qu'elles entrent dans le champ d'action de l'entrepreneur, et il n'existe aucune raison pour essayer d'isoler l'expansion géographique aux fins de la traiter comme un facteur externe - ceci d'autant moins que la mise en valeur des pays neufs a été réalisée pas à pas, par l'initiative des entrepreneurs, en même temps que celle-ci en fournissait tous les moyens (constructions ferroviaires) et hydroélectriques, transports maritimes, machines agricoles, etc.). Ainsi donc, ce processus ne saurait être dissocié des œuvres capitalistes avec lesquelles il a marché de pair. C'est pourquoi nous sommes parfaitement fondés à en incorporer les résultats dans notre taux d'accroissement moyen de la production globale, soit 2 %. Nous pourrions d'ailleurs invoquer à nouveau le *Manifeste Communiste* à l'appui de cette thèse.

Le cinquième et dernier « événement hors série » consiste dans le progrès technique. La performance constatée n'a-t-elle pas tenu au flot des inventions qui ont révolutionné les méthodes de production, plutôt qu'à la chasse aux profits des hommes d'affaires? Or, l'on doit répondre par la négative. En effet, la mise en application de ces innovations techniques a précisément constitué le gros de l'activité de ces chasseurs. Et l'activité inventive elle-même, comme nous l'expliquerons plus complètement dans un instant, a été conditionnée par le processus capitaliste, créateur des habitudes d'esprit qui donnent naissance aux inventions. Il est donc tout à fait faux - et aussi tout à fait anti-marxiste - de dire, comme le font tant d'économistes, que l'initiative capitaliste et le progrès technique ont été deux facteurs distincts du développement constaté de la production ; en fait, il s'agit là essentiellement d'une seule et même entité, ou encore, si l'on préfère, le premier a été la force propulsive du second.

La mise en valeur des pays neufs ainsi que le progrès technique peuvent évidemment devenir gênants aussitôt que nous nous mettons à extrapoler. En effet, bien qu'ils constituent indéniablement des réussites du capitalisme, il est concevable que celles-ci ne puissent être renouvelées. Or, bien que nous ayons désormais constitué un dossier substantiel aux fins de prouver que l'allure observée de la production par tête d'habitant pendant la période du capitalisme triomphant n'a pas été accidentelle, mais qu'elle peut être considérée à bon droit comme fournissant une mesure grossière de la performance capitaliste, il nous reste encore à répondre à une autre question, à

savoir : jusqu'à quel point est-il légitime d'admettre que le moteur capitaliste fonctionnera - ou plutôt fonctionnerait, si on le laissait faire - aussi efficacement dans le proche avenir, disons d'ici quarante ans, qu'il a fonctionné dans le passé?

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 10

La disparition des occasions d'investissement

[Retour à la table des matières](#)

La nature de notre nouveau problème est mise en lumière avec une netteté particulière quand on le replace dans le cadre des discussions contemporaines. La génération actuelle des économistes a été témoin, non seulement d'une crise mondiale exceptionnellement sévère et prolongée, mais encore d'une période ultérieure de reprise hésitante et décevante. J'ai déjà donné ma propre interprétation ¹ de ces phénomènes et exposé les raisons pour lesquelles je ne pense pas qu'ils révèlent nécessairement une fissure dans la tendance à long terme de l'évolution capitaliste. Néanmoins, il est compréhensible que beaucoup, sinon la majorité, de mes collègues économistes soient d'un avis différent. Effectivement, ils ont l'impression, exactement comme certains de leurs prédécesseurs en avaient l'impression entre 1873 et 1896 - mais à l'époque cette opinion n'a guère franchi les frontières de l'Europe - que le processus capitaliste est sous le coup d'une transformation fondamentale. Selon cette thèse, nous aurions été les témoins non seulement d'une crise, puis d'une reprise médiocre, mais encore des symptômes d'une perte permanente de vitalité dont les pessimistes croient devoir s'attendre à ce qu'elle se poursuive et qu'elle fournisse le thème dominant des mouvements de la symphonie capitaliste qui restent à jouer. En

¹ Comparez chap. 5, p. 96.

conséquence, on ne saurait dégager du fonctionnement et de la performance antérieurs du moteur capitaliste et aucune inférence en ce qui concerne l'avenir du système.

Cette opinion est partagée par beaucoup d'auteurs chez lesquels l'espoir n'est pas le père de la pensée. A plus forte raison est-il facile de comprendre que les socialistes se soient jetés sur cette aubaine avec un empressement particulier - certains d'entre eux allant jusqu'à reconstruire complètement sur cette base leur argumentation anti-capitaliste. Ce faisant, ils ont obtenu l'avantage supplémentaire d'être mis à nouveau en mesure de s'appuyer sur la tradition marxiste que, je l'ai signalé précédemment, les économistes socialistes qualifiés s'étaient sentis dans l'obligation d'abandonner toujours davantage. En effet, Marx avait prédit l'avènement d'un tel état de choses (au sens défini par nous au premier chapitre) : selon lui, le capitalisme, avant de s'effondrer, devait entrer dans un stade de crise permanente, temporairement interrompue par de faibles reprises ou par la survenance de hasards favorables. Et ce n'est pas tout. Une façon d'exposer le problème à la mode marxiste consiste à insister sur les effets exercés par l'accumulation et la concentration des capitaux sur le taux des profits, puis, par le truchement de ce taux, sur les possibilités d'investissement. Comme le mécanisme capitaliste a constamment été propulsé par un volume élevé d'investissements courants, l'élimination, fût-elle partielle, de ce facteur suffirait à rendre plausible la prédiction d'après laquelle le système va se détériorer de plus en plus. Or, cette chaîne particulière de l'argumentation marxiste semble, à n'en pas douter, concorder parfaitement, non seulement avec certaines données caractéristiques de la période 1930-1940 - chômage, réserves excédentaires de crédit, engorgement des marchés monétaires, marges de profit insuffisantes, stagnation des investissements privés -, mais encore avec plusieurs interprétations non marxistes de la situation. L'abîme qui sépare Marx de Keynes est certainement beaucoup moins large que celui qui sépare Marx de Marshall et de Wicksell. Or, la doctrine de Marx et sa contrepartie non-marxiste sont toutes les deux bien résumées par l'expression, qui s'explique d'elle-même, dont nous allons nous servir, à savoir : la « théorie des occasions d'investissement décroissantes ¹ ».

Il convient d'observer que cette théorie soulève, en fait, trois problèmes distincts. Le premier se rattache à la question que nous avons inscrite en tête de la présente partie de notre ouvrage, *Le capitalisme peut-il survivre?* Étant donné que rien dans le monde social ne peut être « plus durable que l'airain » et étant donné que l'ordre capitaliste constitue essentiellement le cadre d'un processus de transformations, non seulement économiques, mais encore sociales, on ne saurait guère différer beaucoup d'avis sur la réponse. La seconde question est celle de savoir si les forces et mécanismes mis en cause par la théorie des occasions d'investissement décroissantes sont précisément celles sur lesquelles on doit mettre l'accent. Au cours des chapitres suivants, je me propose de présenter une autre théorie des causes appelées à tuer finalement le capitalisme : néanmoins, un certain parallélisme subsistera entre les deux conceptions. Cependant, un troisième problème se pose. Même si les forces et les mécanismes montés en épingle par la théorie des occasions d'investissement décroissantes suffisaient à eux seuls à établir l'existence, au sein du système capitaliste, d'une maladie de langueur aboutissant à la paralysie finale, il ne s'ensuit pas forcément que les vicissitudes de la période 1930-1940 aient tenu à ces forces, ni que - il importe de l'ajouter, étant donné l'objet de notre analyse - l'on doive s'attendre à ce que des vicissitudes analogues perdurent au cours des quarante prochaines années.

¹ Cf. *mes Business Cycles*, chap. XV.

Pour l'instant, nous allons principalement nous occuper du troisième problème. Mais beaucoup de nos développements valent également pour le second. Quoi qu'il en soit, on peut classer en trois groupes les facteurs mis en avant pour justifier une prévision pessimiste en ce qui concerne la performance du capitalisme au cours du proche avenir et pour contester l'opinion selon laquelle il serait capable de renouveler sa performance passée.

On doit citer, en premier lieu, les facteurs d'ambiance. Nous avons indiqué, et nous aurons à démontrer, que l'évolution capitaliste engendre une répartition du pouvoir politique et une attitude socio-psychologique se traduisant par des mesures législatives et administratives qui sont hostiles au capitalisme et qui, on est en droit de s'y attendre, le deviendront de plus en plus, jusqu'au point où elles finiront par empêcher le mécanisme capitaliste de fonctionner. Je reviendrai ultérieurement sur ce phénomène et il convient, par conséquent, de faire les réserves correspondantes en lisant les pages qui suivent. Cependant il convient de noter que cette attitude d'hostilité et les conditions qui en découlent affectent également l'énergie dynamique de l'économie bourgeoise elle-même, fondée sur le profit, et que, par conséquent, ces réserves vont plus loin qu'on ne pourrait le penser à première vue - plus loin, en tout cas, que ne l'indique le mot « politique », au sens étroit du terme.

En second lieu, on doit considérer le mécanisme capitaliste en soi. La théorie des occasions d'investissement décroissantes n'englobe pas nécessairement, mais est en fait, selon toute apparence, étroitement liée à la théorie d'après laquelle le capitalisme moderne à très grande échelle constituerait un type pétrifié de capitalisme auquel seraient intimement et nécessairement associés les pratiques de restriction, les rigidités de prix, le souci exclusif de la protection des valeurs en capital existantes. Nous avons déjà traité ces questions.

Enfin, le troisième problème concerne ce que l'on pourrait appeler la « matière » dont se nourrit le système capitaliste, nous voulons dire les chances qui s'offrent aux initiatives et investissements nouveaux. La théorie que nous discutons attachant à cet élément une importance assez décisive pour justifier la désignation que nous lui avons donnée. Les principales raisons mises en avant pour soutenir que les possibilités, d'initiative privée et d'investissement vont décroissant sont les suivantes : saturation, population, nouveaux territoires, innovations techniques, enfin le fait que beaucoup des possibilités actuelles d'investissement s'offrent dans le secteur public plutôt que dans le secteur privé.

1. Pour chaque état donné des besoins humains et de la technologie (au sens le plus large du terme), il existe, bien entendu, pour chaque niveau des salaires réels une quantité définie de capitaux fixes et circulants correspondant à un état de saturation. Si les besoins et les méthodes de production s'étaient cristallisés définitivement à partir de 1900, un tel point de saturation aurait été atteint depuis longtemps. Cependant n'est-il pas concevable que les besoins puissent quelque jour recevoir une satisfaction si complète qu'ils n'évolueront plus ultérieurement? Nous allons précisément développer certaines des conséquences impliquées par une telle hypothèse ; néanmoins, pour autant que nous considérons les événements qui peuvent survenir au cours des quarante prochaines années, nous n'avons évidemment pas lieu de nous casser la tête sur cette éventualité.

Si celle-ci devait jamais se concrétiser, le fléchissement en cours du taux de natalité ou, à plus forte raison, une dépopulation effective deviendraient, certes, un facteur important de réduction des possibilités d'investissement (abstraction faite des activités de remplacement). Si, en effet, les besoins de chaque individu étaient satisfaits ou quasi-satisfaits, l'augmentation du nombre des consommateurs deviendrait, *ipso facto*, la seule source importante de demande additionnelle. Cependant, en dehors de cette éventualité, le fléchissement du taux d'accroissement démographique n'affecte pas en soi défavorablement les chances d'investissement, ni le taux d'accroissement par tête de la production globale ¹, et l'on peut aisément s'en convaincre en examinant brièvement l'argument habituellement invoqué à l'appui de la thèse contraire.

On soutient, d'une part, qu'un taux décroissant de la population totale entraîne la décroissance du taux d'augmentation de la production (et, partant, de l'investissement), en raison de la restriction apportée à l'expansion de la demande. Cependant il n'en ira pas nécessairement de la sorte, car le besoin est une chose et la demande solvable en est une autre : si cette thèse était exacte, les nations les plus pauvres seraient celles dont la demande effective serait la plus forte. En fait, les éléments de revenu libérés par le fléchissement du taux de natalité peuvent être dérivés vers d'autres emplois et il y a toutes chances pour qu'ils le soient dans tous les cas où le désir de satisfaire des besoins alternatifs constitue le véritable motif de la stérilité humaine. Certes, on pourrait invoquer, dans cet ordre d'idées, un argument de faible poids consistant à insister sur le fait que les catégories de demandes caractérisant une population croissante se prêtent particulièrement bien aux prévisions et fournissent, par conséquent, des possibilités d'investissement particulièrement sûres. Cependant les désirs qui engendrent des possibilités alternatives ne sont guère moins prévisibles dans un état donné de satisfaction des besoins. A vrai dire, les pronostics relatifs à certaines branches de production, notamment à l'agriculture, ne sont effectivement pas très encourageants. Mais on ne doit pas les confondre avec le pronostic portant sur la production totale ².

D'autre part, nous pourrions soutenir, en nous plaçant au point de vue de l'offre, que le fléchissement du taux d'accroissement démographique doit tendre à restreindre la production. Un peuplement rapide a fréquemment constitué dans le passé l'une des

¹ Cette affirmation vaut *également pour* un faible fléchissement de la population absolue, analogue à celui qui pourra survenir en Grande-Bretagne avant qu'il soit longtemps (cf. E. Charles, *London and Cambridge Economic Service*, Memo. n° 40). Un fléchissement absolu de grande envergure soulèverait des problèmes additionnels, mais que nous négligerons, car on ne saurait s'attendre à ce qu'ils se produisent au cours de la période considérée. Le vieillissement de la population pose d'autres problèmes encore, tant économiques que politiques et socio-psychologiques. Bien que ces problèmes commencent à prendre de la consistance - il existe déjà ce que l'on pourrait appeler un « parti des vieux » - nous ne pouvons les aborder. Toutefois, il convient d'observer que, aussi longtemps que les âges de retraite ne varient pas, la part (en pourcentage) des consommateurs que l'on doit entretenir sans contribution réciproque ne saurait être affectée par la décroissance en pourcentage du nombre des moins de quinze ans.

² De nombreux économistes paraissent croire qu'un accroissement de la population crée automatiquement une autre source de demandes d'investissement. En effet, tous les nouveaux travailleurs ne doivent-ils pas être munis d'outils et d'un complément de matières premières?

Cependant cette nécessité ne s'impose aucunement. A moins que l'on ne permette à l'essor démographique d'exercer une influence déprimante sur les salaires, on n'aperçoit pas pour quel motif il doit encourager les investissements. Au demeurant, même en cas de compression des salaires, on devrait plutôt s'attendre à une réduction de l'investissement par tête de travailleur.

conditions du développement observé de la production et nous pourrions donc conclure *a contrario* que la pénurie croissante de la main-d'œuvre est, à première vue, susceptible de constituer un facteur d'inhibition. Néanmoins, cet argument n'est pas très fréquemment invoqué, et ceci pour d'excellentes raisons. Le fait qu'au début de 1940 la production industrielle des États-Unis s'établissait à environ 120 % de sa moyenne 1923-1925, alors que le nombre des travailleurs employés ne ressortait qu'à 100 %, fournit une réponse qui vaut également pour l'avenir prévisible. Le volume du chômage actuel, le fait que, en raison du fléchissement du taux de natalité, des femmes sont libérées en nombre croissant pour des emplois productifs et que le taux de mortalité décroissant se traduit par la prolongation de la durée d'existence utile, la possibilité, plus élevée par rapport à ce qu'elle serait en cas d'augmentation rapide de la population, de se passer des facteurs productifs complémentaires de qualité inférieure (ce qui a pour effet de suspendre en partie l'effet de la loi des rendements décroissants) : toutes ces raisons étayaient puissamment l'hypothèse de Mr. Colin Clark aux termes de laquelle le rendement de l'heure ouvrée est appelé à augmenter au cours de la prochaine génération ¹.

Bien entendu, le facteur « main-d'œuvre » peut être artificiellement raréfié par une politique de hauts salaires et de courte durée du travail et par des interventions politiques affaiblissant la discipline du personnel. La comparaison des rendements économiques américain et français entre 1933 et 1940 avec ceux réalisés en Allemagne et au Japon au cours des mêmes années suggère effectivement que les phénomènes de cette nature se sont déjà produits. Toutefois, ils rentrent dans la catégorie des facteurs d'ambiance.

Certes, je suis très loin (et mon exposé en fera foi sans tarder) de prendre à la légère le phénomène démographique. Le fléchissement du taux de natalité me paraît être, au contraire, l'une des caractéristiques les plus essentielles de notre époque. Nous verrons que, même d'un point de vue purement économique, il présente une importance capitale, à la fois en tant que symptôme et en tant que cause de transformation des motifs d'activité économique. Cependant il s'agit là d'aspects plus complexes du problème. Présentement, nous nous occupons seulement des effets mécaniques d'un fléchissement du taux d'accroissement démographique : or, ces effets ne justifient certainement aucune prévision pessimiste en ce qui concerne le développement de la production par tête au cours des quarante prochaines années. Dans cet ordre d'idées, ceux des économistes qui annoncent une « baisse de régime » d'origine démographique suivent tout simplement les errements auxquels se sont constamment laissés entraîner les membres de leur profession : de même que les économistes de naguère affolaient le public, pour des motifs parfaitement inadéquats, en décrivant les dangers inhérents à un excédent de bouches à nourrir ², de même les économistes contemporains inquiètent le public, pour des motifs qui ne valent pas mieux, en insis-

¹ National Income and Outlay, p. 21.

² Les prévisions démographiques, à partir du XVII^e siècle, ont, en pratique, été invariablement démenties par l'événement. On peut, certes, faire valoir certaines circonstances atténuantes en faveur de ces prédictions, voire de la doctrine de Malthus, mais je ne peux découvrir aucune excuse pour leur survivance. Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, il aurait dû sauter aux yeux que les seuls éléments valables de la loi de population malthusienne consistaient dans les réserves formulées par l'auteur lui-même. Les dix premières années du XX^e siècle ont définitivement prouvé le caractère purement imaginaire de cette « loi ». Néanmoins, un économiste de la classe de Lord Keynes a essayé de la ressusciter entre les deux guerres. Et, en 1925, encore, Mr. H. Wrigth, dans son livre *Population*, parlait d'un « gaspillage des fruits de la civilisation servant simplement à multiplier l'espèce humaine ». La science économique n'atteindra-t-elle donc jamais l'âge adulte?

tant sur les risques inhérents à une soi-disant pénurie de producteurs ou de consommateurs.

2. Venons-en maintenant à l'exploitation des pays neufs - cette chance unique d'investissements qui ne pourra jamais se reproduire. Même si nous concédons aux théoriciens de la maturité économique que la frontière géographique de l'humanité est définitivement atteinte - ce qui, en soi, n'a rien d'évident, étant donné que, de nos jours, des déserts recouvrent des régions où prospéraient naguère des fermes fertiles et des cités populeuses - et même si nous leur concédons également que rien ne contribuera désormais au *bien-être* humain autant que l'ont fait les denrées et matières affluant des pays neufs - ce qui est davantage plausible -, il ne s'ensuit aucunement que la production totale par tête au cours du prochain demi-siècle doive, du même coup, soit fléchir, soit, tout au moins, augmenter à un rythme ralenti. Certes, on aurait été en droit de s'attendre à de telles conséquences si les terres qui sont entrées au XIX^e siècle dans la zone capitaliste avaient été exploitées dans des conditions telles que des rendements décroissants seraient désormais sur le point de se manifester. Tel n'est pas cependant le cas et, comme nous venons de l'indiquer, le fléchissement du taux d'accroissement démographique a pour effet de retirer toute valeur pratique à la conception d'après laquelle la nature répondrait déjà ou devrait répondre bientôt moins généreusement que naguère à l'effort humain. Le progrès technique a effectivement renversé toute tendance de ce genre et l'une des prédictions les plus sûres que l'on puisse formuler consiste à admettre que, au cours de l'avenir calculable, nous vivrons dans un embarras de richesses, en ce qui concerne tant les denrées alimentaires que les matières premières, ce qui permettra de porter la production totale au point maximum compatible avec nos possibilités d'exploitation et d'utilisation. Ceci vaut également pour les ressources minérales.

Reste à considérer une autre éventualité. Même s'il n'y a aucunement lieu d'appréhender une réduction de la production actuelle par tête en denrées et matières, celle-ci pouvant même augmenter, les vastes débouchés ouverts aux initiatives et, partant, aux investissements par la mise en valeur des pays neufs paraissent avoir disparu depuis que cette oeuvre de pionniers est accomplie et d'aucuns prédisent que la réduction corrélative des emplois offerts à l'épargne doit se traduire par toutes sortes de difficultés. Nous admettrons de nouveau, pour nous donner le beau rôle, que les pays neufs sont, effectivement, amplement développés et que l'épargne, incapable de s'adapter automatiquement au resserrement de ses débouchés, serait susceptible, si l'on ne lui ouvrait pas des débouchés alternatifs, de devenir un facteur de gaspillage et de perturbations. Certes, ces deux hypothèses sont parfaitement irréalistes. Mais nous n'avons aucunement besoin de les mettre en doute, car la conclusion que l'on en tire en ce qui concerne l'évolution future de la production est conditionnée par une troisième hypothèse - celle-ci parfaitement gratuite - à savoir : l'absence de débouchés alternatifs.

Cette troisième hypothèse tient simplement à un manque d'imagination et elle fournit un bon exemple d'une erreur qui déforme très fréquemment les interprétations historiques. Les traits spécifiques d'un processus historique qui frappent l'analyste tendent dans son esprit à se transformer en causes fondamentales - qu'ils soient ou non qualifiés pour ce rôle. Par exemple, le phénomène communément qualifié de « croissance du capitalisme » a coïncidé en gros avec l'afflux du métal argent extrait des mines de Potosi ainsi qu'avec une situation politique dans laquelle les dépenses

des princes excédaient habituellement leurs revenus, si bien qu'il leur fallait emprunter à jet continu. Ces deux faits se relient, de toute évidence, par des voies variées aux évolutions économiques contemporaines - et l'on peut même leur rattacher sans absurdité les révoltes agraires et les bouleversements religieux du XVI^e siècle. Sur quoi l'analyste peut être tenté de conclure qu'il existe un rapport de causalité entre ces deux phénomènes financiers et l'épanouissement du régime capitaliste, en ce sens que, si ces phénomènes ne s'étaient pas produits (en conjonction avec quelques autres facteurs du même genre), le monde féodal ne se serait pas transformé de lui-même en un monde capitaliste. Mais, en fait, nous nous trouvons ici en présence d'une autre thèse, pour laquelle il n'existe, à première vue, aucune justification. Tout ce que l'historien peut constater, c'est que les événements ont effectivement suivi un cours donné. Mais il ne s'ensuit pas que le même résultat n'aurait pas été atteint par des voies différentes et, notons-le en passant, on ne saurait même soutenir, dans le cas considéré, que les facteurs financiers précités aient accéléré l'évolution capitaliste : en effet, s'ils l'ont favorisée à certains égards, ils l'ont incontestablement retardée à d'autres points de vue.

De même, comme nous l'avons reconnu au cours du chapitre précédent, les possibilités d'initiative offertes par les nouvelles zones à exploiter furent certainement uniques en leur genre, mais seulement au sens où le sont toutes les chances économiques. Il est parfaitement gratuit d'admettre, non seulement que « la fermeture de la frontière » doit causer un vide, mais encore que les initiatives quelconques susceptibles de se substituer aux initiatives de colonisation seront inévitablement moins importantes, quel que soit le sens que l'on prête à cet adjectif. Il est, au contraire, parfaitement possible que la conquête de l'air soit plus importante que ne le fut la conquête des Indes : nous n'avons pas le droit de confondre les frontières géographiques avec les frontières économiques.

Certes, les positions relatives des pays ou des régions peuvent varier fortement lorsqu'une catégorie de possibilités d'investissement est remplacée par une autre. Plus une région ou un pays sont petits et plus leurs fortunes sont étroitement liées à tel ou tel élément spécifique du processus productif - moins nous envisageons avec confiance l'avenir réservé à un tel territoire si cet élément vient à être éliminé. Par exemple, des pays ou régions agricoles *peuvent* être mis définitivement hors jeu par la concurrence des produits de synthèse (rayonne, colorants, caoutchouc artificiel) et c'est pour eux une maigre consolation que de savoir que, en considérant la situation dans son ensemble, ces innovations peuvent se traduire par une amélioration nette de la production universelle. Il est également exact que les conséquences possibles de la concurrence technique peuvent être considérablement amplifiées par la division du monde économique en sphères nationales hostiles. Enfin, reconnaissons-le, tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que la disparition, inhérente au développement des pays neufs, des occasions d'investissement (à supposer que celles-ci soient déjà en voie de disparaître) ne doit pas *nécessairement* creuser un vide qui affecterait automatiquement le taux d'accroissement de la production totale - mais nous ne pouvons pas affirmer que les possibilités antérieures seront effectivement remplacées par d'autres au moins équivalentes. Nous pouvons signaler le fait que le développement des pays neufs doit naturellement donner naissance à des développements ultérieurs soit dans les mêmes pays, soit dans d'autres régions; nous pouvons faire quelque confiance à l'aptitude du système capitaliste à découvrir ou à créer des chances nouvelles, puisqu'il est précisément organisé pour cette fin. Néanmoins, de telles considérations ne nous permettent pas de dépasser notre conclusion négative : nous pouvons, toute-

fois, nous en contenter, étant donné les motifs pour lesquels nous avons abordé ce sujet.

3. On peut appliquer une méthode de discussion analogue à l'opinion largement répandue d'après laquelle la principale étape du progrès technique aurait déjà été couverte, seuls des Perfectionnements mineurs restant à accomplir. Pour autant que cette conception ne reflète pas seulement les impressions causées par l'état de choses qui a existé pendant et après la crise mondiale de 1929 - une absence apparente de projets nouveaux de première grandeur s'étant alors manifestée, comme il est de règle au cours de chaque grande dépression - elle fournit un exemple, meilleur encore que celui de la « disparition de la frontière de l'humanité », de cette erreur d'interprétation dans laquelle tombent si facilement les économistes. Présentement, nous sommes juste dans le creux de la vague d'initiatives qui a créé les centrales électriques, l'industrie électrique, l'électrification des logements et des campagnes et l'industrie automobile. Tout en admirant ces merveilles du progrès, nous sommes bien incapables de repérer les sources d'où pourraient jaillir des chances d'une importance comparable. En fait, cependant, les promesses offertes par la seule industrie chimique sont beaucoup plus grandes qu'il n'était possible de le prévoir, disons, en 1880, sans compter que la simple exploitation des découvertes de l'âge de l'électricité et la construction de logements modernes destinés aux masses suffiraient largement à procurer des possibilités d'investissement adéquates pendant de longues années.

Les possibilités technologiques peuvent être comparées à une mer dont la carte n'a pas été dressée. Certes, nous pouvons cadastrer une région géographique et estimer (mais seulement sur la base d'une technique donnée de production agricole) la fertilité relative des différentes parcelles. En ne tenant pas compte des progrès futurs éventuels de cette technique, nous pouvons alors imaginer (bien que cette supposition soit démentie par l'histoire) que sont mises d'abord en culture les meilleures parcelles, puis les terrains dont la qualité est immédiatement inférieure et ainsi de suite. A chaque instant considéré de ce processus, seules les parcelles relativement médiocres (par comparaison avec celles déjà cultivées) restent à défricher. Cependant nous ne pouvons raisonner de la sorte en ce qui concerne les possibilités futures du progrès technique. Du fait que certaines d'entre elles ont été exploitées avant les autres on ne saurait inférer que les premières découvertes étaient plus productives que celles mises ultérieurement au point. Enfin, les inventions qui dorment encore dans le giron des dieux peuvent être plus ou moins productives que celles qui nous ont été révélées jusqu'à ce jour. Nous aboutissons donc seulement, dans ce cas encore, à une conclusion négative et l'on ne saurait la convertir en une affirmation positive même en arguant du fait que le « progrès » tend, sous l'influence de la systématisation et de la rationalisation de la recherche et de la gestion, à avancer d'un pas plus méthodique et plus sûr. Toutefois, ce résultat négatif nous suffit : il n'y a aucune raison de s'attendre à un fléchissement du taux de production qui serait causé par l'épuisement des possibilités techniques.

4. Il nous reste à signaler deux variantes de cet aspect de la théorie de la décroissance des possibilités d'investissement. Certains économistes ont soutenu que la main-d'œuvre de chaque pays a dû être dotée, au cours d'une période donnée, des instruments de travail nécessaires, Or, affirment-ils, cet équipement a été réalisé en

gros pendant le XIXe siècle et, corrélativement, des demandes nouvelles pour les biens instrumentaux ont été constamment créées. Mais, désormais et jusque dans l'avenir le plus reculé, il ne resterait plus à satisfaire, abstraction faite des investissements auxiliaires, que des commandes de renouvellement. Dans ces conditions, la période de construction capitaliste aurait été, tout compte fait, un intermède unique dans l'histoire, caractérisé par une tension exceptionnelle de toutes les énergies de l'économie capitaliste aux fins de créer à son usage le supplément d'outils et de machines dont elle avait besoin et aboutissant à un équipement dont la capacité serait adaptée à un rythme d'accroissement de la production qu'il est désormais impossible de maintenir. Or, c'est là une description à proprement parler abasourdissante du processus économique. N'existait-il donc pas d'équipement au XVIIIe siècle -voire au temps de l'homme des cavernes? Et s'il en existait, pourquoi les additions effectuées au XIXe siècle auraient-elles exercé un effet de saturation supérieur à celui de toutes les additions antérieures? De plus, en règle générale, les compléments apportés à l'arsenal capitaliste entrent en concurrence avec les pièces forgées auparavant, dont elles détruisent l'utilité économique. Par conséquent, la tâche consistant à outiller l'économie ne peut jamais être accomplie une fois pour toutes. On doit tenir pour exceptionnels les cas dans lesquels ce résultat peut être atteint en employant exclusivement les fonds de renouvellement (ce qui serait normalement la règle en l'absence de tout progrès technique). Cette insuffisance des réserves de remplacement est particulièrement évidente lorsque de nouvelles méthodes de production sont appliquées à de nouvelles branches : il va de soi que les usines d'automobiles n'ont pas été financées avec les fonds d'amortissement des compagnies ferroviaires.

D'ailleurs, le lecteur aura observé sans aucun doute que, même si nous pouvions accepter les prémisses de ce raisonnement, il ne s'ensuivrait pas nécessairement que l'on doive formuler des prévisions pessimistes sur le taux d'expansion de la production globale. Tout au contraire, il pourrait en tirer une conclusion exactement inverse, à savoir que la possession d'un stock considérable de biens instrumentaux, dotés de l'immortalité économique grâce à leur renouvellement continu, ne peut que faciliter l'accroissement ultérieur de la production totale. Or, une telle conclusion serait parfaitement justifiée. L'argumentation dénoncée par nous repose entièrement sur les troubles auxquels on doit s'attendre si une économie adaptée à la production des biens-capitaux doit faire face à un fléchissement du taux d'accroissement de la demande correspondante. Cependant l'on risque aisément de prêter une importance exagérée à de telles perturbations qui, d'ailleurs, ne sauraient se produire soudainement. L'industrie de l'acier, par exemple, n'a pas éprouvé de grandes difficultés lorsque cette branche, qui produisait naguère presque exclusivement des biens instrumentaux, s'est transformée en une branche qui produit désormais principalement des biens de consommation durables ou des produits mi-terminés servant à produire de tels biens. Or, bien que de telles compensations puissent ne pas être réalisables à l'intérieur de chaque branche productrice de biens instrumentaux, le principe impliqué est le même dans tous les cas.

Venons-en à la deuxième variante. Les grandes poussées d'activité des affaires aboutissant à diffuser des symptômes de prospérité à travers tout l'organisme économique ont, bien entendu, toujours été associées à l'expansion des dépenses des producteurs. elle-même liée à la construction d'usines et outillages additionnels. Or, certains économistes ont découvert (ou croient avoir découvert) que, de nos jours, les nouveaux procédés techniques tendent à absorber moins de capital immobilisé de cette nature que ce n'était le cas dans le passé et, notamment, à l'époque de la construction des chemins de fer. D'où ils concluent que l'importance relative des dépenses

consacrées à la construction instrumentale va désormais décroître. Or, étant donné que cette contraction freinera les Poussées intermittentes d'activité économique qui, de toute évidence, ont grandement contribué au taux observé d'accroissement de la production globale, il s'ensuit que ce taux serait appelé à fléchir, notamment si le taux antérieur de l'épargne ne décline pas.

Cependant cette soi-disant tendance des nouvelles méthodes techniques à absorber progressivement moins d'épargne est loin, jusqu'à ce jour, d'avoir été effectivement vérifiée. Les données statistiques accumulées jusqu'en 1929 - les séries ultérieures ne pouvant être utilisées à cette fin - font foi d'une évolution exactement inverse. Les partisans de la théorie en cause n'ont pas pu fournir à l'appui de leur thèse davantage qu'un certain nombre de cas isolés auxquels il est possible d'en opposer d'autres. Admettons néanmoins qu'une telle tendance existe. Nous nous trouvons alors placés devant ce même problème formel qui a tant préoccupé les économistes d'antan dans le cas des procédés économisant la main-d'œuvre. Ces derniers peuvent affecter en bien ou en mal les intérêts des travailleurs, mais personne ne saurait contester que, dans l'ensemble, ils favorisent une expansion de la production. Or - en laissant de côté les perturbations éventuelles, dont il est présentement à la mode de s'exagérer la gravité, apportées au processus épargne-investissement - il en va exactement de même dans le cas des procédés économisant les dépenses en biens instrumentaux par *unité de produit* final. En fait, on est en droit de dire, sans s'écarter beaucoup de la vérité, que presque chaque procédé nouveau économiquement applicable économise à la fois de la main-d'œuvre et du capital. Les chemins de fer, on est en droit de le présumer, ont économisé des capitaux par comparaison avec les dépenses qu'impliquerait de nos jours le transport en diligences ou en charrettes des voyageurs et des marchandises qui sont actuellement transportés par voie ferrée. De même, il est possible - je n'en sais rien - que la production de soie par les vers à soie et les mûriers absorbe davantage de capitaux que ne le ferait la production d'une quantité semblable de rayonne. Certes, de telles constatations peuvent être très attristantes pour les possesseurs des capitaux consacrés aux techniques périmées. Cependant il ne s'ensuit pas nécessairement que les économies de capital doivent entraîner une diminution des possibilités d'investissement et elles n'impliquent certainement pas un ralentissement dans l'expansion de la production. Les personnes qui nourrissent l'espoir d'assister à un effondrement du capitalisme uniquement provoqué par le fait que l'effet productif d'une unité de capital est plus élevé qu'il ne l'était naguère - ces personnes risquent, à coup sûr, d'attendre longtemps sous l'orme.

5. Enfin, étant donné que le thème « disparition des possibilités d'investissement » est habituellement traité par des économistes qui cherchent à convaincre le public de la nécessité pour le gouvernement d'appliquer une politique systématique de déficit budgétaire, ceux-ci ne manquent jamais d'invoquer un autre argument, à savoir que les possibilités d'investissement subsistantes sont mieux adaptées aux initiatives publiques qu'aux initiatives privées. Ceci est exact jusqu'à un certain point. En premier lieu, il y a des chances pour que s'imposent en période d'enrichissement croissant certaines catégories de dépenses qui ne se prêtent pas naturellement à un calcul prix de revient/profit - tel est le cas pour les dépenses consacrées à l'embellissement des villes, à l'hygiène publique et ainsi de suite.

En second lieu, un secteur toujours plus étendu d'activité industrielle tend à être incorporé dans la zone de la gestion publique - tel est le cas pour les moyens de transport, les docks, la production de l'énergie, les assurances, et ainsi de suite, ceci pour la

simple raison que ces branches se prêtent de mieux en mieux aux méthodes de gestion publique. On pourrait donc s'attendre à ce que, même dans une société fondamentalement capitaliste, les investissements nationaux et municipaux se développent, en valeur absolue et relative, exactement comme se développeraient d'autres types de planification publique.

Mais un point, c'est tout. Pour admettre cet état de choses, il n'est aucunement nécessaire de formuler une hypothèse quelconque sur l'évolution du secteur privé de l'activité économique. De plus, du point de vue qui nous occupe, il n'importe aucunement que l'investissement futur et l'expansion corrélative de la production soient financés et dirigés dans une mesure plus ou moins grande par des institutions publiques ou privées, sauf si l'on considère de surcroît que le financement public s'imposera de lui-même en raison du fait que les entreprises privées ne seraient plus capables de couvrir les déficits inhérents, par hypothèse, dans l'avenir à *n'importe quel* investissement. Cependant nous avons déjà discuté ci-dessus cet argument.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 11

La civilisation du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Sortant du cercle des considérations purement économiques, nous en venons à l'aspect culturel de l'économie capitaliste - à sa superstructure socio-psychologique, pour employer le langage marxiste - et à la mentalité qui caractérise la société capitaliste et, en particulier, la classe bourgeoise. Les données significatives, condensées à l'extrême, peuvent être présentées comme il suit :

Il y a cinquante mille ans, l'homme a affronté les dangers et les chances de son milieu avec un comportement qui, selon certains « préhistoriens », sociologues et ethnologues, équivalait grossièrement à l'attitude des primitifs modernes¹. Deux éléments de cette attitude sont particulièrement importants à notre point de vue : la nature « collective » et « affective » du processus mental des primitifs et, s'y superpo-

¹ Les recherches de cette nature remontent à très loin dans le passé. Cependant je crois que les oeuvres de Lucien Lévy-Bruhl ont marqué le point de départ d'une nouvelle étape scientifique. Cf. notamment ses *Fonctions mentales dans les sociétés inférieures* (1909) et *Le Surnaturel et la Nature dans la mentalité primitive* (1931). Un long chemin, dont les bornes milliaires peuvent être discernées dans *l'Âme primitive* (1927), sépare les positions prises dans ces deux livres. A nos yeux, Lévy-Bruhl constitue une autorité particulièrement précieuse, en raison du fait qu'il se rallie entièrement à notre thèse. C'est Même le Point de départ de son œuvre - d'après laquelle les fonctions « réalisatrices » de la pensée et la structure mentale de l'homme sont déterminées, tout au moins partiellement, par la structure de la société où elles se développent. Il importe peu que, dans le cas de Lévy-Bruhl, ce principe ait été puisé chez Comte, et non pas chez Marx.

sant partiellement, le rôle de ce que, faute d'un meilleur terme, j'appellerai la magie. Par « nature collective et affective » je fais allusion au fait que, dans les petits groupes sociaux indifférenciés ou peu différenciés, les idées collectives s'imposent d'elles-mêmes à l'esprit individuel beaucoup plus strictement que ce n'est le cas dans les grands groupes complexes: et aussi au fait que ces petits groupes aboutissent à leurs conclusions et décisions par des méthodes qui, au point de vue qui nous préoccupe, peuvent être caractérisées par un critérium négatif : le dédain pour ce que nous appelons la logique et, notamment, pour la règle de non-contradiction. En second lieu, j'entends par magie l'emploi d'un système de croyances qui, certes, ne font pas complètement abstraction de l'expérience - aucun rite magique ne saurait survivre à une série ininterrompue d'échecs - mais qui insèrent dans la succession des phénomènes observés des entités ou des influences émanant de sources non empiriques¹. La similitude de ce type de processus mental avec ceux des névrosés a été soulignée par G. Dromard (en 1911; son expression, délire d'interprétation, est particulièrement suggestive) et par S. Freud (Totem et Tabou, 1913). Cependant il ne s'ensuit pas qu'il soit étranger au comportement de l'homme contemporain. Bien au contraire, toute discussion politique devrait convaincre le lecteur qu'un groupe étendu de nos processus mentaux, extrêmement important du point de vue de l'action, se range exactement dans la même classe.

Par conséquent, la pensée ou le comportement rationnels et une civilisation rationaliste n'impliquent pas l'absence des critères mentionnés ci-dessus, mais seulement un élargissement, lent mais continu, du secteur de la vie sociale à l'intérieur duquel les individus ou les groupes ont accoutumé de faire face à une situation donnée, premièrement en essayant d'en tirer plus ou moins (mais jamais complètement) le meilleur parti possible, en se fiant à leurs propres lumières; deuxièmement, en agissant en conformité avec les règles de cohérence que nous groupons sous le terme « logique »; et, troisièmement, en se fondant sur des hypothèses satisfaisant aux deux conditions suivantes : que leur nombre soit réduit au minimum et que chacune d'elles soit susceptible d'être exprimée en terme d'expérience potentielle².

Certes, ces indications sont très inadéquates, mais elles nous suffisent pour notre propos. Toutefois, il est un autre point, relatif au concept des civilisations rationalistes, que je tiens à mentionner pour m'y référer ultérieurement. Lorsque l'habitude de l'analyse rationnelle des tâches quotidiennes de l'existence et du comportement rationnel à leur égard s'est suffisamment développée, elle réagit sur la masse des idées collectives et les soumet à une critique et, dans une certaine mesure, à une « rationalisation », ceci en soulevant certaines questions indiscrètes, par exemple : comment se justifie l'existence des rois ou des papes ou des dîmes ou de la propriété ou de la subordination? Incidemment, il importe de signaler que, si nous sommes pour la plupart enclins à considérer une telle attitude critique comme le symptôme d'un « stade plus avancé » du développement mental, un tel jugement de valeur n'est pas nécessairement, ni à tous points de vue, confirmé par l'expérience. Le comportement rationaliste peut, en effet, s'exercer sur des informations et avec une technique à ce

¹ Un critique bienveillant du passage ci-dessus m'a opposé que je ne pouvais pas avoir voulu dire ce qu'il signifie effectivement, étant donné que, dans l'affirmative, je serais obligé de qualifier de procédé magique le « pouvoir » du médecin. Or, c'est précisément ce que j'ai entendu exprimer, à moins que l'on ne convienne d'utiliser exclusivement le terme « force » pour désigner une constante multipliée par la dérivée seconde d'un déplacement. Cf. la dernière phrase du paragraphe.

² Nous avons adopté cette formule kantienne aux fins de nous prémunir contre une objection évidente.

point inadéquates que les actes inspirés par lui -notamment un engouement généralisé pour telles pratiques médicales - peuvent apparaître à un observateur d'une époque ultérieure comme étant, même d'un point de vue purement intellectuel, inférieurs aux actes (par exemple au refus de se laisser soigner) associés à des attitudes d'esprit que la plupart des contemporains penchaient à attribuer aux seuls *minus habentes*. Une grande partie de la pensée politique des XVII^e et XVIII^e siècles illustre bien cette vérité constamment perdue de vue. Du point de vue, non seulement de la profondeur de la vision sociale, mais encore de l'analyse logique, la contre-offensive « conservatrice » du XIX^e siècle a été nettement de qualité supérieure, pour dérisoire qu'elle aurait semblé aux philosophes de « l'âge des lumières ».

Ceci dit, l'attitude rationnelle s'est, apparemment, imposée avant tout à l'esprit humain sous la pression de la nécessité économique. C'est à notre tâche économique quotidienne que nous sommes, en tant que race, redevables de notre entraînement élémentaire au raisonnement et au comportement rationnels : toute logique, je n'hésite pas à l'affirmer, dérive du schéma de décision économique ou, pour employer l'une de mes formules favorites, le schéma économique est la matrice de la logique. Cette opinion me paraît plausible pour les raisons suivantes. Supposons que tel homme « primitif » fasse usage de la machine la plus élémentaire de toutes, déjà appréciée par nos cousins les gorilles : un bâton, puis que ce bâton se brise entre ses mains. S'il essaie de remédier à cet accident en récitant une formule magique - il pourrait, par exemple, murmurer : « Offre et Demande » ou « Planisation et Contrôle », dans l'espoir que, après avoir répété neuf fois ces mots, les deux fragments se rassembleraient - ceci revient à dire que notre homme n'est pas encore sorti du cercle de la pensée pré-rationnelle. Mais s'il essaie de découvrir le meilleur procédé pour réunir les deux morceaux ou pour se procurer un nouveau bâton, il agit rationnellement, au sens où nous entendons ce terme. Cependant il est évident que, à l'occasion de cette circonstance comme de la plupart des autres circonstances économiques, l'échec fonctionnel d'une formule magique sera beaucoup plus frappant que ne saurait être l'échec d'une formule visant à ce que notre homme l'emporte dans un combat, soit heureux en amour ou décharge sa conscience du poids d'un remords. Ceci tient au déterminisme inexorable et, dans la plupart des cas, au caractère quantitatif qui distinguent le secteur économique des autres secteurs de l'activité humaine, et peut-être aussi à la banalité inexcitante inhérente au retour perpétuel des besoins et des satisfactions économiques. Or, une fois qu'il a été forgé, le comportement rationnel s'étend, sous l'influence pédagogique des expériences favorables, aux autres sphères d'activité et, ici encore, il initie les humains à cette entité remarquable : le Fait.

Ce processus se poursuit d'ailleurs indépendamment du type spécifique d'activité économique et, notamment, il n'est pas lié au type capitaliste. Il en va de même du motif profit et intérêt personnel. L'homme pré-capitaliste n'est pas moins avide que l'homme capitaliste. Les serfs paysans, par exemple, ou les seigneurs guerriers manifestaient leurs intérêts égoïstes avec une énergie parfaitement brutale. Néanmoins, le capitalisme développe la rationalité du comportement et en renforce le tranchant par deux moyens., d'ailleurs connexes.

En premier lieu, le capitalisme élève l'unité monétaire - qui, en soi, n'a pas été créée par lui - à la dignité d'une unité de compte. En d'autres termes, la pratique capitaliste convertit l'unité de monnaie en un instrument de calcul rationnel des coûts et des profits, grâce auquel il construit le monument grandiose de la comptabilité en

parties doubles¹. Sans nous étendre sur ce thème, nous noterons seulement que, engendré initialement par l'évolution vers la rationalité économique, le calcul des coûts et des profits réagit à son tour sur cette rationalité : de par son pouvoir de clarification et de précision arithmétique, il imprime une impulsion vigoureuse à la logique de l'entreprise. Or, une fois ainsi défini et quantifié dans le secteur économique, ce type de logique ou de méthode ou de comportement poursuit sa carrière de conquérant, en subjuguant - en rationalisant les outils et les philosophies de l'homme, ses pratiques médicales. sa vision de l'univers cosmique, sa conception de l'existence, en fait tout ce qui le préoccupe, y compris ses notions d'esthétique et de justice et ses aspirations spirituelles.

Dans cet ordre d'idées, il est extrêmement significatif de constater que la science moderne, mathématico-expérimentale, s'est développée, aux XVe, XVIe et XVIIe siècles, non seulement parallèlement à l'évolution sociale communément qualifiée de « croissance du capitalisme », mais encore à l'extérieur de la forteresse de la pensée scolastique et face à son hostilité méprisante. Au XVe siècle, les mathématiciens s'intéressaient principalement aux problèmes d'arithmétique commerciale et d'architecture. Les procédés mécaniques utilitaires, inventés par des hommes du type artisanal, ont été à l'origine de la physique moderne. L'individualisme coriace d'un Galilée se confond avec l'individualisme de la classe capitaliste ascendante. Le médecin a commencé à s'élever au-dessus de la sage-femme et du barbier. L'artiste, qui était en même temps un ingénieur et un entrepreneur - du type immortalisé par des hommes tels que Vinci, Alberti, Cellini; Dürer lui-même s'est occupée de plans de fortifications - fournit la meilleure illustration de ma pensée. En les maudissant pêle-mêle, les professeurs scolastiques des universités italiennes ont fait preuve de davantage de sens que nous ne les en créditons. Le risque ne consistait pas tant dans telle ou telle thèse hétérodoxe. On pouvait s'en remettre à n'importe quel théologien qualifié pour manipuler les textes sacrés de manière à les ajuster au système de Copernic. Mais ces professeurs devinaient, avec un instinct très sûr, la mentalité qui se dissimulait derrière ces exploits intellectuels - la mentalité de l'individualisme rationaliste, la mentalité inspirée par le capitalisme ascendant.

En second lieu, le capitalisme ascendant, non seulement a inspiré l'attitude mentale de la science moderne, celle qui consiste à poser certaines questions, puis à entreprendre d'y répondre d'une certaine façon, mais encore il a créé des réalisateurs et des moyens de réalisation. En brisant le cadre féodal et en troublant la paix intellectuelle du manoir et du village (étant entendu que, même dans un couvent, il y a toujours eu largement matière à discussions et à querelles) et aussi, notamment, en ouvrant un espace social à une nouvelle classe qui s'appuyait sur ses performances individuelles réalisées sur le terrain économique, le capitalisme a attiré sur ce terrain les fortes volontés et les esprits vigoureux. La vie économique précapitaliste ne comportait aucune possibilité de succès exceptionnel, qui permit de franchir les barrières de classe au, en d'autres termes, qui fût susceptible de créer des situations sociales comparables

¹ Sombart a souligné et même, à son accoutumée, exagérément souligné l'importance de cet élément. La comptabilité en parties doubles a constitué la dernière étape d'une route longue et tortueuse. Elle a été immédiatement précédée par la pratique consistant à faire de temps à autre un inventaire et à chiffrer le profit ou la perte ; A Saporì dans *Biblioteca Storica Toscana, VII-1932*. La date du traité de comptabilité rédigé par Luca Pacioli constitue une pierre milliaire importante. Du point de vue de l'histoire et de la sociologie de l'État, il est essentiel de constater que la comptabilité rationnelle n'a pas été appliquée avant le XVIIIe siècle à la gestion des fonds publics et que, même à cette époque, elle l'a été imparfaitement, sous la forme rudimentaire de la comptabilité camérale.

à celles des membres des classes alors dominantes. Certes, ce régime n'inhibait pas toute ascension sociale, en général ¹, mais l'activité économique y restait, généralement parlant, essentiellement subalterne, même dans le cas des artisans qui se hissaient au faite des corporations, car ils ne parvenaient pour ainsi dire jamais à sortir de ce cadre. Les principales avenues conduisant vers la promotion sociale et les gros revenus consistaient dans l'Église (presque aussi accueillante tout au long de Moyen Âge qu'elle l'est de nos jours) et aussi dans la hiérarchie des seigneurs militaires - parfaitement accessible, jusqu'au XII^e siècle, à tout homme physiquement et moralement qualifié et qui ne s'est jamais complètement fermée ultérieurement. Cependant les capacités et les ambitions hors série ne commencèrent à se diriger vers une troisième avenue, celle des affaires, qu'à partir de l'époque où se révélèrent les chances ouvertes aux entreprises capitalistes - d'abord commerciales et industrielles, puis minières, enfin industrielles. Certes, ces initiatives furent couronnées par des succès rapides et éclatants, mais on s'est grandement exagéré le prestige social qui les a entourées à l'origine. Si nous examinons de près, par exemple, la carrière d'un Jacob Fugger ou celle d'un Agostino Chigi, nous constatons sans peine qu'ils ne jouèrent qu'un faible rôle dans l'orientation des politiques d'un Charles-Quint ou d'un Léon X et qu'ils ont payé au prix fort les privilèges dont ils ont joui ². Néanmoins, le succès des entrepreneurs était assez fascinant, du point de vue de la majorité des contemporains (exception faite des couches supérieures de la société féodale), pour attirer la plupart des meilleurs esprits et pour engendrer les nouveaux succès - pour alimenter en énergie supplémentaire le moteur rationaliste. Ainsi, dans ce sens, le capitalisme - et non pas seulement l'activité économique en général - a, tout compte fait, constitué la force qui a propulsé la rationalisation du comportement humain.

Et maintenant, après ce long préambule, nous en arrivons au but immédiat ³ auquel devait nous conduire cette argumentation complexe et néanmoins trop simplifiée. Non seulement l'usine moderne mécanisée et le volume de la production qui en sort, non seulement la technique moderne et l'organisation économique, mais encore toutes les caractéristiques et performances de la civilisation moderne sont issus, directement ou indirectement, du processus capitaliste. On doit donc en faire état dans tout bilan du capitalisme et dans tout verdict porté sur sa bienfaisance ou sa malfaisance.

Considérons le développement de la science moderne et la longue liste de ses applications. Il saute aux yeux que les avions, les réfrigérateurs, la télévision et ainsi de suite sont les fruits de l'économie de profit. Par ailleurs, bien qu'un hôpital moderne ne soit pas, en règle générale, exploité lucrativement, il n'en est pas moins le produit du capitalisme, non seulement, encore un coup, parce que le système capitaliste fournit la volonté créatrice et les moyens matériels, mais encore, et ceci va

¹ Nous sommes trop portés à considérer la structure sociale médiévale comme statique ou rigide. En fait, pour employer l'expression de Pareto, il s'y produisait une circulation continue des aristocraties. Les éléments qui constituaient la couche supérieure, environ 900, avaient pratiquement disparu en 1500.

² Les Médicis ne constituent pas réellement une exception. En effet, bien que leur fortune les ait aidés à prendre le contrôle de la communauté florentine, c'est par ce contrôle, et non par leur fortune en soi, que s'explique le rôle joué par cette famille. Ils sont en tout cas les seuls marchands qui se soient hissés jusqu'à se placer sur un pied d'égalité avec la plus haute classe du monde féodal. Nous ne trouvons de réelles exceptions que dans les contrées où l'évolution capitaliste a créé une ambiance *ad hoc* ou complètement disloqué la croûte féodale - par exemple à Venise et aux Pays-Bas.

³ Immédiat parce que l'analyse développée ci-dessus nous rendra également de bons services pour d'autres objets. En fait, elle présente une importance fondamentale pour toute discussion du grand thème : Capitalisme et Socialisme.

beaucoup plus loin, parce que le rationalisme capitaliste a fourni les habitudes d'esprit grâce auxquelles ont été développées les méthodes appliquées dans ces hôpitaux. Et les victoires, non encore complètement gagnées, mais en vue, sur la syphilis, la tuberculose et le cancer, sont ou seront des accomplissements capitalistes, tout autant que l'ont été les autos ou les pipelines ou l'acier Bessemer. Dans le cas de la médecine, on trouve à l'arrière-plan des méthodes une profession capitaliste, à la fois parce qu'elle travaille avec une mentalité d'affaires et parce qu'elle constitue une émulsion de bourgeoisie industrielle et commerciale. Cependant, même s'il n'en était pas ainsi, la médecine et l'hygiène modernes n'en resteraient pas moins (tout comme l'éducation moderne) des sous-produits du système capitaliste.

Considérons l'art capitaliste et le style d'existence capitaliste. Si nous nous en tenons à l'exemple de la peinture, d'abord pour faire court et ensuite parce que mon ignorance est un peu moins complète dans ce domaine que dans les autres, et si nous convenons de choisir pour point de départ d'une époque les fresques de Giotto, puis suivons (pour quasi-détestables que soient de tels arguments « linéaires ») la ligne Giotto - Masaccio - Vinci - Michel-Ange - Greco, aucune insistance sur les élans mystiques dans le cas de Greco ne saurait détruire ma thèse pour quiconque a des yeux pour voir. Et les expériences de Vinci sont là pour ces Saint Thomas qui désirent, pour ainsi parler, toucher de leurs doigts le rationalisme capitaliste. En projetant plus loin cette ligne (oui, je ne l'ignore pas), nous pourrions finalement atterrir (peut-être essoufflés) dans la zone heurtée où s'opposent Ingres et Delacroix. Et nous voilà au rouet : Cézanne, Van Gogh, Picasso et Matisse feront le reste. La liquidation expressionniste des formes objectives nous fournit une conclusion merveilleusement logique. L'histoire du roman capitaliste (culminant dans la technique des Goncourt, celle des « documents stylisés ») nous fournirait un exemple encore meilleur. Nous n'insisterons pas sur l'évidence. L'évolution du style de vie capitaliste pourrait être facilement décrite (et peut-être d'une façon encore plus frappante) en retraçant la genèse de notre complet veston.

Enfin, il convient de citer tous les éléments susceptibles d'être groupés autour du libéralisme de Gladstone. comme une collection autour d'une pièce de choix symbolique. Le terme « démocratie individualiste » serait tout aussi pertinent - davantage, peut-être, car nous aurons à faire état de certains éléments que Gladstone n'aurait pas approuvés et d'une attitude morale et spirituelle que, retranché dans la citadelle de sa foi, il haïssait cordialement. Je pourrais d'ailleurs m'en tenir là si la liturgie extrémiste ne consistait pas, pour une large part, à opposer des démentis violents aux réalités que je vais rappeler. Les extrémistes peuvent bien proclamer que les masses implorent d'être délivrées de leurs souffrances intolérables et agitent leurs chaînes dans les ténèbres du désespoir - mais soyons sérieux, il n'a jamais, à aucune époque, existé autant de liberté personnelle de corps et d'esprit pour tous, jamais autant de facilité à tolérer et même à financer les ennemis mortels de la classe dirigeante, jamais autant de sympathie agissante à l'égard des souffrances réelles ou imaginaires, jamais autant de bonne volonté à assumer des charges sociales que ce n'est le cas dans la société capitaliste moderne ; et il n'est pas de démocratie connue (en dehors des communautés rurales) qui ne se soit développée dans le sillage du capitalisme, tant ancien que moderne. Certes, il serait possible de tirer du passé assez de faits pour construire une argumentation contraire, qui ne serait pas dépourvue d'efficacité, mais

qui ne saurait trouver sa place dans une discussion portant sur les conditions présentes et sur les alternatives futures ¹.

Si, néanmoins, nous décidions de nous livrer à une investigation historique, même dans ce cas beaucoup de faits que les critiques extrémistes peuvent tenir pour les plus favorables à leur thèse apparaîtraient fréquemment sous un éclairage tout différent si on les considérait à la lumière d'une comparaison avec les données correspondantes de l'expérience précapitaliste. Et que l'on ne nous réponde pas : « les temps avaient changé ». Car c'est précisément l'évolution capitaliste qui a amené ces changements.

Il convient de mentionner notamment deux points. J'ai signalé précédemment que la législation sociale ou, plus généralement, les réformes institutionnelles en faveur des masses n'ont pas été simplement une charge imposée à la société capitaliste par la nécessité inéluctable de soulager la misère toujours croissante des pauvres, mais que, tout en relevant automatiquement le niveau d'existence des masses par le jeu de son fonctionnement, le régime capitaliste a également fourni les moyens matériels d'une telle législation « et la volonté » de les mettre en oeuvre. Or, les mots entre guillemets appellent une explication complémentaire, ressortissant au principe du rationalisme généralisé. Le processus capitaliste rationalise le comportement et les idées et, ce faisant, chasse de nos esprits, en même temps que les croyances métaphysiques, les notions romantiques et mystiques de toute nature. Ainsi, il remodèle, non seulement les méthodes propres à atteindre nos objectifs, mais encore les objectifs finaux en eux-mêmes. La « libre-pensée » (au sens de matérialisme moniste, de laïcisme et d'acceptation pragmatique du monde tel qu'il est sur notre côté de la tombe) dérive de cette refonte, non, certes, en vertu d'une nécessité logique, mais néanmoins très naturellement. D'une part, notre sens héréditaire du devoir, privé de sa base traditionnelle, se concentre sur des conceptions utilitaires relatives à l'amélioration de l'humanité qui (à vrai dire, très illogiquement) paraissent résister à la critique rationaliste mieux que ne le fait, par exemple, la crainte de Dieu. D'autre part, la même rationalisation de l'âme enlève aux droits de classe de toute nature tout le halo de leur prestige hyper-empirique. Tels sont les facteurs associés à l'enthousiasme typiquement capitaliste pour l'efficacité et le Service (entités complètement différentes de celles que ces termes auraient évoquées dans l'esprit d'un chevalier typique de l'ancien temps), qui nourrissent la « volonté » sociale dans le sein de la bourgeoisie elle-même. Le féminisme, phénomène essentiellement capitaliste, illustre encore plus clairement notre thèse. Le lecteur doit d'ailleurs réaliser que ces tendances doivent être entendues « objectivement » et que, par conséquent, des *déclamations* antiréformistes ou antiféministes, pour multiples qu'elles soient, voire même une opposition temporaire à telle ou telle mesure, ne sauraient rien prouver à l'encontre de notre analyse. Tout au contraire, ces discours ou ces oppositions constituent précisément : des symptômes des tendances qu'ils prétendent combattre. Nous y reviendrons au cours des chapitres suivants.

Ainsi, la civilisation capitaliste est rationaliste et « anti-héroïque ». ces deux caractéristiques allant, bien entendu, de pair. Si la réussite industrielle et commerciale réclame une forte dose de cran, néanmoins les activités de cette nature sont essentiellement antihéroïques au sens où un chevalier aurait entendu ce terme - elles ne comportent ni épées brandies ni grandes prouesses physiques, ni de chances de

¹ Même Marx, à l'époque duquel des réquisitoires de cette nature n'étaient pas aussi absurdes qu'ils le sont devenus de nos jours, jugeait indésirable de fortifier sa cause en s'appesantissant sur des conditions qui, même de son temps, appartenaient au passé ou étaient en voie de disparaître.

galoper sur un cheval bardé de fer sus à l'ennemi (de préférence hérétique ou païen) - et l'idéologie qui glorifie le « combat pour le combat » et la « victoire pour la victoire » s'étirole vite, on le conçoit sans peine dans les bureaux où les hommes d'affaires compulsent leurs colonnes de chiffres. C'est pourquoi, possédant des biens tentants pour le pillard ou pour le percepteur et ne partageant pas ou même détestant une idéologie militaire qui heurte son utilitarisme « rationnel », la bourgeoisie industrielle et commerciale est foncièrement pacifiste et inclinée à réclamer que les principes moraux de la vie privée soient étendus aux relations internationales. Certes, à la différence de la plupart des caractéristiques de la civilisation capitaliste, mais à la ressemblance de certaines d'entre elles, le pacifisme et la moralité internationale ont été également préconisés dans des sociétés non capitalistes et par des institutions précapitalistes (par exemple, au Moyen Age, par l'Église catholique). Le pacifisme et la morale internationale modernes n'en sont pas moins des produits du capitalisme.

Étant donné que la doctrine marxiste - notamment celle du néo-marxisme - et même une fraction considérable de la pensée non-socialiste sont, comme nous l'avons constaté dans la première partie de cet ouvrage, fortement opposées à cette thèse¹, il est nécessaire de préciser notre pensée : nous ne voulons pas dire par là que maintes bourgeoisies n'ont pas livré des combats splendides pour défendre leurs patries et leurs foyers, ni que certaines communautés presque purement bourgeoises - par exemple Athènes ou Venise - n'ont pas été fréquemment agressives lorsque la guerre leur paraissait payante, ni qu'il ne s'est jamais trouvé de bourgeoisie pour apprécier les butins de guerre ou les avantages commerciaux inhérents aux conquêtes, ni que les bourgeoisies aient constamment refusé de se laisser embrigader dans des nationalismes militants par leurs maîtres ou chefs féodaux ou par la propagande de tel ou tel groupe dont les intérêts étaient en jeu. Je soutiens seulement, en premier lieu, que de tels cas de pugnacité capitaliste ne doivent pas, comme le voudraient les marxistes, être expliqués - essentiellement ou primordialement - en termes de situations de classe ou d'intérêts de classe déclenchant systématiquement des guerres capitalistes de conquête ; en second lieu, qu'il existe une différence profonde entre accomplir ce que l'on tient pour la tâche normale de sa vie, celle à laquelle on se prépare dans sa jeunesse et à laquelle on continue à s'entraîner dans son âge mûr, celle dont les résultats mesurent le succès ou l'échec d'une existence entière - et accomplir une tâche qui vous est étrangère, à laquelle ne sont adaptées ni votre mentalité, ni vos aptitudes normales et dont la réussite aboutit à rehausser le prestige de la plus antibourgeoise des professions, celle des armes ; enfin, en troisième lieu, que cette différence plaide constamment - dans les affaires tant internationales que nationales - contre l'emploi de la puissance militaire et en faveur des compromis pacifiques, ceci même dans les cas où la balance de l'intérêt pécuniaire penche nettement du côté de la guerre, ce qui, au demeurant, n'est généralement guère vraisemblable dans les circonstances modernes. En fait, plus la structure et l'attitude d'une nation sont foncièrement capitalistes et plus, nous le constatons, cette nation est pacifiste et prompte à supputer le coût ruineux d'une guerre. Étant donné la complexité de chaque cas spécifique, une analyse historique détaillée serait nécessaire, pour démontrer pleinement cette affirmation. Cependant, l'attitude de la bourgeoisie envers les armées permanentes, l'esprit dans lequel les bourgeoisies conduisent leurs guerres et les méthodes qu'elles appliquent à cette fin, enfin la facilité avec laquelle, dans chaque cas sérieux d'hostilités prolongées, elles se plient à des principes non bourgeois de gouvernement - toutes ces données sont concluantes à elles seules. La théorie marxiste selon laquelle l'impérialisme

¹ Cf. notre discussion de la théorie marxiste de l'impérialisme, l'O partie, chap. 4.

constituerait le dernier stade de l'évolution capitaliste apparaît donc entièrement controuvée, même abstraction faite des objections purement économiques qu'elle soulève.

Néanmoins, je ne me prépare pas à conclure comme le lecteur s'y attend, je le présume, du moins. En d'autres termes, je ne me propose pas de l'inviter à considérer une fois de plus, avant de faire confiance à un régime inédit préconisé par des hommes qui n'ont pas fait leurs preuves, les achèvements économiques impressionnants et les achèvements culturels encore plus impressionnants du régime capitaliste, ainsi que les immenses perspectives de progrès ouvertes par lui dans ces deux directions. Je ne me dispose pas à soutenir que ces achèvements et ces promesses sont en eux-mêmes suffisants pour rendre inébranlable la thèse d'après laquelle on devrait laisser le système capitaliste fonctionner et, du même coup, comme on pourrait aisément le montrer, décharger l'humanité du fardeau de la pauvreté.

En effet, une telle argumentation serait dépourvue de sens. Même si l'humanité était aussi libre de faire son choix qu'un homme d'affaires est libre de choisir entre deux pièces d'équipement, aucun jugement de valeur décisif ne saurait être dégagé nécessairement des faits et des relations entre les faits que j'ai essayé d'évoquer. En ce qui concerne la performance économique, il ne s'ensuit pas que les hommes soient « plus heureux » ou même « plus à leur aise » dans nos sociétés industrielles contemporaines qu'ils ne l'étaient dans un village ou manoir médiéval. En ce qui concerne la performance culturelle, on peut me concéder chacun des mots que j'ai écrits et néanmoins en détester du fond du cœur le caractère utilitariste et la destruction globale, inhérente à ce réalisme, des valeurs spirituelles (*Meanings*). De plus, et il me faudra y insister à nouveau en discutant l'alternative socialiste, on est parfaitement en droit de se soucier moins de l'efficacité avec laquelle le système capitaliste crée des valeurs économiques et culturelles que du genre d'êtres humains façonnés par lui, puis abandonnés à leurs inspirations, c'est-à-dire laissés libres de gâcher leur vie. Il existe un type d'extrémistes, dont le verdict condamnant la civilisation capitaliste ne repose sur rien, sinon sur la stupidité, l'ignorance ou l'irresponsabilité, qui ne peut pas ou ne veut pas reconnaître les faits les plus évidents, sans parler de leurs résonances plus lointaines. Mais il est également possible d'aboutir à un verdict complètement hostile en se plaçant sur un plan plus élevé.

Cependant, qu'ils soient favorables ou défavorables, les jugements de valeur portant sur la performance capitaliste ne présentent qu'un faible intérêt. En effet, l'humanité n'est pas libre de faire son choix. Cette impuissance ne tient pas seulement au fait que la masse populaire n'est pas en mesure de comparer rationnellement des alternatives et qu'elle accepte toujours ce qu'on lui souffle, mais elle s'explique également par une raison beaucoup plus profonde. Les phénomènes économiques et sociaux sont mus par une impulsion interne et les situations résultantes contraignent les individus et les groupes à adopter, bon gré mal gré, tels ou tels comportements spécifiques : non pas, certes, parce que ces situations annihilent leur liberté de choix, mais en raison du fait qu'elles modèlent leurs préférences et réduisent le nombre des possibilités de choix. Si telle est la quintessence du marxisme, alors nous sommes tous voués à être des marxistes. En conséquence, la performance capitaliste ne saurait même pas servir à formuler un pronostic. La plupart des civilisations ont disparu avant d'avoir eu le temps de tenir pleinement leurs promesses. Ainsi donc, je ne suis

pas disposé à soutenir, en me fondant sur des considérations de performance, que l'intermède capitaliste a des chances de se prolonger. En fait, je vais même immédiatement en venir à une conclusion diamétralement opposée.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 12

Les murs s'effritent

I. - Le crépuscule de la fonction d'entrepreneur.

[Retour à la table des matières](#)

En discutant la théorie de la disparition des chances d'investissement, nous avons formulé une réserve pour le cas éventuel où les besoins économiques de l'humanité en viendraient quelque jour à être si complètement assouvis qu'il ne subsisterait plus guère de motif pour continuer à pousser plus loin l'effort productif. A n'en pas douter, un tel état de satiété est extrêmement lointain, même si l'on s'en tient au programme actuel des besoins; de plus, si nous tenons compte du fait que, au fur et à mesure que sont atteints des niveaux d'existence plus élevés, ces besoins se développent automatiquement en même temps que de nouveaux besoins apparaissent ou sont créés¹, la satiété apparaît comme un objectif fuyant, notamment si l'on assimile les loisirs aux biens de consommation. Considérons néanmoins l'éventualité d'une telle saturation, à supposer (et ceci est encore plus irréaliste) que les méthodes de production aient atteint un degré de perfection ne comportant plus de progrès ultérieurs.

Un état plus ou moins stationnaire s'ensuivrait. Le capitalisme, qui consiste essentiellement en un processus d'évolution, s'atrophierait. Les entrepreneurs se verraient privés de tout champ d'activité et se trouveraient placés dans une situation très analogue à celle de généraux dans une société où la paix perpétuelle serait parfaitement garantie. Les profits et, simultanément, les taux d'intérêt convergeraient vers zéro. Les couches de bourgeoisie qui vivent de profits et d'intérêts tendraient à disparaître. La

¹ Wilhelm Wundt a baptisé ce phénomène : « hétérogonie des objectifs ».

gestion des entreprises industrielles et commerciales ne poserait plus que des problèmes d'administration courante et son personnel prendrait inévitablement les caractéristiques d'une bureaucratie. Un socialisme d'un type terre à terre accèderait presque automatiquement à l'existence. L'énergie humaine s'écarterait des affaires. Des activités extra-économiques attireraient les meilleurs esprits et fourniraient les occasions d'aventures.

Pour l'avenir sur lequel nous pouvons raisonner, cette vision d'un état stationnaire est dépourvue de toute portée. Cependant on doit attacher une importance d'autant plus grande au fait que beaucoup des répercussions sur la structure sociale et sur l'organisation de la production auxquelles on devrait s'attendre en cas de satisfaction approximativement complète des besoins ou de Perfection absolue des techniques peuvent aussi, on est également en droit de s'y attendre, résulter d'une évolution que nous pouvons dès à présent nettement discerner. En effet, le progrès lui-même peut être « mécanisé » tout aussi bien que le serait la gestion d'une économie stationnaire et cette mécanisation du progrès est susceptible d'affecter l'initiative individuelle (*entrepreneurship*) et la société capitaliste presque autant que le ferait l'arrêt du progrès économique. Pour le démontrer, il suffit de rappeler, en premier lieu, en quoi consiste la fonction d'entrepreneur et, en second lieu, ce qu'elle signifie pour la société bourgeoise et du point de vue de la survivance du régime capitaliste.

Nous avons vu que le rôle de l'entrepreneur consiste à réformer ou à révolutionner la routine de production en exploitant une invention ou, plus généralement, une possibilité technique inédite (production d'une marchandise nouvelle, ou nouvelle méthode de production d'une marchandise ancienne, ou exploitation d'une nouvelle source de matières premières ou d'un nouveau débouché, ou réorganisation d'une branche industrielle, et ainsi de suite). La construction des chemins de fer dans ces premiers stades, la production d'énergie électrique avant la première guerre mondiale, la vapeur et l'acier, l'automobile, les entreprises coloniales fournissent des exemples frappants d'une vaste catégorie d'affaires qui en comprend une quantité innombrable de plus modestes - jusqu'à celles consistant, au bas de l'échelle, à faire une réussite d'une saucisse ou d'une brosse à dent d'un type spécifique. C'est à ce genre d'activités que l'on doit primordialement attribuer la responsabilité des « prospérités » récurrentes qui révolutionnent l'organisme économique, ainsi que des « récessions » non moins récurrentes qui tiennent au déséquilibre causé par le choc des méthodes ou produits nouveaux. La mise en œuvre de telles innovations est difficile et constitue une fonction économique distincte, en premier lieu parce qu'elles se détachent des besognes de routine familières à quiconque et, en deuxième lieu, parce que le milieu économique y résiste par des moyens divers, allant, selon les conditions sociales, du refus pur et simple d'acquiescer ou de financer un nouvel objet à l'agression physique contre l'homme qui tente de le produire. Pour agir avec confiance au delà de la zone délimitée par les balises familières et pour surmonter ces résistances du milieu, des aptitudes sont nécessaires qui n'existent que chez une faible fraction de la population et qui caractérisent à la fois le type et la fonction d'entrepreneur. Cette fonction ne consiste pas essentiellement à inventer un objet ou à créer des conditions exploitées par l'entreprise, mais bien à aboutir à des réalisations.

Or, cette fonction sociale est, dès à présent, en voie de perdre son importance et elle est destinée à en perdre de plus en plus et à une vitesse accélérée dans l'avenir, ceci même si le régime économique lui-même, dont l'initiative des entrepreneurs a été le moteur initial, continuait à fonctionner sans perturbations. En effet, d'une part, il est beaucoup plus facile désormais que ce n'était le cas dans le passé, d'accomplir des

tâches étrangères à la routine familière - car l'innovation elle-même est en voie d'être ramenée à une routine. Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes de spécialistes entraînés qui travaillent sur commande et dont les méthodes leur permettent de prévoir les résultats pratiques de leurs recherches. Au romantisme des aventures commerciales d'antan succède rapidement le prosaïsme, en notre temps où il est devenu possible de soumettre à un calcul strict tant de choses qui naguère devaient être entrevues dans un éclair d'intuition générale.

D'autre part, la personnalité et la force de volonté doivent nécessairement peser moins lourd dans des milieux qui se sont habitués au changement économique - spécialement caractérisé par un flux incessant de nouveaux biens de consommation et de production - et qui, loin d'y résister, l'accueillent tout naturellement. Certes, tant que subsistera le régime capitaliste, il n'y a aucune chance pour que se relâchent les résistances provenant des intérêts menacés par les innovations apportées aux processus de production. De telles résistances constituent, par exemple, le principal obstacle dressé sur la route qui mène à la production en masse d'habitations bon marché, laquelle présupposerait une mécanisation radicale et l'élimination en bloc des méthodes inefficaces de travail sur le chantier. Cependant, toutes les autres formes de résistance - celle, notamment, opposée par les producteurs et consommateurs à un nouveau produit pour la seule raison qu'il est nouveau - ont déjà quasiment disparu.

Ainsi, le progrès économique tend à se dépersonnaliser et à s'automatiser. Le travail des bureaux et des commissions tend à se substituer à l'action individuelle. Une comparaison militaire va nous aider une fois de plus à préciser ce point essentiel.

Naguère (en gros jusques et y compris les guerres napoléoniennes), général était synonyme d'entraîneur d'hommes et par succès l'on entendait le succès personnel du chef qui récoltait des « profits » correspondants sous forme de prestige social¹. La technique de la guerre et la structure des armées étant ce qu'elles étaient, la décision individuelle et l'énergie contagieuse de ce chef - voire sa présence réelle sur un cheval fougueux - constituaient des éléments essentiels des situations tactiques et stratégiques. La présence de Napoléon était et devait être effectivement sentie sur les champs de bataille. Or, il n'en va plus ainsi désormais. Le travail d'état-major, spécialisé et rationalisé, est en voie d'effacer la personnalité; le calcul des résultats se substitue à l'intuition. Le grand chef n'a plus l'occasion de se ruer dans la mêlée. Il est en passe de devenir un employé de bureau comme les autres - un employé qui n'est pas toujours difficile à remplacer.

Ou encore, prenons une autre comparaison militaire. Au Moyen Age, la guerre était affaire éminemment individualiste. Les chevaliers bardés de fer pratiquaient un art qui exigeait un entraînement poursuivi tout au long de leur vie et chacun d'eux comptait individuellement, par la vertu de son habileté et de ses prouesses personnelles. Il est donc facile de comprendre la raison pour laquelle le milieu des armes était devenu la base d'une classe sociale, au sens le plus riche et le plus plein de ce terme. Mais l'évolution technique et sociale a miné et finalement détruit la fonction et la position de cette classe. Certes, la guerre elle-même n'a pas été tuée par ces influences. Elle est seulement devenue de plus en plus mécanique - à un point tel, en dernier ressort, que les succès réalisés dans ce qui n'est plus qu'une simple profession ont cessé d'avoir ce caractère d'accomplissement personnel qui élève, non seulement l'individu, mais encore son groupe à une position durable de commandement social.

¹ Et aussi en chargeant ses fourgons à l'instar de certains des maréchaux de Napoléon (N. d. T.).

Or, un processus social analogue - et même, en dernière analyse, le même processus social - amoindrit de nos jours le rôle et, simultanément, la position sociale de l'entrepreneur capitaliste. Ce rôle, bien que moins spectaculaire que celui des seigneurs médiévaux de la guerre, grands ou petits, constitue ou plutôt constituait un autre type de commandement individuel agissant par la vertu de l'énergie personnelle et de la responsabilité directe du succès. La position des entrepreneurs, tout comme celles des classes militaires, se trouve menacée dès lors que la fonction remplie par eux au sein du processus social perd de son importance et elle l'est tout autant lorsque ce déclin tient à la disparition des besoins sociaux servis par ces entrepreneurs que si ces besoins reçoivent satisfaction par d'autres méthodes plus impersonnelles.

Or, un tel phénomène affecte la position de la couche bourgeoise tout entière. Bien que les entrepreneurs ne constituent pas nécessairement (ni même typiquement) des éléments de cette couche dès le début de leur carrière, ils ne s'y agrègent pas moins en cas de succès. Ainsi, bien que les entrepreneurs ne constituent pas en soi une classe sociale, la classe bourgeoise les absorbe ainsi que leurs familles et leurs parents et, du même coup, elle se recrute et se revivifie constamment, cependant que, simultanément, les familles qui interrompent toute relation active avec les « affaires » retombent dans le commun au bout d'une génération ou deux. Entre ces deux extrêmes se place le stade intermédiaire entre l'aventure des entrepreneurs conquistadors et la simple gestion courante d'un domaine hérité - le stade atteint par le gros des industriels, négociants., financiers et banquiers. Les revenus dont vit cette classe sont produits par, et sa position sociale repose sur le succès de ce secteur plus ou moins actif - lequel, bien entendu, peut, comme c'est le cas aux États-Unis, représenter plus de 90 % de l'élément bourgeois - ainsi que des individus qui sont en passe d'y accéder. Économiquement et sociologiquement, directement et indirectement, la bourgeoisie dépend donc de l'entrepreneur et, en tant que classe, elle est condamnée à vivre et à mourir avec lui, étant entendu qu'un stade de transition plus ou moins prolongé (au terme duquel la classe bourgeoise pourra se sentir incapable à la fois de vivre et de mourir) a beaucoup de chances de s'insérer dans cette évolution, tout comme cela se produisit effectivement dans le cas de la civilisation féodale.

Pour résumer cette partie de notre thèse : si l'évolution capitaliste - le « progrès » - ou bien prend fin, ou bien devient complètement automatique, le support économique de la bourgeoisie industrielle sera finalement réduit à des salaires analogues à ceux qui rémunèrent la besogne administrative courante, exception faite pour les résidus de quasi-rentes et de bénéfices monopolistiques dont l'on peut s'attendre à ce qu'ils persisteront en décroissant pendant un certain temps. Comme l'initiative capitaliste, de par ses réussites mêmes, tend à automatiser les progrès, nous concluons qu'elle tend à se rendre elle-même superflue - à éclater en morceaux sous la pression même de son propre succès. L'unité industrielle géante parfaitement bureaucratisée n'élimine pas seulement, en « expropriant » leurs possesseurs, les firmes de taille petite ou moyenne, mais, en fin de compte, elle élimine également l'entrepreneur et exproprie la bourgeoisie en tant que classe appelée à perdre, de par ce processus, non seulement son revenu, mais encore, ce qui est infiniment plus grave, sa raison d'être. Les véritables pionniers du socialisme n'ont pas été les intellectuels ou les agitateurs qui ont prêché cette doctrine, mais bien les Vanderbilt, les Carnegie, les Rockefeller. Certes, il se peut qu'une telle constatation ne soit pas à tous points de vue du goût des socialistes marxistes, ni, à plus forte raison, qu'elle plaise aux socialistes d'obédience plus populaire (Marx aurait dit : vulgaire). Mais, du point de vue prévisionnel, elle conduit à formuler des pronostics qui ne diffèrent pas des leurs.

II. La destruction des couches protectrices.

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à ce point, nous avons considéré les effets de l'évolution capitaliste sur les bases économiques supportant les couches supérieures de la société capitaliste, ainsi que sur leur position et leur prestige sociaux. Cependant ces effets se sont étendus au cadre institutionnel qui protégeait ces couches. En traitant ce sujet, nous donnerons à ce terme son acception la plus large en l'appliquant, non seulement aux institutions légales, mais encore aux attitudes de l'opinion publique et des partis politiques.

I. En premier lieu, l'évolution capitaliste a anéanti ou a poussé très loin la destruction des aménagements institutionnels du monde féodal - le manoir, le village, la guilde artisanale. Les données et les processus de cette destruction sont trop connus pour que nous nous y attardions. Elle a été accomplie le long de trois lignes de force. Le monde des artisans a été broyé essentiellement par la pression automatique de la concurrence qui lui a été faite par les entrepreneurs capitalistes. Les intermédiaires politiques, visant à éliminer des organismes et réglementations atrophiées, n'ont eu pour effet que de ratifier des résultats acquis. Le monde des seigneurs et des villageois a été détruit avant tout par des mesures politiques (et, dans certains cas, révolutionnaires) et le capitalisme s'est borné à présider aux adaptations corrélatives, par exemple en convertissant en grands domaines agricoles les systèmes économiques fermés que constituaient les « manoirs » germaniques. Cependant, en même temps que se déroulaient ces révolutions industrielles et agraires, un changement non moins révolutionnaire se produisait dans l'attitude générale de l'autorité législative et de l'opinion publique. Avec la vieille organisation économique ont disparu les privilèges économiques et politiques des classes ou groupes qui avaient accoutumé d'y tenir le rôle dominant et, en particulier, les exemptions fiscales et les prérogatives politiques dont jouissaient la noblesse terrienne et le clergé.

Économiquement, cette évolution s'est traduite, du point de vue de la bourgeoisie, par le brisement d'autant d'entraves et par l'enlèvement d'autant de barrières. Politiquement, elle s'est traduite par la substitution à un régime dans lequel le bourgeois était un humble sujet d'un autre régime beaucoup plus sympathique à sa mentalité rationaliste et beaucoup plus propice à ses intérêts immédiats. Néanmoins, s'il considère cette évolution en se plaçant à notre point de vue contemporain, l'observateur est, certes, fondé à se demander si, en dernière analyse, une émancipation aussi intégrale a été bienfaisante pour les bourgeois et pour la société bourgeoise. En effet, les entraves disparues ne constituaient pas seulement une gêne, mais aussi une protection. Avant d'aller plus loin, il importe de préciser et d'apprécier soigneusement ce facteur.

2. Les processus apparentés du développement de la bourgeoisie capitaliste et du développement des États nationaux ont engendré, aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, une structure sociale qui peut nous sembler ambiguë, bien qu'elle n'ait été ni plus

ambiguë, ni plus transitoire que n'importe quelle autre. Considérons le cas frappant fourni par la monarchie de Louis XIV. Le pouvoir royal avait subjugué l'aristocratie terrienne et, simultanément, se l'était conciliée en lui offrant des emplois et des pensions et en reconnaissant sous conditions ses prétentions à la position de classe dominante ou dirigeante. Le même pouvoir royal avait subjugué le clergé, tout en s'y alliant¹. Enfin, il avait fortifié son emprise sur la bourgeoisie, sa vieille alliée dans la lutte menée contre les magnats terriens, en encourageant et protégeant ses initiatives aux fins de les exploiter, à son tour, plus efficacement. Les paysans et le petit prolétariat industriel étaient également manœuvrés, exploités et protégés par les soins de l'autorité publique (bien que cette protection, dans le cas de l'ancien régime français, fût beaucoup moins accentuée que, par exemple, dans celui de l'Autriche de Marie-Thérèse ou de Joseph II) ou, par procuration, des propriétaires ou des industriels. Il ne s'agissait donc pas là simplement d'un gouvernement au sens accepté par les libéraux du XIX^e siècle, c'est-à-dire d'une constitution sociale établie aux fins de remplir quelques fonctions strictement limitées, financées avec le minimum de recettes fiscales. En principe, la monarchie dirigeait tout, se préoccupait aussi bien des consciences que des modèles de soieries lyonnaises et, financièrement, s'efforçait de percevoir le maximum de recettes. Bien que le roi n'ait jamais exercé un pouvoir réellement absolu, l'autorité publique touchait à tout par ses antennes.

Du point de vue du sujet que nous traitons, il est suprêmement important de formuler un diagnostic correct de ce modèle social. Le roi, la cour, l'armée, l'église et la bureaucratie vivaient, dans une mesure croissante, sur les revenus créés par le processus capitaliste, les sources de revenus purement féodales s'étant elles-mêmes gonflées sous l'influence des progrès capitalistes contemporains. Aussi la politique intérieure et extérieure et les réformes institutionnelles furent-elles modelées toujours davantage aux fins de les adapter à ces progrès et de les encourager. Jusqu'à ce point, les éléments féodaux qui subsistaient dans la structure de la monarchie dite absolue n'apparaissent que comme des survivances et tel est bien le diagnostic que l'on serait naturellement tenté de formuler à première vue.

Cependant, à y regarder de plus près, on se rend compte que ces éléments étaient davantage que des reliques. La charpente de cette structure continuait à consister dans le matériel humain de la société féodale et ce matériel continuait à s'organiser selon les formes et les règles précapitalistes. La noblesse peuplait les bureaux de l'État, commandait l'armée, concevait les mesures politiques - elle fonctionnait en tant que « classe dirigeante » et, tout en tenant compte des intérêts bourgeois, elle prenait grand soin de se distancer de la bourgeoisie. Le roi, pièce centrale du système, était roi par la grâce de Dieu, et, pour considérables que fussent les avantages qu'il retirait des possibilités économiques inhérentes au capitalisme, la racine de son pouvoir restait féodale, non seulement au sens historique, mais encore au sens sociologique du terme. Nous avons donc affaire, au delà d'un cas de survivance atavique, à la symbiose active de deux couches sociales, dont l'une, certes, soutenait l'autre économiquement, mais était, à son tour, soutenue politiquement par la seconde. Quoi que nous pensions des succès ou des insuffisances de cette combinaison, quoi que les bourgeois eux-mêmes puissent en avoir pensé à l'époque ou ultérieurement, quelle que fût leur opinion à l'égard des aristocrates tenus pour des bons à rien ou pour des roués, il n'en reste pas moins acquis que cette symbiose était l'essence même de la société monarchique.

¹ Le gallicanisme n'a pas été autre chose que le réflexe idéologique de cette politique.

3. De *cette* société seulement? Le cours ultérieur des choses, dont le cas anglais nous offre le meilleur exemple, suggère la réponse à cette question. L'élément aristocratique a continué à tenir les leviers de commande *jusqu'à la fin de la période du capitalisme intact et vigoureux*. Certes, cet élément a constamment absorbé - mais nulle part aussi efficacement qu'en Angleterre - les meilleurs esprits, issus d'autres classes, qu'attirait la politique; il s'est constitué le porte-parole des intérêts bourgeois et a livré les batailles de la bourgeoisie ; il a dû abandonner ses derniers privilèges légaux. Sous ces réserves, cependant, il a continué (pour des fins qui n'étaient plus les siennes) à fournir les conducteurs de la machine politique, à administrer l'État, à gouverner.

La partie économiquement active des classes bourgeoises ne s'est guère opposée à cette prolongation du pouvoir aristocratique. Dans l'ensemble, une telle division du travail social arrangeait ces classes et elles s'y prêtaient volontiers. Quand elles se révoltaient contre cette formule ou quand, sans avoir besoin de se révolter, elles prenaient elles-mêmes en mains les rênes politiques, leurs réussites gouvernementales n'avaient rien de remarquable et elles n'administraient aucunement la preuve qu'elles fussent capables de voler de leurs propres ailes. La question se pose donc de savoir si l'on est réellement en droit d'admettre que ces échecs ont simplement tenu au manque d'occasions pour la bourgeoisie d'acquérir l'expérience et, simultanément, le comportement d'une classe politiquement dirigeante.

On doit répondre par la négative. Il existe une raison plus fondamentale pour ces échecs (tels que ceux, par exemple, auxquels ont abouti en France ou en Allemagne les essais de gouvernement bourgeois) - une raison qui, à nouveau, est mise le plus clairement en lumière quand on compare le type de l'industriel ou du commerçant à celui du seigneur médiéval. Non seulement la « profession » de ce dernier le qualifiait admirablement pour la défense des intérêts de sa propre classe, non seulement il était capable de combattre physiquement pour elle, mais encore elle projetait autour de lui une auréole et l'habilitait au gouvernement des hommes. L'aptitude au combat était, certes, importante, mais le prestige quasi-mystique et le comportement seigneurial - cet art et cette habitude de commander et d'être obéi qui imposaient le respect à toutes les classes de la société et dans tous les domaines d'activité - l'étaient bien davantage encore. Ce prestige était si grand et cette attitude dominatrice était si efficace que la position des nobles a survécu aux conditions techniques et sociales qui lui avaient donné naissance et a été, comme l'expérience l'a prouvé, susceptible de s'adapter, en transformant la fonction de cette classe, à des conditions économiques et sociales tout à fait différentes. Les seigneurs et les chevaliers se sont métamorphosés avec une aisance et une grâce suprêmes en courtisans, administrateurs, diplomates, politiciens, ainsi qu'en officiers d'un type qui n'avait rien de commun avec celui du Chevalier médiéval. Et - phénomène des plus surprenants quand on y pense - un résidu de cet ancien prestige subsiste encore de nos jours, et non pas seulement aux yeux des dames.

Le contraire est vrai de l'industriel et du négociant. A coup sûr, aucun des deux n'est imprégné de la moindre trace de l'un de ces fluides mystiques qui seuls importent quand il s'agit de gouverner les hommes. La Bourse est un médiocre substitut pour le Saint-Graal. Certes, nous avons reconnu que l'industriel et le négociant, dans la mesure où ils sont des entrepreneurs, remplissent également une fonction de chef de file. Mais un commandement économique de ce genre ne se transforme pas

aisément, comme le faisait le commandement militaire du seigneur médiéval, en commandement politique. Tout au contraire, le grand-livre et le calcul des prix de revient absorbent et isolent leurs servants.

J'ai qualifié le bourgeois de rationaliste et d'anti-héroïque. Il ne peut user, pour défendre sa position ou pour plier une nation à sa volonté, que de moyens rationalistes et anti-héroïques. Il peut faire impression sur le public par les fruits présumés de sa performance économique, il peut plaider sa cause, il peut promettre le concours de son argent ou menacer de le retirer, il peut louer les services mercenaires d'un *condottiere*, ou d'un politicien, ou d'un journaliste. Mais un point, c'est tout et la valeur politique de ces expédients est, à l'accoutumée, grandement surestimée. Au demeurant, les expériences et les habitudes de vie bourgeoises ne sont pas de celles qui développent une fascination personnelle. Un génie des affaires peut être et est souvent parfaitement incapable de fermer le bec d'une oie - que ce soit dans un salon ou sur une estrade électorale. N'ignorant pas ce défaut de sa cuirasse, il préfère rester dans son coin et ne pas se mêler de politique.

Des exceptions viendront de nouveau à l'esprit du lecteur. Mais, dans ce cas encore, elles ne pèseront pas lourd. L'aptitude des bourgeois à la gestion des municipalités, l'intérêt qu'ils y prennent et les succès réalisés par eux dans cet ordre d'idées constituent la seule exception importante que l'on puisse citer en Europe et nous allons voir que, loin d'affaiblir notre thèse, elle la renforce. Avant l'avènement des métropoles modernes, qui ont cessé d'être la chose des bourgeois, la gestion des villes s'apparentait à la gestion des entreprises. Le commerçant ou l'industriel acquéraient tout naturellement le sens des problèmes d'édilité et l'autorité nécessaire pour les résoudre, sans dépasser les limites urbaines ; les intérêts locaux, d'ordre industriel et commercial, constituaient en majeure partie la matière de la politique municipale qui, par conséquent, se prêtait d'elle-même à être traitée selon les méthodes et les conceptions en honneur dans les bureaux des entreprises. Quand les conditions étaient exceptionnellement favorables, les organismes issus de ces racines prenaient un développement exceptionnel, comme ce fut le cas pour les républiques de Gênes ou de Venise. Le cas des Pays-Bas rentre dans la même catégorie, mais il est particulièrement instructif, car cette république mercantile a invariablement échoué chaque fois qu'elle s'est livrée au grand jeu de la politique internationale et, dans pratiquement chacun des cas où elle s'est trouvée en difficultés, elle a dû abandonner les rênes du pouvoir à un seigneur militaire de complexion féodale. Quant aux États-Unis, il nous serait facile d'énumérer les circonstances favorables, uniques en leur genre (mais en voie de disparition rapide), par lesquelles s'y explique l'hégémonie des hommes d'affaires ¹.

4. La conclusion s'impose d'elle-même : sauf circonstances exceptionnelles, la classe bourgeoise est mal équipée pour affronter les problèmes, tant intérieurs qu'internationaux, auxquels doit normalement faire face tout pays de quelque importance. Les bourgeois eux-mêmes sentent bien cette insuffisance, nonobstant toute la phraséologie mise en œuvre pour la dissimuler, et il en va de même des masses. A l'intérieur d'un cadre protecteur non constitué avec des matériaux bourgeois, la bourgeoisie peut cueillir des succès politiques d'ordre, non seulement défensif, mais encore offensif, spécialement dans l'opposition. Pendant une certaine période, elle s'est même

¹ Nous reprendrons cette ligne de raisonnement dans la quatrième partie.

sentie suffisamment en sécurité pour s'offrir le luxe de ronger son cadre protecteur lui-même : l'opposition bourgeoise qui se manifestait dans l'Allemagne impériale (1871-1914) illustre à merveille de telles audaces. Mais, à défaut d'être protégée par quelque groupe non-bourgeois, la bourgeoisie est politiquement désarmée et incapable, non seulement de diriger la nation, mais même de défendre ses propres intérêts de classe : ce qui revient à dire qu'elle a besoin d'un maître.

Or, le processus capitaliste, tant par son mécanisme économique que par ses conséquences psycho-sociologiques, a éliminé ce maître protecteur ou, comme aux États-Unis, ne lui a jamais donné, non plus qu'à aucune institution remplissant le même rôle, une chance de s'affirmer. Les inférences que l'on peut tirer de cette élimination sont renforcées par une autre conséquence du même processus. L'évolution capitaliste fait disparaître, non seulement le Roi par la Grâce de Dieu, mais encore les remparts politiques qui, s'ils avaient pu être tenus, auraient été constitués par le village et par la guilde artisanale. Bien entendu, aucune de ces deux organisations n'aurait pu être maintenue dans la forme exacte sous laquelle le capitalisme les a trouvées. Toutefois, les politiques capitalistes ont poussé leur destruction beaucoup plus loin qu'il n'était nécessaire. Elles ont attaqué l'artisan dans des « remises » où il aurait pu survivre indéfiniment. Elles ont imposé au paysan tous les bienfaits du libéralisme primitif - la tenure libre, mais exposée à toutes les tempêtes, et toute la corde individualiste dont il avait besoin pour se pendre.

En brisant le cadre précapitaliste de la société, le capitalisme a donc rompu, non seulement les barrières qui gênaient ses progrès, mais encore les arcs-boutants qui l'empêchaient de s'effondrer. Ce processus de destruction, impressionnant par son caractère de fatalité inexorable, n'a pas seulement consisté à émonder le bois mort institutionnel, mais aussi à éliminer ces partenaires de la classe capitaliste dont la symbiose avec cette dernière était un élément essentiel de l'équilibre du capitalisme. Ayant discerné ce fait obscurci par tant de slogans, nous serions bien fondé à nous demander s'il est tout à fait correct de considérer le capitalisme comme un type social *sui generis* ou s'il ne représenterait pas plutôt le dernier stade de la décomposition du régime qualifié de féodal. Cependant, tout bien considéré, je suis porté à penser que les particularités du capitalisme suffisent à en faire un type distinct de société et à considérer comme la règle, et non comme l'exception, la symbiose des classes engendrées par des époques et évolutions différentes (tout au moins cette règle a-t-elle joué pendant six mille ans, c'est-à-dire à partir du jour où les premiers laboureurs sont devenus les sujets des cavaliers nomades). Toutefois, je n'aperçois guère de fortes objections que l'on puisse opposer à l'opinion contraire à laquelle je viens de faire allusion.

III. La destruction du cadre institutionnel de la société capitaliste.

[Retour à la table des matières](#)

Nous revenons de notre digression chargée de données alarmantes, qui suffisent presque (mais non complètement) à justifier notre prochaine thèse, à savoir que l'évolution capitaliste, après avoir détruit le cadre institutionnel de la société féodale, est en voie de miner, par une action très analogue, son propre support.

Nous avons souligné précédemment que le succès même de l'initiative capitaliste tend paradoxalement à compromettre le prestige ou à affaiblir le poids social de la classe qui en a été le principal artisan et que l'unité géante de contrôle tend à enlever à la bourgeoisie la fonction à laquelle elle devait son importance sociale. Il est facile de décrire la modification corrélatrice et la perte correspondante de vitalité qui ont affecté les institutions du monde bourgeois et ses comportements typiques.

D'une part, le processus capitaliste affouille inévitablement les fondations économiques sur lesquelles sont édifiées les petites entreprises industrielles et commerciales. Il existe sur les couches inférieures de l'industrie capitaliste - et par le même mécanisme concurrentiel - une pression similaire à celle qui a broyé les couches précapitalistes. Certes, les phénomènes de concentration capitaliste ne répondent pas entièrement aux idées qui sont diffusées à ce sujet dans le public (cf. chap. 19). Ce processus est moins avancé et il est plus entravé par des réactions ou par l'effet de tendances compensatrices qu'on ne pourrait le croire à s'en tenir à maint exposé de vulgarisation. En particulier, l'entreprise de grande échelle, si elle annihile des petites maisons, ouvre également, dans une certaine mesure, un champ d'activité à de petites firmes industrielles et, surtout, commerciales. De même, en ce qui concerne les paysans et les *farmers*, le monde capitaliste a finalement prouvé qu'il voulait mettre en oeuvre une politique de protection coûteuse, certes, mais dans l'ensemble efficace. A long terme, cependant, on ne saurait guère mettre en doute ni le phénomène de concentration progressive, ni ses conséquences. En outre, abstraction faite du secteur agricole, la bourgeoisie n'a guère donné l'impression d'avoir pris conscience du problème ¹ et de son importance au point de vue survivance du régime capitaliste. Les profits à réaliser en rationalisant l'organisation productive et, surtout, en raccourcissant le chemin sinueux que parcourent les marchandises entre la fabrique et le consommateur final pèsent trop lourd dans la balance pour que l'imagination d'un homme d'affaires typique puisse résister à d'aussi alléchantes perspectives.

Or, il importe de réaliser exactement en quoi consistent ces conséquences. Des critiques sociales d'un type très répandu et que nous avons déjà rencontrées déplorent le « déclin de la concurrence » et l'assimilent au déclin du capitalisme en raison des vertus qu'elles attribuent à la concurrence et des vices qu'elles prêtent aux « monopoles » industriels modernes. Dans ce schéma d'interprétation, le monopolisme joue le rôle de l'artériosclérose et réagit défavorablement sur les chances du régime capitaliste en détériorant progressivement son rendement économique. Nous avons exposé les raisons pour lesquelles cette thèse doit être rejetée. Sur le plan économique, ni les avantages de la concurrence, ni les inconvénients inhérents à la concentration du contrôle économique ne sont, de très loin, aussi considérables que ne l'implique cette argumentation. Au demeurant, qu'ils soient forts ou faibles, ils ne touchent pas au nœud même du problème. Même si les entreprises géantes étaient toutes gérées avec une perfection quasi-divine, les conséquences politiques de la concentration n'en seraient pas modifiées d'un iota. La structure politique d'une nation est grandement affectée par l'élimination d'une multitude de petites et moyennes entreprises dont les propriétaires-gérants, ainsi que leurs parents, clients et obligés, pèsent lourd dans la balance électorale et exercent sur ce que nous pouvons appeler la « classe des cadres » une influence que ne sauraient jamais obtenir les dirigeants

¹ Cependant certains gouvernements l'ont compris. Le gouvernement de l'Allemagne impériale a fait beaucoup pour réprimer ce type particulier de rationalisation et un fort courant se dessine présentement dans le même sens aux États-Unis.

d'une grande société : les fondements mêmes de la propriété privée et de la liberté de contracter se dérobent dans un pays où les manifestations les plus vivantes, les plus concrètes, les plus significatives de ces droits disparaissent de l'horizon moral du public.

D'autre part, le processus capitaliste s'attaque, au dedans des grandes entreprises, à son propre cadre institutionnel (nous continuons à considérer la « propriété » et la « liberté de contracter » comme des éléments caractéristiques de cet ensemble). Sauf dans les cas, qui continuent d'ailleurs à présenter une importance considérable, où une société est pratiquement appropriée par un seul individu ou par une seule famille, la silhouette du propriétaire et, avec elle, l'œil du maître ont disparu du tableau. Nous y trouvons des dirigeants salariés ainsi que tous les chefs et sous-chefs de service. Nous y trouvons les gros actionnaires. Et aussi les petits actionnaires. Le premier groupe tend à acquérir la mentalité de l'employé et il s'identifie rarement aux intérêts des actionnaires, même dans les cas les plus favorables, c'est-à-dire ceux dans lesquels il s'identifie aux intérêts de la société, en tant que personne morale. Le second groupe, même s'il considère ses relations avec la société comme permanentes, même s'il se comporte effectivement comme la théorie financière voudrait que les actionnaires se comportassent, n'agit pas néanmoins, ni ne réagit comme le ferait un propriétaire. Pour ce qui est du troisième groupe, les petits actionnaires ne se soucient le plus souvent guère de ce qui n'est, pour la plupart d'entre eux, qu'une faible source de revenu, et d'ailleurs, qu'ils s'en soucient ou non, ils ne se dérangeront pas pour autant, sinon dans les cas où ils cherchent à exploiter, directement ou par personnes interposées, les moyens dont ils disposent pour incommoder les administrateurs. Étant souvent très mal traités et se considérant encore plus souvent comme brimés, ils se laissent presque régulièrement entraîner à une attitude d'hostilité envers « leurs » sociétés, envers les grandes firmes en général et, notamment quand les affaires prennent mauvaise tournure, envers le régime capitaliste en tant que tel. Tout compte fait, aucun élément d'aucun de ces trois groupes par lesquels j'ai schématisé la structure typique des sociétés n'adopte sans réserve l'attitude caractérisant le curieux phénomène, si plein de sens mais en voie de disparition si rapide, qu'exprime le terme Propriété.

La liberté de contracter loge à la même enseigne. Au temps de sa pleine vitalité, elle signifiait que le pouvoir de contracter individuel s'exerçait par un choix personnel entre un nombre infini de possibilités. Cependant, le contrat contemporain stéréotypé, anonyme, impersonnel et bureaucraté (ces qualificatifs, tout en ayant une portée beaucoup plus générale, caractérisent particulièrement bien le contrat de travail), qui n'offre qu'une liberté très restreinte de choix et aboutit le plus souvent à un « c'est à prendre ou à laisser », n'a conservé aucune de ses anciennes qualités dont les plus importantes sont devenues incompatibles avec l'existence de sociétés géantes traitant avec d'autres sociétés géantes ou avec des masses impersonnelles d'ouvriers ou de consommateurs. Le vide a été comblé par une jungle tropicale de nouvelles réglementations légales - et il suffit d'un peu de réflexion pour reconnaître qu'il ne pouvait en aller autrement.

Ainsi, l'évolution capitaliste refoule à l'arrière-plan toutes les institutions (celles, notamment, de la propriété et de la liberté de contracter) qui répondaient aux besoins et aux pratiques d'une activité économique vraiment « privée ». Quand elle ne les abolit pas, comme elle a déjà aboli la liberté de contracter sur le marché de la main-d'œuvre, elle atteint le même résultat en modifiant l'importance relative des formes légales en vigueur - par exemple, l'importance des sociétés anonymes par rapport aux

exploitations individuelles ou aux sociétés en nom collectif - ou en altérant leur contenu ou leur sens. L'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et aux machines d'une usine, dévitalise la notion de propriété. Elle relâche l'emprise, naguère si forte, du propriétaire sur son bien, d'abord en affaiblissant son droit légal et en limitant sa possibilité effective d'en jouir comme il l'entend ; ensuite, parce que le possesseur d'un titre abstrait perd la volonté de combattre économiquement, politiquement, physiquement pour « son » usine, pour le contrôle direct de cette usine et, s'il le faut, de mourir sur son seuil. Or, cette évaporation de ce que nous pouvons appeler la substance matérielle de la propriété -sa réalité visible et palpable - affecte, non seulement l'attitude des possédants, mais encore celle des travailleurs et du public en général. L'appropriation dématérialisée, défonctionnalisée et absentéiste ne provoque pas et n'impose pas, comme le faisait la propriété vécue de naguère, une allégeance morale. Finalement, il ne restera *personne* pour se soucier réellement de la défendre - personne à l'intérieur et personne à l'extérieur des enceintes des sociétés géantes

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 13

L'hostilité grandit

I. L'atmosphère sociale du capitalisme.

[Retour à la table des matières](#)

Après l'analyse des deux chapitres précédents, le lecteur doit concevoir sans peine comment l'évolution capitaliste a secrété l'ambiance, à laquelle j'ai fait allusion au début de cette section, d'hostilité presque universelle envers l'ordre social spécifique du capitalisme. Ce phénomène est si frappant et les explications marxistes ou courantes qui en sont données sont à tel point inadéquates qu'il me paraît utile d'en développer un peu davantage la théorie.

I. L'évolution capitaliste, comme nous l'avons reconnu, aboutit à minimiser l'importance de la fonction qui constitue la raison d'être de la classe capitaliste. Nous avons également constaté qu'elle décape les couches protectrices, disloque les défenses, disperse les défenseurs du capitalisme. Enfin, nous avons observé que le capitalisme donne naissance à une mentalité d'objecteurs qui, après avoir détruit l'autorité morale de multiples institutions non capitalistes, en vient à se tourner contre les propres institutions de ce régime. Le bourgeois découvre, à sa grande stupéfaction, que l'esprit rationaliste ne s'en tient pas à mettre en question la légitimité des rois ou des papes, mais que, poursuivant son offensive, il s'en prend à la propriété privée et à tout le système des valeurs bourgeoises.

Ainsi la forteresse bourgeoise devient politiquement démantelée. Or, les forteresses sans défenses invitent à l'agression, notamment si elles contiennent un riche butin. Les agresseurs, comme il est de règle, se trouvent des excuses en rationalisant leur hostilité ¹.

Certes, il est possible, pendant un certain temps, de les arrêter en les achetant. Toutefois, cette ultime parade cesse d'être efficace dès lors que les assaillants découvrent qu'ils peuvent aussi bien tout prendre. Une telle progression explique en partie pourquoi l'atmosphère où baigne le capitalisme devient toujours davantage irrespirable. Dans la mesure où il vaut (car il ne fournit pas, bien entendu, une explication complète du phénomène), cet élément de notre thème est vérifié par le degré de corrélation élevé qui existe historiquement entre le désarmement de la bourgeoisie et l'hostilité envers le régime capitaliste : tant que la position bourgeoise a été forte, l'hostilité de principe est restée très faible, bien qu'elle eût été alors beaucoup plus justifiée ; elle s'est développée dans la mesure même où s'effritaient les remparts protecteurs.

2. Cependant, pourrait-on se demander à bon droit - et c'est effectivement la question que se pose, dans sa candeur naïve, maint industriel qui, en toute honnêteté, a conscience de faire tout son devoir envers toutes les classes sociales -, pourquoi le régime capitaliste aurait-il besoin d'être protégé à un degré quelconque par des forces extra-capitalistes ou par des loyalismes extra-rationnels? N'est-il pas capable de sortir triomphant de l'épreuve? Notre argumentation précédente lie démontre-t-elle pas à l'évidence qu'il est en mesure de fournir de multiples justifications utilitaires? N'est-il pas possible à ses avocats de constituer en sa faveur un dossier parfaitement étanche? Et ces industriels de bonne foi ne manqueront pas de faire valoir qu'un travailleur raisonnable, s'il soupèse le pour et le contre de son contrat avec l'une des sociétés géantes de l'acier ou de l'automobile, a toutes raisons d'aboutir à la conclusion que, tout bien considéré, il ne s'en tire pas si mal et que chacune des deux parties a fait un marché avantageux. Oui, à coup sûr, mais tous ces arguments sont tout à fait à côté de la question.

En effet, en premier lieu, on aurait tort de croire que les offensives politiques sont primordialement suscitées par des griefs et qu'elles pourraient être stoppées par des justifications. Les critiques d'ordre politique ne sauraient être effectivement réduites au silence par des arguments rationnels. De ce que la condamnation du régime capitaliste procède d'une attitude d'esprit critique, c'est-à-dire d'une mentalité qui se refuse à toute allégeance envers les valeurs extra-capitalistes, il ne s'ensuit aucunement que des réfutations rationnelles feront impression sur les adversaires du régime. De telles ripostes peuvent déchirer l'accoutrement rationnel des assaillants, mais elles ne peuvent jamais atteindre les forces d'impulsion extra-rationnelles qui se dissimulent derrière de camouflages. Le rationalisme capitaliste, loin de contenir ces impulsions subrationnelles ou suprationnelles, a au contraire pour effet de les déchaîner en disloquant le frein des traditions sacrées ou semi-sacrées. Dans toute civilisation à laquelle fait défaut la possibilité ou même la volonté de discipliner et de diriger de

¹ J'espère ne pas créer d'équivoque en employant le verbe « rationaliser » dans deux sens différents. Une usine est « rationalisée » quand augmente son efficacité productrice par unité de dépense. Nous « rationalisons » l'une de nos actions quand nous donnons et donnons à autrui des raisons qui satisfont nos normes normales, indépendamment de la nature profonde de nos impulsions.

telles impulsions celles-ci doivent nécessairement se révolter. Or, une fois qu'elles se sont révoltées, il n'importe guère que, sous le règne d'une culture rationaliste, leurs manifestations soient rationalisées d'une manière ou d'une autre. De même que des justifications utilitaires n'ont jamais été réclamées aux rois, aux seigneurs et aux papes par des sujets se comportant comme des juges prêts à accepter une réponse satisfaisante, de même le capitalisme doit soutenir son procès devant des juges qui ont déjà en poche la sentence de mort. Ces juges se préparent à la prononcer, quels que soient les arguments invoqués par les avocats, le seul succès que puisse enregistrer une défense irréfutable consistant à faire modifier l'acte d'accusation. Le raisonnement utilitariste ne saurait, en aucun cas, imprimer un élan puissant à une action collective. ni tenir tête aux facteurs extra-rationnels qui déterminent la conduite des hommes.

En second lieu, le succès du réquisitoire anti-capitaliste devient tout à fait compréhensible dès lors que nous avons compris ce qu'impliquerait l'adhésion à la thèse capitaliste. Même si elle était beaucoup plus forte qu'elle ne l'est effectivement, cette thèse ne pourrait jamais être exposée en termes simples. Pour la comprendre, le grand public devrait être doué d'une pénétration et d'une puissance d'analyse qui lui font entièrement défaut. Au demeurant, il n'est guère d'absurdité avancée au sujet du capitalisme qui n'ait trouvé de champion en la personne d'un économiste professionnel. Cependant, même si l'on néglige cette circonstance, il apparaît que la prise de conscience raisonnée de la performance économique du capitalisme et des espoirs que l'on est en droit de fonder sur lui supposerait de la part des non-possédants une abnégation quasi-inhumaine. En effet, cette performance ne ressort que sur le plan d'une perspective lointaine : tout argument pro-capitaliste doit être fondé sur des considérations à long terme. A court terme, ses superbénéfices et ses inefficacités se profilent au premier plan. Pour se résigner à son triste sort, l'égalitariste d'antan ou le chartiste de 1838 auraient dû se bercer de l'espoir d'une vie meilleure pour leurs arrière-petits-enfants. Pour s'identifier au système capitaliste, le chômeur contemporain devrait faire complètement abstraction de son propre destin et le politicien contemporain devrait faire litière de ses ambitions personnelles. Les intérêts à long terme de la société sont si profondément incrustés dans les couches supérieures de la société bourgeoise que le peuple est tout naturellement porté à les considérer comme les intérêts exclusifs de cette classe.

Aux yeux des masses, ce sont les considérations à court terme qui comptent. A l'instar de Louis XV, elles estiment que « après nous le déluge » et, du point de vue de l'utilitarisme individualiste, un tel sentiment est, cela va de soi, parfaitement rationnel.

En troisième lieu, on doit faire état des difficultés quotidiennes et des menaces d'avenir avec lesquelles chacun doit se colleter dans un système social quelconque - les frictions et les désappointements, les incidents désagréables, petits ou grands, qui blessent, exaspèrent ou contrarient. Tous, tant que nous sommes, je le présume, nous avons plus ou moins accoutumé de rapporter complètement de tels ennuis à des causes extérieures à notre personnalité - aussi un attachement *émotionnel* à l'ordre social (c'est-à-dire, précisément, le sentiment même que le capitalisme est constitutionnellement impuissant à engendrer) est-il seul capable de refouler en nous les impulsions hostiles par lesquelles nous réagissons à ces élancements. En l'absence d'une adhésion sentimentale, l'impulsion se développe librement et finit par devenir un élément permanent de notre système psychique.

En quatrième lieu, les niveaux d'existence constamment améliorés et, en particulier, les loisirs que le capitalisme moderne procure au travailleur jouissant du plein emploi... eh bien! il n'est pas besoin d'achever cette phrase, ni de développer un argument qui, pour être ressassé, éculé, banal entre tous, n'en reste malheureusement que trop pertinent. Un progrès séculaire, considéré comme allant de soi, accouplé à une insécurité individuelle douloureusement ressentie, constitue évidemment la meilleure des huiles à jeter sur le feu de l'agitation sociale.

II. La sociologie de l'intellectuel.

[Retour à la table des matières](#)

Néanmoins, ni les chances d'une offensive victorieuse, ni les griefs réels ou imaginaires, pour autant qu'ils puissent contribuer à provoquer une hostilité active à l'encontre d'un régime social, ne suffisent en eux-mêmes à la créer. La formation d'une telle atmosphère de révolution suppose l'existence de groupes ayant intérêt à brasser et à organiser les ressentiments, à les alimenter, à s'en faire les interprètes et à les diriger. Comme nous le montrerons dans la quatrième partie, la masse du peuple n'élabore jamais de sa propre initiative des opinions tranchées. Elle est encore moins capable de les énoncer, ni de les convertir en attitudes et en actions cohérentes. Elle ne peut faire davantage que de suivre ou de se refuser à suivre telle équipe qui s'offre à la conduire. Par conséquent, notre théorie de l'atmosphère d'hostilité qui baigne le capitalisme restera incomplète tant que nous n'aurons pas découvert des groupes sociaux qualifiés pour un tel rôle d'excitateurs.

Généralement parlant, des conditions favorisant l'hostilité générale envers un système social ou des attaques spécifiques dirigées contre lui tendent invariablement à faire surgir des groupes prêts à les exploiter. Cependant, dans le cas du capitalisme, une circonstance supplémentaire mérite d'être notée : à la différence de tout autre type de société, le capitalisme, en raison de la logique même de sa civilisation, a pour effet inévitable d'éduquer et de subventionner les professionnels de l'agitation sociale ¹. L'explication de ce phénomène, aussi étrange qu'important, résulte de notre argumentation du chapitre 11, mais il est possible de la préciser davantage en faisant une incursion dans le domaine de la sociologie de l'intellectuel.

1. Ce type social est malaisé à définir et cette difficulté est même l'un des symptômes associés à l'espèce. Us intellectuels ne forment pas une classe sociale au sens où les paysans ou les travailleurs industriels constituent de telles classes. Ils accourent de tous les coins de la société et une grande partie de leurs activités consiste à se com-

¹ Tout système social est vulnérable à la révolte et, dans chaque système social, la fomentation de la révolte est une opération qui paye en cas de succès et qui, par suite, attire toujours les bonnes têtes ainsi que les muscles solides. Cette attirance s'est exercée à l'époque féodale - et même très fortement. Mais les nobles guerriers qui se dressaient contre leurs suzerains attaquaient des personnalités ou des situations individuelles, mais non le régime féodal en tant que tel. Et la société féodale, dans son ensemble, ne manifestait aucune propension à encourager - intentionnellement ou non - les attaques dirigées contre l'ensemble de son propre système.

battre entre eux et à former les avant-gardes d'intérêts de classes qui ne sont pas les leurs. Néanmoins, les attitudes de groupe qu'ils prennent et les intérêts de groupe qu'ils développent sont suffisamment accentués pour que beaucoup d'intellectuels adoptent les comportements généralement associés au concept de classe sociale. Ou encore, on ne saurait définir simplement l'espèce des intellectuels comme englobant toutes les personnes ayant reçu une éducation supérieure - car une telle définition oblitérerait certaines des caractéristiques de ce type. Néanmoins, quiconque a bénéficié d'une telle formation est un intellectuel en puissance; quiconque en a été privé ne saurait, à de rares exceptions près, prétendre à la qualité d'intellectuel; de plus, le fait que les cerveaux de ces diplômés sont tous semblablement meublés facilite leur compréhension mutuelle et forme un lien entre eux. Nous ne serions pas plus avancés si nous établissions une corrélation entre la notion d'intellectuel et l'appartenance aux professions libérales : les médecins ou les avocats, par exemple, ne sont pas des intellectuels au sens que nous donnons à ce terme, à moins qu'ils ne traitent, par la parole ou par l'écrit, des sujets étrangers à leur compétence professionnelle - ce que d'ailleurs, à n'en pas douter, ils font souvent (et nous pensons notamment aux avocats). Néanmoins, il existe une connexion étroite entre les intellectuels et les professions libérales. En effet, *certaines* de ces professions -notamment si le journalisme est compté pour l'une d'elles - sont presque complètement réservées aux intellectuels dont elles constituent la chasse gardée; les membres de *toutes* ces professions sont susceptibles de devenir des intellectuels; beaucoup d'intellectuels se consacrent pour vivre à une telle profession. Enfin, une définition établie en opposant le travail intellectuel au travail manuel serait beaucoup trop extensive ¹. En sens contraire, la formule du duc de Wellington : « le clan des écrivailleurs » nous paraît trop étroite ² et il en va de même pour le terme « homme de lettres ».

Cependant nous pourrions faire pire que de nous laisser mettre sur la voie par le duc de Fer. Les intellectuels sont effectivement des gens qui manient le verbe écrit ou parlé et qui se différencient des autres écrivains ou orateurs par le fait qu'ils n'assument aucune responsabilité directe en ce qui concerne les affaires pratiques. Cette dernière caractéristique en explique une autre : l'intellectuel, en général, ne possède aucune des connaissances de première main que fournit seule l'expérience. Une troisième caractéristique consiste dans l'attitude critique de l'intellectuel, déterminée à la fois par sa position d'observateur - et même, dans la plupart des cas, de profane (*outsider*) - et par le fait que sa meilleure chance de s'imposer tient aux embarras qu'il suscite ou pourrait susciter. Profession de l'individu sans profession? Dilettantisme professionnel? Gens qui parlent de tout parce qu'ils ne comprennent rien? Le journaliste de Bernard Shaw dans *Le Dilemme du Médecin*? Non et non. Je n'ai pas dit cela et n'entends pas le dire. De telles boutades sont encore plus fausses qu'elles ne sont blessantes. Cessons donc de chercher une définition verbale et remplaçons-la par une définition démonstrative, « épидictique » - puisqu'il existe un tel objet, soigneusement étiqueté, sur les rayons du musée grec. Les sophistes, philosophes et rhéteurs (pour énergiquement qu'ils se soient refusés à être mis dans le même panier, ils appartenaient tous à la même espèce) illustrent merveilleusement ma pensée et le fait

¹ J'ai regretté de constater que l'*Oxford English Dictionary* n'indique pas dans son énumération le sens que je désire prêter au terme intellectuel. Il reproduit l'expression « un banquet d'intellectuels », mais en connexion avec « puissance supérieure intellectuelle », ce qui aiguille vers une direction toute différente, J'ai été déconcerté comme il se doit, mais je n'ai pas été capable de découvrir un autre terme qui réponde aussi bien à mon dessein.

² La phrase de Wellington figure dans « The Croker Papers » (édition LA. Jennings, 1884).

qu'on pratique ils étaient tous des professeurs n'affecte en rien la valeur de cette illustration.

2. En analysant la nature rationaliste de la civilisation capitaliste (chap. 11), j'ai signalé que le développement de la pensée rationnelle a, bien entendu, précédé la naissance du capitalisme à raison de milliers d'années : le capitalisme n'a pas fait davantage que d'imprimer à ce processus une impulsion nouvelle et une orientation particulière. De même, en laissant de côté le monde gréco-romain, nous constatons l'existence d'intellectuels en des âges entièrement précapitalistes -par exemple, dans le royaume des Francs et dans les États issus de la dislocation de ce royaume. Toutefois, ces intellectuels étaient peu nombreux (il s'agissait de prêtres, le plus souvent de moines) et leurs travaux écrits n'étaient accessibles qu'à une fraction infinitésimale de la population. Certes, de fortes personnalités étaient occasionnellement capables de développer des opinions hétérodoxes et même de les mettre à la portée d'auditoires populaires. Mais, en règle générale, ces penseurs hardis devaient s'attendre à heurter de front un entourage très strictement organisé - et dont il était en même temps difficile de se distancer - et à risquer de subir le sort des hérétiques. Même dans ces conditions, une telle témérité n'était guère concevable, comme la tactique des missionnaires modernes suffit à le prouver, à défaut du concours ou de la connivence de quelque grand seigneur ou grand chef. Dans l'ensemble, par conséquent, les intellectuels étaient bien tenus en mains et il leur en coûtait cher de ruer dans les brancards, même dans les périodes de désorganisation et de licence exceptionnelles, comme, par exemple, celle de la Peste Noire (pendant et après 1348).

Mais si le monastère a été la nursery des intellectuels du monde médiéval, c'est le capitalisme qui les a lâchés en liberté et qui leur a donné la presse typographique. Le lent avènement de l'intellectuel laïque n'a été que l'un des aspects de cette évolution générale.

La coïncidence de la naissance de l'humanisme avec la naissance du capitalisme est très frappante. Les humanistes étaient initialement des philologues, mais - et ceci fournit un excellent exemple d'un phénomène évoqué précédemment - ils ont rapidement envahi les domaines de la morale, de la politique, de la religion et de la philosophie. Cette expansion ne s'explique pas seulement par le fait que, en même temps que les règles de grammaire, les humanistes commentaient la substance des ouvrages classiques, car de la critique d'un texte à la critique de la société le chemin est plus court qu'on ne pourrait le croire. Néanmoins, l'intellectuel typique ne se souciait guère de monter sur le bûcher, toujours dressé pour les hérétiques, mais, en règle générale, il préférait grandement prendre sa part d'honneurs et de confort. Or, tout compte fait, et bien que les humanistes aient été les premiers intellectuels disposant d'un public au sens moderne du terme, de tels avantages ne pouvaient être dispensés que par les princes spirituels ou temporels. Certes, l'attitude critique s'accroissait de jour en jour, mais la critique sociale (au delà du minimum impliqué par certaines attaques dirigées contre l'église catholique et, en particulier, contre son chef) ne pouvait s'émanciper dans de telles conditions.

Cependant les honneurs et les émoluments peuvent être obtenus par des procédés divers. L'obséquiosité et la flatterie sont souvent moins fructueuses que l'arrogance et l'insulte. Cette découverte n'a pas été faite par l'Arétin ¹, mais ce pamphlétaire n'a été

¹ Pietro Aretino, 1492-1556.

surpassé par aucun mortel dans l'art de l'exploiter. Charles-Quint était un bon mari, mais pendant les campagnes qui le tenaient éloigné de son foyer pendant des mois, il menait l'existence d'un gentilhomme de sa condition et de son temps. Or, le public et, ce qui importait surtout à Charles, l'impératrice pouvaient parfaitement être tenus dans l'ignorance de ces peccadilles, à la condition d'intervenir opportunément, à coup d'arguments sonnants et trébuchants, auprès du grand critique de la politique et des mœurs. Charles s'exécutait. Mais, et nous voici au rouet, il ne s'agissait pas là de l'un de ces simples chantages qui, en général, ne profitent qu'à l'une des parties, tout en infligeant à l'autre partie une perte sèche. Charles-Quint avait ses raisons pour graisser la plume de l'Arétin, bien que, à n'en pas douter, il lui aurait été possible de s'assurer la discrétion du pamphlétaire en employant des procédés beaucoup moins coûteux, mais d'autant plus énergiques. Néanmoins, l'empereur ne manifestait aucun ressentiment. Il lui arriva même de se détourner de sa route pour honorer l'écrivain. Évidemment, il lui demandait davantage que son silence et, en fait, il recevait de lui la pleine contre-partie de ses dons.

3. En un certain sens, par conséquent, la plume de l'Arétin était plus forte que l'épée. Mais (je pêche peut-être par ignorance) je ne connais pas d'autres cas de ce genre qui se soient produits pendant les cent cinquante années ultérieures¹, au cours desquelles les intellectuels ne paraissent pas avoir joué un grand rôle à l'extérieur et indépendamment de leurs professions spécifiques, à savoir surtout le barreau et l'Église. Or, ce recul coïncide grossièrement avec le recul qui affecta, pendant cette période troublée, l'évolution capitaliste dans la plupart des pays de l'Europe continentale et la reprise ultérieure de l'initiative capitaliste a également favorisé les intellectuels. Le livre moins coûteux, le journal ou la brochure bon marché ainsi que l'élargissement du public, en partie explicable par cette baisse des prix, mais constituant également, pour une part, un phénomène indépendant, causé par l'accession de la bourgeoisie industrielle à la richesse et à l'influence et, corrélativement, par l'importance politique accrue de l'opinion anonyme - toutes ces chances ainsi que l'assouplissement progressif des contraintes sont des sous-produits de l'organisation capitaliste.

Pendant les trois premiers quarts du XVIII^e siècle, le rôle capital que jouait encore au début du siècle le protecteur individuel dans la carrière d'un intellectuel ne s'est amoindri que lentement. Cependant l'on discerne déjà, tout au moins dans les cas de réussites éclatantes, l'importance croissante d'un nouvel élément, à savoir l'appui d'un protecteur collectif : le public bourgeois. A cet égard comme à bien d'autres, Voltaire fournit un exemple d'une valeur inestimable. La superficialité même qui lui a permis d'aborder tous les sujets, depuis la théologie jusqu'à l'optique newtonienne, alliée à une vitalité indomptable, à une curiosité insatiable, à une absence d'inhibitions, à un instinct infaillible des tendances de son époque auxquelles il donnait son entière adhésion ont permis à ce critique sans méthode critique, à ce poète et historien médiocre de fasciner ses contemporains - et de leur vendre ses livres. Certes, il a également spéculé, triché, accepté des cadeaux et des appointements, mais il n'en reste pas moins qu'il a toujours joui d'une indépendance solidement fondée sur l'engouement du public. La discussion du cas et du type de Rousseau, encore qu'ils soient foncièrement différents, serait encore plus instructive.

¹ En Angleterre, cependant, l'influence et l'ampleur des polémiques ont considérablement grandi au XVIII^e siècle.

Vers la fin du XVIII^e siècle, un épisode frappant a mis en lumière la nature du pouvoir que peut exercer un intellectuel libre d'attaches dont le seul levier consiste dans le mécanisme socio-psychologique qui s'appelle « opinion publique ». Cet épisode s'est produit en Angleterre, c'est-à-dire dans le pays qui s'était de très loin le plus avancé sur la voie de l'évolution capitaliste. Certes, les attaques dirigées par John Wilkes contre le système politique anglais ont été lancées dans des circonstances exceptionnellement favorables; en outre, on ne saurait affirmer, à proprement parler, qu'elles aient effectivement renversé le gouvernement du comte de Bute, car celui-ci n'avait jamais eu la moindre chance de se maintenir et était condamné à tomber pour une douzaine d'autres raisons. Néanmoins, le *North Briton* fut la goutte d'eau qui, en faisant déborder le vase, engloutit la carrière politique de Lord Bute. Le n° 45 du *North Briton* fut le premier coup de feu tiré au cours d'une campagne qui aboutit à l'abolition des mandats généraux d'arrêts et qui fit réaliser un grand pas vers la liberté de la presse et des élections. Nous n'entendons pas dire que cette campagne a changé le cours de l'histoire ou a créé des conditions propices à une réforme des institutions sociales, mais seulement que Wilkes a joué le rôle, disons, d'un aide-accoucheur¹.

L'impuissance des ennemis de Wilkes à le neutraliser constitue le côté le plus frappant de cet incident. Ils disposaient évidemment de tous les pouvoirs d'un gouvernement organisé. Et néanmoins une force supérieure les fit reculer.

En France, les années précédant la révolution et la révolution elle-même donnèrent naissance aux brulôts démagogiques d'un Marat ou d'un Desmoulins, qui, toutefois, ne jetèrent pas complètement par-dessus bord, comme les rédacteurs de nos feuilles à sensation (*tabloids*), la grammaire et le style. Mais il nous faut nous hâter. La Terreur et, plus systématiquement, le Premier Empire mirent bon ordre à ces licences de publicistes. Il s'ensuivit une période, coupée par le régime du roi bourgeois, de répression plus ou moins énergique qui se prolongea jusqu'au moment où le Second Empire, environ 1865, se vit contraint de desserrer les rênes. En Europe centrale et méridionale, cette période de la presse censurée dura à peu près aussi longtemps, alors qu'en Angleterre des conditions analogues prédominèrent à partir du début des guerres révolutionnaires jusqu'à l'accession de Canning au pouvoir.

4. L'échec des efforts (dont certains furent vigoureux et persévérants) tentés durant cette période par pratiquement tous les gouvernements européens pour mettre au pas les intellectuels prouve combien il est impossible de remonter un tel courant si l'on reste dans le cadre du capitalisme. Les expériences faites par ces gouvernements ne furent rien d'autre que la répétition de celle du gouvernement anglais avec Wilkes. Dans une société capitaliste - ou dans une société qui contient un élément d'une importance décisive - toute attaque dirigée contre les intellectuels doit nécessairement se heurter aux forteresses privées des milieux d'affaires bourgeois qui (ou dont certaines) donnent refuge aux écrivains traqués. En outre, de telles attaques doivent se

¹ Je ne crains qu'un historien politique me reproche d'avoir exagéré l'importance du succès de Wilkes. Mais je crains que le fait de l'avoir qualifié d'écrivain libre d'attaches, ce qui implique qu'il ne devait rien à un protecteur, mais tout au public, ne soit contredit. A n'en pas douter, ses débuts furent encouragés par une coterie. Mais, en y regardant de plus près, on m'accordera, je pense, que ces encouragements n'ont pas joué un rôle décisif dans sa carrière, mais que tous les concours, tout l'argent, tous les honneurs qu'il obtint par la suite dérivèrent de son succès antérieur, de l'influence qu'il avait prise indépendamment sur le public, et en furent la récompense.

développer en conformité avec les principes bourgeois dont est imprégnée la pratique législative et administrative : certes, ces règles peuvent être manipulées et déformées, mais elles n'en paralysent pas moins les poursuites au delà d'un certain point. La classe bourgeoise, quand elle est surexcitée ou apeurée, peut se résigner à ces violences illégales, voire y applaudir, mais seulement temporairement. Sous un régime purement bourgeois, comme celui de Louis-Philippe, les troupes peuvent ouvrir le feu sur des grévistes, mais la police ne peut pas faire une rafle d'intellectuels ou, tout au moins, elle est obligée de les relâcher immédiatement - à défaut de quoi la classe bourgeoise, tout en désapprouvant certains des agissements de ces enfants terribles, fera bloc derrière eux, car les libertés qu'elle désapprouve ne sauraient être anéanties sans que soient également anéanties les libertés qu'elle approuve.

Observons que je ne crédite pas la bourgeoisie d'une dose injustifiée de générosité ou d'idéalisme. Je ne me fais pas davantage une idée exagérée de l'intensité des opinions, des sentiments et des volontés du public (sur ce point je suis presque, mais non complètement, d'accord avec Marx). En défendant les intellectuels en tant que groupe (mais non pas, bien entendu, chaque intellectuel), la bourgeoisie défend sa propre cause et son programme d'existence. Seul un gouvernement de nature et de doctrine non bourgeoises (dans les circonstances modernes, il ne peut s'agir que d'un gouvernement socialiste ou fasciste) est assez fort pour discipliner la plume et la parole, mais, pour atteindre ce résultat, il doit transformer des institutions typiquement bourgeoises et restreindre drastiquement la liberté individuelle de toutes les classes de la nation. Or, il n'y a aucune chance pour qu'un tel gouvernement (il ne le pourrait même pas) s'arrête au seuil des entreprises privées.

Ainsi s'explique à la fois la répugnance du régime capitaliste à contrôler efficacement son secteur intellectuel et son inaptitude à exercer un tel contrôle. Nous entendons par répugnance l'antipathie pour l'emploi systématique de méthodes incompatibles avec la mentalité modelée par l'évolution capitaliste; par inaptitude l'impuissance à agir par voie d'autorité dans le cadre des institutions modelées par l'évolution capitaliste et sans, par conséquent, se soumettre à des règles non bourgeoises. D'une part, donc, la liberté de discussion publique, impliquant la liberté de grignoter les bases mêmes de la société capitaliste, s'impose inévitablement à la longue. D'autre part, le groupe intellectuel ne peut se retenir de grignoter, car il vit de ses critiques et il ne peut affermir sa position qu'à coup de banderilles; enfin, la critique au jour le jour des personnes et des événements doit, dans une société où rien n'est plus tabou, fatalement dégénérer en critique des classes et des institutions.

Quelques traits nous suffiront à moderniser le tableau. Citons - l'accroissement des ressources; les progrès intervenus en matière de niveau d'existence et de loisirs des masses, qui ont modifié et continuent à modifier les éléments constituant le mécène collectif aux goûts duquel les intellectuels doivent se plier; la réduction (non parvenue à son terme) du prix des livres et des journaux; les sociétés de presse à grand tirage ¹; et, désormais, la radio; enfin, aujourd'hui comme hier, la tendance à

¹ La naissance, puis la croissance jusqu'à nos jours des grandes sociétés de presse met en lumière deux points sur lesquels je tiens à insister, à savoir : les aspects, connexions et effets multiples de tout élément concret du système social (cette multiplicité empêchant de formuler des thèses rectilignes à sens unique) - et l'importance qu'il y a à distinguer les phénomènes à court terme des phénomènes à long terme pour lesquels se vérifient des propositions différentes et parfois opposées. Une grande société de presse est tout simplement dans la plupart des cas, une entreprise capitaliste lucrative. Mais ceci n'implique pas qu'elle doive épouser les intérêts capitalistes ou tous autres intérêts de classe. Elle peut agir de la sorte, mais seulement pour un ou plusieurs des motifs

l'abolition complète de toute contrainte, paralysant régulièrement ces essais mort-nés de résistance au cours desquels la société bourgeoise fait preuve, en matière de discipline sociale, de tant d'incompétence et, parfois, de tant d'enfantillage.

Cependant l'on doit prendre en considération un autre facteur. L'une des caractéristiques les plus importantes des derniers stades de la civilisation capitaliste consiste dans l'expansion vigoureuse de l'appareil éducatif et, notamment, des facilités données à l'enseignement supérieur. Or, ce développement était et est aussi inévitable que celui des unités productives à très grande échelle¹, mais, à la différence de ce dernier, il a été et est encouragé à un tel point par l'opinion publique et les pouvoirs publics qu'il a progressé bien davantage que ce n'aurait été le cas s'il n'avait pas été poussé par ces propulsions extérieures. Quoi que nous puissions penser de ce phénomène en nous plaçant à d'autres points de vue et quelle qu'en ait été la cause précise, il se traduit par différentes conséquences qui réagissent sur la dimension et l'attitude du groupe des intellectuels.

En premier lieu, dans la mesure où l'enseignement supérieur gonfle l'offre de services dans les professions libérales ci quasi-libérales, puis, en fin de compte, dans tous les « métiers à col blanc » au delà du point fixé par des considérations d'équilibre entre le coût et le rendement de l'éducation, une telle surproduction peut aboutir à un cas particulièrement important de chômage sectionnel.

suivants dont l'importance limitée saute aux yeux : parce qu'un groupe capitaliste le subventionne précisément aux fins de soutenir ses intérêts ou ses doctrines - mais ce lecteur est d'autant moins important que le tirage est plus fort ; parce qu'elle se propose de vendre soit papier à un public de mentalité bourgeoise - mais ce facteur, très important jusqu'en 1914, agit maintenant en sens contraire ; parce que les annonceurs préfèrent utiliser un médium qui leur est sympathique - mais, dans la plupart des cas, ils se laissent exclusivement guider en pareille matière par leurs intérêts, et non par leurs sentiments ; parce que les propriétaires, sans se soucier de considérations de vente, exigent que la rédaction observe une ligne donnée : certes, jusqu'à un certain point, ces gros actionnaires agissent et surtout agissaient effectivement ainsi - toutefois, l'expérience enseigne qu'ils lâchent régulièrement pied si leurs convictions compromettent trop gravement leurs intérêts mercantiles de marchands de papier imprimé. En d'autres termes, la grande société de presse constitue un levier extrêmement puissant pour rehausser la position et accroître l'influence du groupe intellectuel ; néanmoins, même de nos jours, elle n'est pas complètement passée sous le contrôle de ce groupe. Le grand journal est synonyme, pour les intellectuels, d'emplois et de public élargi, mais également de « fil à la patte » - mais de telles considérations sont surtout importantes quand on raisonne à court terme : en luttant pour devenir plus libre d'agir comme il l'entend, le journaliste individualiste peut fort bien courir à la défaite. Cependant ces considérations à court terme et aussi le souvenir collectif des conditions du temps passé imprègnent la mentalité de l'intellectuel et l'incitent à présenter au public un tableau haut en couleurs de l'esclavage et du martyre (les penseurs. Or, en fait, il devait tracer le tableau de leurs conquêtes, car, dans ce cas comme dans bien d'autres, la conquête et la victoire sont des mosaïques composées avec des défaites.

¹ Présentement, la majorité du public apprécie ce développement en se plaçant au point de vue de l'idéal consistant à mettre des facilités d'enseignement de toute nature à la portée de quiconque peut être incité à en faire usage. Cet idéal est si profondément gravé dans les esprits que les moindres doutes formulés à son encontre sont presque universellement considérés comme quasiment indécentes - les commentaires, par trop inconsistants, des dissidents apportant de l'eau au moulin des champions de la culture généralisée. En fait, nous effleurons ici un groupe de problèmes extrêmement complexes, concernant la sociologie de l'éducation et les idéaux éducatifs que nous ne saurions aborder sans sortir des limites de notre essai. C'est pourquoi je nie suis borné, dans le paragraphe ci-dessus, à rappeler, et cela suffit pour mon dessein, deux banalités incontestables et qui n'engagent à rien. Mais, bien entendu, elles ne résolvent aucunement les problèmes plus vastes que je suis obligé de laisser de côté et dont l'absence témoigne des lacunes de mon exposé.

En second lieu, qu'il y avait ou non chômage des intellectuels, leur multiplication donne naissance à des conditions d'emploi peu satisfaisantes - affectation à des travaux inférieurs ou salaires moins élevées que ceux des ouvriers les mieux rémunérés.

En troisième lieu, la surproduction des intellectuels peut créer des incapacités de travail d'un type particulièrement déconcertant. L'homme qui a fréquenté un lycée ou une université devient facilement psychologiquement inemployable dans des occupations manuelles sans être devenu pour autant employable, par exemple, dans les professions libérales. Une telle faillite peut tenir soit à un manque d'aptitude naturelle - parfaitement compatible avec la réussite aux examens universitaires -, soit à un enseignement inadéquat : or, ces deux risques se multiplient toujours davantage, en nombres relatifs et en nombres absolus, au fur et à mesure qu'un nombre plus élevé de sujets est drainé vers l'enseignement supérieur et que le volume d'enseignement réclamé grossit indépendamment du nombre des individus que la nature a doués du don d'enseigner. A négliger ces déséquilibres et à agir comme si la création d'écoles, de lycées, d'universités supplémentaires se ramenait purement et simplement à une question de gros sous, on aboutit à des impasses trop évidentes pour qu'il soit besoin d'y insister. Quiconque ayant à s'occuper de nominations à des postes est personnellement qualifié pour formuler une opinion autorisée et peut citer des cas dans lesquels, sur dix candidats à un emploi, possédant tous les titres universitaires requis, il n'en est pas un seul qui soit capable de l'occuper convenablement.

Par ailleurs, tous ces bacheliers et licenciés, en chômage ou mal employés ou inemployables, sont refoulés vers les métiers dont les exigences sont moins précises ou dans lesquels comptent surtout des aptitudes et des talents d'un ordre différent. Ils gonflent les rangs des intellectuels, au strict sens du terme, c'est-à-dire ceux sans attaches professionnelles, dont le nombre, par suite, s'accroît démesurément. Ils entrent dans cette armée avec une mentalité foncièrement insatisfaite. L'insatisfaction engendre le ressentiment. Et celui-ci prend fréquemment la forme de cette critique sociale qui, nous l'avons déjà reconnu, constitue dans tous les cas, mais spécialement en présence d'une civilisation rationaliste et utilitaire, l'attitude typique du spectateur intellectuel à l'égard des hommes, des classes et des institutions. Récapitulons : nous avons trouvé un groupe nombreux dont la situation nettement caractérisée est colorée d'une teinte prolétaire; un intérêt collectif modelant une attitude collective qui explique d'une manière beaucoup plus réaliste l'hostilité du groupe envers le régime capitaliste que ne saurait le faire la théorie (équivalant à une rationalisation au sens psychologique du terme) selon laquelle l'indignation vertueuse de l'intellectuel dressé contre le capitalisme serait simplement et logiquement provoquée par le spectacle d'exactions honteuses - théorie qui ne vaut pas mieux que celle des amoureux quand ils prétendent que leurs sentiments sont la conséquence logique des mérites de l'objet de leur passion ¹. En outre, notre théorie rend également compte du fait que, loin de diminuer, cette hostilité s'accroît chaque fois que l'évolution capitaliste se traduit par une nouvelle réussite.

¹ Le lecteur observera que de telles théories seraient irréalistes même si les actes du capitalisme ou les mérites de l'objet aimé étaient effectivement identiques aux conceptions que s'en font le critique ou l'amoureux. Il est également important de noter que, dans l'immense majorité des cas, les critiques aussi bien que les amoureux sont manifestement sincères : en règle générale, les mécanismes psycho-sociologiques ou psycho-physiques n'agissent pas au delà du seuil de l'Ego, sinon sous le masque des sublimations.

Bien entendu, l'hostilité du groupe intellectuel - aboutissant à un refus moral de l'ordre capitaliste - est une chose et l'atmosphère générale d'hostilité qui baigne le système capitaliste en est une autre. Cette dernière, qui constitue le phénomène réellement significatif, n'est pas seulement engendrée par l'opposition des intellectuels, mais elle sourd en partie de sources indépendantes, dont nous avons déjà mentionné certaines et qui, au prorata de leur débit, fournissent au groupe intellectuel la matière première sur laquelle il travaille. Il existe entre l'hostilité générale et l'hostilité spécifiquement intellectuelle des relations de prêté et de rendu que, faute d'espace, je dois renoncer à élucider. Cependant les contours généraux d'une telle analyse sont assez évidents et il me suffira de répéter que le rôle du groupe intellectuel consiste primordialement à stimuler, activer, exprimer et organiser les sujets de mécontentement et, accessoirement seulement, à en ajouter de nouveaux. Certains points de vue particuliers nous serviront à illustrer ce principe.

6. L'évolution capitaliste engendre un mouvement travailliste qui n'est évidemment pas créé par le groupe intellectuel. Néanmoins, la rencontre du démiurge intellectuel et de ce mouvement riche de virtualités ne saurait nous surprendre. Le syndicalisme n'a jamais demandé à être guidé par des intellectuels, mais les intellectuels ont envahi la politique syndicale.

Ils étaient d'ailleurs en mesure de lui apporter une contribution importante : ils ont donné une voix au mouvement ouvrier, ils lui ont fourni des théories et des slogans - la « guerre des classes » en est un excellent exemple -, ils lui ont fait prendre conscience de lui-même, et ce faisant, en ont profondément modifié le sens. En accomplissant cette tâche d'après leurs propres conceptions, les intellectuels ont naturellement radicalisé ce mouvement et ont finalement imprimé une orientation révolutionnaire aux pratiques syndicales les plus bourgeoises - orientation qui d'ailleurs, à l'origine, répugnait fortement aux dirigeants non intellectuels. Cependant cette divergence de vues initiale s'explique également par une autre raison. Quand il écoute un intellectuel, l'ouvrier a presque invariablement conscience d'être séparé de lui par un gouffre infranchissable, si même il n'éprouve pas envers lui un sentiment de méfiance absolue. Pour prendre barre sur les travailleurs manuels et pour s'affirmer à côté de leurs chefs non intellectuels, l'intellectuel est donc amené à se livrer à des manœuvres démagogiques, parfaitement superflues pour ses rivaux qui peuvent se permettre d'avoir leur franc-parler. Ne disposant d'aucune autorité authentique et se sentant constamment exposé au risque de se voir invité sans ambages à se mêler de ce qui le regarde, l'intellectuel doit flatter, promettre, surexciter, soigner les ailes gauches et les minorités gueulardes, prendre à cœur les cas douteux et submarginiaux, pousser aux revendications extrêmes, se déclarer lui-même prêt à obéir en toute circonstance - bref, se comporter envers les masses comme ses prédécesseurs se sont successivement comportés envers leurs supérieurs ecclésiastiques, puis envers les princes et autres protecteurs individuels, enfin envers leur maître collectif de complexion bourgeoise. Ainsi, bien que les intellectuels n'aient pas créé le mouvement ouvrier, ils l'ont néanmoins pétri jusqu'à le transformer en quelque chose qui diffère substantiellement de ce qu'il aurait été sans eux.

L'atmosphère sociale, pour construire la théorie de laquelle nous venons de réunir des pierres et du ciment, explique pourquoi les pouvoirs publics deviennent toujours davantage hostiles aux intérêts capitalistes et en arrivent finalement à refuser par principe de tenir compte des exigences inhérentes au système capitaliste et à en gêner

sérieusement le fonctionnement. Cependant il existe entre les agissements du groupe intellectuel et les mesures anti-capitalistes une relation plus directe que celle impliquée par la part qu'il prend à leur formulation. Les intellectuels deviennent rarement des politiciens professionnels et ils occupent plus rarement encore des postes de responsabilité. En revanche, ils peuplent les bureaux des partis, rédigent leurs pamphlets et discours politiques, agissent en qualité de secrétaires et de conseillers, font aux hommes politiques leur réputation de presse, ce dont, bien qu'elle ne soit pas tout, peu de ces derniers peuvent se passer. Par toutes ces interventions les intellectuels impriment, jusqu'à un certain point, leur cachet sur presque toutes les mesures politiques.

Leur influence effective varie d'ailleurs grandement selon les conditions du jeu politique et va de la simple rédaction des programmes au Pouvoir de rendre une mesure politiquement réalisable ou irréalisable. Néanmoins, cette influence trouve toujours à s'exercer dans un champ d'action étendu. Quand nous disons que les politiciens et les partis sont les représentants des intérêts de classe, nous n'énonçons tout au plus que la moitié de la vérité. L'autre moitié, tout aussi importante, sinon plus, nous apparaît dès lors que nous nous rendons compte que la profession politique développe des intérêts autonomes - des intérêts qui peuvent aussi bien entrer en conflit avec ceux du groupe « représenté » par l'homme ou le parti que coïncider avec eux ¹. L'opinion du politicien et celle du parti sont, plus que par toute autre influence, modelées par les facteurs de la situation politique qui affectent directement leur carrière ou leur position. Or, certains de ces facteurs sont contrôlés par le groupe intellectuel qui, à cet effet, établit en quelque sorte, pour une époque donnée, un code moral, en exaltant certaines valeurs liées à certains intérêts et en laissant tomber dans l'oubli d'autres valeurs liées à d'autres intérêts.

Enfin, cette ambiance sociale ou ce code de valeurs affectent, non seulement la politique - l'esprit de la législation, mais encore la pratique administrative. Cependant, dans ce cas encore, il existe également une relation plus directe entre le groupe intellectuel et la bureaucratie. Les bureaucraties européennes sont d'origine précapitaliste et extra-capitaliste. Pour autant que leur composition puisse s'être modifiée au cours des siècles, elles ne se sont jamais identifiées complètement à la bourgeoisie, à ses intérêts ou à son système de valeurs et n'ont jamais reconnu en elle autre chose qu'un actif à gérer au mieux des intérêts du monarque ou de la nation. Exception faite pour certaines inhibitions tenant à leur entraînement et à leur expérience professionnels, les bureaucrates sont donc préparés à se laisser convertir par les intellectuels modernes avec lesquels ils ont, en raison d'une éducation similaire, beaucoup de points communs, cependant que, depuis quelques douzaines d'années, le fonctionnaire moderne a de plus en plus perdu l'esprit de caste qui naguère, dans bien des cas, dressait une barrière entre lui et l'intellectuel. De plus, dans les périodes où la sphère de l'administration publique grossit rapidement, beaucoup du personnel de renfort nécessaire doit être directement emprunté au groupe intellectuel - comme en témoigne l'exemple des États-Unis.

¹ Cette remarque, bien entendu, vaut tout autant pour l'attitude des intellectuels eux-mêmes à l'égard de la classe dont ils sortent ou à laquelle ils appartiennent économiquement et culturellement. Nous reviendrons sur ce point au cours du chapitre 23.

Deuxième partie : le capitalisme peut-il survivre ?

Chapitre 14

Décomposition

En butte à l'hostilité croissante de leur entourage et aux pratiques législatives, administratives et judiciaires engendrées par cette hostilité, les entrepreneurs et les capitalistes - en fait, toute la couche sociale qui accepte le programme d'existence bourgeois - finiront par cesser de remplir leurs fonctions. Leurs objectifs normaux deviennent futiles. La plus spectaculaire des ambitions bourgeoises, à savoir la fondation d'une dynastie industrielle, est déjà devenue irréalisable dans la plupart des pays et même des buts plus modestes sont désormais si difficiles à atteindre que, au fur et à mesure que les intéressés réalisent mieux le caractère permanent des conditions hostiles à leur desseins, ils en viennent à considérer que le jeu n'en vaut plus la chandelle.

Étant donné l'influence que les motifs déterminants de l'activité bourgeoise ont exercée sur l'histoire économique des deux ou trois derniers siècles, il apparaît que leur affaiblissement, faute de possibilités de réalisation, ou leur extinction provoquée par les réactions défavorables du milieu social constituent des facteurs qui, s'ils sont appelés à perdurer, suffisent à expliquer les troubles fonctionnels du régime capitaliste et sont, en tout cas, beaucoup plus importants qu'aucun de ceux mis en cause par la « théorie de la disparition des chances d'investissement ». Il est donc intéressant d'observer que ces motifs, non seulement sont attaqués par des forces extérieures à la mentalité bourgeoise, mais encore tendent à disparaître, pour des raisons d'ordre interne. Il existe, bien entendu, une interdépendance étroite entre facteurs exogènes et

facteurs endogènes de dévitalisation. Néanmoins, pour porter un diagnostic exact, il nous faut en premier lieu tenter de les ventiler.

Nous avons déjà rencontré l'une de ces « causes internes » et je l'ai qualifiée d'« évaporation de la substance de la propriété ». Nous avons constaté que, normalement, l'homme d'affaires moderne, qu'il soit entrepreneur ou simple administrateur-gérant, appartient généralement à la catégorie des fondés de pouvoir (et non à celle des propriétaires). De par la logique de sa position, sa mentalité acquise s'apparente donc, dans quelque mesure, à celle d'un employé salarié travaillant dans une organisation bureaucratique.

Qu'il soit ou non actionnaire de l'entreprise, sa volonté de lutter et de maintenir n'est pas et ne saurait être ce qu'elle était naguère chez des hommes qui exerçaient au plein sens des termes le droit de propriété et les responsabilités qu'il implique. Le système de valeurs et la conception du devoir subissent une modification profonde quand le régime de propriété en prise directe se transforme en régime de gestion. Bien entendu, les simples actionnaires comptent désormais pour zéro - même si l'on fait complètement abstraction du fait que leurs coupons et leurs autres droits sont de plus en plus amputés par l'État régulateur et taxateur. Ainsi, la société par actions moderne, bien que fille de l'évolution capitaliste, socialise la mentalité bourgeoise, - elle rétrécit progressivement la zone où peuvent s'exercer les initiatives capitalistes, - bien plus, elle finira par détruire les racines mêmes de ce régime ¹.

2. Cependant il existe une « cause interne » d'affaiblissement encore plus importante, à savoir la désintégration de la famille bourgeoise. Les faits auxquels je me réfère sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les expliciter longuement. Aux yeux des hommes et des femmes de nos sociétés capitalistes modernes, la vie de famille, la paternité, la maternité même signifient moins qu'elles ne signifiaient naguère et, par suite, modèlent moins profondément les comportements : le fils ou la fille rebelle, professant de mépriser les normes « victoriennes », exprime, fût-ce incorrectement, une vérité indéniable. Pour ne pas être statistiquement mesurables, ces réalités sociales n'en pèsent pas moins lourd. Le taux des mariages par 1.000 habitants ne prouve rien, étant donné que le terme mariage revêt autant de sens sociologiques que le terme progrès : la nature de l'alliance formée naguère par le contrat de mariage peut complètement disparaître sans que le nombre de ces contrats et leur formule légale soient aucunement modifiés. Et le taux des divorces n'est pas davantage significatif. Le nombre des mariages dissous par les tribunaux importe peu - ce qui compte, c'est le nombre des unions auxquelles fait défaut le contenu inhérent au modèle traditionnel. Si, toutefois, les lecteurs de notre époque férue de statistiques insistent sur une mesure numérique, on peut admettre que le nombre des ménages sans enfant ou à enfant unique, bien qu'inadéquat pour quantifier le phénomène considéré, serre son impor-

¹ Cette thèse sera contestée par beaucoup de personnes. Ce refus d'adhésion tient à ce que ces personnes en sont restées aux conceptions d'une époque révolue et aux formules valables au temps où les transformations institutionnelles causées par l'avènement des sociétés géantes ne s'étaient pas encore manifestées. Il se peut également que ces contradicteurs évoquent les facilités que la manipulation financière des sociétés ouvrait naguère à la satisfaction illégale des ambitions capitalistes. Mais ils apportent ainsi de l'eau à mon moulin ; le fait que, au delà du traitement et du bonus, aucun profit personnel ne peut, dans les sociétés, être réalisé par les gérants, sinon en recourant à des pratiques illégales ou semi-illégales, prouve bien que le caractère structurel des sociétés n'encourage pas, normalement, les initiatives motivées par l'appât du gain.

tance numérique d'aussi près que nous sommes en mesure de le faire. Ce phénomène s'étend désormais, plus ou moins, à toutes les classes sociales. Mais il s'est manifesté en premier lieu dans la classe bourgeoise (et intellectuelle) et, dans le cadre de notre analyse, l'importance, symptomatique aussi bien que causale, de la dénatalité concerne exclusivement cette classe. Or, le dit phénomène s'explique essentiellement par cette rationalisation de tous les aspects de l'existence qui, nous l'avons reconnu, est l'un des effets de l'évolution capitaliste. En d'autres termes, le malthusianisme est l'un des résultats, entre bien d'autres, de l'extension de cette rationalisation au domaine de la vie privée. Il est facile de ramener à ce seul facteur tous ceux qui sont habituellement invoqués aux fins d'expliquer la contraction des familles bourgeoise

Dès que des hommes et des femmes, ayant appris leur leçon utilitaire, se refusent à admettre comme allant de soi les arrangements traditionnels que leur entourage social fait pour leur compte dès qu'ils prennent l'habitude de soupeser, de leur point de vu, individuel, les avantages et les inconvénients inhérents à telle ou telle ligne de conduite éventuelle (ou encore, en d'autres termes, dès qu'ils appliquent à leur vie privée une sorte de système inarticulé du prix de revient) - ils ne peuvent manquer de prendre conscience des lourds sacrifices personnels que les liens de famille et, notamment, la paternité imposent, dans les circonstances modernes, aux civilisés, ni, corrélativement, de constater que, sauf dans le cas des paysans, les enfants ont cessé d'être des actifs économiques. Ces sacrifices ne consistent pas seulement dans des éléments justiciables de l'étalon de mesure monétaire, mais ils comprennent en outre une quantité indéfinie de pertes de confort, d'insouciance, et de chances de profiter d'alternatives de plus en plus attrayantes et variées. En comparant ces alternatives avec les joies de la famille, nos contemporains soumettent ces dernières à une analyse critique d'une sévérité croissante. La portée de ces observations est fortifiée, loin d'en être affaiblie, par le fait que le bilan des avantages et des inconvénients est probablement incomplet, peut-être même radicalement faux. En effet, le plus important de ces actifs familiaux, à savoir la contribution de la paternité et de la maternité à la santé physique et morale - à la « normalité », pourrions-nous dire, - notamment en ce qui concerne les femmes, échappe presque invariablement au projecteur rationnel des individus modernes, celui-ci tendant à concentrer son faisceau sur des détails vérifiables à caractère directement utilitaire et à dédaigner les nécessités profondes inhérentes à la nature humaine ou à l'organisme social. Le point que je désire souligner est, je le pense, suffisamment clair, sans qu'il soit nécessaire de l'élaborer davantage. On peut le résumer dans la question qui vient si nettement à l'esprit de tous parents virtuels : Pourquoi couper les ailes de nos aspirations et appauvrir notre existence pour finir par être négligés et traités par-dessous la jambe sur nos vieux jours?

Cependant que l'évolution capitaliste, en raison des attitudes psychiques qu'elle engendre, estompé progressivement les valeurs de la vie de famille et écarte les inhibitions conscientes que la vieille tradition morale aurait placées sur la voie menant à un autre mode d'existence, elle favorise simultanément les nouvelles mœurs. En ce qui concerne la stérilité volontaire, l'ingéniosité capitaliste crée des procédés anticonceptionnels d'une efficacité constamment améliorée et ceux-ci permettent de tourner l'obstacle que le plus puissant des instincts humains aurait alternativement opposé au malthusianisme. En ce qui concerne le style de l'existence, l'évolution capitaliste affaiblit l'attrait de la demeure familiale bourgeoise et ménage des solutions d'habitat alternatives.

Jusque vers la fin du XIX^e siècle, la maison de ville et la maison des champs ne constituaient pas seulement, en tous pays, les seules coquilles commodes et agréables où pût s'écouler la vie privée des classes aisées, mais encore elles étaient indispensables à cette dernière. Non seulement l'exercice de l'hospitalité, quelles que fussent sa fréquence et sa largesse, mais encore le confort, la dignité, la quiétude et le raffinement dont jouissaient la famille dépendaient de la possession en propre d'un foyer et d'une domesticité adéquats. Aussi l'organisation qualifiée de « Home » était-elle acceptée comme allant de soi par l'homme et la femme moyens de complexion bourgeoise, exactement comme ils considéraient comme allant de soi le mariage et les enfants - la « fondation d'une famille ».

Or, de nos jours, d'une part, les agréments de la demeure bourgeoise s'effacent derrière ses charges. Aux yeux critiques d'une époque portée à la critique, il y a des chances pour qu'un tel établissement apparaisse primordialement comme une source de tracas et de dépenses ne comportant pas, dans bien des cas, des contreparties suffisantes. Il en irait ainsi même si les ménages aisés n'avaient pas à tenir compte des impôts, des gages et de l'attitude des gens de maison contemporains, tous ces facteurs décourageants, conséquences typiques de l'évolution capitaliste, ayant, bien entendu, pour effet d'accroître grandement la répugnance des particuliers à l'égard d'un mode d'existence qui, dans un avenir très proche, sera presque universellement considéré comme démodé et antiéconomique. A cet égard comme à bien d'autres, nous traversons une période de transition. La famille moyenne à train de vie bourgeois a réduit les difficultés inhérentes à l'entretien d'un grand hôtel ou appartement et d'un vaste château ou villa en les remplaçant par de petites installations mécanisées, tout en vivant le plus possible à l'extérieur et en utilisant au maximum les services extérieurs - les réceptions, notamment, prenant place toujours davantage au restaurant ou au cercle.

D'autre part, la demeure d'ancien style a cessé, dans les milieux bourgeois, d'être le cadre indispensable d'une vie confortable et raffinée. L'appartement et la « résidence » fournissent un type d'habitat rationalisé et correspondant à un nouveau style d'existence qui, quand il aura été complètement mis au point, donnera, sans aucun doute, satisfaction aux nouveaux besoins et procurera tous les accessoires du confort et du raffinement. Certes, ce genre d'existence et sa coquille n'ont encore été complètement élaborés en aucun pays et, du point de vue coût, ils n'assurent un avantage que si l'on fait état des difficultés et des ennuis inhérents de nos jours à la conduite d'une maison. Néanmoins, ils comportent déjà d'autres agréments appréciables : facilité d'user pleinement de toute la gamme des jouissances modernes, de voyager, de se déplacer à volonté, de rejeter le fardeau des petites tâches quotidiennes de la maison sur les épaules puissantes de services ultra-spécialisés.

Or, on conçoit sans peine comment, dans les couches supérieures de la société capitaliste, cette évolution de l'habitat affecte à son tour les problèmes de la natalité. Dans ce cas encore, on observe une action et une réaction réciproques : la disparition des demeures spacieuses - les seules dans lesquelles puisse se déployer à son aise la vie facile d'une famille nombreuse ¹ - constitue un motif supplémentaire d'éviter les soucis de la paternité, alors que, réciproquement, le crépuscule de la fécondité désirée rend moins désirables les grandes demeures.

¹ Il va de soi que les relations modernes entre parents et enfants sont en partie conditionnées par la contraction de ce cadre de la vie familiale.

J'ai dit que, du point de vue coût, le nouveau style de la vie bourgeoise n'offre jusqu'à présent aucun avantage décisif. Toutefois, cette observation ne vaut que pour les dépenses courantes (frais « proportionnels ») qu'entraîne la satisfaction des besoins de la vie privée. Mais, en ce qui concerne les frais généraux, les avantages sont dès à présent évidents. Or, dans la mesure où les dépenses portant sur les éléments les plus permanents du train de vie - notamment l'immeuble, le mobilier, les tableaux - étaient naguère principalement financées par prélèvement sur les revenus antérieurs, nous sommes en droit de conclure que l'évolution contemporaine rend considérablement moins nécessaire l'accumulation du « capital de consommation ». Ceci ne veut pas dire, bien entendu, que la demande portant sur ce capital est à l'heure actuelle, même en valeur relative, plus faible qu'elle ne l'était jadis : en effet, la demande croissante en biens de consommation durables provenant des revenus petits et moyens fait plus que de compenser cet effet de contraction - mais ceci signifie que, dans la mesure où l'élément hédonistique intervient dans l'ensemble des motifs d'enrichissement, les revenus dépassant un certain niveau sont devenus moins désirables qu'ils ne l'étaient auparavant. Pour s'en convaincre, le lecteur n'a qu'à considérer la situation d'un point de vue strictement terre à terre : l'homme ou le ménage ayant réussi - l'homme ou le ménage de la « société », dès lors qu'ils sont en mesure de louer les meilleures chambres d'hôtel, cabines de paquebot, places de trains de luxe et d'acheter pour leur consommation ou usage personnels les objets des meilleures qualités (or ceux-ci sont toujours davantage produits par les méthodes du travail en série)¹ peuvent ainsi acquérir, en règle générale et compte tenu des circonstances et de la mentalité contemporaines, tous les biens pour lesquels ils éprouvent un besoin *personnel* de quelque intensité. Or, il est facile de voir qu'un budget établi sur ces bases est forcément beaucoup plus réduit que celui correspondant aux exigences d'un train de vie « seigneurial ».

3. Pour réaliser les conséquences de la dénatalité et de la réduction du train de vie sur le rendement du système de production capitaliste, il suffit de se rappeler que la famille et la demeure familiale constituaient naguère les ressorts profonds de la passion du gain dans les milieux typiquement bourgeois. Les économistes bourgeois n'ont pas toujours prêté à ce facteur toute l'attention qu'il mérite. Quand nous considérons de plus près leur notion de l'intérêt personnel des entrepreneurs et des capitalistes, nous ne pouvons manquer de reconnaître que les résultats attribués à ce mobile ne sont aucunement identiques à ceux par lesquels doit se manifester, selon toute apparence, l'égoïsme raisonné des célibataires sans attaches ou des ménages sans enfants ayant cessé de regarder le monde à travers les fenêtres d'une demeure familiale. Consciemment ou inconsciemment, ces économistes ont analysé le comportement d'un homme dont les opinions et les volitions étaient modelées par un tel foyer et qui se proposait primordialement de travailler et d'épargner pour sa femme *et ses enfants*. Cependant, dès que ces motifs disparaissent de l'horizon moral de l'homme d'affaires, nous nous trouvons en présence d'un type d'homo *oeconomicus différent*, mu par des préoccupations différentes et agissant selon des directives différentes. En ce qui le concerne et du point de vue de son utilitarisme individuel, le comportement de son prédécesseur serait, en fait, parfaitement irrationnel. Les seules formes d'aventure et d'héroïsme qui aient subsisté au sein de la civilisation anti-romantique et anti-héroï-

¹ Les conséquences exercées sur les budgets des consommateurs par la convenance croissante des objets fabriqués en masse sont encore renforcées par la différence de prix existant entre ces objets et les articles faits sur mesure, cette différence, qui tient à la hausse des salaires, augmentant en même temps que diminue la désirabilité des articles sur mesure, l'évolution capitaliste démocratise la consommation.

que du capitalisme (l'héroïsme exprimé par la formule : *navigare necesse est, vivere non necesse est*)¹ n'ont plus de sens pour lui. Et il cesse d'obéir à l'éthique capitaliste qui enjoignait de travailler pour l'avenir, que l'on fût ou non destiné à engranger la récolte.

Ce dernier point peut être exprimé sous une forme plus explicite. Dans le chapitre précédent, nous avons fait observer que le régime capitaliste s'en remet aux couches supérieures de la bourgeoisie pour la gestion des intérêts à long terme de la société. En fait, ce régime compte sur l'action des motifs familiaux inhérents à cette classe. La bourgeoisie travaillait primordialement aux fins d'investir - elle luttait moins pour un niveau de consommation que pour un niveau d'accumulation qu'elle essayait de défendre contre des gouvernements inspirés par des considérations à court terme². Or, en même temps que s'affaiblit la force d'impulsion imprimée par les motifs familiaux, l'horizon temporel de l'homme d'affaires se rétrécit jusqu'à ne pas dépasser, en gros, son « espoir de vie », au sens actuariel du terme. Il se pourrait donc fort bien que, même s'il n'avait aucun motif d'appréhender que le fruit de son effort ne serve qu'à gonfler le montant de ses impôts, cet homme d'affaires consente moins facilement qu'il ne le faisait naguère à remplir la fonction consistant à gagner, épargner et investir. Il acquiert donc progressivement une mentalité hostile à l'épargne et accepte toujours plus facilement les théories, hostiles à l'épargne, exprimant une philosophie à court terme.

Cependant l'homme d'affaires contemporain n'accepte pas seulement les théories hostiles à l'épargne. Son attitude à l'égard de l'entreprise pour laquelle il travaille et son programme de vie privée s'étant modifiés, il tend à considérer sous un jour nouveau les valeurs et les normes inhérentes à l'ordre des choses capitalistes. Le trait le plus saillant du tableau consiste peut-être dans la mesure dans laquelle la bourgeoisie, tout en éduquant ses propres ennemis, se laisse à son tour éduquer par eux. Elle absorbe sans résistance les formules du radicalisme en vogue et paraît tout à fait consentante à se laisser convertir à une doctrine incompatible avec son existence même. Quant aux conséquences pratiques de cette doctrine, elle s'y résigne partiellement, non sans hésitations et protestations, - mais elle s'y résigne néanmoins. Une telle abdication serait extrêmement surprenante et, à coup sûr, très difficile à expliquer, n'était le fait que le bourgeois typique perd rapidement foi en sa propre doctrine. Or, ce scepticisme, à son tour, devient parfaitement compréhensible aussitôt que nous reconnaissons la disparition des conditions sociales ayant donné naissance à la dite doctrine.

Notre thèse trouve confirmation dans la manière très caractéristique dont se comportent la bourgeoisie, dans son ensemble, et les intérêts capitalistes spécifiques quand ils doivent faire face à une attaque directe : ils discutent et ils plaident - ou ils engagent des avocats pour le faire en leur nom; ils sautent sur chaque chance de compromis ; ils sont toujours prêts à céder ; ils ne livrent jamais un combat sous le drapeau de leurs idéals et intérêts propres : aux États-Unis, aucune résistance sérieuse n'a été opposée sur aucun point, de 1930 à 1940, à l'imposition (le charges financières écrasantes ou à la promulgation d'une législation du travail incompatible avec une

¹ « Il est nécessaire de naviguer, il n'est pas nécessaire de vivre » inscription sur une vieille maison de Brême.

² L'on a dit que, en matières économiques, « l'État peut adopter le point de vue à plus long terme ». Cependant il agit rarement de la sorte, exception faite pour certains problèmes, tels que la conservation des ressources naturelles (forêts, etc.), étrangers aux politiques partisans.

gestion efficace de l'industrie. Or, et le lecteur s'en sera déjà aperçu, je suis loin de surestimer la puissance politique soit des grandes entreprises, soit de la bourgeoisie en général. En outre, je suis prêt à tenir largement compte du facteur couardise. Il n'en reste pas moins vrai que les moyens de défense n'ont pas, jusqu'à présent, fait complètement défaut à la bourgeoisie américaine et que l'histoire fourmille d'exemples de petits groupes qui, ayant foi en leurs causes et résolus à s'accrocher au terrain, ont fini par triompher. La seule explication que l'on puisse donner de la résignation des victimes des *New Deals* contemporains, c'est que le régime bourgeois a cessé d'avoir un sens pour la bourgeoisie elle-même qui, tout en multipliant les récriminations sans d'ailleurs lever un petit doigt pour se défendre, ne se soucie pas au fond du sort du dit régime.

Ainsi, la même évolution économique qui mine la position de la bourgeoisie (en amoindrissant l'importance du rôle des entrepreneurs et des capitalistes, en disloquant ses couches protectrices, en créant une atmosphère d'hostilité) détruit également de l'intérieur les forces motrices du capitalisme. Rien ne montre mieux que le régime capitaliste, non seulement s'appuie sur des étais constitués avec des matériaux non-capitalistes, mais encore tire son énergie propulsive de règles de conduite non-capitalistes qu'il est simultanément condamné à détruire.

Nous avons redécouvert un principe qui a été maintes fois découvert avant nous par des auteurs se plaçant à des points de vue différents (et se fondant sur des raisons, à mon avis, inadéquates), à savoir qu'il existe une tendance à l'auto-destruction, inhérente au système capitaliste, qui, dans les premiers temps, peut prendre la forme d'une tendance au ralentissement du progrès.

Je ne m'attarderai pas à redire comment des facteurs objectifs et subjectifs, économiques et extra-économiques, se renforçant réciproquement en un concert imposant, contribuent à ce résultat. Je ne m'attarderai pas davantage à montrer ce qui devrait dès à présent apparaître comme évident et ce qui deviendra encore plus évident au cours des prochains chapitres, à savoir que ces facteurs travaillent, non seulement à détruire la civilisation capitaliste, mais encore à engendrer une civilisation socialiste. Tous ces facteurs sont orientés vers cette même direction. L'évolution capitaliste, non seulement détruit son propre cadre institutionnel, mais encore crée les conditions d'une évolution nouvelle. Peut-être aurais-je dû employer le terme « transformation ». L'évolution capitaliste n'aboutit pas seulement à un vide qui pourrait être indifféremment comblé par n'importe quels matériaux occasionnels : les hommes et les institutions sont, chemin faisant, transformés dans des conditions qui les préparent toujours davantage aux modalités socialistes. Chaque fois que la charpente capitaliste perd un de ses étançons, un obstacle au plan socialiste disparaît simultanément. A ces deux égards, la vision de Marx était juste. Nous pouvons donc nous y rallier en associant la transformation sociale spécifique qui se poursuit sous nos yeux avec l'évolution économique qui en est le moteur initial. Les points contestés par notre analyse (en admettant qu'elle soit correcte) ne présentent, somme toute, qu'une importance secondaire, quelque essentiel que puisse être le rôle joué par eux dans le credo socialiste. En fin de compte, il n'y a pas tant de différence qu'on pourrait le croire entre dire que la décadence du capitalisme tient au succès de ce régime et dire qu'elle tient à son échec.

Toutefois, notre réponse à la question « Le capitalisme peut-il survivre? » soulève bien davantage de problèmes qu'elle n'en résout. En prévision des développements qui vont suivre, le lecteur ne doit pas perdre de vue :

- Premièrement, que jusqu'ici nous n'avons rien appris sur la nature du socialisme qui paraît se profiler dans l'avenir. Pour Marx et pour la plupart de ses disciples - et ce fut là et c'est encore l'un des points les plus faibles de leur doctrine - le socialisme signifiait une entité exactement définie. Cependant une telle précision ne nous mène pas, en fait, au delà de la notion de nationalisation des industries : or, on verra que ce régime est compatible avec une variété infinie de possibilités économiques et culturelles.

- En second lieu, que, jusqu'à ce point, nous ignorons également tout du processus exact de l'avènement présomptif du socialisme - sinon qu'il existe, dans cet ordre d'idées, des possibilités multiples, allant de la bureaucratisation progressive jusqu'à la révolution la plus spectaculaire. Strictement parlant, nous ne savons même pas si le socialisme se maintiendra durablement. Encore un coup : distinguer une tendance et en apercevoir le but est une chose - mais prédire que ce but sera effectivement atteint et que le nouveau régime pourra fonctionner (sans même parler de ses chances de durée) est une tout autre chose. Avant que l'humanité étouffe (ou s'ébatte) dans le cachot (ou le paradis) du socialisme, il est fort possible qu'elle se consume dans l'horreur (ou la gloire) des guerres impérialistes ¹.

- En troisième lieu, que les différents éléments constitutifs de la tendance que nous venons d'essayer de décrire, tout en étant universellement discernables, ne se sont, jusqu'à ce jour, complètement dégagés nulle part. L'évolution a progressé dans les différents pays à des allures différentes, mais elle n'a pas été assez loin, dans aucun de ces pays, pour que nous puissions soit préciser avec quelque degré de confiance jusqu'où elle ira, soit affirmer que sa « tendance sous-jacente » est devenue trop puissante pour pouvoir être sérieusement contrariée, sinon par des réactions temporaires. L'intégration industrielle est loin d'avoir été menée à son terme. La concurrence, affective et virtuelle, constitue toujours un facteur important de toute conjoncture d'affaires. L'esprit d'initiative est toujours actif, le commandement exercé par le groupe bourgeois constitue toujours le principal moteur de l'évolution économique. Les normes et motifs d'action bourgeois, bien que de plus en plus battus en brèche, restent toujours vivaces. La survivance des traditions (et la propriété familiale de paquets d'actions garantissant le contrôle de telles ou telles sociétés) mettent toujours beaucoup de fondés de pouvoirs en mesure de se comporter à la manière des propriétaires-gérants de naguère. La famille bourgeoise n'est pas encore morte ² : en fait, elle se cramponne à l'existence avec une ténacité telle qu'aucun politicien responsable n'a encore osé porter la main sur elle, sinon en l'attaquant par la méthode fiscale. Du point de vue des possibilités immédiates aussi bien qu'en matière de prévisions à court terme (et, dans cet ordre d'idées, un siècle représente une période « à court

¹ Écrit pendant l'été 1935.

² *N. d. T.* - L'accroissement remarquable du taux de natalité, observé depuis quelques années en Europe et notamment en France, s'est manifesté dans la bourgeoisie autant que dans les autres classes : peut-être, il est vrai, existe-t-il une corrélation entre ce phénomène et l'austérité imposée par la guerre et les suites de la guerre. D'autre part, le système très efficace des allocations familiales peut être à bon droit considéré comme une mesure de *répartition socialiste* substituée à la pratique bourgeoise de l'accumulation d'une *épargne familiale*.

terme ») ¹, il se peut que tous ces phénomènes de surface soient plus importants que la marche, dont la lente gestation se poursuit en profondeur, vers une civilisation nouvelle.

¹ Telle est la raison pour laquelle les faits et arguments présentés dans ce chapitre et dans les deux chapitres précédents n'infirmant pas mes raisonnements relatifs aux résultats économiques éventuels de cinquante années supplémentaires d'évolution capitaliste. L'avenir peut fort bien révéler que la période 1930-1940 aura assisté aux derniers râles du capitalisme - et la guerre 1940-1945 aura, bien entendu, grandement accru les chances d'une telle éventualité. Néanmoins, il est possible que les choses ne se passent pas de la sorte. En tout cas, il n'existe pas de raisons *purement économique* interdisant au Capitalisme de franchir avec succès une nouvelle étape : c'est là tout ce que j'ai entendu établir.